



UNIVERSITÉ  
LIBRE  
DE BRUXELLES

Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire

Faculté des Sciences

Master en Sciences et Gestion de l'Environnement

**« L'antagonisme environnement-économie révélé par le discours d'économistes influents belges »**

Mémoire de Fin d'Études présenté par

GOMETT, Adeline

En vue de l'obtention du grade académique de

Master en Sciences et Gestion de l'Environnement

Finalité Gestion de l'environnement - M-ENVIG

Année Académique 2019 - 2020

Directeur : Professeur T. Bauler



*Je tiens à remercier chaleureusement tous ceux qui  
m'ont aidée, encouragée ou simplement écoutée.*

*Merci au Professeur Tom Bauler pour sa patience et ses nombreux conseils.*

*Je remercie également, les 11 « économistes » qui ont accepté de me donner un peu de leur  
temps pour participer aux entretiens individuels, dans le cadre de ce mémoire.*



## Résumé

De nos jours, les pollutions actuelles, le changement climatique, nos modes de vies énergivores et leurs impacts sur l'environnement, la santé humaine et animale avec de surcroît, le déclin drastique de la biodiversité, animent vivement les débats politiques. Au vu des crises écologiques actuelles, la croissance économique doit-elle continuer à être vue comme un objectif en soi ? Certains partisans de la croissance verte la pensent compatible avec une protection accrue de l'environnement tandis qu'à l'opposé, ceux de la décroissance décrivent l'idéologie de la croissance comme une foi religieuse presque morbide. Qu'en pensent les acteurs économiques belges ? Au travers d'un état de la littérature sur les différentes 'mouvances' au sein des pays développés occidentaux (croissance verte, décroissance, socioéconomie, économie écologique), ce travail a pour ambition d'approcher certains acteurs politico-économiques belges francophones et d'examiner leur point de vue. Ce travail met également en évidence les limites de la croissance et la difficulté de notre système économique de concilier les enjeux économiques et écologiques. La méthodologie utilisée pour ce travail est une analyse de discours portée sur des entretiens individuels avec une dizaine d'acteurs économiques influents belges. Les analyses tentent de répondre à 3 questions: 1. Quels sont les positions des économistes par rapport à la compatibilité de notre économie avec l'environnement ? 2. Comment entrevoient-ils le pluralisme dans l'enseignement des sciences économiques ? 3. Voient-ils en la taxation environnementale une solution adéquate pour concilier les deux aspects ? En effet, cette taxation environnementale s'avère être un instrument économique pertinent pour donner un signal prix et donc, orienter les comportements vers des actions plus éco-responsables. En outre, cette dernière est envisagée avec la proposition de Timmermans et al. (2018), la « DaVAT » (Damage value added tax) et est également abordée lors des interviews. La direction que les acteurs économiques souhaitent emprunter donne, probablement, des indices sur celle que notre société suivra par la suite. La complexité des problèmes, l'inertie du système éducatif ainsi que la nature intrinsèque même du système économique empêchent d'espérer un changement radical ou rapide. De plus, les avancées alarmistes des scientifiques du GIEC ou du dernier rapport du WWF peuvent légitimement en effrayer plus d'un. Cependant, la majorité des répondants paraissent optimistes et la moitié de ceux-ci ne voient pas la nécessité d'une profonde remise en question du système économique d'aujourd'hui. Cette volonté de changer de paradigme est seulement présente chez une minorité et ce, à différents degrés. La plupart des répondants semblent toutefois s'accorder sur la nécessité d'instaurer la taxation environnementale. Cependant, ils sont divisés sur la façon de la mettre en application. Concernant l'enseignement des sciences économiques, les répondants remarquent des lacunes inhérentes aux sciences économiques à intégrer l'environnement dans les calculs. La majorité est ouverte aux discussions pour un pluralisme économique et reconnaît qu'un changement de la manière d'aborder les sciences économiques à l'université pourrait être bénéfique.



## Table des matières

|   |    |
|---|----|
| Résumé.....   | 5  |
| Acronymes .....   | 10 |
| Introduction .....  | 11 |
| 1. La croissance et ses limites.....  | 14 |
| 1.1. Limites de son indicateur.....   | 16 |
| 1.2. Limites écologiques et métaboliques.....                                       | 17 |
| 1.3. Limites technologiques.....  | 18 |
| 1.3.1. Limites du découplage.....   | 19 |
| 1.4. Critiques du système capitaliste .....   | 19 |
| 1.5. Limites psycho-sociologique ou sociales .....                                  | 21 |
| 1.5.1. La décroissance .....  | 21 |
| 1.6. Limites des sciences économiques, l'économie écologique et le pluralisme ..... | 22 |
| 1.6.1. Le pluralisme économique .....   | 23 |
| 2. Croissance verte .....   | 25 |
| 3. L'économie écologique .....  | 26 |
| 4. Synthèse partielle .....   | 28 |
| 5. Mise en économie de l'environnement.....   | 29 |
| 5.1. La taxation environnementale .....   | 30 |
| 5.1.1. Tax shift : la proposition de la DaVAT .....                                 | 32 |
| 5.1.2. Limites soulevées de la taxation environnementales.....                      | 33 |
| 6. Méthodologie.....  | 34 |
| 6.1. Cible .....  | 35 |
| 6.2. Les acteurs interviewés au sein des différentes institutions .....             | 35 |
| 6.3. L'interprétation et l'analyse des résultats.....                               | 37 |
| 7. Analyse des discours .....   | 39 |
| 7.1. Analyse des discours par thématique .....                                      | 39 |
| 7.1.1. Rapport à l'enseignement des sciences économiques .....                      | 39 |
| 7.1.2. PIB et autres indicateurs complémentaires.....                               | 40 |

|        |  |    |
|--------|--|----|
| 7.1.3. | Compatibilité du système actuel basé sur une croissance économique avec les enjeux liés à la gestion de l'environnement..... | 41 |
| 7.1.4. | Décroissance.....  | 43 |
| 7.1.5. | Economie écologique .....  | 44 |
| 7.1.6. | Croissance verte.....  | 45 |
| 7.1.7. | Taxation environnementale .....  | 45 |
| 7.1.8. | Proposition de la DaVAT (Timmermans et al., 2018) et les obstacles soulevés.....   | 46 |
| 7.1.9. | Enjeux liés aux problèmes politiques .....   | 47 |
| 7.2.   | Tableau récapitulatif .....  | 48 |
| 7.3.   | Analyse graphique.....   | 54 |
| 7.4.   | Synthèse partielle .....   | 55 |
| 8.     | Discussion et limites.....   | 56 |
| 8.1    | Principales limites .....  | 56 |
| 8.1.1  | Les limites relatives au cadre d'études .....  | 56 |
| 8.1.2  | Les limites relatives à la problématique .....   | 56 |
| 8.1.3  | Les limites relatives à l'échantillon.....   | 56 |
| 8.1.4  | Les limites relatives à la nature des entretiens qualitatifs.....  | 57 |
| 8.1.5  | Les limites relatives aux résultats.....   | 57 |
| 8.2    | Discussion .....   | 58 |
|        | Conclusion.....  | 59 |
|        | Bibliographie.....   | 62 |
|        | Articles scientifiques .....   | 62 |
|        | Ouvrages scientifiques .....   | 63 |
|        | Actes de colloques, documents officiels .....  | 64 |
|        | Mémoires.....  | 65 |
|        | Articles de presse.....  | 65 |
|        | Webographie .....  | 66 |
|        | Annexes.....   | 67 |
|        | Annexe 1 : guide d'entretien .....   | 67 |

|   |     |
|---|-----|
| Annexe 2 : entretien avec Alain .....           | 70  |
| Annexe 3 : entretien avec Nathalie.....         | 82  |
| Annexe 4 : entretien avec Edouard.....          | 91  |
| Annexe 5 : entretien avec Laurent et Bart ..... | 99  |
| Annexe 6 : entretien avec Céline.....           | 107 |
| Annexe 7 : entretien avec Francis .....         | 119 |
| Annexe 8 : entretien avec Michel.....           | 126 |
| Annexe 9 : entretien avec Arthur.....           | 135 |
| Annexe 10 : entretien avec Adrien .....         | 144 |
| Annexe 11 : entretien avec Jean .....           | 154 |

## **Table des tableaux**

|  |      |
|--|------|
| Figure 1 : Ecological Footprint (Duro et al. (2013)) ..... | p.42 |
|--|------|

## Acronymes

ACV : analyse cycle de vie

BFP : Bureau Fédéral du Plan

BNB : Banque Nationale de Belgique

DaVAT : Damage Value added tax

FMI : Fonds monétaire international

GES : gaz à effet de serre

ICHEC : Ichec (Institut Catholique des Hautes Etudes Commerciales) brussels management school

MBI : Market Based Instruments

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

PIB : Produit Intérieur Brut

TVA : taxe sur la valeur ajoutée

UE : Union européenne

UWE : Union wallonne des entreprises

## Introduction

De nos jours, les pollutions actuelles, le changement climatique, nos modes de vies énergivores et leurs impacts sur l'environnement, la santé humaine et animale avec de surcroît, le déclin drastique de la biodiversité, animent vivement les débats politiques. Face à des multiples crises qu'elles soient écologiques, sociales mais aussi économiques, les politiciens du monde entier tâchent de trouver une solution pour résoudre ces problématiques actuelles. En outre, celles-ci acquièrent progressivement une visibilité accrue ce qui induit une conscientisation des citoyens et des mobilisations de plus en plus importantes. Depuis la deuxième moitié du XXe siècle, un mouvement écologique émerge. Des voix dénonçant les innovations technologiques affectant directement la santé et les individus (la nocivité des pesticides avec *Silent Spring* de Rachel Carson, 1962, incident nucléaire de Tchernobyl de 1986) ont provoqué une conscientisation chez les populations (Bonneuil et al., 2013, Zaccai, 2011 ; Sinai, 2015). Le changement climatique est un des enjeux les plus importants et dramatiques que connaît notre époque contemporaine. La hausse générale de température, la hausse du niveau des mers et l'acidification des océans pourraient rendre la vie sur Terre bien plus compliquée pour notre espèce.

L'accumulation de CO<sub>2</sub> et d'autres gaz à effet de serre dans l'atmosphère pourrait faire augmenter la température moyenne de la planète d'ici 2100, entre 1°C et 6°C selon les scénarios de réponses politiques (Bonneuil et al., 2013). En Europe, les principaux risques identifiés sont notamment, les événements climatiques extrêmes, la difficulté d'accès à une eau de qualité, l'introduction et l'expansion d'espèces invasives et des autres changements de nos écosystèmes (GIEC, 2014).

Greta Thunberg a fait un discours à l'ONU, en septembre dernier. Elle accuse les politiques de ne pas agir, de ne penser qu'à l'argent alors que la planète est en train de s'effondrer. Selon elle, il est plus qu'urgent de prendre des mesures plus fortes (Thunberg, 2019). Comme souvent, son intervention a suscité pas mal de critiques. Certains déplorent son ton catastrophiste extrême alors que beaucoup sont d'avis qu'il est en effet, plus que temps de réagir (Deszpot, 2019).

Au regard d'une perspective occidentalisée, le monde a été conduit par une poursuite effrénée vers un PIB toujours plus grand, vers toujours plus de croissance. Certains experts économistes sont d'avis qu'aujourd'hui, il faille modifier certaines logiques et imaginaires créées. Ce travail consiste en une approche qualitative de certains économistes belges afin de comprendre leur point de vue sur la question : est-ce que l'économie et l'environnement sont compatibles ? En effet, en fonction de leur degré d'acceptation pour changer de logique économique et pour prioriser la préservation de l'environnement naturel et/ou son intégration dans les systèmes économiques, les acteurs politiques et économiques doivent se positionner et décider d'emprunter la direction qui leur convient.

Au vu des crises écologiques actuelles, la croissance économique doit-elle continuer à être vue comme un objectif en soi ? Certains partisans de la croissance verte la pensent compatible avec une protection

accrue de l'environnement tandis que ceux partisans de la décroissance décrivent l'idéologie de la croissance comme une foi religieuse presque morbide. Qu'en pensent les acteurs économiques belges ? Au travers d'un état de la littérature sur les différentes mouvances au sein des pays développés occidentaux (Croissance verte, Décroissance, Socioéconomie, économie écologique), ce travail met également en évidence la difficulté de notre système économique de concilier les enjeux économiques et écologiques. Beaucoup de choses sur lesquelles se basent notre société et notre mode de vie sont complexes tout en étant interconnectées et c'est une raison pour laquelle changer de direction pour sauver la planète peut être lent et conflictuel.

Une fois ce cadrage théorique effectué, la méthodologie utilisée pour ce travail est une analyse de discours des entretiens avec une dizaine d'acteurs économiques influents, belges, francophones, qu'ils appartiennent à la sphère politico-économique ou académique. Les entretiens tentent de répondre à 3 questions: Quelles sont les positions des économistes par rapport à la compatibilité de notre économie avec l'environnement ? Comment entrevoient-ils le pluralisme dans l'enseignement des sciences économiques ? Voient-ils en la taxation environnementale une solution adéquate pour concilier les deux aspects ?

La taxation environnementale comme possibilité de solution, est envisagée avec la proposition d'un changement de taxation de deux chercheurs, Timmermans et Wouter, la DaVAT (Damage value added tax), également abordée lors des interviews. Cette solution parmi beaucoup d'autres, a été choisie car actuellement, un projet de recherche est en cours à l'échelle européenne pour analyser la faisabilité d'instaurer un tax shift via l'application d'une TVA circulaire afin de promouvoir la consommation de produits plus écoresponsables (Ademe, 2018 ; European Commission, 2018). En outre, la taxe environnementale s'avère être un instrument économique qui pourrait être pertinent à instaurer pour donner un signal prix et pour encourager les achats éco-responsables ou décourager simplement, la surconsommation.

Pour la phase exploratoire, il a été convenu que j'assiste à une conférence afin de m'immiscer dans le sujet. Récemment, la « Post-Growth 2018 Conference » qui a eu lieu à Bruxelles les 18 et 19 septembre 2018, avait pour but de mettre autour de la table des membres du Parlement Européen et diverses institutions (ONG, Lobbyistes, chercheurs). Ensemble, ils devaient repenser le système politique et économique en vue de législations plus adéquates à la réalité de la planète (Post-Growth Conference, 2018).

En écoutant ce qui s'y est dit, il était évident que deux types de « profils » s'affrontaient lors des débats. D'un côté, les hétérodoxes, les décroissants et les adeptes de la 'deep ecology' avancent des arguments précis mais ceux-ci ne sont pas écoutés par certains économistes plus orthodoxes qui eux, préfèrent se référer à des solutions ouvertement critiquées par divers acteurs des mouvements de l'après-croissance

comme la croissance verte. Du point de vue politique, l'écologie superficielle ('shallow ecology')<sup>1</sup> restait la proposition dominante dans les débats publics actuels contrairement à la 'deep ecology'. Comment procéder à un changement de paradigme dont parlent les socio-écologistes économiques ? (Spash, 2013) Il subsiste encore au travers de ces débats observés, une confusion importante parmi les termes employés : croissance verte et durable, décroissance, économie écologique,... La question de recherche de ce travail est née de mon observation sur ces deux jours : comment les économistes belges conçoivent-ils actuellement la compatibilité du système économique basé sur la croissance avec l'environnement ?

L'hypothèse est : les principaux acteurs politico-économiques belges ne voient pas une réelle nécessité à réformer le système économique. Il n'existe pas de remise en question des fondements du courant économique dominant actuel basé sur la croissance au vu de la crise environnementale. Je vais tenter de le démontrer par les arguments qu'ils utilisent. Des sous-questions opérationnelles sont à prévoir afin de cadrer ce travail de recherche pour approfondir et mieux cerner la cohérence de leur discours. Comment conçoivent-ils la compatibilité de la croissance avec l'environnement ? Comment se positionnent actuellement ces personnes par rapport à la recherche perpétuelle de la croissance et l'indicateur PIB, l'économie écologique ? De quelles façons sont interprétés les concepts de décroissance et de croissance verte ? Les sciences économiques sont enseignées encore de manière très théorique, mathématique et normative ce qui ne permet pas de développer une vision systémique qui maintenant, selon certains chercheurs devrait être logiquement adoptée par l'économie pour s'adapter au monde du vivant. Comment perçoivent-ils le pluralisme économique ? Se sentent-ils ou se sont-ils sentis préparés à la complexité des différents enjeux environnementaux ? Pour terminer et dans le but d'apporter un peu de tangibilité dans ce vaste débat, je leur parle de la taxation environnementale et d'une proposition relativement concrète : la DaVAT (Cf 5.2). De cette manière, j'obtiens une vue d'ensemble des positions que prennent ces acteurs-là aujourd'hui dans le paysage institutionnel belge et je peux nuancer, confirmer ou infirmer l'hypothèse de départ.

Pour questionner les fondements de la croissance, il me paraît pertinent et nécessaire de revenir aux fondamentaux du système économique dominant. Dans un premier temps, je regarde ce qui est dit dans la littérature par rapport à la croissance et ses limites (section 1.), ensuite j'approfondis les courants de croissance verte et d'économie écologique (section 2. et 3.) et enfin j'apporte une synthèse partielle en section 4. La section 5 est consacrée à la mise en économie de l'environnement et la taxation environnementale avec un zoom sur la proposition concernant la DaVAT.

Dans un deuxième temps, je regarde comment se positionnent ces personnes d'influence, ces acteurs politico-économiques par rapport aux concepts décrits précédemment. La méthodologie (section 6.) et l'analyse (section 7.) contiennent la partie expérimentale de ce travail. J'y interprète et analyse les entretiens. Finalement, mon travail se termine par une discussion en section 8. et une conclusion.

---

<sup>1</sup> Les concepts seront définis plus loin.

## 1. La croissance et ses limites

« Croître signifie se nourrir d'un environnement qui favorise la métabolisation constructive d'intrants matériels et immatériels, réorganisant ceux-ci dans la direction d'un « mieux », ou même d'un « plus ». » (Bourg et al., 2015, p. 230) Dans le monde occidental, la croissance, l'accroissement des richesses de 1950 à 1980, ont clairement amélioré nos modes de vie en termes de confort et de santé (pension, sécurité sociale, accès à l'énergie, nombre d'heures de travail, congés payés,...) (World Bank, 2012 ; Bowen et al., 2014 ; Jackson, 2017). Cependant, au fil du temps, on observe que cette notion de croissance semble avoir été détournée. Comme il a été dit entre autres, lors de la Post Growth Conference, et comme il l'a été mentionné dans certains écrits, la croissance est devenue une fin en soi et non un moyen (Arnsperger C. in Bourg et al., 2015 ; Post-Growth Conference, 2018 ; Jackson, 2017).

« Depuis 1950, l'économie croît approximativement en moyenne 3,65% par an. » (Jackson, 2017, p.54) Actuellement, la production de l'économie mondiale est dix fois plus élevée qu'en 1950. Si l'expansion se poursuit avec une cadence similaire, « en 2100, l'économie mondiale sera 20 fois plus élevée qu'aujourd'hui. » (Jackson, 2017, p.42) Certains économistes s'accordent à dire religieusement que la croissance est la solution à tout, que sans elle, on ne crée pas d'emplois, et que le progrès sera toujours la solution (Adriaens, 2016).

Pourtant, des vérités sur la croissance sont, maintenant, remises en question. Quelques-unes, significatives, sont citées ci-dessous.

1. La croissance apporte des emplois. Cela n'est pas toujours le cas comme l'affirme Adriaens (2016) et Jackson (2017). L'augmentation de la productivité implique la création de plus de produits/services créés mais avec moins de travailleurs. Par conséquent, une hausse de chômage va parfois de pair avec une hausse de croissance.
2. La croissance améliore le bien-être de la population. Ce n'est plus vrai à partir d'un certain point, l'accroissement du PIB n'a plus d'incidence sur le bien-être (Jackson, 2017).
3. La croissance réduit les inégalités sociales. Ce n'est pas toujours correct. On remarque, depuis 25 ans, que les inégalités sociales se creusent que ce soit par rapport aux pays développés, les pays en voie de développement, entre deux pays développés ou à l'intérieur d'un même pays (Adriaens, 2016; Victor, 2010 ; Chancel et al., 2015). Selon le programme des Nations Unies pour le développement, l'inégalité des revenus a atteint des sommets depuis 1950. Dans les économies riches, l'inégalité a progressé de 9% en 20 ans. « Le pourcentage le plus riche de la population a doublé sa part. » (Jackson, 2017, p.41)

De plus, avec la mondialisation, le vieillissement de la population et l'endettement des consommateurs, les conséquences macroéconomiques de l'essoufflement du système néolibéral capitaliste sont nombreuses : le changement climatique, les pollutions, la volatilité des prix des matières premières, la

menace de rareté pour certaines ressources et par conséquent, des tensions géopolitiques dues aux dépendances de ressources et/ou dues aux inégalités en augmentation (Jackson, 2017).

En 2019, la population s'élève à plus de 7,7 milliards (Woldometers, 2019). Comme la croissance et la démographie, les niveaux de pollution ont aussi augmenté rapidement (Bonneuil et al., 2013 ; Zaccai, 2011). L'eau que l'on boit, l'air que l'on respire et les aliments que l'on ingère sont le plus souvent altérés par plusieurs polluants. La santé de la Terre mais aussi celle des hommes inquiète.

En ce qui concerne la biodiversité, selon l'IPV (Indice Planète Vivante), entre 1970 et 2014, l'effectif des populations de vertébrés sauvages a décliné de 60%. Ce déclin est essentiellement dû à la surexploitation des ressources et aux activités agricoles (WWF, 2018).

Un questionnement sur la persistance de la foi en la croissance économique dans les pays développés paraît pertinent et pourtant, il est encore très souvent vu comme une dissidence. Robert Solow, le prix Nobel d'Economie de 1987 avait parlé en 2008, de l'action destructrice de notre économie sur l'environnement (Victor, 2010). Pour un bon nombre d'experts, la solution à ces crises, qu'elles soient sociales, écologiques ou politiques, n'est certainement pas la relance économique ; la croissance qui eut lieu au milieu du siècle dernier n'est plus du tout souhaitable aujourd'hui (Adriaens, 2016 ; Sinaï, 2015 ; Jackson, 2017).

Un fait d'actualité illustre bien deux points de vue que peuvent prendre les acteurs politico-économiques. En octobre dernier, le patron de l'union wallonne des entreprises (UWE), Jacques Crahay a déclaré que certains patrons évitaient de penser à la transition écologique car cela ne facilitait pas la rentabilité de leur entreprise. Il a dit en interview : *"Aujourd'hui, on vient plus à l'UWE pour défendre son pré carré que pour essayer de réfléchir collectivement et défendre l'intérêt de l'ensemble de la société."* Cela a créé une discorde au sein de l'UWE. Olivier de Wasseige, l'administrateur général, préfère modérer ses propos et rappelle que la transition *« doit être équilibrée par rapport à la transition sociale et la transition économique. (...) Il ne faut pas nécessairement vouloir toujours coupler [la croissance] : on peut avoir aujourd'hui de la croissance tout en essayant d'atteindre des objectifs environnementaux, il faut arrêter de faire cette dichotomie »*. Selon lui, la croissance est nécessaire au niveau macroéconomique ; il faut développer conjointement l'aspect écologique et économique (P.V., 2019).

Des néo-institutionnalistes historiques comme Peter Hall, (Paul Pierson et Katleen Thelen) se sont intéressés à la dynamique de changement dans les sociétés occidentales. D'une part, pour chaque organisation il existe un « sentier de dépendance » duquel il est difficile de sortir car il est bâti sur un ensemble de dispositifs très longs, coûteux et fastidieux à déconstruire. D'autre part, le changement de paradigme nécessite deux conditions sans lesquelles il n'opèrera pas. La première est l'échec avéré et accepté du paradigme antérieur et la seconde est qu'un *« autre paradigme soit disponible et susceptible d'être adopté sans délai »* (Sinaï, 2015).

L'opinion des différents acteurs influents de notre système économique est donc primordiale pour avoir une vue d'ensemble et mieux appréhender la suite, comprendre pourquoi nous sommes bloqués à cette crise environnementale et qu'il est difficile et conflictuel de la concilier avec notre économie.

Dans ce chapitre, les limites de la croissance décrites dans la littérature sont abordées. Les limites dans le sens, les murs contre lesquels la croissance risque de se cogner si un changement n'est pas opéré. Une analyse est proposée, en partant des limites du PIB jusqu'aux limites de l'inertie de l'enseignement des sciences économiques en passant entre autres, par les limites écologiques, technologiques et sociales.

### 1.1. Limites de son indicateur

Un des problèmes souvent attribué à la croissance économique concerne son indicateur, le Produit Intérieur Brut (PIB) (Victor, 2010). La majorité des économistes établissent qu'il est nécessaire (mais pas forcément obligatoire) que la croissance augmente et donc, que le PIB augmente pour une qualité de vie confortable pour tout le monde.

Le PIB, indicateur qui découlait du Produit National Brut (PNB), élaboré par Simon Kuznets dès les années trente, est toujours actuellement au centre des politiques gouvernementales des sociétés occidentales. Initialement, cet indicateur était utilisé en support pour mesurer des objectifs précis comme le taux d'emploi. Dès 1934, Simon Kuznets lui-même mettait en garde que le bien-être d'un pays ne peut pas être totalement déduit de cet indicateur et que la croissance pour la croissance ne devrait pas devenir une fin. Pendant les 30 glorieuses, le modèle de croissance productiviste a orienté le choix de l'indicateur et donc, privilégié le développement et l'institutionnalisation du PIB (D'Alisa et al., 2015 ; Jackson, 2017). Aujourd'hui, il mesure l'activité économique à l'intérieur d'un pays, d'une région, autrement dit, sa production de richesses. Si le PIB augmente, les revenus font de même<sup>2</sup> et la population a la possibilité d'accroître la qualité de son cadre de vie et la consommation de produits et services. En cela, le PIB est sensé, entre autres, exprimer la prospérité d'un pays ou d'une région. Indéniablement, le PIB ne mesure pas le bien-être d'une société. Il comporte de grosses limites, spécialement, par rapport aux enjeux environnementaux. Une catastrophe écologique ou une maladie entraîne des activités économiques ce qui fait croître le PIB. C'est donc, perçu comme étant positif dans le calcul. Il ne prend pas non plus en compte la détérioration de l'environnement et donc, paradoxalement l'altération du cadre de vie des citoyens (Jackson, 2017 ; D'Alisa et al., 2015 ; Blanchet, 2011). Une solution possible est de verdir le PIB (Blanchet, 2011).

Pendant la crise économique de 2008, la croissance économique a été freinée et a baissé dans certains pays européens dont la Belgique ce qui a provoqué consécutivement le désarroi des politiques, la faillite d'entreprises, une récession parfois importante, une perte d'emplois, des problèmes de finance publique,

---

<sup>2</sup> Je précise qu'il y aurait une hausse des revenus par habitant que SI l'économie augmente plus vite que la population ou si les heures prestées par membre de la population active augmente. (Jackson, 2017, p.39 et 77)

une érosion de la sécurité sociale,... (Jackson, 2017, Zaccai, 2011). Ces conséquences dramatiques font penser à la plupart des économistes, que la croissance est un impératif de survie (Jackson, 2017 ; Sinaï, 2015). Selon Jackson (2017) l'importance d'une crise dépendrait plus de la structure sociale d'une région et de la réaction politique que de la baisse du PIB.

Selon Sinaï (2015), l'obsolescence du PIB n'est pas encore totalement approuvée par tous. Encore beaucoup de médias le mettent au premier rang pour étayer le bien-être économique d'un pays. De nombreux articles parlent encore de la croissance du PIB comme étant requis pour le bien-être économique d'une région. Il reste un indicateur prédominant.

Pendant l'été 2019, nombreux sont les titres d'articles de presse qui relayent la décélération de l'économie belge et mondiale. Durant ces dernières années, on constate un ralentissement de la croissance : en 2018, la hausse du PIB était de 1,4% et en 2017, 1,7%. Selon un autre article de l'Echo, la Banque nationale avait prévu 1,4% de croissance pour l'année 2019. Cependant, on se situe aux alentours des 1,2% (Banque Nationale de Belgique, 2019). « *L'économie belge va légèrement décélérer au cours des prochaines années, en raison du ralentissement international, mais la croissance belge restera néanmoins très riche en emplois* ». Tel est le message essentiel délivré par le vice-gouverneur de la Banque nationale, qui se réfère à la croyance que si le PIB augmente, la situation des belges s'améliorera (Bombaerts, 2018 ; 2019).

## 1.2. Limites écologiques et métaboliques

Le très célèbre économiste américain Kenneth E. Boulding explique que la conception qu'ont les hommes de la Terre a énormément évolué. Auparavant, les hommes voyaient la Terre comme quelque chose d'illimité et d'inépuisable. « *Gradually, however, man has been accustoming himself to the notion of the spherical earth and a closed sphere of human activity.* » (Boulding, 1966) L'économie 'mainstream' telle qu'on la connaît ne convient pas ou plus à la réalité des limites biogéochimiques de la Terre. La Terre, jadis inépuisable, est maintenant comprise comme un système fermé, les échanges avec l'extérieur sont très faibles (Verrecchia E. in Bourg et al., 2015 ; Boulding, 1966).

Par la suite, une conscientisation de l'état limité et fini de la Terre est apparue, plus spécifiquement, lors de la publication du rapport « Limits to Growth » : rapport écrit par quatre scientifiques du MIT (Massachusetts Institute of Technology) connu sous le nom du Club de Rome en 1972. Ce travail met en évidence pour la première fois les limites des ressources de la Terre au travers d'une analyse des relations entre l'environnement, l'humain, l'agriculture, les technologies et le capital industriel. Le rapport alarme ; arrivée à un certain seuil, la population grandissant de façon exponentielle, l'activité humaine dépassera la capacité de charge de l'environnement ce qui engendrera l'effondrement des sociétés humaines (Jackson, 2017, p.46 ; Le Club de Rome, 1972).

Un concept de base de l'économie reflète le constat des ressources finies : la rareté. Il n'y a pas sur Terre assez de biens, de ressources, pour satisfaire les besoins et désirs des hommes, qui eux, sont illimités. La croissance se cognera inévitablement aux ressources finies (De Perthuis, 2016). La croissance matérielle est limitée dû à la finitude des ressources ; l'environnement impose une modification profonde du système économique. « *Ce à quoi Robert Solow et les économistes de la croissance rétorquent que le mur de la rareté est sans cesse repoussé par l'innovation technique et la capacité des acteurs économiques à trouver des substituts aux ressources.* » (De Perthuis, 2016, p.40) Comme le spécifie De Perthuis (2016), trouver des substituts aux forêts, à la biodiversité ou au climat est par contre, plus compliqué.

Les mécanismes écologiques ne sont pas cadrés par les limites écologiques de la Terre ce qui semble aberrant. Herman Daly, un économiste écologique (1991, cité par Douai et al., 2017, p.31) explique que « *le problème de l'allocation marchande est analogue à celui qui consiste à répartir de manière optimale un chargement sur bateau* » sans vérifier la charge totale que le bateau peut supporter.

D'autres phénomènes constituent des limites métaboliques à la croissance comme la décroissance du taux de retour énergétique (EROI)<sup>3</sup> et le principe de la thermodynamique : l'entropie (Douai et al., 2017 ; Jackson, 2017). En effet, Nicholas Georgescu-Roegen décrit les lois de physique et de la thermodynamique, en particulier sur l'entropie, et les met en parallèle avec l'économie. Dans ses écrits, pendant les années septante, il tend à démontrer qu'il s'avère inconcevable de continuer sur la même dynamique. Selon lui, le système économique doit adopter un aspect systémique pour être en meilleure harmonie avec l'environnement naturel et les limites imposées (Georgescu-Roegen, 1979). C'est ce que propose le champ de recherche de l'économie écologique ; j'y reviens à la troisième partie de ce travail.

### 1.3. Limites technologiques

Selon les prévisions du rapport Meadows, si aucun bond technologique, ni une régulation importante des naissances ou un contrôle des pollutions ne s'opèrent, un effondrement des sociétés pourrait se passer durant le XXI<sup>e</sup> siècle (Le Club de Rome, 1972). Le rapport du club de Rome a été attaqué dû à son prétendu manque de crédibilité à cause de sa démarche alarmiste. En effet, il proposait des prédictions bien trop pessimistes au vu de la réalité. Certes, la population a augmenté mais les rendements agricoles ont bien suivis (Zaccai, 2011).

L'équation  $I = PAT$  proposée dans les années septante par Barry Commoner, Paul Ehrlich et John Holdren, met en évidence l'importance que devrait prendre le potentiel bond technologique pour être bénéfique. En effet, celle-ci s'appuie sur le fait que les impacts des activités humaines sur

---

<sup>3</sup> « *Concernant l'épuisement des ressources, ce déclin pourrait également survenir non pas qu'il n'y a plus de ressources en tant que telles mais principalement dû au fait qu'il faut toujours plus d'énergie pour extraire de nouvelles ressources qui soient utilisables et de qualité. Ce cheminement tend vers l'intenable. L'extraction deviendra financièrement et physiquement très compliquée.* » (Jackson, 2017, p.47)

l'environnement (I) sont proportionnels à la richesse d'une nation (A pour affluence, revenu par personne), à la population (P) et au facteur d'intensité technologique (T). Cela souligne la difficulté pour une région de réduire ses impacts environnementaux si la population augmente et si la croissance économique se porte bien (Jackson, 2017 ; Zaccai, 2011).

A cela s'ajoute l'effet rebond, qui signifie que la diminution des impacts induite par des produits plus durables puisse être rattrapée par une augmentation des impacts due à une hausse de la production ou de la consommation (Zaccai, 2011 ; Tienhaara, 2014). L'enjeu technologique est donc un véritable challenge international surtout si l'on veut réduire les inégalités de qualité de vie entre l'hémisphère Nord et l'hémisphère Sud et c'est le pari que prennent plusieurs acteurs (Sinai, 2015 ; Jackson, 2017).

### 1.3.1. Limites du découplage

Surestime-t-on ou sous-estime-t-on les futures innovations technologiques ? Il est difficile de répondre à cette question sans être devin.

L'idée de découpler part du concept d'un processus de production plus efficace, de biens et services plus durables, en bref, utiliser moins pour faire mieux (Jackson, 2017). Il y a deux types de découplage : l'absolu et le relatif. Le découplage relatif désigne toute baisse de l'intensité matérielle ou des émissions par rapport à la production économique. Le découplage absolu désigne toute baisse en termes absolus même si la production économique augmente. Il faut donc que les impacts sur l'environnement diminuent alors que l'économie continue de croître. D'un point de vue historique, aucun découplage absolu n'a été constaté (Tienhaara, 2014 ; Jackson, 2017). Pour Aloisi (2012), deux découplages sont à considérer : premièrement celui des activités économiques de production et de consommation de biens et services et l'utilisation des matières premières ; deuxièmement les activités économiques de production et de consommation de biens et services et leurs impacts sur l'environnement. L'objectif serait atteint si, en amont, on réduit la demande en ressources et si on trouve des substituts de techniques ou de matériaux (Aloisi, 2012). Techniquement, des alternatives peuvent être « *difficiles à trouver et coûteuses, sans parler du fait qu'elles nécessitent tout un dispositif d'incitants et de régulation qui n'est pas en place à un niveau suffisant* » (Zaccai, 2011, p.97). De nombreuses études nous montrent que nous sommes toujours sur une trajectoire du « business as usual » pour les émissions de CO2 et ce, malgré les technologies « plus vertes » (Jackson, 2017 ; Douai, 2017).

## 1.4. Critiques du système capitaliste

L'auteur Paul Victor (2010) questionne : « *is capitalism in any of its forms compatible with an economy that respects the limits of the biosphere ?* » (Victor, 2010, p.244). On l'a vu dans un système construit tel que le nôtre, il est important d'améliorer la productivité (rapport entre la quantité produite et les

moyens utilisés pour cette production) et de consommer moins pour rester dans les limites de la planète. Mais est-ce possible ?

Dans les circonstances sociétales liées au changement climatique, apparaît un intérêt croissant de protéger la nature. On assiste à une éclosion simultanée de mouvances variées : celles-ci naissent, meurent, apparaissent, disparaissent, réapparaissent, comme les anti consuméristes, écologistes, altermondialistes, écosocialistes. Toutes ces mouvances désignent le coupable principal comme étant le système capitaliste et non spécifiquement la croissance économique.

L'anthropocène<sup>4</sup> est le nom donné à la nouvelle ère géologique qui suit l'holocène. Il a été choisi pour mettre en avant le fait que l'homme, depuis la révolution industrielle, soit devenu une force tellurique ayant une incidence plus que remarquable sur l'environnement physico-géologique (Zaccai, 2011 ; Bonneuil et al., 2013). D'autres chercheurs le formulent d'une autre manière, le Capitalocène. Ils adoptent une autre perspective en mettant au-devant de la scène le coupable comme étant le système capitaliste. Ces chercheurs (ex : Jason W. Moore, Hans Baer) critiquent le concept d'anthropocène car (comme son nom l'indique l'*anthropos* (mot provenant du grec ancien signifiant l'homme)) il est, dans sa globalité, en ligne de mire, sans différenciation de sociétés humaines, ou même de classes à l'intérieur des civilisations. Comme si par exemple, l'ensemble de la population mondiale avait contribué en même temps et de la même façon aux impacts des émissions de CO2 par l'utilisation des énergies fossiles (Moore, 2017).

La révolution industrielle est un ensemble de modifications techniques, sociales qui ont conduit les sociétés occidentales en sociétés post-industrielles capitalistes. Par conséquent, il est vrai qu'une remise en question du capitalisme peut être pertinente dans ce contexte.

Le capitalisme est un ensemble d'institutions comme la propriété privée des installations de production, le travail salarié, le crédit et l'argent privé doté d'un taux d'intérêt, qui ont déclenché la croissance et qui en nécessitent toujours. L'unique finalité est le désir de faire du profit par l'accumulation de capital ; on investit de l'argent avec l'objectif général, de faire un bénéfice. Une fois acquis, on peut réinvestir cet argent dans un nouveau cycle d'expansion et ainsi de suite favorisant ainsi la croissance économique (D'Alisa et al., 2015 ; Jackson, 2017 ; Douai et al., 2017). « *Il est crucial de constater combien la résilience de ce système est faible (...) Le modèle capitaliste ne semble pas offrir une voie facile vers un état stationnaire et sa dynamique naturelle le pousse vers deux extrêmes : l'expansion ou l'effondrement.* » (Jackson, 2017, p.115)

Certains économistes entrevoient une compatibilité forte entre le capitalisme et un autre objectif que celui de la croissance, nommé le 'green capitalism'. Dans ce dernier qui, selon ses versions (Green Stimulus, Green Economy et Green New Deals), adopte un plus ou moins grand degré de réforme pour le système politique et économique (Tienhaara, 2014).

---

<sup>4</sup> Ce nom n'est pas officialisé et fait débat.

## 1.5. Limites psycho-sociologique ou sociales

Pourquoi le système capitaliste a réduit nos aspirations vitales à de simples désirs de possession de biens matériels ? Nous aimons consommer. Pourquoi est-ce si difficile de changer ? En réponse à cela, les rôles importants des habitudes, des addictions, notre tendance à imprégner les objets de sens social et psychologique ainsi que notre ancrage à notre mode de vie constituent des éléments de réponses. Pour remettre en cause la croissance, il faudra également s'attaquer à cette logique de surconsommation de biens matériels. (Jackson, 2017) Le sociologue Jean Baudrillard a dit : « *Le consumérisme engendre une paupérisation psychologique, un état d'insatisfaction généralisée* ». Il définit la société de croissance comme le contraire d'une société d'abondance (Bourg et al., 2015). L'économie mainstream considère pourtant, la non-satisfaction comme un trait inhérent à l'homme (Jackson, 2017 ; Faber, 2008).

### 1.5.1. La décroissance

Le terme décroissance est relativement neuf (Bourg et al., 2015). Il s'est inspiré de courants de pensée issus des années 70, provenant de l'écologie politique française avec des auteurs comme Elul, Illich, Gorz, Castoriadis, Latouche, eux-mêmes inspirés par Georgescu-Roegen et Grinevald et leurs réflexions sur le manque d'aspect systémique de notre économie (Douai et al., 2017). Une idée clé des décroissants reflète également une critique culturo-institutionnelle de la société.

La conception moderne de la décroissance examine les limites sociales de la croissance et critique la vision techniciste et productiviste constitutive de nos économies (Douai et al., 2017 ; D'Alisa et al., 2015 ; Latouche S. in Bourg et al., 2015). La décroissance remet en cause principalement l'obsession de l'expansion des marchés et prône un modèle économique plus respectueux de l'environnement et de l'être vivant (Jackson, 2017). Il critique la croissance, le capitalisme et la marchandisation.<sup>5</sup> Ce dernier point qui fait partie de tous nos échanges quotidiens dégrade notre sociabilité et donc, notre bien-être (D'Alisa, 2015). Le courant de la décroissance s'inscrit dans une critique radicale du système capitaliste, questionnant la capacité des institutions, et en particulier des marchés, à assurer une juste et soutenable allocation des ressources. La décroissance a comme projet de donner une perspective nouvelle pour les institutions nées du capitalisme (D'Alisa et al. ; Latouche, 2015 ; Cheyet, 2008).

La décroissance ne signifie pas une diminution du PIB, ni la récession, ni la croissance négative mais un ralentissement de l'exploitation des ressources naturelles de la planète (Cheyet, 2008). Pour être rigoureux sémantiquement, nous devrions parler d'a-croissance comme a-thésisme (a privatif en grec). « *C'est d'ailleurs très exactement l'abandon d'une foi et d'une religion qu'il s'agit : celles du progrès et du développement.* » (Bourg et al., 2015, p.247) Ce mouvement est assez catégorique dans le

---

<sup>5</sup> C'est-à-dire, le « *processus de conversion des produits sociaux ainsi que des services et des relations socio-écologiques en marchandises dotées d'une valeur monétaire.* » (D'Alisa, 2015, p.30)

sens où une croissance infinie dans un monde qui a ses limites n'est tout simplement pas possible. En outre, une croissance économique implique inévitablement une augmentation des déchets et de la pollution (Latouche, 2015).

D'autres positions ou mouvements semblables critiquent l'économie mondialisée comme les mouvements altermondialistes, mouvements anti-utilitaristes, ou économie solidaire. Certains partisans de la décroissance le deviennent parce qu'ils se positionnent contre ce paradigme actuel de croissance infinie et de développement, d'une part, pour la cause socio-économique et d'autre part, pour la cause écologique, parce qu'ils veulent protéger notre planète contre les externalités du développement. « *La diversité des itinéraires explique que tous les objecteurs de croissance ne mettent pas exactement le même contenu sous l'intitulé.* » (Bourg et al., 2015, p.248) En effet, ce terme a plusieurs définitions selon le degré de radicalité souhaité.

Il existe également des mouvements de changements au niveau individuel comme la simplicité volontaire (Bourg et al., 2015). La simplicité volontaire désigne ce que l'on appelle, aujourd'hui, par différents termes comme sobriété solidaire, heureuse. Ce n'est pas non plus, une idée neuve, elle est présente depuis longtemps. L'idée de vouloir vivre simplement sans artifice ni luxe est souvent associée à l'idéologie d'une société plus égalitaire. En Europe occidentale, au départ, elle est fortement attachée à la religion chrétienne. Leur motivation était le salut de leur âme et non la volonté de ne pas détruire la planète. Aujourd'hui, ces communautés sont souvent attentives à préserver la nature et respecter le vivant (Adriaens, 2016). Certains économistes plus radicaux possédant une conscience écologique, préconisent une réflexion profonde sur le fonctionnement de la société et les comportements des individus. En vogue actuellement, le minimalisme rassemble la plupart des idéaux de la simplicité volontaire. Ce courant semble être la réponse que proposent certains économistes qui souhaitent se libérer de l'emprise malsaine du consumérisme. Le but est de posséder le moins de biens matériels et seulement le strict nécessaire (Pulver, 2016).

## 1.6. Limites des sciences économiques, l'économie écologique et le pluralisme

La science économique est conséquentialiste, c'est-à-dire que la fin justifie et prime sur les moyens. Elle est humaniste, anthropocentriste (évaluation d'une situation par rapport aux incidences et conséquences sur les humains) et utilitariste (sert à notre bien-être) (Douai et al., 2017). Je détaille dans cette partie, les points défailants relevés par certains auteurs.

Selon Faber (2008), l'économie mainstream est déficiente en trois points : "*first, the lack of an adequate conceptualisation of nature, second, a failure to handle the question of justice and third, a failure to deal with the dynamics of time.*" (Faber, 2008, p.2)

La première déficience est la conceptualisation erronée de la nature. En premier lieu, la nature peut être perçue comme une entité indépendante à nous, alors que nous sommes dépendants d'elle. Elle était là

avant nous et le sera après nous. Cette caractéristique d'indépendance ne semble pas être intégrée dans les sciences économiques classiques, dites mainstream. Elles ont plutôt cherché à la contrôler afin d'en tirer profit pour la condition humaine. En deuxième lieu, Adam Smith (1723-1790), fondateur de l'économie classique libérale, a bâti ses théories sur les postulats qu'avec le travail et les progrès techniques, la nature n'imposerait aucune limite, ce que beaucoup d'économistes pensent encore à l'heure actuelle. La richesse matérielle pourrait croître indéfiniment et ainsi satisfaire tout un chacun. L'aspect fini et limité des ressources premières n'est pas encore compris et abordé. (Faber, 2008) La deuxième déficience selon Faber (2008) concerne la justice. En théorie, selon Marx, Hume et Keynes, dans un monde où la croissance n'a pas de limites, les biens et les bénéfices toujours accessibles et disponibles seront distribués à tous. Selon cette logique, la notion de justice (dans le sens où tout le monde peut subvenir à ces besoins) n'a pas lieu d'être. Le concept de rareté peut paraître ambivalent étant donné qu'il signifie qu'il n'y a justement pas assez pour satisfaire la demande. Cependant, l'économie promet qu'il y aura assez ; l'approche de l'économie classique dit que de ce qui tend vers la rareté aujourd'hui n'y tendra plus demain et ce, grâce à la croissance économique. La croissance apparaît comme un remarquable remède aux problèmes de justice, qui n'a pas lieu d'être traitée outre mesure, ce qui peut sembler aberrant dans un monde où les inégalités sociales sont bien présentes. La dynamique du Temps est la troisième déficience relevée par Faber (2008). Selon lui, les méthodes de modélisation du temps ne sont pas appropriées dans l'économie mainstream. Le concept d'irréversibilité n'existe pas, ce qui est problématique pour une correcte conceptualisation du monde vivant (Faber, 2008).

La science économique mainstream apparaît de plus en plus comme une science obsolète (Sinaï, 2015 ; Faber, 2008). Selon certains, un changement de culture et de langage est nécessaire pour faire face aux nouveaux défis planétaires.

*« Economists in particular, for the most part, have failed to come to grips with the ultimate consequences of the transition from the open to the closed earth. »* (Boulding, 1966)

#### 1.6.1. Le pluralisme économique

Avec le changement climatique, certains économistes pressent pour que l'environnement soit davantage pris en compte dans les calculs. En 1991, Daly notait qu'aucun des trois plus gros manuels de macroéconomie du début des années 1990 ne mentionnait de renvois aux termes « environnement », « ressource naturelle » et « pollution » dans son index (Daly cité par Douai et al., 2017, p. 36). Encore en 2013, des étudiants français en sciences économiques constataient que la durabilité environnementale n'était que très peu abordée dans leur programme (Parrique, 2013).

Le pluralisme en économie démarre à la critique de la manière dont sont enseignées les sciences économiques dans les universités, c'est-à-dire avec un strict formalisme mathématique, de façon étroite et détachée du monde réel, d'une seule perspective, avec un manque de mise en contexte approprié. Le

problème de cette approche est que les étudiants pensent qu'il n'y a qu'une manière de faire et de penser l'économie ce qui rend cette science très normative et restrictive. Au contraire, enseigner le pluralisme signifierait inclure différentes approches, promouvoir d'autres perspectives, méthodes de faire de l'économie dans le but de driller l'esprit critique des étudiants, par des approches marxistes, évolutionnistes, féministes ou écologiques (Spash, 2013 ; Rethinkingeconomics.org, Cambridge Society). Divers groupes d'étudiants, académistes et professionnels se sont créés comme 'Rethinking Economics', 'Cambridge Society' ou 'Promoting Economic Pluralism' pour repenser les sciences économiques. Ils questionnent l'herméticité des politiques d'enseignement des sciences économiques (Les étudiants de PEPS-Economie, 2011, Rethinkingeconomics.org, Cambridge Society).

Dans le dernier rapport d'enquête de Rethinking Economics Belgium en 2019, une question a été posée : est-ce que les cours en sciences économiques et de gestion préparent suffisamment les étudiants aux enjeux sociaux et écologiques ? Il en est ressorti 3 constats :

- *« les approches qualitatives, historiques et réflexives sont très peu enseignées dans les cursus. Elles ont laissé une grande partie de l'espace aux approches quantitatives telles que les mathématiques ou les statistiques. Une situation qui gagnerait à s'améliorer, car 57% des répondants à l'enquête sont demandeurs de plus de cours permettant une réflexion critique sur les sciences économiques, tels que des cours d'épistémologie ou de méthodologie. Par ailleurs, 66,5% sont favorables à l'ouverture d'une filière en sciences économiques qui soit moins mathématisée et plus ouverte aux autres sciences sociales.*
- *les inégalités socio-économiques ainsi que les questions écologiques sont largement négligées par les cursus actuels. En effet, 78% des répondants considèrent que le cursus aborde de manière insatisfaisante la question des impacts environnementaux, et 70% considèrent que les inégalités ne sont pas expliquées de façon convaincante dans leurs cours.*
- *79% des répondants disent bien connaître la théorie néoclassique grâce à leurs cours d'économie, et tout juste 9% pour l'économie écologique. Pourtant, quand on leur demande s'ils souhaiteraient qu'une plus grande proportion de ces théories économiques différentes soit enseignée dans leur cursus, 83,5% des étudiants interrogés répondent positivement. »*  
(Rethinking Economics, 2019)

## 2. Croissance verte

Le fait qu'il faille limiter les impacts négatifs à l'environnement est relativement accepté par les économistes. Certains soutiennent qu'il est possible de réduire les impacts en continuant la course à la croissance. Cette solution est d'ailleurs privilégiée par l'OCDE et la banque mondiale. (Victor, 2010) La banque mondiale écrit dans son rapport de 2012 : « *Inclusive green growth is the pathway to sustainable development* ». (World Bank, 2012) Elle reconnaît néanmoins que nos modèles actuels ne vont plus. « *Greening growth is necessary, efficient, and affordable* » (ibid.). La croissance verte apparaît un peu comme le continuum du développement durable. « *Green Growth means fostering economic growth and development, while ensuring that natural assets continue to provide the resources and environmental services on which our well-being relies.* »<sup>6</sup> (OCDE, 2019) Selon Inclusive Green Growth de la banque mondiale, le développement durable reste l'objectif à atteindre tandis que la croissance verte est un moyen de coordonner les deux piliers : économique et environnemental (World Bank, 2012).

La croissance verte a été définie par Blanchet (2011) : une croissance qui ne se fait pas au détriment de la soutenabilité environnementale, c'est-à-dire qu'elle ne porte pas en elle-même les germes d'un retournement plus ou moins catastrophique dû au fait d'avoir à payer, tôt ou tard, les conséquences d'un excès de prélèvements sur les ressources naturelles. La croissance verte 'autorise' l'augmentation du PIB si le taux de réduction des impacts lui est supérieur. L'idée de découpler ces deux indicateurs soutient le rôle prédominant des progrès technologiques et des éco-innovations (Douai et al., 2017). En définition, elle tiendrait la promesse, à la fois d'une croissance économique mesurée par le PIB pour maintenir le développement des sociétés humaines (avec un accent mis sur celles qui en ont besoin) et une préservation de l'environnement. Certains auteurs la définissent en mettant l'accent sur le fait que l'économie doit continuer de croître. « *Green growth means increases in economic activity in the long term and possibly short term, without reducing aggregate natural capital.* » (Bowen et Hepburn, 2014 p.409) La croissance verte veut proposer quelque chose de plus concret qu'une société bas-carbone. Pour Bowen et Hepburn (2014), économistes britanniques, deux grandes catégories de pensée dans la Green Growth : celle dite « Strong » et celle dite « Standard ». La différence se situe dans le fait que la croissance s'appliquera ou non à court terme. Dans le cas où elle ne s'applique pas, l'option standard préconise d'investir maintenant dans les technologies plus vertes et mettre en place des efforts de découplage. Cela coûtera mais c'est pour un mieux (Bowen et al., 2014). L'option Strong pense que la croissance verte deviendrait faisable en mettant en place des énergies renouvelables, en corrigeant certaines défaillances du marché comme en internalisant les externalités, par exemple, et en améliorant la qualité de l'environnement (Bowen et al., 2014).

---

<sup>6</sup> OCDE définition disponible sur leur site web <http://www.oecd.org/greengrowth/>, consulté le 27/02/2019.

### 3. L'économie écologique

L'économie écologique est un champ de recherche conflictuel, hétérogène et divisé. Elle émerge d'une conscientisation, de plus en plus collective, s'interrogeant sur notre système économique et sur les différentes façons de penser la compatibilité de l'économie avec l'environnement. Ce champ de recherche se positionne entre le cadre théorique et la vision idéologiste (Spash, 2013 ; Douai et al., 2017). L'économie écologique apparaît lorsque des économistes « standards » orthodoxes se sont mis à questionner la gestion de la nature et de ses ressources. Comment faire face aux problèmes de pollutions en augmentation ? Selon eux, l'économie standard n'apporte pas de réponse à cela (Douai et al., 2017). Ce champ de recherche s'est approprié les trois déficiences citées auparavant (CF. section 1.6 ; la temporalité, la justice et la nature) pour créer une nouvelle science, l'économie écologique. « *However, Ecological Economics is not able to deal with these three demands in a purely scientific way.* » (Faber, 2008, p.2)

De plus, les deux éléments fondateurs de l'économie écologique sont : la prise en considération des aspects systémiques des enjeux et l'application des principes de thermodynamiques à l'économie. Cela implique la nécessité d'adopter une approche pluridisciplinaire ainsi que de comprendre et conceptualiser les interactions entre systèmes économiques et écologiques en termes de flux d'énergie et de matières (Douai et al., 2017).

D'autres principes comme l'encastrement de l'économie dans un système socioculturel plus large, la prise en compte de l'équité intragénérationnelle et intergénérationnelle et l'octroi à la nature d'une valeur intrinsèque ne font pas l'unanimité au sein de ce mouvement. L'économie écologique (Ropke cité par Douai et al., 2017) conçoit aussi le bien-être et le progrès social comme déconnectés de la croissance économique. Un autre principe est de ne pas tout miser sur la technologie mais également, sur des changements organisationnels et individuels (Douai et al., 2017).

Différents courants découlent de l'économie écologique. Les frontières entre ces différents concepts varient fortement en fonction de la perception des acteurs. Je me base principalement sur l'ouvrage *l'économie écologique* de Douai et al. (2017) et sur l'article de Spash (2013) pour exprimer les contours de ces courants de pensée. Je distingue ici trois principaux profils.

Pour le premier, ces auteurs diront que les adeptes de « *la nouvelle économie des ressources naturelles* » sont considérés comme des orthodoxes. Peu de changements sont apportés au système économique néoclassique actuel et à l'approche utilitariste. L'économie écologique est comme une sous-branche de l'approche économique standard (Douai et al., 2017). L'allocation optimale des ressources se fait par des marchés libres. Ainsi, donner un signal prix et internaliser les externalités font partie des solutions adéquates envisagées (Spash, 2013).

Pour le deuxième, une autre manière d'aborder l'inclusion de la nature et de ses limites dans notre économie est proposée par les « *pragmatiques environnementaux* ». Ils vont intégrer dans leurs modèles

économiques les limites physiques, les seuils de résilience, la capacité de charge, le taux de renouvellements des ressources. Le rôle des pragmatiques environnementaux est de trouver des modèles économiques qui concilient les environmentalistes avec les politiciens pour une facilité de langage entre les scientifiques et les actions possibles du pouvoir politique. Leur but est de trouver des solutions pratiques et simples directement applicables pour faire face à l'urgence des crises environnementales. Le débat purement théorique est mis au second plan. L'implication des dimensions naturelles se fait par les paiements aux services écosystémiques, *biodiversity banking*, etc (Douai et al., 2017 ; Spash, 2013). Le troisième profil est le plus radical. La socioéconomie écologique est une branche de l'économie écologique, définitivement hétérodoxe. La tâche de ce courant consiste à repenser la science économique elle-même par le biais d'une approche interdisciplinaire et transdisciplinaire. Ce courant des 'Social Ecological Economists' est proche de l'éthique environnementale sur laquelle repose l'incommensurabilité de la Nature, il tend à se rapprocher de certains économistes radicaux comme Martinez-Allier et d'autres mouvements comme la décroissance (Douai et al., 2017 ; Spash, 2013). D'autres économistes écologiques préfèrent la solution d'un état stationnaire. Herman Daly a décrit cet état stable comme étant « *économie à population constante avec un stock de capital constant, maintenue par un faible taux d'utilisation d'énergie tenant compte des capacités régénératrices et assimilatrices des écosystèmes* ». (Daly cité par Douai et al., 2017, p.37) Des débats subsistent sur la possibilité de réaliser un état stationnaire dans le cadre d'une économie capitaliste. Pour certains, ce n'est pas possible car le capitaliste a comme objectif une accumulation de capital. D'autres, comme Robert Solow, disent que le capitalisme par sa nature multiforme, et au moyen de changements adéquats, pourrait inventer un état stationnaire (Douai et al., 2017 ; Victor, 2010).

La « deep ecology » et la « shallow ecology » sont deux concepts apparus en 1973 via un écrit du philosophe norvégien Arne Naess. Il remet en cause les fondements de nos sociétés occidentales et crée le mouvement de l'écologie profonde ('deep ecology'). Actuellement, en ce qui concerne la gestion des problèmes environnementaux, la gouvernance de la Belgique ainsi que celle de la plupart des pays occidentalisés se basent quant à eux sur une « shallow ecology », c'est-à-dire, une écologie superficielle qui se préoccupe principalement des pollutions et de l'épuisement des ressources non renouvelables car ce sont des enjeux qui impactent directement l'homme, son environnement, sa santé et ses besoins. A l'opposé, la deep ecology souhaite tout repenser et s'attaquer aux causes et non aux effets. (Bourg et al., 2015) Ces deux termes ont été pris et repris : la terminologie en fait deux oppositions structurales dans le domaine de la philosophie de l'environnement (Bourg et al., 2015).

## 4. Synthèse partielle

La stabilité économique repose structurellement sur la croissance du PIB et donc sur une demande de produits/services toujours plus importante. La consommation demande de l'énergie, du travail. De plus, elle épuise les ressources et bien souvent, elle pollue. Selon un bon nombre d'auteurs, le système économique de nos sociétés doit être questionné (Bonaiuti M., 'Bioéconomie' in D'Alisa et al., 2015 ; Zaccai, 2011).

L'économie écologique est une science qui peut paraître à juste titre comme étant faible ou fragile dans le sens où elle est encore peu structurée et laisse trop de place à l'arbitraire. Mais d'un autre côté, elle ouvre des perspectives jamais étudiées, un champ de recherche novateur laissant place à la liberté et la créativité pour l'établissement de nouvelles méthodes (Faber, 2008).

La croissance verte, quant à elle, privilégie la compatibilité de la croissance économique avec une protection accrue de l'environnement et ne propose pas de grands changements d'ordre économique. Durant la post-growth, j'ai observé que certaines idées de projets politiques sont loin d'être comprises et/ou acceptées. Mais aujourd'hui, qui sont les économistes qui gouvernent notre pays ? Qui influencent nos politiques et l'éducation ? Le dogme de la croissance est-il remis en doute ? Que pensent-ils des mouvances alternatives comme la décroissance et l'économie écologique ?

Le changement de système économique implique une profonde transformation de notre manière de penser. Le PIB, l'économie mainstream obsolète, les différentes crises, tout cela met en avant un besoin urgent de changer comme une nécessité de réintroduire des valeurs éthiques dans les fondements politico-économiques de la société, une transition vers une économie socio écologiquement plus juste et soutenable (Adriaens, 2016 ; Bourg et al., 2015 ; Jackson, 2017).

Pour concilier la croissance avec le défi climatique, une des solutions possibles selon le Green New Deal européen serait d'instaurer un signal-prix et repenser la fiscalité en favorisant la justice sociale (Green New Deal, 2019). Dans ce cadre-là, la taxation environnementale serait pertinente. Elle est abordée dans la partie suivante.

*« The closed earth of the future requires economic principles which are somewhat different from those of the open earth of the past. »* (Boulding, 1966)

## 5. Mise en économie de l'environnement

Notre société et notre développement sont intrinsèquement liés à la nature. C'est exclusivement à partir d'elle que nous tirons tous nos moyens de subsistance. En sciences économiques, « *le capital naturel est représenté comme un stock de ressources épuisables, dont la rareté constitue une contrainte pour la croissance.* » (De Perthuis, 2016, p.40)

La nature nous fournit divers services (De Perthuis, 2016 ; TEEB – The Economics of Ecosystems and Biodiversity, 2010) :

- de régulation qui assurent la reproduction des ressources,
- d'approvisionnement, qui nous fournit en nourriture et autres matières premières
- d'appui (cycles biologiques, production primaire, ...)
- culturels et d'agrément (esthétique, spirituel, récréationnel...).

Vers le début du XXe siècle, commencent les théories mêlant les principes économiques et la gestion de l'environnement. Deux points de vue se confrontent ; ceux pour et ceux contre la marchandisation de la nature (Bureau, 2005 ; Douai et al., 2017 ; Kallis et al., 2013). Pour protéger et préserver ces services, certains pensent qu'il convient de leur donner une valeur économique au moyen de la taxation, de marchés de quotas ou d'une compensation écologique. Ainsi, nous pourrions donner un prix à la nature ou évaluer les coûts de sa destruction afin d'anticiper ou réduire les dommages sur l'environnement. De cette manière, un prix témoignerait de sa valeur et la nature participerait à sa protection. (De Perthuis, 2016) Pour l'OCDE, le marché alloue correctement les ressources et permet la croissance qui, à son tour, permettra de protéger l'environnement. D'autres sont convaincus que les conséquences de ce continuum des politiques néolibérales seront désastreuses pour notre planète et les services écosystémiques.

Depuis quelques décennies, malgré l'absence de consensus réel, les instruments de marché sont devenus des moyens de prise en charge pour protéger l'environnement, la biodiversité (Bureau, 2005). Le rapport de l'OCDE de 2001 « *Comment encourager une croissance écologiquement durable ?* » a mis en avant le manque d'efficacité de nos politiques en matière d'environnement. Les instruments de type réglementaire sont considérés comme étant inefficaces car trop strictes. Ce rapport recommande des instruments économiques (Bureau, 2005). Il est logique que dans une économie de marché, nous nous tournions vers des Market Based Instruments (MBI) notamment en internalisant les coûts qui ne prennent ni en compte la raréfaction de certaines ressources naturelles ni les impacts de leur utilisation sur l'environnement. Grâce à cela, orienter nos systèmes de production et de consommation vers une nouvelle économie « verte », vers une meilleure connaissance des impacts et une meilleure gestion des ressources (Aloisi, 2012). En ce sens, les MBI peuvent être considérés comme étant des instruments qui

encouragent les acteurs à adopter des comportements moins polluants grâce à un mécanisme de prix (Bureau, 2005).

### 5.1. La taxation environnementale

L'éco-fiscalité a pris son envol dans certains pays de l'OCDE : la fameuse taxe CO2 a déjà fait couler beaucoup d'encre, mais reste au stade de projet en Belgique. Actuellement, la fiscalité verte ne dépasse pas 3 % des recettes fiscales des pays de l'OCDE (De Perthuis, 2016). (Green New Deal, 2019)

La génération de revenus provenant de la fiscalité (taxes, impôts, cotisations sociales) sert principalement trois fonctions :

- ✓ financer les dépenses publiques
- ✓ effet redistributif
- ✓ effet incitatif

Pour un pas de plus vers une société plus durable, il est important de réformer la fiscalité existante, « *qui, encore trop souvent, entraîne des comportements peu respectueux de l'environnement et n'incite pas à une utilisation efficace des ressources.* » (Aloisi, 2012, p.23)

Les taxes environnementales n'ont pas pour principal but de rassembler les revenus fiscaux pour financer les dépenses publiques. Elles visent plutôt à décourager certaines activités polluantes, à influencer les comportements en émettant un signal prix dissuasif (Aloisi, 2012 ; Bourg et al., 2015 ; Bureau, 2005). Elles n'impliquent pas forcément une hausse des impôts mais peuvent être mises en place au moyen d'une tax shift (Aloisi, 2012). Ce serait d'autant plus un moyen pertinent et privilégié par la plupart des économistes. Selon Bureau (2005), dans un contexte où les coûts pour la protection de l'environnement et des écosystèmes sont inconnus et que le niveau de pollution est constant sans être dramatique, la taxation environnementale « *est préférable car elle garantit qu'aucun effort de coût exorbitant ne sera réalisé, ceux-ci étant bornés par la valeur libératoire que constitue le taux de la taxe.* » (Bureau, 2005, p.94) En outre, c'est relativement simple à instaurer si un système fiscal préexiste (Bureau, 2005).

Comme l'a pensé initialement Arthur Cecil Pigou dans les années 1920, la fiscalité écologique serait un moyen de réparer certaines défaillances de l'économie de marché, comme la non prise en compte des externalités.<sup>7</sup> En effet, en analysant les causes de la pollution de l'air à Londres, il constata que « *le libre jeu des marchés est imparfait à cet égard, il ne fournit pas les incitations appropriées pour orienter les*

---

<sup>7</sup> Une externalité est un phénomène qui a lieu en dehors de toutes relations marchandes. Lorsque nous consommons ou produisons, nous générons des externalités, elles peuvent être positives ou négatives (ex. pollution de l'air). mais qui sont non prises en compte par le marché. (Bourg et al., 2015)

*comportements et stimuler les efforts de dépollution dans le sens socialement souhaitable »* (Bureau, 2005, p.88). Afin de les internaliser, il faut intégrer les coûts des externalités dans le prix et donc faire payer les dommages causés à l'environnement. Le principe du pollueur-payeur en est l'inspiration (Barde J-P dans Bourg et al., 2015 ; Dragulanescu, 2015). Plus tard, ce principe a été défini par l'OCDE (OCDE, 1972) : « *The principle to be used for allocating costs of pollution prevention and control measures to encourage rational use of scarce environmental resources and to avoid distortions in international trade and investment is the so-called "Polluter-Pays Principle". This principle means that the polluter should bear the expenses of carrying out the above-mentioned measures decided by public authorities to ensure that the environment is in an acceptable state. In other words, the cost of these measures should be reflected in the cost of goods and services which cause pollution in production and/or consumption. Such measures should not be accompanied by subsidies that would create significant distortions in international trade and investment.* »

Cette théorie soutient que le comportement décentralisé des acteurs, que toutes les décisions individuelles de payer moins dans leur choix de production et de consommation, et d'ainsi maximiser l'utilité de chacun, se traduirait par une diminution des niveaux de pollution (Bureau, 2005, p.88 ; Dragulanescu, 2015).

En outre, la taxe environnementale présente plusieurs avantages (Barde J-P dans Bourg et al., 2015) :

- Efficacité statique : un objectif est atteint au moindre coût par la collectivité.
- Efficacité dynamique : le paiement de la taxe est une incitation vers le progrès et la dépollution, (Aloisi, 2012), contrairement à des mécanismes de quotas, où l'entreprise n'a pas d'intérêt direct à diminuer sa pollution sous le seuil donné. « *In the case of taxes, on the other hand, there is a continuous incentive to other emission reductions also beyond the optimal level because an additional reduction leads to a further reduction of taxes that the enterprise is required to pay. This incentive leads to pursue not only static but also dynamic efficiency that activates the enterprise to substitution processes and investments to research and development of more efficient reduction technologies, production technologies and cleaner processes. An incentive that involves evenly all polluters.* » (Dragulanescu, 2015, p. 208)
- De par le principe de la neutralité fiscale<sup>8</sup>, les recettes fiscales peuvent être affectées à différentes fins et peuvent ainsi réduire d'autres taxes existantes.
- La TVA circulaire propose en plus de consommer moins de ressources en faisant du réemploi et du recyclage, la norme (Bourg et al., 2018).

---

<sup>8</sup> Les revenus des taxes ne doivent pas forcément servir un but spécifique et prédestiné mais servent au budget général de l'état. (Barde J-P dans Bourg et al., 2015)

### 5.1.1. Tax shift : la proposition de la DaVAT

*“In terms of supply chains, industry must adopt stringent environmental assessment of processes and supply chains should be made mandatory for each product, with a life-cycle perspective for better ecolabelling and decision-making. This could also serve as a basis for green taxes (...)”* (Green new Deal, 2019)

Remplacer la TVA par un système de taxation environnementale, telle est la proposition principale de plusieurs auteurs (Garon et al., 2016 ; Timmermans et al., 2018 ; De Camillis et al., 2013).

Certains envisagent d’appliquer un taux unique de taxation à tous les biens de consommation car des taux différenciés de TVA rendent le système fiscal sensible aux manipulations politiques et celui-ci est plus onéreux à mettre en place (Garon et al., 2016).

Face au constat de la non prise en compte des externalités environnementales par le marché de la production-consommation, le projet MODEXT (pour Modélisation des Externalités environnementales pour une TVA circulaire) propose des pistes afin de rééquilibrer le marché en intégrant les externalités à l’environnement. L’objectif est de favoriser la production et la consommation de produits moins impactants sur l’environnement au détriment de produits moins respectueux. Le projet vise à tester la faisabilité calculatoire de la TVA circulaire (Ademe, 2018). La DaVAT, proposée par Timmermans et al., (2018), s’inscrit dans ce projet en tant que cas d’étude. La DaVAT : « Damage and value-added tax » remplacerait la TVA. Elle se base sur une analyse des cycles de vie (ACV) des produits et services pour la différenciation de ses taux. Ce taux sera élevé si le produit a un impact important sur l’environnement ou sur la santé humaine et au contraire, un produit durable aura un taux plus bas (Timmermans et al., 2018). Cette taxe vise à induire un profond changement de comportement autant chez les producteurs que chez les consommateurs ; ceux-ci devraient obligatoirement considérer l’aspect environnemental dans leur choix.

La taxe sur les dommages environnementaux et la valeur ajoutée, proposée par Timmermanns et al. (2018) est la somme de trois composantes :

1. Un taux faible et uniforme de taxe pour tous les produits/services (par ex. 3 %) : UVAT pour « *uniform VAT* ». Donc on garderait une TVA à la consommation, simplement celle-ci serait réduite à 3% (European Commission, 2018).
2. Une taxe est calculée sur base de la quantification des impacts environnementaux totaux de l’analyse du cycle de vie du produit (ibid.). Cette composante s’appelle GDT pour « *global damage tax* ». Une ACV par défaut sera proposée ou une ACV spécifique par produit si celui-ci est considéré comme potentiellement hautement polluant ou générique pour un groupe de produit.

3. Une taxe qui étend la problématique environnementale en incluant l'aspect social et éthique, qui n'apparaît pas dans l'ACV classique : SDT pour « *special damage tax* » (Timmermans et al., 2018).

La DaVAT s'écrit selon l'équation suivante :  $DaVAT_x = UVAT.P_x + GDT_x + SDT_x$

#### 5.1.2.Limites soulevées de la taxation environnementales

Les principales limites soulevées de la taxation environnementale sont :

- a) Il est délicat de fixer le prix de dommages (De Perthuis, 2016 ; Timmermans, 2018 ; Bourg et al., 2015). En effet, pour tarifier correctement la pollution au moyen de la taxe, il faut s'accorder sur l'évaluation des dommages qu'elle induit. Par conséquent, les taxes dérivent d'un indicateur et sont souvent limitées à un aspect problématique environnemental (Ex : Taxe Co2 pour le changement climatique). Cependant, ce ne serait pas le cas pour la DaVAT (Timmermans et al., 2018).
- b) Le principe du pollueur payeur a ses ambiguïtés. Il est simple en théorie ; les personnes payent les pollutions dont elles sont responsables. En pratique, il n'est pas toujours évident d'attribuer une pollution à un acteur étant donné le caractère souvent multifactoriel de cette dernière. Dans le cas de la DaVAT, les acteurs concernés devraient en théorie payer leur choix (Timmermans et al., 2018).
- c) Une nouvelle bureaucratie devra se mettre en place. Des coûts administratifs importants s'en suivront et une difficulté à gérer tout ce qui est « compliance » (Pavel, 2012 cité par Timmermans et al., 2018).
- d) La taxation environnementale ne règle pas tous les problèmes. Par exemple, dans une économie de marché libéral où chacun veut augmenter son profit, l'obsolescence programmée ne disparaîtra pas si facilement.
- e) Les inégalités de revenus, autorisent les gens plus aisés à être plus pollueurs que les autres (Barde J-P. dans Bourg et al.,2015).
- f) Un risque subsiste, pour les entreprises, de perte de compétitivité à l'échelle internationale (Barde J-P. dans Bourg et al.,2015 ; Bürgenmeier, 1999). Il est essentiel de réfléchir à ce que les taxes n'handicapent pas la rentabilité des entreprises nationales au profit des entreprises internationales suite à une augmentation des coûts de production (Bürgenmeier, 1999).
- g) Le risque d'opposition de la part de certains industriels est présent (Bourg et al., 2015) bien que dans une étude suisse, la plupart des managers d'entreprises pensent que la taxe est un des meilleurs instruments pour réduire les niveaux de pollution (Bürgenmeier, 1991).

## 6. Méthodologie

En premier lieu, la démarche fut exploratoire et descriptive pour approcher cette problématique, avec l'observation de la Post Growth 2018 Conference. J'ai constaté qu'il existait des divergences d'opinions. Deux profils type se démarquaient. Certains partisans de la croissance verte la pensent compatible avec une protection accrue de l'environnement tandis qu'à l'opposé ceux de la décroissance décrivent l'idéologie de la croissance comme une foi religieuse presque morbide. A partir de cela, j'ai mené une recherche expérimentale qui confirme ou infirme l'hypothèse de départ (Van Campenhoudt, 2011).

Le but de ce travail est d'aborder différents thèmes et de comprendre le pourquoi du comment. Une analyse de discours a été faite sur plusieurs thématiques afin de comprendre leur vision générale à propos :

1. de la croissance et de sa (non)compatibilité avec la gestion de l'environnement.
2. de leurs études en sciences économiques et leurs connaissances en matière de gestion d'environnement.
3. de la taxation environnementale et plus spécifiquement sur la proposition faite par Timmermans et al. (2018), la DaVAT.

Les questions sont principalement semi-ouvertes. Le guide d'entretien a servi d'appui pendant l'entretien. Comme il est semi-directif, la plupart des questions sont préétablies par thématique mais il est évident que d'autres questions sont venues spontanément, au fil de la discussion. Le guide d'entretien se présente sous forme d'entonnoir. Au départ, la discussion est large sur le système économique et sur les études en sciences économiques. Par après, la discussion se recentre sur des sujets plus spécifiques comme la compréhension de certains termes. Différents thèmes sont abordés pour atteindre la solution concrète que j'ai choisi de considérer pour ce travail : la taxation environnementale et la DaVAT.

Le choix de récolter les données empiriques au moyen d'entretiens semi-directifs a été fait dans l'optique d'avoir des réponses libres et plus nuancées. Il était important de garder la possibilité d'interagir et de rebondir sur l'une ou l'autre chose qu'il serait pertinent d'approfondir.

En effet, l'enquête qualitative permet réellement d'approfondir un sujet traité. J'ai l'opportunité de les questionner sur la manière dont ils conçoivent la gestion de l'environnement et de comment ils justifient leurs opinions. J'ai opté pour une approche ouverte et permissive (Gauthy-Sinéchal, 2013). Les entretiens ont été enregistrés dans le but de les retranscrire.

Ce sont des entretiens face-à-face, individuels et anonymes. En effet, je souhaite connaître leur point de vue personnel et non confronter diverses opinions. Les personnes interviewées doivent se sentir à leur aise et à aucun moment, elles ne doivent se sentir jugées.

Le guide d'entretien ainsi que les retranscriptions intégrales sont en annexes, celles-ci ont fait l'objet d'une analyse fine.

Comme j'interroge peu de personnes, la représentativité de l'échantillon est très faible. Ce mémoire propose néanmoins, un ensemble d'opinions significatives dans le paysage économique belge par rapport à la problématique écologique.

## 6.1. Cible

J'ai inscrit mon travail dans le cadre théorique des représentations professionnelles. Ces représentations conduisent les individus qui appartiennent à un groupe social ou professionnel, déterminé à prendre position sur des sujets d'actualité, et ce, en rapport avec leur appartenance sociale et les contextes sociaux et professionnels dans lesquels ils se trouvent (Trestini et al., 2015).

Les personnes constituant l'échantillon sont des économistes « influents », belges, francophones. Je définis cela comme étant les personnes, en amont, expertes en économie, c'est-à-dire qui ont fait des études universitaires en sciences économiques, qui ont une quelconque influence sur les décisions ou les politiques économiques et environnementales menées. L'objectif étant de couvrir un morceau du paysage économique belge majoritairement francophone.

En premier lieu, il a fallu répertorier les institutions potentiellement intéressantes pour les interviews et ce, en fonction de différents critères. La cible s'est constituée sur base de critères linguistiques d'une part, et de visibilité ou d'influence, d'autre part. Quelles sont les institutions à la base des décisions en matière d'économie en Belgique ? Afin d'établir une liste d'une vingtaine d'institutions et de personnes se situant dans cette bulle préparatoire des décisions économiques, une recherche a été menée sur internet, dans différents journaux (comme L'Echo, Le Soir et Trends Tendances), dans les différentes facultés économiques des universités et hautes-écoles belges. En deuxième lieu, j'ai construit mon réseau sous forme d'un listing non exhaustif d'acteurs que l'on retrouve régulièrement dans les médias belges francophones et/ou participant à des conférences dans le domaine politico-économique. Je les ai contactés par e-mail et par téléphone. Certains n'avaient pas le temps, d'autres jugeaient qu'une interview comportant des questions sur des choses encore non établies était trop délicat. Malgré mes nombreuses tentatives, peu de personnes ont répondu positivement.

## 6.2. Les acteurs interviewés au sein des différentes institutions

Échantillon : 11 personnes du monde politico-économique en Belgique francophone.

Ils ont été choisis soit parce qu'ils font partie d'une institution importante et influente pour nos politiques et pour l'image de l'économie en général, soit parce que ce sont des personnalités souvent présentes dans les médias et/ou les conférences. Le tableau ci-dessous reprend les interviews menées. Les

entretiens ont été traités anonymement. Par conséquent, la première colonne du tableau ci-dessous contient les prénoms d'emprunt et la deuxième colonne, une brève explication de leur profession actuelle, de leur parcours justifiant leur présence dans l'échantillon. Ce profil aide le lecteur à mieux comprendre quel type de personnalité s'est exprimé.

| Prénoms d'emprunt | Qui ?  | Date des entretiens | Durée de l'entretien (en minutes) | N° annexe |
|-------------------|--|---------------------|-----------------------------------|-----------|
| Alain             | Il a travaillé, entre autres, à la BNB, au FMI, au cabinet du Premier Ministre belge Jean-Luc Dehaene. Il est administrateur dans une entreprise de gestion de patrimoine et d'investissements responsables.   | 4/11/19             | 60                                | 2         |
| Nathalie          | Après ses études d'économie, elle fut diplômée de l'IGEAT. Elle est employée au service public de la santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, dans le département « Politique des produits ».   | 5/11/19             | 35                                | 3         |
| Edouard           | Souvent présent dans les médias, il est, entre autres, professeur à l'ULB et président du conseil d'administration de la fondation universitaire. Il a été vice-président d'une grande ONG environnementale.   | 8/11/19             | 47                                | 4         |
| Laurent           | Employé à la BNB, un organisme central en Belgique qui étudie de manière globale l'activité économique. De nombreux rapports sortent sur le développement et les prévisions de croissance. <sup>9</sup> Il a été chef de cabinet du ministre de l'énergie et de l'environnement. | 8/11/19             | 45                                | 5         |
| Bart              | Employé à la BNB dans le service « conseils et études sur la fiscalité environnementale. »   | 8/11/19             | 45                                | 5         |
| Céline            | Docteur en économie, chercheuse et professeur dans une haute-école commerciale.  | 18/11/19            | 77                                | 6         |
| Francis           | Economiste et homme politique belge du parti Ecolo et membre d'une ONG environnementale.   | 22/11/19            | 55                                | 7         |
| Michel            | Ex-échevin (cdH) d'une ville wallonne, il est employé du SPF Finances, un organisme qui contribue au bien-être socioéconomique des citoyens et des entreprises et à la construction d'une société saine, sûre et tournée vers  | 25/11/19            | 50                                | 8         |

<sup>9</sup> Banque national belge (site web officiel) <https://www.nbb.be/fr>, consulté le 5 septembre 2019.

|        |   |         |                                |    |
|--------|---|---------|--------------------------------|----|
|        | l'avenir. <sup>10</sup> Il travaille actuellement sur l'impact sur l'environnement de la politique fiscale.   |         |                                |    |
| Arthur | Employé du Bureau fédéral du plan, un organisme indépendant d'intérêt public qui réalise des études et des prévisions sur des questions de politique économique, sociale, environnementale et leur intégration dans une perspective de développement durable. <sup>11</sup> | 5/12/19 | 43                             | 9  |
| Adrien | Employé du Bureau fédéral du plan dans le service Task Force Développement Durable.   | 6/12/19 | 55                             | 10 |
| Jean   | Conseiller fiscal, professeur dans une haute-école commerciale, et ancien chef de cabinet du ministre des finances, il prend facilement part aux débats concernant la taxation environnementale.  | 9/12/19 | 95                             | 11 |
| Total  | 11 entretiens (9 hommes et 2 femmes, tous sont âgés de plus de 35 ans)  | /       | Plus de 600 minutes (soit 10h) | /  |

### 6.3. L'interprétation et l'analyse des résultats

Cette étude est multicentrique car les sujets ont été recrutés dans différents lieux. Sur base des entretiens semi-directifs, je procède à une analyse de discours de type thématique. J'ai regroupé les informations selon des thématiques. Celles qui ont été choisies et analysées sont : le rapport à l'enseignement, le PIB, la compatibilité du système actuel, les notions de décroissance, d'économie écologique et de croissance verte, la taxation environnementale, la proposition 'DaVAT' et les enjeux en matière de politique.

« On parle de l'analyse de discours quand il s'agit d'une des approches méthodologiques qualitatives des sciences humaines et sociales qui examinent les faits du langage (...). Ces approches représentent des méthodes analytiques de l'interprétation de textes différents en tant que produits de l'activité langagière des gens, réalisée dans des circonstances spécifiques (...) » (Kudinova, 2018, p.217).

Des parties de leur discours ont été sélectionnées en fonction de leur pertinence et triées en fonction de leur rapport aux mots-thèmes. Dans les verbatim d'entretiens, pour chaque thématique, je tente de faire ressortir des régularités ou des divergences des points de vue, témoignant d'un discours par rapport à un concept semblable ou non.

<sup>10</sup> [https://finances.belgium.be/fr/sur\\_le\\_spf/strat%C3%A9gie/mission-ambitions-strat%C3%A9giques-et-valeurs#q3](https://finances.belgium.be/fr/sur_le_spf/strat%C3%A9gie/mission-ambitions-strat%C3%A9giques-et-valeurs#q3), consulté le 12 août 2019.

<sup>11</sup> <https://www.plan.be/index.php?lang=fr>, consulté le 12 août 2019.

Le but était de les interroger principalement sur deux composantes : leur perception de la compatibilité croissance économique et environnement, leur avis sur la taxation environnementale comme solution possible en vue de concilier les deux. Diverses questions générales et/ou spécifiques se sont ajoutées au guide d'entretien afin de servir de support pour analyser leur parcours professionnel, leur vision des études de sciences économiques et leur intérêt pour la problématique environnementale. En outre, j'ai tenté de démontrer qu'il existe une confusion régnant entre certains concepts (décroissance, croissance verte,...)

Pour rendre les entretiens plus intéressants en idées et en argumentations par rapport à la taxation environnementale circulaire, spécifiquement sur l'étude du cas concret de la DaVAT, j'ai envoyé, au préalable, un e-mail à tous les interviewés, pour leur préciser qu'il serait pertinent qu'ils prennent connaissance de deux documents, à savoir : un descriptif succinct fait par la Commission Européenne ainsi qu'une synthèse du projet Modext (Modélisation des externalités environnementales pour une TVA circulaire) dans lequel s'inscrit cette taxe. <sup>12</sup>

---

<sup>12</sup> Bien que l'article de Timmermans B. et de Achten W. (2018) ait eu un écho relativement important dans le monde académique, il n'était pas certain que les personnes interviewées aient été au courant de ce que les auteurs proposent.

## 7. Analyse des discours

Cette partie « analyse des entretiens » se compose de 3 parties. La première relate, par thématique, ce que j'ai pu entendre à l'aide de verbatim, les similitudes et divergences de points de vue des 11 répondants ainsi qu'une mise en perspective de leurs propos au regard de la littérature. La deuxième présente une grille d'analyse sous forme d'un tableau récapitulatif concernant quelques concepts abordés lors de l'entretien. Ce tableau donne un aperçu complet des points de vue de chaque intervenant et formule une appréciation globale par concept. Une troisième partie propose un graphique pour faire les liens entre leur degré d'optimisme et leur volonté de réforme. Pour plus de profondeur, les entretiens sont retranscrits littéralement<sup>13</sup> en annexe. (Van Campenhoudt, 2011)

### 7.1. Analyse des discours par thématique

#### 7.1.1. Rapport à l'enseignement des sciences économiques

La totalité des personnes interrogées ont étudié les sciences économiques. La majorité des interviewés ont choisi la filière économique plus par défaut ; soit parce que cette filière était bien réputée soit car elle contenait des cours relativement poussés en mathématiques. Quelques-uns ont mentionné avoir choisi ces études par vocation et pour l'intérêt général. Par exemple, Céline justifie son choix en mentionnant que « la justice sociale était au cœur de mon intérêt » et « *parce que j'ai toujours eu un intérêt assez grand sur la compréhension de la société* ».

Francis et Laurent expriment que les sciences économiques sont enseignées d'une manière telle qu'en sortant, les outils et les bases conceptuelles qui ont été donnés sont suffisants pour appréhender le monde.

Lors de son cursus, Adrien a eu quelques cours à options liés à la problématique de l'environnement. Néanmoins, Alain est professeur à l'université et reconnaît que la dimension environnementale n'apparaît pas assez dans l'ensemble des cours. En effet, c'est également une des conclusions du rapport du réseau Rethinking Economics Belgium (2019) : deux éléments cruciaux du système économique sont encore largement négligés dans les cours actuels : les inégalités socio-économiques et les questions écologiques.

---

<sup>13</sup> Les entretiens sont retranscrits mot pour mot dans le but que le lecteur, s'il le souhaite, prenne connaissance de tout ce que les interviewés ont dit, de la manière dont ils l'ont dit et ce, en suivant leur ordre de pensée. Par conséquent, ces textes de retranscriptions ne sont souvent pas très bien structurés, ne respectent pas toujours l'ordre des mots préconisé par la langue française, étant donné que c'est une retranscription parfaite d'un langage oral.

« Je pense que l'économie telle qu'elle est enseignée manque de diversité, de pluralisme. C'est un peu trop le consensus de Washington comme on l'appelle, c'est limité à une seule vue. (...) » (Alain) Laurent, quant à lui, souligne que dans les années 90, un article était reconnu bon s'il contenait une multitude de formules compliquées. « En réalité, ces articles-là, personne ne les lit et n'ont pas d'impacts. » Bart ajoute que « dans beaucoup de cours d'économie, le sens critique n'est pas adéquat. Certains défis sociétaux et environnementaux ne sont pas traités. (...) Certaines approches économiques sont trop dogmatiques. » Selon Arthur, l'économie classique ne donne pas les outils pour pouvoir faire une transition sociale et écologique. « L'économie décrit une partie de la réalité et toute une série de choses n'est pas comprise dedans. »

Alain nuance ses propos : « j'ai la faiblesse de penser que la vue dominante de l'économie, comme on l'enseigne est qu'elle a un défaut : c'est une seule vision avec des hypothèses (forcément) restrictives mais elle a une vertu : celle de la cohérence. Je crois qu'il est difficile de former un jeune de 18 ans avec une théorie qui n'est pas bien structurée. Ce qu'il faudrait faire par contre, c'est de lui exposer cette théorie mais lui dire que cela n'est qu'une théorie qui est bâtie au départ d'un jeu d'hypothèses et que ce jeu d'hypothèses est changeable. Malheureusement, beaucoup de professeurs ne font pas cet effort de vouloir relativiser. Beaucoup d'étudiants, je l'ai vu en entreprise, sont de mauvais relateurs de l'économie et croient que le but est de maximiser le profit (pour les actionnaires). » Même si Edouard est relativement d'accord avec le fait de remettre en cause certaines hypothèses, il est plus méfiant vis-à-vis du pluralisme économique: « il y a tellement de charlatans là-dedans que malheureusement, cela n'apporterait rien. »

Selon Alain, enseigner l'économie de Stiglitz ou de Mankiw, ce n'est pas très différent. Entre économistes, il y a un certain nombre de similitudes. Ce n'est pas ce que pensent les étudiants d'Harvard qui ont été jusqu'à boycotter le cours qui présentait l'ouvrage de Gregory Mankiw, le jugeant trop parti pris en faveur du libéralisme économique (Rethinking Economics, 2019, p.25).

Beaucoup n'avaient pas réellement entendu parler des revendications du pluralisme économique en tant que telles mais la grande majorité (9/11) semble être pour un changement de la manière dont l'économie est enseignée.

### 7.1.2. PIB et autres indicateurs complémentaires

Edouard résume la raison de l'omniprésence du PIB dans les médias et dans les discours des hommes politiques. « Le PIB est une mesure. La raison pour laquelle il est tant utilisé par les responsables politiques est qu'inconsciemment ou consciemment, ils savent bien que les recettes fiscales et les dépenses sociales vont de pair avec le PIB. S'il y a de la croissance, il y a plus de recettes fiscales. Donc, ce n'est pas par limitation personnelle ou de la mauvaise volonté, ils sont dans une logique

*d'élection et de gestion des entités publiques qui les amènent à penser que plus ils ont de recettes fiscales plus ils pourront résoudre les problèmes. C'est ça, leur obsession.»*

Céline complète en disant : *« sa croissance est liée à deux éléments fondamentaux qui fondent le ciment d'une société : l'emploi et la sécurité sociale. (...) En ce sens, supprimer le PIB en tant qu'indicateur n'est pas possible. »*

Cependant, ils sont nombreux à affirmer qu'il serait pertinent de mettre à côté du PIB d'autres indicateurs sociaux ou/et environnementaux afin de donner une vision plus complète des richesses (au sens large) d'un pays et de cette manière porter un regard plus critique et profond sur le sens de ces indicateurs.

Céline et Alain expriment que le PIB n'est clairement pas corrélé au bien-être de la population et que c'est une des problématiques vu qu'il a longtemps été associé au bonheur. Le BFP travaille sur les indicateurs complémentaires au PIB : *« Le problème n'est pas dans l'existence d'autres indicateurs, ils existent, tous les outils sont là si on veut les utiliser. Tout réside dans la volonté politique de les utiliser ou pas. »* (Arthur)

Laurent : *« Le PIB ne résout pas tout mais personne ne l'a jamais dit. Il mesure la valeur ajoutée produite dans un pays, c'est la richesse produite au cours d'une année. (...) Pédagogiquement, il suffit d'expliquer ce qu'il mesure. »*

Pour Jean, un indicateur n'est qu'un simple outil. Finalement, cela n'a pas réellement d'importance lequel on utilise. *« Mais peu importe ce que vous utilisez vous serez ramené aux mêmes problématiques. (...) Les gens aiment bien s'attaquer à des symboles. Mais cela ne change rien en termes de politique. »* Toutefois, il est difficile d'être d'accord avec cela, un indicateur envoie un message, oblige à avoir une certaine perspective. Il guide le regard et les objectifs futurs.

Les répondants paraissent connaître les limites de l'indicateur PIB. Néanmoins, pour la plupart, il a encore tout son sens, du moment que l'on sait de quoi on parle. Il est universel, facilement comparable et calculable. Il est directement en lien avec les caisses de l'Etat et c'est principalement pour cette raison qu'il est encore si médiatisé.

#### 7.1.3. Compatibilité du système actuel basé sur une croissance économique avec les enjeux liés à la gestion de l'environnement

*« La croissance est un sujet qui est extrêmement intéressant car c'est la seule chose qui a réussi entre guillemets à créer de la paix et une certaine forme de richesse. Mais la seule chose que l'on n'a pas compris quand on l'a créée/inventée, c'est la rareté des ressources. »* (Jean)

Les avis sur la question sont extrêmement partagés. Même si certains se rejoignent sur quelques points, chacun des répondants semble avoir une opinion qui lui est propre. Pour 5 répondants sur 11, on peut concilier une sorte de croissance économique et une amélioration de la qualité de l'environnement.

Edouard en est convaincu : « *Cela ne pose aucun problème et la théorie économique apporte toutes les réponses d'une façon exagérément analytique. La pollution, l'épuisement des ressources sont des externalités économiques. En tarifant les externalités, on peut obtenir d'excellents résultats au sein de notre système.* »

Les similitudes en ce point, sont également qu'il peut y avoir une croissance « non consommatrice » (ex. : aller au théâtre à pied) ou une croissance qui aide à améliorer l'environnement (ex. : assainir des sols).

Pour plusieurs, le problème est que l'objectif économique ait été résumé à la croissance du PIB, l'accroissement ne doit plus être, en définitive, une fin.

Ils sont également plusieurs à se prononcer en faveur d'un rôle plus régulateur pour l'état. Alain, par exemple, précise que le système économique d'aujourd'hui « *ne sera pas compatible de manière spontanée* » mais sans doute à l'aide « *d'une régulation publique forte.* »

Laurent, employé à la BNB, est relativement catégorique, le problème n'est pas la croissance économique. « *La population mondiale croît ; donc, il faut une croissance économique. Sinon comment on va continuer à développer toute une série de pays et nourrir les gens ? Pour moi, à terme, le problème est la croissance de la population. Un moyen de la stopper est la croissance économique. Les seuls endroits où la population ne croît plus du tout rapidement sont au sein des pays développés. Remettre en cause la croissance économique n'a aucun sens. Je pense qu'il y a totalement moyen de concilier [l'économie et l'environnement]. Il y aura des évolutions technologiques, de comportements.* » Jean partage son avis : il faut encourager les innovations et « *la première source vertueuse est la décroissance de la population.* »

Cette argumentation peut être nuancée par une illustration simple. Au cours de ces dernières décennies, l'empreinte écologique moyenne d'un européen tourne autour de 5 hag (hectares global) et celle d'un africain autour de 1,5 hag. À population égale ou presque, des pressions diamétralement différentes peuvent être faites sur l'environnement. En outre, en Afrique, la population a augmenté mais pas l'empreinte écologique moyenne par tête.

| Region      | 1980          |              | 1990          |              | 2000          |              | 2007          |              |
|-------------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|--------------|
|             | EF per capita | World pop. % |
| OECD-Europe | 4.83          | 11.1%        | 4.79          | 9.77%        | 4.75          | 8.9%         | 4.84          | 8.5%         |
| Africa      | 1.67          | 10.0%        | 1.52          | 11.06%       | 1.46          | 12.2%        | 1.45          | 13.1%        |

Figure 1 : Duro et al. (2013)

En accusant la hausse de la population d'être un des facteurs prédominants des problèmes liés à l'environnement, ils oublient de mentionner l'influence des niveaux de production/consommation propre à nos sociétés développées.

Michel pense qu'une remise en question fondamentale n'est pas nécessaire ; le problème n'est pas le système basé sur le capitalisme ou une économie ouverte de marché mais ce sont les dérives qui en découlent. Nathalie dit qu'inévitablement : « *la notion de profit à court terme engendre des comportements, à l'encontre de ce qu'il faudrait faire.* » Pour elle et Céline, supprimer cette notion d'accumulation de capital est pertinente.

Bien qu'avant la croissance ait participé au bien-être des citoyens, ce n'est plus le cas aujourd'hui. De plus, le développement est une des causes de la dégradation de l'environnement. Pour d'autres répondants, 5 sur 11, les deux sont incompatibles et notre système doit être revu à la racine. « *Sans une réflexion de fond sur comment on est organisé, on fonctionne, je ne pense pas qu'on pourra fondamentalement changer les choses. Ce qu'on propose aujourd'hui c'est d'adapter, de jouer un peu sur certains leviers mais c'est marginal et ce ne sera certainement pas suffisant si on veut avoir de vrais changements.* » (Adrien)

Un des répondants, Arthur, employé au bureau fédéral du plan, admet qu'il ne sait pas et que cela reste une grande question à laquelle il n'a pas encore répondu lui-même. Il pense néanmoins, qu' « *une croissance beaucoup plus faible voire une stabilité ou pas de croissance, me paraît tout à fait possible intellectuellement parlant* ».

Il est également convaincu qu'un système capitaliste non régulé n'est pas compatible. En ce sens, Jean fait référence aux multinationales puissantes : les GAFAs, dont il serait préférable de régler comme autrefois (par la loi Antitrust Sherman).

« *Tous les économistes sont pour d'une manière ou d'une autre un développement économique mais il peut se faire de différentes manières.* » (Adrien) Une économie circulaire peut être croissante selon certains. (Jean)

#### 7.1.4. Décroissance

Ils connaissent globalement l'idée de base mais pas la profondeur des propos tenus par les adeptes.

Adrien est d'accord avec le constat mais pense que « *la décroissance a toute une série de conséquences qui sont difficilement mesurables. Quels seront les impacts sociaux et économiques ? Le constat, [qu'il faille changer certaines choses dans notre société] tout le monde le fait. L'étape d'après est de proposer ce que l'on fait et qu'est-ce que cela aurait comme impact pour la société, l'économie, notre manière de vivre. Et ça, c'est souvent des choses qui manquent.* »

La conclusion du mémoire de Goor (2018) au sujet de l'institutionnalisation de la décroissance dans le paysage politique belge francophone, allait dans ce sens. Un gap existe entre les propositions des adeptes de la décroissance et la connaissance des acteurs politiques de ces dernières. La décroissance pointe l'obsession de la croissance et les impacts environnementaux qui en découlent. Elle traite également, sérieusement de sujets socio-économiques comme l'emploi, la répartition des richesses, la santé, ... Ces déclarations-là sont méconnues des acteurs politiques. « *La décroissance est souvent perçue comme une décroissance globale dans tous les domaines, qui ne tient pas compte des spécificités locales et sociales. Cet aspect fait peur, et pousse nombre d'acteurs politiques à s'en éloigner (...)* » (Goor, 2018, p.65)

Ainsi, Alain la définit comme étant une variation négative du PIB et Francis questionne sur comment un système de pension pourrait être géré dans une société de décroissance.

Plusieurs interviewés mettent en avant le fait que décroître peut être interprété de travers. Décroître par rapport à quoi, qu'est-ce qui doit décroître ? (Bart et Arthur) Il est assez clair que le concept de la décroissance est perçu par la majorité comme n'étant pas clairement défini. Pour certains répondants, le concept ne vend pas du rêve et pour les personnes ayant peu de moyens, il est carrément inaudible. Les citoyens tiennent à leur pouvoir d'achat, à leur confort et à leurs habitudes.

Certains (Jean, Adrien, Nathalie) montrent du doigt la problématique de l'emploi : sans croissance, pas d'emploi. Ce n'est pas toujours le cas (Cf. 1. La croissance et ses limites). En outre, la décroissance apporte de nombreuses réponses à cela via une métamorphose de nos modes de vie et de notre conception de notre relation au travail.

Céline est la seule répondante à faire le lien entre ce mouvement et le capitalisme. Selon elle, « *dans son ADN, le capitalisme est structurellement adossé à la croissance.* » Elle définit la décroissance comme étant un mouvement qui « *s'oppose aux fondements du système capitaliste et de la croissance. Cette idée d'accumulation perpétuelle est la source de la dynamique de la croissance.* »

Malgré les avancées et les critiques, seules 2 personnes sur 11 se sont prononcées véritablement contre. Une fois que les répondants comprennent ce que ce mouvement essaie de faire passer comme message, ce dernier est souvent mieux perçu. Toutefois, les termes « autre-croissance » ou « post-croissance » sont privilégiés même si, globalement, leur socle est commun à celui de la décroissance.

#### 7.1.5. Economie écologique

Seule une répondante (Céline) sur les 11 se revendique appartenir à l'économie écologique. Elle justifie le fait qu'il soit peu connu car c'est un courant principalement anglo-saxon. En effet, la majorité (9 sur 11) ne connaît pas ou très peu ce courant de pensée. Nathalie met ce terme dans la même veine que la croissance verte et Bart avec la transition énergétique et écologique. Arthur, pense que ce courant de pensée se limite à une transition strictement écologique et que l'aspect social n'apparaît que peu dans

les écrits. Un des fondements de l'économie écologique est l'équité intra générationnelle et intergénérationnelle (Cf. 3. L'économie écologique).

Francis reconnaît l'aspect pluridisciplinaire inhérent à l'économie écologique : « *Oui je connais un petit peu. (...) D'une manière générale, ces économistes d'aujourd'hui détiennent la manière de débloquent les choses. La clé est de comprendre ce qui fait que les individus d'une société changent. C'est ça qu'il faut activer aujourd'hui. Les recettes classiques ne suffisent pas. Les économistes, ils ont fait leur job. C'est au tour des sociologues, politologues et des psychologues qui peuvent aider à passer à l'acte.* »

#### 7.1.6. Croissance verte

6 personnes sur 11 se prononcent plutôt en faveur de la croissance verte. 3 répondants se disent contre et 2 sont relativement mitigés.

Pour ceux qui sont favorables à la croissance verte, elle signifie simplement, « *construire des bâtiments passifs, des éoliennes* » (Bart), « *consacrer ses moyens à des investissements verts* » (Edouard), « *avec une attention particulière à ceux qui ont moins* » (Alain).

Pour d'autres, le discours de la croissance verte n'apporte que peu d'éléments neufs et pertinents pour sortir de la crise. « *Ce discours de la croissance verte vient réformer le système pas le révolutionner. Il est beaucoup plus audible et institutionnellement acceptable. Il nécessite des remises en question beaucoup moins profondes. Selon eux, il sera toujours possible de continuer à vivre un « business as usual » moyennant une amélioration des technologies. Du point de vue de la discipline économique, la croissance verte arrange vraiment beaucoup d'économistes.* » (Céline)

Jean l'entrevoit d'une autre manière. L'ancien chef de cabinet du ministre est un fervent défenseur des innovations technologiques. Selon lui, « *l'idée d'utiliser la « verdurisation » de notre cadre pour un moteur de croissance est une piste intéressante mais elle doit plus être basée sur de l'innovation que sur des travaux forcés.* »

#### 7.1.7. Taxation environnementale

Outre les avancées technologiques attendues, mentionnées spontanément par 2 répondants sur 11, le volet réglementaire pour interdire ou obliger est cité quelques fois par 5 répondants ; le volet information (éduquer et sensibiliser) est mentionné par 4 répondants sur 11. Une régularité des points de vue concerne le volet économique : la taxation environnementale semble mettre tout le monde d'accord. 9 personnes interrogées sur 11 se sont prononcées en faveur d'une taxe environnementale, un signal prix qui modifierait les comportements.

Une taxe sur les externalités qui tarde à venir... Les taxes pigouviennes existent depuis le début du siècle dernier. Au travers d'un article dans la revue économique publié en 2009, la BNB proposait déjà l'instauration d'une taxe pigouviennne et officialisait sa vision sur la question (Van Cauter et al., 2009).

Sa mise en place est un choix politique mais elle doit être acceptée par la population, qui souvent, la perçoit comme une ponction supplémentaire sur leur salaire. Beaucoup pensent qu'une augmentation des prix est indispensable mais elle doit être couplée à une redistribution efficace pour les plus démunis<sup>14</sup>.

Cette redistribution, certains la préconisent avec un montant forfaitaire pour tous. Pour les petits revenus, le chèque qu'ils reçoivent est plus élevé que ce qu'ils ont payé et pour les gros revenus c'est l'inverse. Dans ce cas-là, il y aura des perdants : les petits revenus qui polluent beaucoup. D'autres la promeuvent sous forme d'une allocation pour les ménages les plus pauvres.

Des idées alternatives sont régulièrement apparues : taxer plus les produits de luxe ou les activités les plus polluantes, mettre sur pied un système de taxation aux revenus réellement progressiste. Les répondants semblent être pratiquement tous conscients que les richesses les plus élevées sont les plus émettrices de GES et donc, les plus impactantes pour l'environnement. En effet, selon une estimation des auteurs Chancel et Piketty (2015), dans les pays industrialisés, 1% de la portion de population la plus riche émet 20 à 30 fois plus de CO2 que la moyenne par tête du pays. « *Quand vous êtes pauvres une taxe va infléchir vos comportements là où ce n'est pas vous qui aviez les comportements les plus impactants. Si vous êtes très riche, une taxe ne va simplement pas vous affecter.* » (Céline)

Par ailleurs, selon Jean, une taxe environnementale se doit d'être éphémère. « *Elle est éphémère parce qu'elle produit un changement d'attitude. Si elle est mauvaise, elle ne changera pas, elle deviendra une recette.* ». Il faut être capable de scinder les débats de la taxation et de la redistribution pour lutter contre les inégalités. L'objectif d'une politique environnementale doit être de changer les comportements et ne doit pas être de redistribuer des recettes.<sup>15</sup>

Le système socioéconomique tel qu'il est construit engendre une nécessité primordiale à maintenir un certain niveau de rentrées de recettes pour l'Etat, donc provenant de la fiscalité. L'inertie du système est encore, renforcée par ce principe de neutralité budgétaire.

#### 7.1.8. Proposition de la DaVAT (Timmermans et al., 2018) et les obstacles soulevés

---

<sup>14</sup> Les inégalités ne faisaient à priori pas partie de mon travail sur la taxation. Cette idée était évidemment, inscrite comme un inconvénient mais elle n'avait pas été étayée. Presque systématiquement, cet aspect était apporté sur la table par les interviewés sans que j'y fasse mention.

<sup>15</sup> Sinon, toujours selon Jean, nous allons nous retrouver dans un même schéma que celui des cigarettes. Le gouvernement ne va jamais augmenter les cigarettes à un niveau tel que le prix provoquerait une baisse de la consommation. Il va l'augmenter de façon à ce que le prix vise une valeur de recettes maximale.

Il y a une grande régularité dans les propos concernant la DaVAT. Les interviewés expriment que c'est une bonne idée théorique mais qu'en pratique, elle est difficilement applicable. Pour être précis, seules 5 sur 11 des personnes rencontrées avaient lu les documents préalablement envoyés la concernant, ce qui biaise un peu la question.

Certains énoncent le coût important d'une procédure comme celle-là et la difficulté d'implémenter des ACV pour tous les produits. D'autres points négatifs soulevés sont : la difficulté d'établir un benchmark et par conséquent de longues discussions sont à envisager sur la position du curseur. Beaucoup d'arbitrages sont possibles. Nathalie, une employée au SPF santé publique, sécurité de la chaîne alimentaire et environnement, explique que des projets similaires avaient été menés au niveau européen et avaient été fort cadencés par les entreprises. Le manque probable de partage d'informations des entreprises et le risque de fraude pourraient être des obstacles.

Le système est également, principalement critiqué par son aspect trop complexe. « *Plus la taxe va être compliquée, plus des biais vont être créés, des gens vont tricher ou interpréter, moins votre taxe sera juste et efficace.* » (Edouard)

Un nombre de questions reste cependant en suspens : comment appliquer le 'level playing field' ?

Une sorte de police devrait être nécessaire pour contrôler tous les échelons du système (Alain). Ce système DaVAT doit être correctement pensé car il aura une incidence directe sur les recettes liées au budget fédéral et in fine, au budget de la sécurité sociale (les soins de santé, les allocations de chômage etc.) (Adrien).

Une alternative, souvent imaginée par les répondants, serait de l'envisager dans un premier temps, sur quelques gammes de produits avérés polluants.

Pas convaincu par ce système de taux différenciés, Edouard propose pour contrer la surconsommation de simplement augmenter la TVA à 25% sans exception car « *toute consommation doit être découragée* ».

#### 7.1.9. Enjeux liés aux problèmes politiques

« *Ce n'est pas l'économiste qui est au pouvoir au 16 rue de la Loi. Ce n'est pas parce qu'un politique utilise un discours économique qu'il l'est. Il y a un accaparement du discours économique par des non économistes ou par quelques économistes.* » (Alain)

En Belgique, il y a beaucoup de personnes qui s'occupent de l'environnement, au sens large. Certaines compétences sont régionales, d'autres fédérales.

Laurent : « *ce qui est maintenant important c'est que le politique fixe une vision à long terme qui soit crédible, un consensus tous partis confondus.* » Pour lui, il y a un manque de prévisibilité et de crédibilité en matière de politiques environnementales. « *Il est primordial que les acteurs savent vers où ils vont et qu'ils y croient. Les gouvernements défont ce que les précédents ont fait, ou ne font rien ou font autre chose.* » (Laurent) Selon Francis, ancien membre du parti Ecolo, les hommes politiques savent ce qu'il

faudrait faire mais personne ne sait comment rester réélu après l'avoir fait. Car, imposer une taxe CO2 demande du courage politique. (Alain)

En outre, Arthur, employé au BFP, dément le fait que la Belgique ait pris toute une série d'engagements en termes de développement durable. Ils ont analysé les politiques et les engagements que les gouvernements ont pris depuis un certain nombre d'années, et peu de choses ont été faites. « *Le développement durable n'est absolument pas une priorité. On le documente de cette manière et on le prouve, je dirais.* »

## 7.2. Tableau récapitulatif <sup>16</sup>

---

<sup>16</sup> Certaines cases sont marquées d'un « / », cela signifie que cette thématique n'a pas été suffisamment développée pendant l'entretien pour le répondant.

| Qui ?/ Quoi                 | Etudes  | Je suis...   | L'économie  |
|-----------------------------|---|--|---|
| <b>Alain</b>                | /   | « Un économiste généraliste. »   | « C'est de s'occuper des ressources rares. »  |
| <b>Nathalie</b>             | « Je voulais travailler pour l'intérêt général (...), la problématique de l'emploi. »   | « Une environmentaliste. »   | /   |
| <b>Edouard</b>              | « Presque par défaut, cela avait la réputation d'être assez sélectif... »   | « Je me considère plus comme un financier. »   | /   |
| <b>Laurent</b>              | « J'étais un généraliste, c'était le parcours académique qui me semblait le plus complet. »   | /  | « C'est la science qui optimise là où vous avez des ressources rares. »   |
| <b>Bart</b>                 | « Mon intérêt pour étudier provient du résultat des crises des années 70 et 80 (...) n'y-a-t-il pas une solution à tout cela ? »  | /  | « L'économie est fort liée aux décisions politiques et aux décisions des partenaires sociaux et autres acteurs sociétaux. »   |
| <b>Céline</b>               | « La justice sociale était au cœur de mon intérêt (...) » « parce que j'ai toujours eu un intérêt assez grand sur la compréhension de la société (...) ».   | Elle adopte un regard très critique sur l'économie.  | Une économie c'est la manière dont les humains s'organisent pour assurer leurs besoins de subsistance, comment ils organisent leur production et leur consommation.         |
| <b>Francis</b>              | « Au départ, j'étais plutôt intéressé par les sciences politiques. Celui qui m'a accueilli à la faculté m'a demandé si c'était les maths qui me faisaient peur, j'ai répondu que non. Alors, il m'a dit de faire l'économie (...) » | « Engagé, non orthodoxe. »   | Etymologiquement, gérer la maison.  |
| <b>Michel</b>               | « Parce que c'était le confluent entre les aspects économiques qui m'intéressaient beaucoup et des aspects plus techniques que j'aimais bien. »   | « Un économiste généraliste. »   | L'étude de l'organisation de la perception et de l'allocation des moyens.   |
| <b>Arthur</b>               | « Je voulais être astronome. L'astronomie me convenait à moitié et je voulais changer de domaine tout en restant dans quelque chose de suffisamment quantifiable comme les maths. »   | Un économiste un peu sceptique, hétérodoxe.  | « C'est l'allocation des ressources rares pour le bien-être collectif. »  |
| <b>Adrien</b>               | /   | « Peut-être alternatif... »  | « c'est une manière d'organiser la société. »   |
| <b>Jean</b>                 | « Je n'avais pas d'idée particulière (...) et cela touchait à tout. »   | « Quelqu'un de très hybride. Mes contenus sont souvent un mixte d'économie et de fiscalité.» | « C'est censé être le point d'accord entre l'offre et la demande. Dans le monde d'aujourd'hui, il y a quand même beaucoup de théories et de principes qui sont bousculés. » |
| <b>Appréciation globale</b> | <b>Une minorité a choisi leur étude par vocation pure.</b>  | /  | <b>Certains mettent en évidence la gestion des ressources rares (5), d'autres le côté structure sociale (3).</b>  |

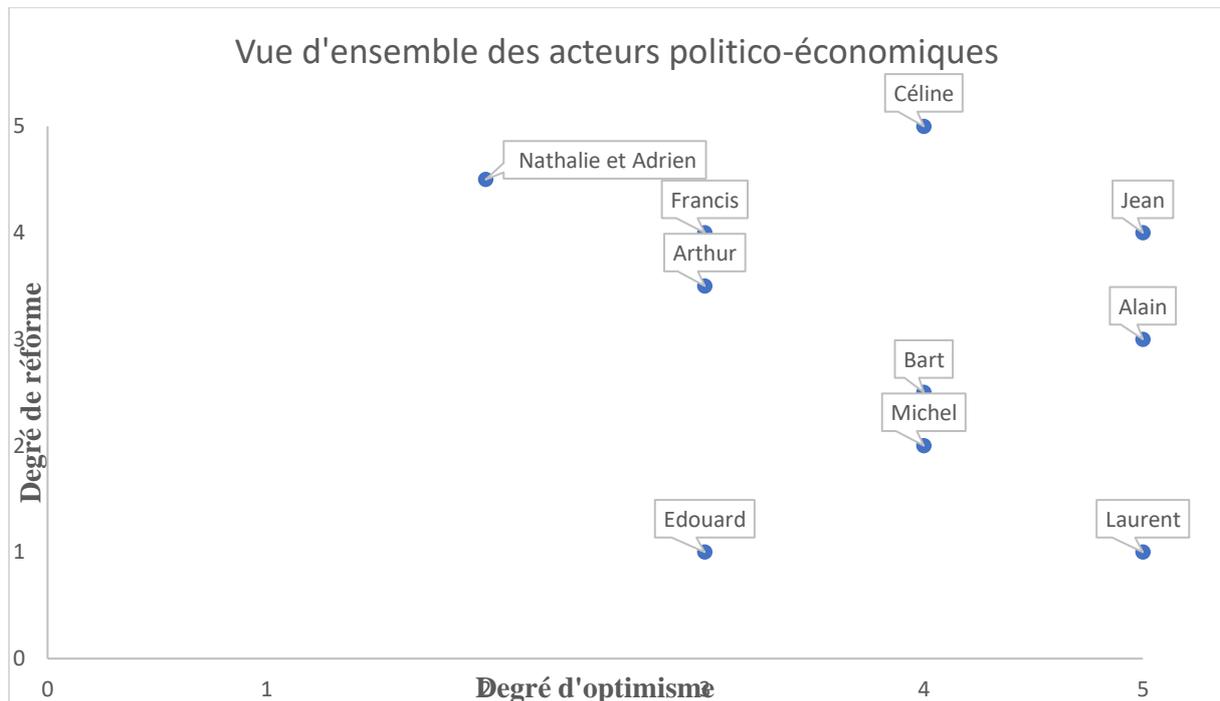
| Qui ?/ Quoi                 | Antagonisme croissance-système économique  | Décroissance  | Croissance verte  |
|-----------------------------|--|---|---|
| <b>Alain</b>                | Elle n'est pas la coupable. « On peut parfaitement concilier de la croissance et une soutenabilité de la planète. »  | « La compréhension de la décroissance c'est par la critique écologique de la croissance ; il faudrait être partisan de la décroissance parce que la croissance tue la planète. »      | Pour « C'est une redondance, l'économie doit être verte et durable. »   |
| <b>Nathalie</b>             | « La croissance n'est pas nécessaire. » « Ce n'est clairement pas compatible. »  | « Ce mouvement qui vise à ce qu'on arrête de voir le PIB comme un indicateur ultime. »  | Plutôt contre. « C'est continuer de faire de la croissance mais en édulcorant un peu les choses. »  |
| <b>Edouard</b>              | « Oui, tout à fait, (...) en internalisant les externalités par exemple. »   | Contre. « C'est une réflexion philosophique qui essaie de sortir de l'obsession de la croissance. »   | Pour. « C'est une croissance de biens publics comme l'air pur. »  |
| <b>Laurent</b>              | Elle est compatible et nécessaire.   | Contre.   | Pour.   |
| <b>Bart</b>                 | Elle est compatible via la croissance verte.   | Nuancé.   | Pour.   |
| <b>Céline</b>               | Mon avis c'est qu'il serait désirable de ne pas aller vers plus de croissance. Structurellement, cette absence de croissance s'imposera à nous et le fait de plus en plus.   | Connait très bien. Parle de société post-croissance.  | Contre.   |
| <b>Francis</b>              | « La croissance est à pointer du doigt. La question se réglera d'elle-même en fait, il n'y a quasiment plus de croissance. »   | Nuancé.   | Contre. C'est du greenwashing.  |
| <b>Michel</b>               | Oui, c'est compatible en évitant les dérives.  | Nuancé. Il préfère dire autre-croissance.   | Pour. Croissance verte = croissance du bien-être.   |
| <b>Arthur</b>               | Beaucoup d'interrogations sur ce qu'est la croissance économique classique et sa compatibilité ou non.   | Le concept trop flou et mal défini. Mais plutôt d'accord avec les idées de bases.   | Il ne sait pas s'il est pour ou contre.   |
| <b>Adrien</b>               | Pour le moment, clairement pas, une réflexion et une réforme sont nécessaires.   | Nuancé « Je suis plus pour une croissance différente. »   | Plutôt nuancé. « C'est simplement la croissance économique avec des éléments de verdissements autour. (...) C'est assez marginal. Les changements sont assez minimes. »   |
| <b>Jean</b>                 | « Petit à petit c'est un modèle qui touche à sa fin. Le libéralisme et le capitalisme sont deux choses différentes et peuvent être compatibles avec une croissance différente. »   | « Je n'ai rien lu par rapport à ça qui me convainc. Il faut un certain niveau de croissance pour qu'il y ait de l'emploi. (...) Je crois plus en des modèles d'économie circulaire. » | Plutôt pour mais via le levier des technologies. « L'idée d'utiliser la « verdurisation » de notre cadre pour un moteur de croissance est une piste intéressante mais elle doit être plus basée sur de l'innovation que sur des travaux forcés. » |
| <b>Appréciation globale</b> | <b>5 répondants semblent partager l'idée que la croissance économique soit compatible avec une amélioration de la qualité de l'environnement. 5 pensent qu'une réflexion plus profonde doit être menée pour une réforme plus importante.</b> | <b>Ils connaissent généralement l'idée de base mais pas la profondeur des propos tenus par les adeptes de la décroissance.</b>  | <b>Le bilan est mitigé. 6/11 se prononcent plutôt en faveur de la croissance dite verte.</b>  |

| Qui ?/ Quoi                 | PIB et autres indicateurs   | Solutions mises en avant  | Perte de confiance monde politique  |
|-----------------------------|---|---|---|
| <b>Alain</b>                | « Cet indicateur n'a pas de lien avec le bien-être des gens. »  | Volet réglementaire : interdire et obliger. Volet économique : la taxe est une piste. Volet information : éduquer et sensibiliser.                                      | « Ce n'est pas l'économiste qui est au pouvoir au 16 rue de la Loi. Ce n'est pas parce qu'un politique utilise un discours économique qu'il l'est. Il y a un accaparement du discours économique par des non économistes ou par quelques économistes. » |
| <b>Nathalie</b>             | « Il faudrait arrêter de le voir en tant qu'objectif. »   | Volet législatif: incitants pénalisants. Volet économique : incitants (ex. : taxes). Volet information : éduquer  | « Il n'y a pas de volonté politique pour aller dans la bonne direction. »   |
| <b>Edouard</b>              | « C'est une mesure (...) si le PIB croît, il y a plus de recettes fiscales. »   | Volet économique : taxation.<br>Volet éducatif.   | /   |
| <b>Laurent</b>              | « Le PIB est un indicateur clair. »   | /   | /   |
| <b>Bart</b>                 | « Le PIB a encore tout son sens. »  | Taxation environnementale   | /   |
| <b>Céline</b>               | « Le supprimer dans l'état actuel des choses, c'est impensable. » Céline s'intéresse aux indicateurs alternatifs complémentaires au PIB.                      | Repenser tout le système productif, s'attaquer aux questions de l'emploi et de la sécurité sociale.   | Il faut une régulation de l'état.   |
| <b>Francis</b>              | /   | Il faut s'attaquer à des choses beaucoup plus essentielles et remettre en cause le système.   | « En Belgique, il n'y a pas de consensus pour aller au-delà d'une législature électorale. » Il faut une régulation de l'état.   |
| <b>Michel</b>               | Le PIB est universel.   | Taxation environnementale   | « La Belgique comme souvent attendra que l'Europe l'impose. »   |
| <b>Arthur</b>               | « Il est utile parce qu'il mesure quelque chose qui est intéressant à connaître. Le problème aujourd'hui est que tout est mesuré à l'aune du PIB (...) »      | « Au minimum beaucoup plus de réglementations, que l'état reprenne son rôle régulateur par rapport aux entreprises. Et, par exemple, imposer des normes aux produits. » | « Il y a urgence à agir quand on voit des gouvernements qui se réunissent et qui ne font rien. Il y a de quoi se tracasser. »   |
| <b>Adrien</b>               | « Chaque indicateur mesure quelque chose. »   | « Ce n'est pas suffisant d'aller que sur des taxes, il faut aller plus en profondeur. Un moyen de le faire est les normes de produits. »                                | « C'est quand même bizarre qu'en Belgique, on n'en fasse pas plus [en matière de développement durable]. »  |
| <b>Jean</b>                 | « Un indicateur est un outil. peu importe ce que vous utilisez vous serez ramené aux mêmes problématiques. Mais cela ne change rien en termes de politique. » | De l'innovation et des instruments volontaires.<br>Pour une économie circulaire.  | « Le monde politique est déconnecté de la réalité. Je le sais, j'y ai été pendant 3 ans. »  |
| <b>Appréciation globale</b> | <b>Les répondants connaissent les limites de l'indicateur PIB. Néanmoins, pour la plupart il a encore tout son sens.</b>                                      | <b>Outre les instruments économiques, les instruments réglementaires et le volet éducation/sensibilisation sont souvent cités.</b>                                      | <b>Nombreux ont dit que les politiques n'agissaient pas suffisamment.</b>   |

| Qui ?/ Quoi                 | Economie écologique  | Pluralisme   | Intérêt pour l'environnement   |
|-----------------------------|--|--|--|
| <b>Alain</b>                | « Je ne sais pas. C'est une économie qui tient compte des temporalités. Mais c'est un pléonasme» | Plutôt pour.   | « Enjeu n°1 pour notre société. »  |
| <b>Nathalie</b>             | Elle ne connaît pas ce terme. Peut-être un synonyme de croissance verte.                         | Pour. Mais elle n'en a que peu entendu parler.   | Grands « enjeux majeurs ».   |
| <b>Edouard</b>              | Le champ est trop vaste, il ne sait pas.   | Il connaît un peu et a un avis nuancé.   | Pour la biodiversité. Vice-président du WWF. « Je ne perçois pas suffisamment les enjeux problématiques liés au climat. »  |
| <b>Laurent</b>              | Il ne sait pas du tout ce que c'est. Il l'associe à la transition énergétique et écologique      | Il ne connaît pas mais semble plutôt pour  | faible   |
| <b>Bart</b>                 | Il ne connaît pas  | Il connaît un peu mais semble pour.  | conscientisé   |
| <b>Céline</b>               | Se revendique de ce courant de pensée.   | Pour, connaît très bien.   | Puis, au fur et à mesure de mes lectures, de mes rencontres etc, la question écologique s'est posée de plus en plus  |
| <b>Francis</b>              | Il connaît un peu. Ce sont des économistes qui vont débloquer les choses.                        | Est au courant, avis nuancé.   | Important. Fait partie de ceux qui ont co-fondé Ecolo et mémoire sur le recyclage.   |
| <b>Michel</b>               | Il ne connaît pas.   | Plutôt pour.   | Sensibilité personnelle mais vision anthropisée. « Le changement climatique c'est juste un combat pour nous-mêmes et pas pour la planète. »  |
| <b>Arthur</b>               | « Je suis un peu familier avec ce terme. Je reçois la revue : Ecological Economics. »            | Pour.  | « Je pense que j'ai été sensible aux questions environnementales à l'adolescence. »  |
| <b>Adrien</b>               | « Cela ne me dit rien. »   | Pour.  | « C'est fondamental, pour parler simplement, on dégrade nos conditions de vie. »   |
| <b>Jean</b>                 | Rien.  | Pour. « L'enseignement est complètement décalé par rapport à la société actuelle. »                                  | « Je trouve que quand on voit les théories de l'effondrement, les courbes sont assez conformes. Alors que la première étude date de 1970, on peut clairement s'interroger sur le caractère catastrophique qu'il y a derrière. Je pense que l'urgence est réelle. Si un schéma catastrophique venait à se réaliser, je ne pense pas qu'on mourrait d'un manque de ressources mais d'une guerre. » |
| <b>Appréciation globale</b> | <b>La majorité ne connaît pas ou très peu ce courant de pensée.</b>                              | <b>La grande majorité semble être pour un changement de la manière dont l'économie est enseignée à l'université.</b> | <b>Tous semblent plus ou moins conscients de l'importance des enjeux mais ils donnent le sentiment d'avoir une vision extrêmement anthropocentrique.</b>   |

| Qui ?/ Quoi                 | Avis sur la taxation environnementale   | (Lu les documents envoyés ?) Avis sur la proposition de Timmermans et al. (2018) DaVAT  | Optimiste/pessimiste ? |
|-----------------------------|---|---|------------------------|
| <b>Alain</b>                | « On a un consensus aujourd'hui d'économistes de gauche à droite sur cette mesure (la taxe CO2).»   | (Oui) « je ne connaissais pas cette proposition, cela me paraît être une usine à gaz monumentale. »   | Optimiste.             |
| <b>Nathalie</b>             | « La taxation environnementale peut être envisagée mais il faut travailler sur tout (les autres volets). »  | (Oui) « En théorie, c'est très bien mais en pratique, c'est l'usine à gaz ! »   | Pessimiste.            |
| <b>Edouard</b>              | « C'est un bon moyen. »   | (Non) « Je crois que cela serait impossible à mettre en place. (...)Conceptuellement c'est la piste qu'il faut explorer et développer. »  | Plutôt optimiste.      |
| <b>Laurent</b>              | Pour.   | (Non) /   | Optimiste.             |
| <b>Bart</b>                 | Plaide en faveur de la fiscalité environnementale.  | (Oui) « En théorie, oui, en pratique, non. »  | Plutôt optimiste.      |
| <b>Céline</b>               | Plutôt contre sauf s'il y a une grande proposition de redistribution derrière.  | (Non) « (...) que la taxation ait un impact sur la production me semble intéressant. (...) Mais qu'elle se répercute sur la taxe à la consommation du produit final me pose problème. » | Nuancé.                |
| <b>Francis</b>              | Pour  | (Non) « L'idée est intéressante mais j'ai des doutes sur sa praticabilité. »  | Nuancé.                |
| <b>Michel</b>               | Indispensable mais couplée à une redistribution efficace.   | (Non) « Je crains que la complexité tue l'idée de base qui est bonne : rendre plus cher un produit qui pollue plus. »   | Plutôt optimiste.      |
| <b>Arthur</b>               | « C'est une des choses à faire. »   | (Non) « Sur le principe, bonne idée, en pratique c'est difficile. »   | Nuancé.                |
| <b>Adrien</b>               | « Si on veut introduire des taxes environnementales, il faut fondamentalement revoir tout le système de taxation. (...) mais il y a cette crainte du changement. »  | (Oui) « C'est une piste possible (...) mais idéalement cela doit avoir un impact neutre sur le budget fédéral. »  | Pessimiste.            |
| <b>Jean</b>                 | « Une taxe environnementale est intéressante qui si elle est éphémère car elle induit un changement de comportement. En ce sens, il est inutile de complexifier la chose pour la rendre redistributive. » | (Oui) « Une fiscalité performante est une fiscalité simple. »   | Optimiste.             |
| <b>Appréciation globale</b> | <b>Une petite majorité se dit plutôt favorable mais chacun préconise une taxe à sa manière.</b>   | <b>L'idée théorique est approuvée mais la mise en œuvre leur semble compliquée.</b>   | /                      |

### 7.3. Analyse graphique



#### Légende

| En abscisse : degré d'optimisme   |                   | En ordonnée : degré d'acceptation de réforme   |   |
|---|-------------------|--|---|
| Valeur  | Signification     | Valeur   | Signification   |
| 0   | /                 | 0  | /   |
| 1   | Pessimiste        | 1  | Pas/peu de changements acceptés   |
| 2   | Plutôt pessimiste | 2  | Pour de petits changements (croissance verte/ taxe environnementale)  |
| 3   | Nuancé            | 3  | Pour de plus importants changements (mention de différentes « solutions » : la taxation ; la réglementation ; changements de comportements ; ouvert au pluralisme, ...) |
| 4   | Plutôt optimiste  | 4  | Pour de plus importants changements (mention de différentes « solutions » : la taxation ; la réglementation ; changements de comportements ; ouvert au pluralisme, ...) |
| 5   | Optimiste         | 5  | Volonté de remise en question profonde  |
| Interprétation réalisée par rapport à une analyse de discours faite manuellement. |                   | 1-3 : la croissance économique est compatible avec une amélioration de la qualité de l'environnement.<br>4-5 : la croissance ne l'est pas. |   |

### Commentaires du graphique

Edouard se positionne comme ni optimiste ou pessimiste et il n'a pas exprimé la volonté de questionner le système économique en profondeur.

Nathalie et Adrien veulent réellement repenser le système économique mais ils sont plutôt pessimistes.

Francis et Arthur se positionnent comme nuancés et veulent repenser le système économique.

Céline et Jean sont optimistes et veulent réformer beaucoup de choses.

Laurent, Bart, Alain et Michel se sont montrés optimistes et ils n'ont pas la volonté de réfléchir à tout changer. Ils sont très favorables à une taxation environnementale.

Le graphique montre qu'il est difficile de catégoriser cet échantillon. Nathalie et Adrien sont les plus « pessimistes » : ils veulent du changement mais discernent des obstacles. Michel, Bart, Laurent sont trois hommes, chacun travaillant dans une institution belge importante en matière d'économie, que ce soit la BNB ou le SPF finances. Ils ont le même profil, c'est-à-dire, des personnes relativement optimistes, qui croient qu'une remise en cause n'est pas forcément nécessaire. Il y a également les personnes les plus « optimistes et réformatrices » (Céline, Alain et Jean) qui jugent que beaucoup de choses doivent changer. Céline, la plus radicale, souhaite un questionnement profond. Alain met en avant une combinaison de différents instruments volontaires, économiques, réglementaires et éducatifs. Quant à Jean, il pense que la croissance a atteint ses limites mais croit que les innovations amèneront un nouvel environnement pour l'homme.

### 7.4. Synthèse partielle

Tout d'abord, certains aspects abordés lors de ces interviews semblent indéniables aujourd'hui. La volonté de revoir la redistribution des richesses dans la société et en ce sens, réduire les inégalités sociales au sein des pays développés est émise par la totalité des répondants.

Enfin, concernant l'hypothèse de départ, je suis plutôt encline à la nuancer. Les acteurs politico-économiques interrogés ont chacun une vision qui leur est propre (comme le montre le graphique cf. 7.3). Certains entrevoient une réelle nécessité à réformer le système économique, d'autres se « contentent » du discours de la croissance verte. La plus grande partie de mon échantillon est prête à remettre certaines choses en perspective et à réfléchir sur comment concilier l'environnement et l'économie. Cependant, chez peu d'entre eux, il existe une véritable envie de remise en question des fondements du courant économique dominant actuel basé sur la croissance au vu de la crise environnementale. Par ailleurs, cette dernière est principalement vue comme une détérioration du cadre de vie des humains. Leur discours portait en ce sens, un regard anthropocentrique.

## 8. Discussion et limites

### 8.1 Principales limites

#### 8.1.1 Les limites relatives au cadre d'études

Etant donné que c'est un travail de fin d'études, il est normal que le cadre spatio-temporel soit réduit. Le travail se limite donc à une perspective occidentale et belge sur la question de la compatibilité de la croissance avec une amélioration de la qualité de l'environnement.

#### 8.1.2 Les limites relatives à la problématique

La problématique choisie pour ce travail est vaste. Beaucoup de concepts sont brièvement définis : le courant de pensée de l'économie écologique, le mouvement de la décroissance, la croissance verte, 'deep and shallow ecology'. Néanmoins, une attention particulière a été donnée pour le choix des sources bibliographiques. Elles proviennent souvent d'auteurs de référence pour ces mouvances.

Dans le cadrage théorique, certains concepts comme la faible ou forte soutenabilité avec la substituabilité entre les capitaux, les inégalités sociales, ... ont été laissés de côté. Je n'ai expressément pas pris en compte toutes les dimensions des limites à la croissance. J'ai suivi la logique qui était d'offrir une vue d'ensemble cohérente par rapport à la question de recherche. L'état de l'art concernant les limites de la croissance est forcément simplifié, mais cela n'entrave pas la poursuite de l'objectif premier à savoir, analyser les opinions d'économistes influents d'aujourd'hui.

Dans un travail ultérieur, les thématiques, les différentes interprétations pouvant en découler ainsi que les frontières facilement modulables entre ces concepts pourraient être approfondies.

Ces limites empêchent de soumettre un apport clair et représentatif à la question de départ. Ce mémoire vise plutôt à donner une tendance ou une idée du degré. Par ailleurs, ce travail s'inscrit pertinemment dans l'actualité.

#### 8.1.3 Les limites relatives à l'échantillon

La cible est très vaste : les acteurs politico-économiques belges et francophones.

Étant donné mon manque de pratique du néerlandais, l'autre langue nationale du pays, je me suis contentée d'interviewer en français. Mon échantillon représente donc, principalement les économistes francophones. Ces acteurs doivent être relativement influents au niveau fédéral. Cela peut inclure beaucoup de personnes.

L'échantillon compte 11 personnes, 9 hommes et 2 femmes. Les répondants sont tous âgés de plus de 35 ans. Cet échantillon par son petit nombre, n'est pas représentatif. Il faudrait effectuer une étude qualitative supplémentaire et plus approfondie, avec un échantillon plus important afin qu'il soit plus représentatif. Une approche quantitative serait également de mise pour vérifier mes résultats et en

augmenter la validité. Ce travail demanderait une recherche plus longue que le temps alloué pour un mémoire.

Il est possible que mon échantillon soit également un peu biaisé. Les personnes ayant accepté de participer aux interviews avaient sans doute déjà une affinité pour la protection de l'environnement et avaient déjà une opinion nuancée sur certaines des questions soulevées. S'ils ont pris le temps de me répondre et d'accepter de prendre part à ce mémoire, cela signifie qu'ils ont la volonté d'ouvrir un débat sur cet antagonisme environnement-économie. Alors que d'autres personnes qui n'ont donné aucune suite à mes coups de fils ou mes e-mails, n'étaient peut-être pas aussi enthousiastes et intéressées par la question. Ceux-là auraient peut-être donné un autre type de réponse.

#### 8.1.4 Les limites relatives à la nature des entretiens qualitatifs

Les limites des entretiens qualitatifs sont inhérentes. Comme toute conversation, il est difficile de vérifier la véracité complète des dires. En outre, les acteurs interrogés ont des intérêts politiques, privés, professionnels divers et variés. Ils proviennent de différents secteurs. Par conséquent, ils ont chacun leur propre réalité. Les interviews individuelles menées ont duré entre 35 et 97 minutes.

Pendant les entretiens, la totalité des thèmes n'ont pas toujours été abordés. Par ailleurs, je n'ai pas formulé les questions de la même manière à chaque fois. Concernant la taxation environnementale, seules 4 sur 11 des personnes rencontrées avaient lu les documents préalablement envoyés la concernant, ce qui a biaisé la question pour les autres.

Un autre biais réside dans le fait qu'une interview a été menée pour deux personnes en même temps, les employés de la banque nationale belge (Laurent et Bart). Un entretien face-à-face ou individuel a l'avantage d'offrir une totale liberté et aisance pour le répondant. Dans ce cas-ci, l'entretien à trois n'était pas prévu. C'est la personne avec laquelle il était convenu que je discute qui a pris la liberté d'inviter une tierce personne. L'entretien a été plus laborieux. Les répondants qui se connaissaient bien, faisaient facilement des digressions. Les réponses ont été malheureusement plus succinctes et moins développées.

#### 8.1.5 Les limites relatives aux résultats

Il est possible que dans mon analyse, il y ait un léger biais d'interprétation. Par exemple, pour le degré d'optimisme, je n'ai pas posé la question telle quelle. Certains répondants ont explicitement décrit leur sentiment. Pour d'autres, j'ai interprété en fonction de ce qu'ils m'ont dit et de la manière dont ils l'ont dit. Cependant, cette analyse n'avait pas pour but d'être précise mais plutôt de donner une idée générale du degré.

## 8.2 Discussion

La conclusion principale, au regard de mon hypothèse de départ, est que la plupart des acteurs politico-économiques belges ne voient pas une réelle nécessité de réformer le système économique. En ce sens, elle n'est pas nouvelle ou originale, et a déjà été beaucoup documentée. Néanmoins, par mon approche unique et grâce à l'analyse d'entretiens qualitatifs, j'apporte des éléments plus poussés sur le contexte francophone belge actuel. Avec un regard neuf, j'examine leurs points de vue sur des questions cruciales. On en apprend plus sur leur position par rapport à l'antagonisme environnement-économie. Complémentairement, leur position sur la question du pluralisme et de la taxation environnementale est abordée.

La taxation environnementale est exposée dans ce travail car au vu de l'actualité et de nombreux articles, c'est une des voies qui semble la plus privilégiée pour la suite en matière de conciliation environnement et économie. J'ai choisi d'aborder le cas pratique de Timmermans et al. (2018), le remplacement de la TVA par la DaVAT. Cela peut sembler allonger une problématique déjà très étendue. Cependant, cela me paraissait pertinent de l'inclure dans la problématique parce qu'elle apporte un peu de tangibilité à la discussion. Cette « solution », dans le sens de cette possibilité de concilier l'économie avec la gestion de l'environnement, a été choisie parmi beaucoup d'autres, car ce sont des chercheurs de l'ULB qui sont les auteurs de cette proposition. De plus, un projet est en cours à l'échelle européenne pour analyser la faisabilité d'instaurer une TVA circulaire. L'objectif de ce tax shift est de favoriser la production et la consommation de produits moins impactants sur l'environnement au détriment de produits moins respectueux. Cette taxe vise à induire un profond changement de comportement autant chez les producteurs que chez les consommateurs ; ceux-ci devraient obligatoirement considérer l'aspect environnemental dans leur choix.

Ce mémoire offre un premier aperçu de l'étendue du débat sur l'antagonisme économie-environnement. Ces biais et limites peuvent ouvrir le champ des possibles pour approfondir la question de recherche.

## Conclusion

Tout d'abord, l'intérêt de mon étude était de questionner des personnes relativement influentes en matière de décisions politiques afin de connaître leur volonté de réformer le système économique face à la crise écologique et climatique. La direction que les acteurs économiques souhaitent emprunter, donne probablement des indices sur celle que notre société suivra, par la suite. La complexité des problèmes et des connexions entre les différents mécanismes, l'inertie du système éducatif ainsi que la nature intrinsèque même du système économique empêchent d'espérer un changement radical ou rapide. De surcroît, les avancées alarmistes des scientifiques du GIEC ou du dernier rapport du WWF peuvent légitimement en effrayer plus d'un.

Dans le cadrage théorique, on comprend que le bond technologique doit être extrêmement important, comme l'indique judicieusement, l'équation  $I=PAT$ . De plus, malgré le développement de technologies plus « vertes », la trajectoire en matière de CO<sub>2</sub> reste similaire à celle du « business as usual ». Cependant, pendant la discussion, la majorité des répondants se sont montrés optimistes.

La moitié des acteurs économiques interrogés ne voient pas la nécessité d'une profonde remise en question du système économique d'aujourd'hui. La volonté de changer de paradigme est présente chez certains et ce, à différents degrés. Une légère majorité pense qu'une croissance verte est une des solutions pour confronter le défi climatique.

Concernant l'indicateur PIB, ses limites sont connues, néanmoins, il a encore tout son sens pour les répondants. Ils précisent qu'il serait pertinent de mettre à côté de lui, d'autres indicateurs complémentaires ce qui donnerait une vision plus complète et nuancée de la prospérité d'un pays.

Le graphique dans la partie analyse (7.3) donne un premier aperçu de leur degré d'optimisme et de leur volonté de réformer le système actuel. Il démontre également qu'il est difficile de catégoriser ces 11 participants.

Toutefois, ce travail pose le constat qu'une 'shallow ecology' (écologie superficielle) reste très présente et dominante. De par leurs intérêts, les acteurs politico-économiques prennent à cœur essentiellement les problèmes qui impactent directement l'homme, son environnement, sa santé, ses besoins. Cette 'shallow ecology' ferme les yeux sur les causes réelles. A l'opposé la 'deep ecology' (l'écologie profonde), moins influente, a la vocation d'agir sur les causes sous-jacentes. Selon celle-ci, il faut mener une réflexion bien plus lointaine, ancienne et profonde sur le système d'idées et de valeurs qui lie l'homme à l'environnement. Seulement, une petite minorité des répondants semblent accepter de mener ce questionnement. Ceux-ci peuvent être qualifiés comme appartenant au sous-ensemble de la socioéconomie (typologie faite par Spash, 2013 et Douai et al., 2017) même s'il est vrai que cette analyse ne permet pas réellement de catégoriser les acteurs interrogés.

D'après les indications de Peter Hall (Sinäi, 2015), étant donné que l'échec de notre système n'est pas reconnu par tous et qu'il n'existe pas de « paradigme » disponible, il semble peu probable que le vent sociétal nous amène vers de grands changements. En outre, le capitalisme ne peut être forcé à démissionner sans déclencher une avalanche de conséquences sociales et financières, à court terme, négatives. Les éléments à partir desquels est fondée notre société post-industrielle sont complexes et interconnectés. Cela ajoute de l'inertie à l'ensemble de notre société. C'est une des raisons pour laquelle changer de direction peut être lente et conflictuelle. Ce travail a démontré la complexité des enjeux et la difficulté d'obtenir un consensus ainsi que la subjectivité des solutions qui en découlent. Tout ceci rend le dénouement de la discussion compliqué.

Ensuite, un des freins régulièrement soulevé pour modifier les comportements connus pour être néfastes pour l'environnement et in fine, pour la survie de nos sociétés est l'inaction politique. Obnubilés par la course à l'électorat, les hommes politiques ne mettraient pas encore suffisamment le développement durable en priorité, lors des discussions au gouvernement. En effet, notre système politique, fonctionnant par mandat de quelques années, n'incite pas les prises de décisions réformatrices.

De plus, il a été souligné dans les analyses, que certains concepts ne sont pas définis de la même façon, selon les répondants. Il subsiste encore une confusion relative dans la compréhension des différents termes abordés dans ce travail : l'économie écologique et la décroissance. Ce que le mouvement de la décroissance veut notamment faire passer comme message n'est pas saisi de la même manière par tous les répondants. L'économie écologique qui se veut être un champ de recherche novateur n'est pas connu par la plupart de ces acteurs économiques. Il y en a certains qui l'apparentent à la croissance verte. Ces concepts sont laissés à la libre interprétation. Comme j'ai pu le constater lors de la Post Growth Conference, cela ne facilite pas l'avancée des discussions dans les débats politiques publics.

Comme nous l'avons vu dans la partie précédente, les répondants semblent s'accorder sur la nécessité d'instaurer un certain instrument : la taxation environnementale. Cependant, ils sont divisés sur la manière de la mettre en application. La taxation doit-elle avoir un effet redistributif ? Tous les répondants ont soulevé la question de la redistribution des richesses. Comment le mettre en place de manière juste ? Qu'est-ce qui doit être taxé et comment ?

Une solution « parfaite », dans le sens, qui convienne à une large majorité, pourrait être trouvée mais restera toujours contestable. L'obtention d'un consensus pour la concrétisation de nouvelles mesures politiques semble encore loin d'être atteint. Certains privilégient l'innovation et les instruments volontaires tandis que d'autres préfèrent accélérer le pas et promeuvent des instruments réglementaires. L'idée théorique de la DaVAT est approuvée par tous mais sa potentielle mise en pratique n'a pas convaincu.

Un autre point crucial semble nuancer l'hypothèse de départ. Concernant l'enseignement des sciences économiques, les répondants remarquent, généralement, les lacunes inhérentes des sciences

économiques à intégrer l'environnement dans les calculs. Certains se sont montrés critiques envers elle et la majorité sont ouverts aux discussions pour le pluralisme économique. Ils reconnaissent qu'un changement dans la manière d'aborder les sciences économiques à l'université pourrait être bénéfique.

Lors des interviews, je n'ai pas décelé un intérêt significatif pour la nature en tant que telle. Les répondants sont, plus ou moins, conscients de la gravité des enjeux environnementaux. Les dégâts sur l'environnement sont évoqués dans la majorité des cas comme étant des dégâts avant tout concernant les humains. En ce sens, leur vision peut être qualifiée d'anthropocentrique. Au contraire, je n'ai pas remarqué de vision écocentrique.

Durant les entretiens individuels, d'autres questions théoriques ont également été soulevées, qu'elles soient purement économiques : faut-il redonner une place plus importante à l'Etat, un état centralisateur et régulateur ; ou purement philosophiques, est-ce une caractéristique inhérente à l'homme : cette volonté de « toujours plus » ? Ces questions difficilement répondables n'atteindront probablement jamais de consensus. Les débats sont complexes et les idées terriblement subjectives.

En conclusion, il existe une infinité d'autres façons d'aborder cette vaste problématique. Cette étude-ci est multicentrique. Les répondants proviennent de différents secteurs. Par conséquent, ils ont chacun leur propre réalité. Il serait intéressant d'échantillonner d'une autre façon la cible et via une étude quantitative, avoir des résultats plus précis.

## Bibliographie

### Articles scientifiques

- Blanchet D. (2011), « Les propositions du rapport Stiglitz : qu'apportent-elles au pilotage de la croissance verte ? », in *Responsabilité & Environnement*, 61, pp. 9-13.
- Boulding K. E. (1966), “the economics of the coming spaceship earth”, in Henry Jarrett, ed., *Environmental Quality*, in a *Growing Economy*, Baltimore, Johns Hopkins Press, pp. 3-14.
- Bowen A. et Hepburn C. (2014), “Green growth: an assessment”, in *Oxford Review of Economic Policy*, 30 (3), pp. 407-422.
- Bureau D. (2005), « Economie des instruments de protection de l'environnement », in *RFE, Revue Française de l'économie*, 19 (4), pp. 83-110.
- Bürgenmeier B. (1991), « Comment les entreprises suisses acceptent-elles les taxes environnementales ? », in *Revue économique et sociale*, 57(1), pp. 21-33.
- De Camillis C. et Goralczyk M. (2013), “Towards stronger measures for sustainable consumption and production policies: proposal of a new fiscal framework based on a life cycle approach”, in *Int J Life Cycle Assess*, 18, pp. 263–272.
- De Perthuis C. (2016), « L'économiste face aux enjeux environnementaux », in *Responsabilité & Environnement*, 83, pp. 40-44.
- Dragulanescu I-V. (2015), “Pigouvian taxes for the control of negative environmental externalities”, in *Quality - Access to Success*, 1(16), pp. 201-210.
- Duro J. A. et Teixidó-Figueras J. (2013), “Ecological footprint inequality across countries: The role of environment intensity, income and interaction effects”, in *Ecological Economics*, 93, pp. 34-41.
- Faber M. (2008), “How to be an ecological economist ?”, in *Ecological Economics*, 66(1), pp. 1-7.
- Hepburn C. et Bowen A. (2012), “Prosperity with growth: Economic growth, climate change and environmental limits”, in *Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment*, London School of Economics, 93, pp. 1-22.
- Kallis G., Gómez-Baggethun E. et Zografos C. (2013), “To value or not to value ? That is not the question”, in *Ecological Economics*, 94, pp. 97–105.
- Kudinova O. (2018), “Discourse Research in Modern European Philological Sciences”, in *Journal of Danubian Studies and Research*, 8 (2), pp. 214-223.
- Latouche S. (2015), « Une société de décroissance est-elle souhaitable ? », in *Revue Juridique de l'environnement*, 2 (40), pp. 208-210.
- Moore J. W. (2017), “The Capitalocene, Part I: on the nature and origins of our ecological crisis”, in *The Journal of Peasant Studies*, 44 (3), pp. 594-630.
- Par les étudiants de PEPS-Economie (2011), « Pour un pluralisme dans l'enseignement de l'économie », *L'Économie politique*, 2 (50), pp. 49-58.

Spash C. (2013), “The shallow or the deep ecological economics movement ?”, in *Ecological Economics*, 93, pp. 351-362.

Tienhaara K. (2014), “Varieties of green capitalism: economy and environment in the wake of the global financial crisis”, in *Environmental Politics*, 23 (2), pp. 187-204.

Timmermans B. et Achten W. (2018), “From value-added tax to a damage and value-added tax partially based on life cycle assessment: principles and feasibility”, in *Int J Life Cycle Assess*, 23 (11), pp. 2217-2247.

Trestini M. et Rossini I. (2015), « Les MOOC : perception des acteurs français de l’enseignement en ligne », in *Revue internationale des technologies en pédagogie universitaire*, 12 (1-2), pp. 93–106.

Victor P. (2010), “Questioning economic growth”, in *Nature*, 468 (7322), p.370.

Victor P. (2010), “Ecological economics and economic growth”, in *Annals of the New York Academy of Sciences*, 11851 (1) , pp. 237-245.

## Ouvrages scientifiques

Adriaens A. (2016), *Un millénaire de simplicité volontaire en Occident*, Bruxelles, Couleur livres, 177p.

Bonneuil C. et Fressoz J-B. (2013), *L’évènement Anthropocène. La Terre, l’histoire et nous*. Paris. Editions du Seuil. Points. 320 p.

Bourg D., Papaux, A. (2015), *Dictionnaire de la pensée écologique*. France, PUF, 1088p.

Cheyne V. (2008), *Le choc de la décroissance*, Paris, Seuil, 214p.

D’Alisa G., Demaria F. et Kallis G. (2015), *Décroissance, Vocabulaire pour une nouvelle ère*. Le Passager clandestin, 520p.

Douai A., Plumecocq G. (2017), *L’économie écologique*, La Découverte, Repères, Paris, 128p.

Gauthy-Sinéchal M. et Vandercammen M. (2013), « Etudes de marchés, Méthodes et outils. » Perspectives Marketing, De boeck, 3e édition, 439p.

Georgescu-Roegen N. (1979), *Demain, la décroissance, entropie, écologie, économie*. Ellébore/Sang de la terre, Paris, paru en 2006, 151p.

Jackson T. (2017), *Prospérité sans croissance*. Les fondations pour l’économie de demain. Planète en jeu. Deboeck, 2e édition, 258p.

Le Club de Rome (1972), *Halte à la croissance ?*. Rapport Meadows. Ecologie, Fayard, 207p.

Sinai A. sous la dir. Et al. (2015), *Économie de l’après-croissance*. Politiques de l’anthropocène II. SciencesPo, les presses. Nouveaux Débats n°42, 243p.

The Economics of Ecosystems and Biodiversity (TEEB), 2010. *The Economics of Ecosystems and Biodiversity: Ecological and Economic Foundations*. Earthscan, London.

Van Campenhoudt L. et Quivy R. (2011), *Manuel de Recherche en Sciences Sociales*, Dunod, Paris, 4<sup>e</sup> édition, 255p.

Zaccai E. (2011), *25 ans de développement durable, et après ?*. Développement durable et innovation institutionnelle. Presses universitaires de France, UNIL. PUF. 237p.

## Actes de colloques, documents officiels

Ademe (2018), Projet MODEXT « Modélisation des externalités environnementales pour une TVA circulaire », Rapport final, Octobre 2018.

Aloisi de Larderel J. (2012), « Fiscalité, environnement et gestion des ressources naturelles », in *Responsabilité & Environnement*, 65, Actes du Colloque du 19 mai 2011, pp. 21-26.

Chancel L. et Piketty T. (2015), “Carbon and inequality: from Kyoto to Paris. Trends in the global inequality of carbon emissions (1998-2013) & prospects for an equitable adaptation fund”. Paris School of Economics. 48p.

European Commission (2018), “Science for environment policy, Rethinking value-added tax (VAT) to focus on environmental damage and sustainability”, 15 novembre 2018, issue 516.

GIEC (2014), Changements climatiques 2014: Impacts, adaptation et vulnérabilité. Disponible sur [http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4\\_syr\\_fr.pdf](http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4_syr_fr.pdf), consulté le 26 décembre 2019.

OCDE (2001), Les taxes liées à l’environnement dans les pays de l’OCDE. PROBLÈMES ET STRATÉGIES. 152p.

OECD (1972) Recommendation of the council on guiding principles concerning international economic aspects of environmental policies. Council document n° C(72)128. Paris, France

OCDE (2019), “Green Growth means fostering economic growth and development, while ensuring that natural assets continue to provide the resources and environmental services on which our well-being relies. » Disponible sur <http://www.oecd.org/greengrowth/>, consulté le 27/02/2019.

Rethinking Economics Belgium (2019), Rapport d’enquête 2019. 10 ans après la crise : faut-il changer la formation des futur·e·s économistes ? Belgique. 72p.

Van Cauter K. et Van Meensel L. (2009), « Vers une fiscalité environnementale plus forte ? », in *Revue Economique*, Banque Nationale de Belgique (septembre 2009). Disponible sur <https://www.nbb.be/fr/publications-et-recherche/economie-et-finances/revue-economique>.

World Bank (2012), Rapport “Inclusive Green Growth”. Disponible sur [http://siteresources.worldbank.org/EXTSDNET/Resources/Inclusive\\_Green\\_Growth\\_May\\_2012.pdf](http://siteresources.worldbank.org/EXTSDNET/Resources/Inclusive_Green_Growth_May_2012.pdf), consulté le 3 septembre 2019.

Green New Deal For Europe (2019). Report. En ligne. Disponible sur <https://report.gndforeurope.com/>, consulté le 02 janvier 2020.

## Mémoires

Garon J-D. et Paquet A. (2016), « Les enjeux de l'efficience et la fiscalité », Département des sciences économiques, ESG-UQAM. 43p.

Goor M. (2018), « L'institutionnalisation de la Décroissance dans le paysage politique belge francophone », ULB, IGEAT, Faculté des sciences, 88p.

Parrique T. (2013), "Economics Education for Sustainable Development: Institutional barriers to pluralism at the University of Versailles Saint Quentin (France)". Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines: UVSQ.

Sanchez Posada T. (2016), « Qu'en est-il du pluralisme dans l'enseignement de l'économie ? Constats et conséquences. » Solvay Brussels School.

## Articles de presse

Bombaerts J-P. (2018), « La BNB prévoit un ralentissement de la croissance », in L'Echo. Economie & Politique. Belgique. Publié le 17 décembre 2018. Disponible sur <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/economie/la-bnb-prevoit-un-ralentissement-de-la-croissance/10079708.html>, consulté le 24 octobre 2019.

Bombaerts J-P. (2019), « La croissance belge se tasse au deuxième trimestre », in L'Echo. Economie & Politique. Belgique. Publié le 30 juillet 2019. Disponible sur <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/general/la-croissance-belge-se-tasse-au-deuxieme-trimestre/10149358.html>, consulté le 24 octobre 2019.

Bourg D., Swaton S. et Ferrari T. (2018), « Pour une TVA circulaire » LE CERCLE/POINT DE VUE - Et si on baissait le taux de TVA sur les produits offrant des avantages environnementaux majeurs ? *Les Echos*. Paris. 21 février 2018. Disponible sur <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/pour-une-tva-circulaire-130755>, consulté le 25 août 2019.

Deszpot T. (2019), « Après le discours de Greta Thunberg à l'Onu, une pluie de critiques... et d'intox », in *LCI*. Planète. Publié le 29 septembre 2019. Disponible sur <https://www.lci.fr/planete/apres-le-discours-de-greta-thunberg-a-l-onu-une-pluie-de-critiques-et-d-intox-2133312.html>, consulté le 18 octobre 2019.

Pulver J. (2016), « Rien la philosophie des minimalistes japonais », in *Le Temps*. Opinions. Suisse. Publié le 23 juin 2016. Disponible sur <https://www.letemps.ch/opinions/rien-philosophie-minimalistes-japonais>, consulté le 01/11/2011.

P.V. (2019), « Transition écologique et entreprises: dissensions au sein de l'UWE ». in *RTBF.be*. Economie. Publié le 09 octobre 2019. Disponible sur <https://www.rtf.be/info/economie/detail-transition-ecologique-des-tas-d-entreprises-voient-leur-business-remis-en-cause-et-elles-s-interrogent?id=10336550>, consulté le 18 octobre 2019.

Thunberg G. (2019), « Le discours plein de rage de Greta Thunberg à l'ONU », in *Le Monde*. Actualités. Publié le 23 septembre 2019. Disponible sur [https://www.lemonde.fr/climat/video/2019/09/23/vous-avez-vole-mes-reves-et-mon-enfance-le-discours-de-greta-thunberg-a-l-onu\\_6012739\\_1652612.html](https://www.lemonde.fr/climat/video/2019/09/23/vous-avez-vole-mes-reves-et-mon-enfance-le-discours-de-greta-thunberg-a-l-onu_6012739_1652612.html), consulté le 18 octobre 2019.

## Webographie

Banque Nationale de Belgique (2019), Chiffres-clés. Disponible sur <https://www.nbb.be/fr/statistiques/generalites/chiffres-cles>, consulté le 12 novembre 2019.

Banque national belge (Site web officiel) Disponible sur <https://www.nbb.be/fr>, consulté le 5 septembre 2019.

Bureau fédéral du Plan. (Site web officiel) Disponible sur <https://www.plan.be/index.php?lang=fr>, consulté le 12 août 2019.

Cambridge Society for Economic Pluralism. (Site web officiel) Disponible sur <http://www.cambridgepluralism.org/>, consulté le 12 mars 2018.

Post-Growth 2018 Conference. Disponible sur <https://www.postgrowth2018.eu/>, consulté le 28 mai 2018.

Rethinking economics. (Site web officiel). Disponible sur <http://www.rethinkeconomics.org/>, consulté le 09 novembre 2018.

SPF Finances. (Site web officiel) Disponible sur [https://finances.belgium.be/fr/sur\\_le\\_spf/strat%C3%A9gie/mission-ambitions-strat%C3%A9giques-et-valeurs#q3](https://finances.belgium.be/fr/sur_le_spf/strat%C3%A9gie/mission-ambitions-strat%C3%A9giques-et-valeurs#q3), consulté le 12 août 2019.

Woldometers (2019), Population mondiale. Disponible sur <https://www.worldometers.info/fr/population-mondiale/>, consulté le 22 octobre 2019.

## Annexes

### Annexe 1 : guide d'entretien

#### **Guide d'entretien** (Phases par Gauthy-Sinéchal, 2013)

L'objectif de ce guide d'entretien est d'avoir un support lors des entretiens avec les personnes. Étant donné que ce sont des entretiens semi-directifs, il y a une sorte de canevas à suivre afin d'aborder les éléments qui importent pour ce travail. Celui-ci est conçu sous forme d'entonnoir. Je commence par cerner leur vision globale et générale de la problématique de la comptabilité entre l'environnement et l'économie. Ensuite, je centre lentement la conversation sur des points plus précis comme la terminologie de certains termes. Enfin, je clôture par la taxation environnementale et leur sentiment par rapport à la DaVAT.

#### Phase d'introduction (mise en contexte, prise de contact)

a) La personne en face de moi, qui est-il ? Catégorie âge, homme-femme, diplômes, son parcours et sa carrière au sein d'une ou plusieurs institutions ?

- « Expliquez-moi brièvement votre parcours. Quelles études avez-vous entreprises après les secondaires ? Pour quelles motivations ?
- Vous êtes maintenant (dire la situation actuelle de la personne). Comment en êtes arrivé là ?
- Comment vous décrivez-vous ? Quel genre d'économistes êtes-vous ?
- Cela veut dire quoi l'économie selon vous ? »

b) Discerner son intérêt pour la gestion de l'environnement

- « Vous êtes conscient des enjeux actuels liés à l'environnement. Comment avez-vous acquis ces connaissances ?
- Avez-vous approfondi quelques points par vous-même ? Si oui, comment vous êtes-vous documenté ? (lectures, recherches) Avez-vous suivi une ou plusieurs formations par rapport à la gestion de l'environnement ? Est-ce que vos connaissances sont-elles suffisantes selon vous ?
- A quel degré percevez-vous le changement climatique et le déclin de la biodiversité comme étant problématique ? Percevez-vous cela comme urgent ?  
*Greta Thunberg a fait un discours à l'ONU en septembre dernier. Elle accuse les politiques de ne pas agir, de ne penser qu'à l'argent alors que la planète est en train*

*de s'effondrer. Selon elle, il est plus qu'urgent de prendre des mesures plus fortes. La comprenez-vous ? Sentez-vous cette même urgence ?*

- *De quelle manière pensez-vous que votre formation passée est adéquate pour faire face aux divers enjeux globaux ?*
- *Comment vous positionnez-vous par rapport aux revendications du pluralisme économique pour l'enseignement ? »*

#### Phase de recentrage du sujet

a) Nous commençons par comprendre l'interprétation de quelques concepts de l'économie écologique : tests d'expression

- *« Comment définissez-vous le mouvement de la décroissance? Considérez-vous être familier avec ce terme ?*
- *Que pouvez-vous me dire sur l'économie écologique ? Vous situez-vous quelque part sur ce spectre ?*
- *Et la croissance verte ? Que cela veut-il dire ?»*

b) Ensuite, nous abordons par la suite des questions concernant le système économique actuel et sa compatibilité ou non avec la croissance.

- *« Comment percevez-vous la croissance économique ? De quelle manière l'envisagez-vous ?*
- *Selon vous, de quelle manière le capitalisme/ le système économique/ la croissance est compatible avec un mieux-être de l'environnement ?*
- *Est-ce qu'un ralentissement qui se déroule déjà est souhaitable ?*
- *De quelle manière le système devrait-il être réformer, s'il le doit ?»*

#### Phase d'approfondissement

a) Nous tentons de comprendre les arguments mis en avant et solutions que les intervenants proposent pour casser cette controverse.

- *« Comment voyez-vous la fin de la crise écologique c'est-à-dire quelles sont les solutions ? (changement, réforme, transformation système, signal prix, fiscalité verte, modernisation écologique, paiement des services écosystémiques) Quelles sont vos arguments ? Quelles sont vos propositions ? »*

b) Je continue sur la taxation environnementale et plus spécifiquement, sur leur perception de la DaVAT. S'ils n'ont pas lu les documents envoyés préalablement, j'explique brièvement la DaVAT selon l'article de Timmermans et al. (2018).

- *« Est-ce que la taxation environnementale vous paraît être une solution adéquate face à la crise écologique ? »*
- *Avez-vous eu l'occasion de lire les documents que je vous ai envoyés ?*
- *Que pensez-vous de la DaVAT ? (Réaliste, extrême ?)*

### Phase de conclusion

Je résume les idées principales que j'aurai retenu.

- *« Y-a-il quelque chose que vous voudriez ajouter ou compléter avant de clore l'entretien ? »*

## Annexe 2 : entretien avec Alain

**Alain a travaillé, entre autres, à la BNB, au FMI, au cabinet du Premier Ministre belge Jean-Luc Dehaene. Il est également administrateur dans une entreprise de gestion de patrimoine et d'investissements responsables. Il est souvent interviewé par les médias.**

*Quelles études avez-vous entreprises les secondaires ?*

Je suis économiste de formation. J'ai fait 5 ans d'études d'économie à l'université de Namur, et j'ai poursuivi à la London School of Economics.

*Vous êtes maintenant à la tête d'une entreprise d'investissements.*

Oui, d'investissements responsables, donc des investissements où l'on privilégie les entreprises qui se préoccupent de ce qu'on appelle le E, le S et le G, donc l'environnement, les droits sociaux et la gouvernance. Donc si par exemple, Nestlé et Danone font tous les deux des bouteilles d'eau mais que Danone se préoccupe un peu plus du recyclage des bouteilles d'eau, on va préférer investir l'argent de nos clients dans Danone plutôt que dans Nestlé, ce genre de choses. C'est mon activité principale mais ce n'est pas la seule activité.

*Oui, en effet, en voyant votre parcours j'ai vu que vous aviez touché un peu à tout, à la politique, au commercial, à l'enseignement...*

*Comment vous décrivez-vous ? Quel genre d'économistes êtes-vous ?*

Je suis un économiste tout court, vais-je dire. Pour moi, l'économiste est quelqu'un qui va dire « on one hand, on the other hand », quelqu'un qui va voir les arguments d'une thèse et d'une autre thèse. On dit souvent que l'économiste, à la différence de l'avocat qui, lui quand il défend son client, il doit toujours trouver des arguments dans la même direction. Pour moi, un bon économiste, c'est tout le contraire, c'est quelqu'un qui va trouver les arguments de pourquoi est-ce une bonne idée d'augmenter les impôts et pourquoi c'est une bonne idée de les diminuer. Ensuite, il arrive à un jugement et se dit finalement, c'est quand même bien de diminuer les impôts ou l'inverse. Une première qualité est d'avoir une vue tempérée des choses, d'être pragmatique dans le sens où il faut être prêt à évoluer dans ses idées. Il y a une fameuse phrase de Keynes qui dit : quand les faits changent, je change d'avis, vous aussi ? Il a même rajouté un « et vous Monsieur », car à l'époque, j'imagine les dames avaient moins droit au chapitre. Donc il faut être plastique, très à l'écoute du monde. Beaucoup d'éléments de la réflexion d'économiste doivent venir de sa lecture de ce qui se vit dans le monde. Par exemple, les gilets jaunes, le malaise social, mais aussi l'environnement. Il ne faut pas être confiné de manière étroite à l'économie.

*Vous êtes conscient des enjeux actuels liés à l'environnement...*

Tous je ne sais pas, mais en tout cas je suis conscient qu'il y a un fameux enjeu environnemental. Certainement.

*Comment avez-vous acquis ces connaissances ?*

En fait, c'est une conjonction. Dans économie et écologie, il y a trois lettres qui sont les mêmes 'éco'. J'aime dire ça car ce n'est pas seulement un hasard. L'économiste est quelqu'un qui est économe des ressources par définition. Puisque l'économie, on la définit classiquement comme étant la meilleure affectation de ressources rares. Il y a déjà la notion de rareté. Souvent, on fait le procès aux économistes qui croient que le PIB va augmenter à l'infini. Mais non, l'économiste sait qu'il y a des ressources rares et qu'il faut les utiliser au mieux. Je pense que premièrement, il y a cet aspect-là. Une deuxième dimension de ma sensibilité écologique est dans le non gaspillage et ça, c'est une question d'éducation. Je viens d'une famille où il n'y a pas tellement d'argent et donc on ne gaspillait pas. On terminait son assiette ou on éteint la lumière. Donc ça, aussi c'est un élément qui explique ma sensibilité et pourquoi j'ai acquis cette conscience face aux problèmes environnementaux. Un autre élément est, j'aime bien le dire, nos enfants nous ont poussés dans le dos. Mon cadeau de Noël de l'année dernière était le bouquin Zéro Déchets. Donc c'est sûr quand on a des enfants qui sont conscientisés, cela aide. Puis, c'est des rencontres, de ce qu'on peut entendre du GIEC de ce que Jean Pascal Van Ypersele dit. Voilà il est difficile de dire, que un bon jour, je me suis réveillé avec une sorte de révélation. Pas du tout. Mais c'est un faisceau. Dans mon cas, la jeunesse est certainement un élément important.

*Avez-vous entrepris des recherches par vous-mêmes, est-ce que vous vous êtes dit : tiens, le changement climatique je ne sais pas très bien ce que cela veut dire, je vais me documenter ou suivre une formation.*

Alors non. J'essaie de lire assez bien. Une partie de ma journée de travail, c'est lire. Mais c'est rarement lire des choses approfondies car je suis un économiste généraliste, tout terrain. Aujourd'hui, vous m'interrogez sur l'environnement. Ce matin, un journaliste m'interrogeait sur est-ce bien d'avoir au gouvernement des experts ? Et puis on va me poser des questions sur Mme X est-elle mieux que Mr Y sur des questions de banque centrale européenne. Donc, il faut savoir parler d'un peu de tout.

J'ai le plus grand respect pour les profs d'université. Moi aussi, je donne cours dans des universités à temps très partiel mais je n'ai pas la mentalité du chercheur : le gars qui va approfondir une question. Moi je suis un généraliste. Je n'ai pas lu des choses approfondies en matière d'environnement mais quand il y a moyen de lire l'une ou l'autre chose, je le fais. Comme récemment, j'avais rencontré Jean Pascal Van Ypersele, j'avais regardé la section wallonne par rapport au GIEC, des trucs comme ça. J'essaie un peu de me renseigner car aussi dans mes conférences, je n'évoque pas rarement la dimension environnementale.

*Est-ce que justement, quand vous l'évoquez, percevez-vous vos connaissances comme étant suffisantes ?*

Non certainement pas, mais comme je suis habitué à parler de choses dont je ne maîtrise pas pleinement, il faut toujours de 1. Rappeler à son auditoire que l'on n'est pas spécialiste. Mais de 2. Je pense que l'on peut avoir néanmoins, une certaine vue articulée des choses sans être un expert. Par exemple, sur le plan scientifique je suis juste nul. Ne me demandez pas de vous parler ce qu'est un GES, je serais incapable de vous dire deux mots articulés sur le sujet, le changement climatique, les particules fines,... Toute la dimension scientifique, je n'en touche pas une. Je crois donc qu'on doit faire confiance à ceux qui en savent plus sur la matière. Donc non, je parle sans savoir.

*A quel degré percevez-vous le changement climatique et le déclin de la biodiversité comme étant problématique ?*

Pour moi, il est très franchement problématique. Cette phrase n'est pas de moi mais je la fais mienne. C'est de loin le plus grand défi qui nous attend pour le XXI<sup>e</sup> siècle. En comparaison à ce que la crise environnementale, la crise financière, c'est du pipi de chat. C'est l'enjeu numéro 1 pour notre société, déjà aujourd'hui et à l'horizon. Le problème avec le problème environnemental c'est que ce n'est pas comme la bourse qui peut perdre 20% en une journée. On n'en perdra pas en une journée 20% de nos insectes, ou de biodiversité. Et c'est ça le drame. C'est comme l'image de la grenouille qu'on met dans une casserole froide, qu'on réchauffe doucement. La grenouille ne va pas le percevoir et finalement meurt car l'eau sera trop chaude. Alors que si on la trempe dans une eau bouillante, elle aura un réflexe et en ressortira illico pour sauver sa peau. Le drame donc de la problématique environnementale est qu'elle n'est pas encore assez perceptible et pénible. Pourtant, elle est déjà perceptible. Dans mes exposés, je commence souvent par des photos de glaciers prises en 1960 et aujourd'hui. Allez me dire que vous ne voyez pas la différence, faut vraiment avoir besoin de bonnes lunettes.

*Percevez-vous cela comme urgent ? Greta Thunberg a fait un discours à l'ONU en septembre dernier. Elle accuse les politiques de ne pas agir, de ne penser qu'à l'argent alors que la planète est en train de s'effondrer. Selon elle, il est plus qu'urgent de prendre des mesures plus fortes. La comprenez-vous ? Sentez-vous cette même urgence ?*

J'ai la même notion d'urgence oui mais pas dans la précipitation. On l'a déjà fait dans un passé plus ou moins récent. On a pris des mesures pensant qu'elles étaient bonnes alors qu'elles ne l'étaient pas vraiment, voire même c'était des mauvaises. Je prends l'exemple du biocarburant. Aujourd'hui, on se rend compte que c'est complètement débile de remplacer des zones agricoles ou sylvicoles en des lieux de productions de biocarburants et donc la balance environnementale est négative. Il faut être prudent. On l'a vu en Wallonie, la bulle des certificats verts et des panneaux photovoltaïques. On a vraisemblablement mal agi.

Dans la précipitation non dans l'urgence oui. Pour moi, il y a une manière de combiner une certaine prudence scientifique et une urgence climatique, c'est dans la non-pollution. Je crois pas qu'il ne soit jamais mauvais de ne pas consommer un litre de pétrole. Donc quand il y a moyen de venir à vélo, je

viens en vélo. Je pense être dans le bon. Je roule dans une voiture hybride, là ça me paraît moins sûr que je sois dans le bon. Avec le vélo et la marche à pied, c'est bon.

Ne nous précipitons pas à prendre certaines mesures qui pourraient donner lieu à des regrets mais il y a une urgence pour adapter nos comportements et consommer moins. Remplacer des bouteilles en plastique par des gourdes.

*De quelle manière pensez-vous qu'il faudrait agir pour faire réagir les politiques ?*

C'est un débat. Faut-il faire peur pour faire agir ou faire peur va juste tétaniser ? Car de toute façon, si c'est foutu autant faire une dernière valse et se bourrer la gueule. Moi je suis plutôt d'accord avec le fait qu'il faille se bouger et agir. Il ne faut pas dire que c'est la fin. On peut dire que oui, le monde que connaîtront les générations futures sera différent avec moins d'insectes, des dérèglements climatiques. Ce sera déjà moins bien que celui qu'on a maintenant mais il sera quand même gai d'y vivre. N'oublions pas ça. Faire paniquer non, mais dire qu'on est en train de perdre en termes de patrimoine oui.

*Comment vous positionnez-vous par rapport aux revendications du pluralisme économique pour l'enseignement ?*

Comment répondre à cela, c'est pas évident...

Je pense que l'économie telle qu'elle est enseignée manque de diversité, de pluralisme. C'est un peu trop le consensus de Washington comme on l'appelle, c'est limité à une seule vue. Par rapport à cela, il y a quand même des éléments en plus à apporter. Entre les économistes de gauche et de droite il y a des convergences que souvent eux-mêmes ignorent. Je veux dire par là, si vous devez donner le nom d'un économiste de droite, intelligent mais marqué fort à droite, il y a des chances pour que vous entendiez le nom de Martin Feinstein ou Gregory Mankiw qui a été conseiller de Georges Bush. Maintenant, vous regardez des gens qui sont plutôt étiquetés de gauche. Vous trouverez des Paul Krugman, ... Joseph Stiglitz (lui c'est vraiment l'économiste des altermondialistes) et bien comme moi, vous utilisez le manuel de Stiglitz quand vous donnez cours en première année ou comme je l'ai fait, à d'autres moments, vous utilisez le manuel de Mankiw. Ce que je veux dire par là, c'est que pour enseigner l'économie Stiglitz ou Mankiw ce n'est pas très différent. Entre économistes il y a un certain nombre de similitudes.

En matière d'environnement, un très bon exemple est l'initiative (la première depuis 1930) 3000 économistes ont signé une pétition aux USA pour demander l'adoption d'une taxe carbone, dans laquelle ils disent que non seulement il faut taxer le carbone mais en plus, la recette de cette taxe doit être redistribuée aux Américains. Comme le riche pollue plus que le pauvre, le riche mettra plus d'argent que le pauvre dans le pot et la mesure fera en sorte qu'une même part sera donnée à chacun. C'est une mesure très sociale car le pauvre récoltera a priori plus que ce qu'il n'a payé alors que le riche non. Bien sûr, il y aura des perdants ; certains pauvres très pollueurs. On a un consensus aujourd'hui d'économistes de gauche à droite sur cette mesure.

Donc enseigner la diversité et bien cet exemple montre qu'il n'y a pas tant que ça de diversité. Ça, c'est un élément. Deuxième dimension importante, c'est de montrer les hypothèses sur lesquelles on se base et la nécessité d'une cohérence intellectuelle. J'ai la faiblesse de penser que la vue dominante de l'économie, comme on l'enseigne est qu'elle a un défaut c'est une seule vision avec des hypothèses (forcément) restrictives mais elle a une vertu c'est celle de la cohérence. Je crois qu'il est difficile de former un jeune de 18 ans avec une théorie qui n'est pas bien structurée. Mais ce qu'il faudrait faire, c'est lui exposer cette théorie mais lui dire que cela n'est qu'une théorie qui est bâtie au départ d'un jeu d'hypothèses et que ce jeu d'hypothèses est changeable. On sait qu'on n'a pas tous cette volonté de vouloir maximiser notre profit. Il y a des trucs comme la reconnaissance sociale, la jalousie, le sentiment de justice ou d'injustice, c'est fondamental. Si vous me donnez 100 et à l'autre vous lui donnez 100.000 je vais plutôt avoir tendance à râler. Sur base de la théorie pure économique, je reçois 100 sans même travailler je devrais être content. Alors qu'au fond je préférerais ne rien recevoir plutôt que l'autre reçoit 100 000. On le sait les hypothèses économiques sont restrictives. Après on sait bien il y a ce jeu intellectuel et il y a la vie politique de tous les jours. Mon jeu ne sera bon que dans certaines hypothèses. Je crois que cela serait la meilleure approche mais elle demande des bons profs. Il ne faut pas vouloir transposer ce qu'on a vu en théorie directement. Malheureusement, beaucoup de profs ne font pas cet effort de vouloir relativiser. Malheureusement, beaucoup d'étudiants, je l'ai vu en entreprise, sont de mauvais relateurs de l'économie et croient que le but est de maximiser le profit (pour les actionnaires). Les actionnaires ne demandent pas toujours de maximiser le profit, ils demandent que leur bien-être à eux soit maximisé. Dans leur bien-être, il y a leur profit mais pas que... Si l'entreprise fait un truc sympa, aider les handicapés. L'actionnaire sera content également. Bien sûr il est peut-être très content de faire du profit et un peu content pour le handicapé mais la plupart des entreprises font du mécénat des trucs comme ça, bon c'est très peu par rapport à tout ce qu'elle pourrait faire. L'actionnaire ne pense pas du matin au soir à maximiser son profit, c'est juste faux. L'économie n'est pas cette science qui est destinée aux riches à se faire plus de pognon.

*Vous êtes plutôt pour une réforme de l'enseignement ?*

Oui avec une insistance, sur les dimensions épistémologiques et méthodologiques.

*Avez-vous perçu un manque d'aspect plus systémique dans la manière où on va à enseigné l'économie ?*

Non, parce que moi j'ai eu un prof qui nous a forcé à lire le Capital de Marx et un livre de Keynes pour l'examen. Bon, le problème est qu'aujourd'hui, on n'impose plus de lire ces bouquins, peut-être qu'aujourd'hui la plupart des économistes sortent de l'école sans avoir lu Marx, Milton Friedman. Le problème est plus l'ignorance qu'une lecture unilatérale. Il ne faut pas trop vite s'attaquer au prof, il n'y a peut-être pas assez d'heures de cours, manque d'exigence ou autres. Ce qui est vrai par contre, c'est

qu'aujourd'hui, on parle toujours trop peu d'environnement, des externalités dans les cours. La dimension environnementale que ce soit dans un cours d'économie de l'environnement ou de manière transversale dans l'ensemble des cours n'apparaît pas assez à mes yeux.

*Oui, c'est ce que j'ai lu. Il y a des élèves qui se disent insatisfaits par rapport à cela.*

Oui ils ont raison.

*On passe maintenant à la phase définition de concepts. Comment définissez-vous le mouvement de la décroissance ? Considérez-vous être familier avec ce terme ?*

Je définis la décroissance comme étant une variation négative du PIB. Je n'aime pas ça car l'activité économique ne se limite pas au PIB. Pour moi, la compréhension de la décroissance c'est par la critique écologique de la croissance. Il faudrait être partisan de la décroissance parce que la croissance tue la planète. C'est là où il y a une erreur, on peut parfaitement concilier de la croissance et une soutenabilité de la planète. Si tout le monde se met à consommer 5 fois plus de vêtements, pétrole, etc on est d'accord, cela n'ira pas. Mais si on va 5 fois plus souvent au théâtre ou au cinéma pour peu qu'on y aille à pied ou en vélo. Le chauffage dans la salle consomme est pareil qu'il y ait 10 personnes ou 100. On peut très bien avoir de la croissance qui soit non consommatrice. Le problème est que l'objectif économique ait été résumé à la croissance du PIB. Et ce qu'on mesure avec lui, c'est ce qu'il pollue. Ce n'est pas du tout cela qu'il faut faire. Si je vais davantage chez ma maman pour pas qu'elle soit seule. Ce n'est pas enregistré dans le PIB. Il faudrait un PIB qui mesure ça et alors je suis un grand adepte de la croissance. Il y a toutes ses limites au PIB et le problème est qu'il ne faut pas que le débat politique soit obnubilé par ça. Là, ce n'est pas la faute aux économistes, on leur reproche souvent mais non. Le PIB a été inventé dans un climat d'après-guerre par des statisticiens. Mais qui utilise le plus le PIB ? L'homme des médias et l'homme politique. C'est Charles Michel qui va se vanter auprès de Di Rupo : moi je suis un meilleur premier ministre que toi, il y a plus de croissance pendant mon mandat. Ils utilisent cet indicateur alors qu'on sait très bien qu'il n'y a pas de lien entre lui et le bien-être des gens.

*Et comment cela se fait ?*

Ce sont des illettrés, ils simplifient pour la population.

Je suis en débat avec Paul Magnette qui veut diminuer la TVA sur l'électricité. Je lui ai envoyé une lettre (sans réponse) en lui disant que si l'électricité diminue les salaires seront moins vite indexés. Pour tout un chacun, cela ne change rien. C'est un cadeau aux employeurs déguisé. C'est limite la croissance des salaires. C'est une mesure pour les patrons qui n'incitent pas à diminuer leur consommation d'électricité.

En plus, on fait toujours plus attention de moins consommer quand les prix montent que quand les prix descendent. L'eau qui était presque gratuite, on ne l'engueulait pas s'il prenait un bain mais bien s'il laissait une lampe allumée. Le prix joue même s'il n'y a pas que lui qui marche. Je ne pense pas que nous sommes tous des homo oeconomicus et que la seule incitation est le prix. Il faut de l'éducation, de l'information, de la sensibilisation, des contraintes, des obligations. Le signal prix est intéressant, en rendant les choses plus chères on dissuade de leur consommation, en les rendant moins chères, on ne dissuade pas de leur consommation.

*En parlant du signal prix, avez-vous eu l'occasion de lire les documents que je vous ai envoyés ?*

Oui

*Est-ce que la taxation environnementale vous paraît être une solution adéquate face à la crise écologique ? Que pensez-vous de la DaVAT ?*

Je ne connaissais pas cette proposition de TVA en 3 composantes. Cela me paraît une usine à gaz juste monumentale...

*Dans quel sens ?*

C'est très complexe. Si vous achetez une gourde, il faut la produire. Quel est la durée de vie de cette gourde ? Vous avez déjà entendu parler qu'un pull chez l'un n'a pas la même durée de vie qu'un pull chez l'autre. Comment tenir compte de la responsabilisation chez l'utilisateur. Il y a des gens qui ont des voitures de 20 ans nickel d'autres...

*Et bien celui-là le paiera en achetant une nouvelle...*

Oui mais prenez une voiture à particules. Le filtre, il faut le remplacer tous les 4 ans. Comment taxer cette voiture, il faut contrôler si le filtre a été remplacé etc...

L'usine à gaz, la complexité de l'histoire.

Avez-vous entendu le discours de SPADEL, Marc Dubois, il a dit, qu'au fond il n'y a pas d'études qui prouvent réellement que les bouteilles en plastiques polluent moins que les bouteilles en verre (avec les transports, nettoyage,...) On sait qu'on ne sait pas. On sait parfois ce qu'il a de pire ou de mieux. Ici, la gourde et l'eau du robinet. Mais comment taxer différemment la bouteille en verre et en plastique, vous êtes partis...

*Justement tout cela fera partie du travail de récolte d'informations pour les analyses de cycle de vie.*

C'est impossible, à moins de mettre 3 contrôleurs devant chaque ménage. Vous allez faire vos courses en France, vous polluerez plus... Bon je ne suis pas un sacrosaint de la vie privé mais la police comportementale qui devrait être mise en place. Et ce qu'on sait c'est que ce genre de choses provoque beaucoup de fraude. Donc ça non, je n'en veux pas.

*Et dans l'idée théorique ?*

L'idée théorique d'avoir une taxe différenciée en fonction de l'empreinte environnementale d'un produit est sympa. Avant cela se faisait mais sur base d'un autre critère : produit de luxe ou pas. Il y avait un barème pour les produits de très grand luxe, on avait 33% de TVA. Par la suite, avec l'Europe on a aboli tout ça pour avoir un taux harmonisé. On peut vivre avec des taux différenciés mais il faut faire très attention.

On a une maison dans les Ardennes. L'autre mois, on a eu un problème de fouines. On a appelé un gars spécialisé pour régler cela. Je reçois une facture de transport de taxis/personnes. Le gars m'explique, que c'est à mon avantage car le taux de TVA est plus bas que 21%. Donc à partir du moment où il y a des taux différents, les gens, qui ont par exemple, plusieurs business, ils vont s'amuser. Les gens vont toujours vouloir faire les malins et trouver des moyens de tordre le système. C'est une piste mais la taxe CO2.

*Mais celle-ci est beaucoup plus restrictive ?*

Si, mais commençons demain par la taxe CO2 et après prenons une autre dimension... Parce que mettre tous les aspects ensemble... enfin je parle sans savoir. Ma compréhension est que cela va être source de complexité, de recours, de fraude, d'objections scientifiques. Je serai donc prudent. Avoir une surcharge en matière de TVA pour les produits à usage unique (comme on peut imaginer les droits d'accises sur les sodas) ou encore sur des billets d'avions,... 70% des vols sont effectués par 15% de la population et 50% des gens ne prennent pas l'avion. C'est une pollution assez concentrée. Seulement 12% des vols sont pour le business.

Donc c'est une possibilité, mais je ne suis pas sûr que ce soit le bon canal pour le faire.

*Quelles sont les solutions ?*

Il faudrait déjà interdire des choses (vol en avion BXL-Amsterdam, interdire l'obsolescence programmée) et obliger (trier les déchets, mettre des pièces de rechange à disposition). Le volet réglementaire est très important et est une partie de la réponse. L'argent ne peut pas tout par rapport à la nature. Il ne s'agit pas de tout taxer. L'aspect éducation et sensibilisation.

J'ai reçu ce bouquin Zéro Déchets, je suis sûr que d'un sens c'est juste con. C'est pas une allocation intelligente de mon temps. L'heure que je perds à tout trier je pourrais la gagner en choisissant le train qui me prend lui une heure de plus que la voiture. Donc, l'aspect information est très important. Un autre moyen, le signal prix TVA ou autre moyen. Ce qui émerge le plus est la taxe CO2 et avec cela une redistribution de la recette de manière uniforme sur tous les individus.

Nous sommes devenus riches (La Belgique, la France) parce qu'on nous a permis de polluer. On a déjà plus que consommé notre capital. Ce n'est pas le cas pour tous les pays. La résultante est que l'indien aujourd'hui est plus pauvre que le belge.

Il faut mettre la base taxable de ce qui est produit chez nous mais sur les importations également. Sinon, on décourage la production locale et on favorise la délocalisation des entreprises. Il faudra un ajustement des taxes à la frontière. (ristournes)

*Revenons-en à nos concepts. La décroissance comme vous l'avez décrite ne correspond pas tout à fait au message que veut passer ce mouvement qui lui prône un changement de dynamique et proposer un mode de vie plus écologique et socialement juste.*

Non j'ai défini autrement la décroissance. Maintenant si c'est celle que vous me dites, donc que ce n'est pas forcément une question de PIB mais plus d'objectifs de vie. Alors je vous rejoins. C'est peut-être aussi ce qu'on peut appeler « sobriété heureuse ». D'ailleurs, je préfère ce terme avec la dimension heureuse. La décroissance reflète quelque chose de négatif, un côté diminution, contrition, un côté moins qui n'est pas du tout porteur. Moi je pourrais vivre avec 10% de revenus en moins, mais tout le monde non, si on va dire ça aux gens qui ont des fins de mois difficiles ; ce n'est pas très porteur. Et 30% en moins cela non plus, cela ne m'irait pas, je m'y opposerais. J'en reviens au bon économiste qui n'est pas un idéologue. Aujourd'hui, Keynes disait ça aussi, on a une aversion à la perte, ne pas gagner ça va, mais perdre non. Diminuer ce n'est pas bon. Stagner ça peut mieux passer.

La décroissance définie comme un arrêt de l'obsession du PIB alors je suis d'accord mais la décroissance, ce n'est pas cela. Il y a le suffixe 'Dé', le gâteau diminue. Peut-être que les propagandistes aiment ce côté violent, agressif et provocateur. Je ne suis pas sûr que cela soit la bonne démarche pour avoir un plus grand nombre d'adhérents. C'est bobo la décroissance. C'est inaudible pour quelqu'un qui a peu.

*Que pouvez-vous me dire sur l'économie écologique ? En avez-vous entendu parler ?*

Oui, comme expression mais je ne sais pas ce que cela recouvre. C'est une économie qui va tenir compte des temporalités.

*Oui tenir compte de la finitude des ressources, de la justice sociale,... Vous situez-vous quelque part sur ce spectre ?*

Je suis un peu comme Jourdain (Le Bourgeois Gentilhomme de Molière) qui fait de la prose sans le savoir. J'essaie avec ma finitude d'humain qui mange des éclairs au chocolat sans que cela soit nécessaire, d'aller dans ce sens-là. Mais je pense qu'on va tous dans cette direction. Je le fais peut-être plus que certains autres de mes camarades, certainement pas en donnant des leçons. Est-ce que je me situe là-dedans ? oui et non. Pour moi, l'économie, c'est s'occuper de ressources rares. L'économie

écologique est un pléonasme. C'est abandonner l'économie aux ennemis de la planète. Il y aurait l'économie méchante et puis l'économie écologique gentille. Je veux que ce soit l'économie tout court qui soit gentille. J'ai une bonne sympathie pour tous les « altermachins » (beaucoup de gens que je côtoie le sont) mais ils participent à cette vision caricaturale de l'économie. Pour moi, la seule économie qui compte est écologique. (cf ma définition) même s'il est vrai que l'économie mainstream l'oublie à mes yeux de bien s'occuper des ressources rares. Critiquons plutôt la manière dont on fait l'économie et dont on l'enseigne, écrit, en parle.

*Et la croissance verte ou durable ? Que cela veut-il dire ?*

De nouveau, j'ai envie de dire que c'est une redondance. L'économie doit être verte et durable. Son but est d'assurer un bien-être maintenant et à l'avenir au travers d'une activité accrue au service du plus grand nombre avec une attention particulière à ceux qui ont moins.

*Ce terme a pour vous pas vraiment lieu d'être, vu que c'est la croissance économique comme elle devrait logiquement être.*

Oui, après vous allez penser que je suis un doux rêveur ou que je refuse de voir l'économie comme elle l'est véritablement dans la tête de 99% des gens. Maintenant si vous parlez à un économiste de raser la Forêt de Soignes parce que c'est bon pour le PIB, ils ne vont pas tous acquiescer, loin de là.

*Pourtant dans le développement durable, le pilier qui a le plus de poids est toujours l'économique.*

Oui, mais ce n'est pas l'économiste qui est au pouvoir au 16 rue de la Loi. Ce n'est pas parce qu'un politique utilise un discours économique qu'il l'est. Il y a un accaparement du discours économique par des non économistes ou par quelques économistes.

*Selon vous, pourrait-on mettre un prix à la Nature ?*

C'est un vieux débat qu'on avait déjà il y a longtemps mais avec le prix de la vie humaine. Jacques Drès Drèze ?. C'est dégueulasse de mettre un prix sur ça pourtant, si vous avez un million d'euros, vous pouvez offrir un traitement à quelques personnes, installer un rondpoint qui sauverait des vies. Donc, bien sûr, que la vie a un prix. La nature d'une certaine manière a un prix. Si je suis Bill Gates, j'ai beaucoup d'argent je vais me renseigner sur ce que je pourrais faire de bien en matière d'environnement. Qu'est-ce que je vais faire ? plastique, forêts ? La nature n'a pas de prix mais bien sur le plan de l'action politique en faveur de la nature et de la vie humaine, c'est pareil, cela n'a pas de prix. Combien je vaudrais ? Mais l'action politique mise en œuvre pour me sauver a un prix. Ce sont beaucoup d'arbitrages et l'économiste doit pouvoir dire quand quelque chose n'est pas cohérent avec les choix. Il doit promouvoir cette rationalité et ne pas dire non ça n'a pas de prix. Car on ne sait pas tout faire.

Histoire : pour des milliards d'euro, des freins automatiques aux trains sont installés. C'est une somme débile. En cas d'accident, cela sauverait statistiquement peut-être 2 ou 3 personnes par an. C'est aberrant car avec ce montant-là, des procédures bien plus intelligentes pourraient être mises en place pour sauver bien plus de vie (ex : en sensibilisant sur l'obésité).

Moi j'aimerais qu'il y ait un discours du type : vous pouvez acheter ? une bouteille en plastique de temps en temps mais surtout, ne prenez pas la voiture. Même si je sais que trier est peu utile. J'en tire satisfaction alors je continue.

Un discours qui dit : prends pas l'avion, utilise au minimum ta voiture et isole le toit de ta maison et c'est ça que tu dois faire. J'ai l'impression que cela aurait un impact plus important plutôt que de se poser des questions existentielles à chaque choix.

Ex. journal sur papier, journal sur tablette

En mettant un prix à la Nature, on saura ce qui est prioritaire. Je ne sais pas comment vous faites vos courses mais parfois vous craquez pour un emballage plastique.

Une autre manière est le signal prix.

*Selon vous, de quelle manière le capitalisme/ le système économique/ la croissance est compatible avec un mieux-être de l'environnement ?*

Pour moi, oui parfaitement, mais demande une régulation publique forte qui impose un vrai prix à la nature et donc à la pollution. Il ne sera pas compatible de manière spontanée.

*Est-ce qu'un ralentissement qui se déroule déjà est souhaitable ? Parce qu'on l'a vu depuis 2017, les courbes n'ont pas le même coefficient.*

Faut-il s'en inquiéter ? Certains auraient tendance à se réjouir car sur le plan environnemental, c'est une bonne chose. Grosse bêtise. Il vaut mieux que les gens aient un peu de sous pour isoler la maison plutôt que de leur faire peur qu'il y ait une décroissance et qu'ils n'aient pas l'ambition d'isoler leur maison.

Ce qui est souhaitable n'est pas de favoriser la croissance mais le bien-être des gens. Le raisonnement de « moins de croissance moins de pollution » est un raisonnement très très grossier. Certaines activités sont peu polluantes. Si ce qui fait la baisse de l'activité, ce sont des activités très polluantes alors tant mieux, si ce sont les cinémas qui se vident alors que les cimenteries tournent à plein régime ; j'aurai moins de PIB mais je ne serai pas mieux sur le plan environnemental. Il ne faut pas chercher à servir la cause environnementale au travers du PIB mais il faut chercher à la servir au travers de ce qui abîme la nature.

C'est un raccourci, un détour. Si notre objectif est la protection de l'environnement, protégeons-le mais ne nous en prenons pas à autre chose.

*De quelle manière le système devrait-il être réformé, s'il le doit ?*

Imposer une taxe sur le CO2. Il faudra du courage politique. Vous avez vu les gilets jaunes et pourtant c'était du pipi de chat qu'annonçait Macron. Ce n'est pas si facile. Le patronat ne veut pas en entendre parler.

*Je fais le lien avec la querelle opposant Jacques Crahay et Olivier de Wasseige...*

Jacques Crahay a mille fois raison. J'ai eu beaucoup de mots avec Olivier et je suis fier d'être opposé à ses vues. Si on continue avec le « Pas de ça chez moi », alors on continue...

Picard du Solar Impulse a dit qu'il est beaucoup plus cher de ne rien faire que d'agir sur le plan environnemental. Si on a la bonne comptabilité, il est stupide d'un point de vue économique de ne rien faire. Mr De Wasseige par son attitude est stupide.

*Y-a-il quelque chose que vous voudriez ajouter ou compléter avant de clore l'entretien ?*

Non

### Annexe 3 : entretien avec Nathalie

**Après ses études d'économie, elle fut diplômée de l'IGEAT. Elle est employée au service public de la santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, dans le département « Politique des produits. »**

*Quelles études avez-vous entreprises après les secondaires ?*

J'ai fait une licence en sciences économiques et puis comme toi, un troisième cycle en gestion de l'environnement.

*Une licence, c'est combien d'années ?*

4 ans. C'est l'équivalent d'un master.

*Y avait-il une motivation particulière pour laquelle vous avez choisi d'étudier les sciences économiques ?*

Je ne sais plus trop comment j'ai fait mon choix. Je voulais travailler pour l'intérêt général donc je savais déjà que je ne voulais pas nécessairement travailler pour des entreprises. Mais, j'étais intéressée par l'économie, en général. Je pensais qu'en entreprenant des études en sciences économiques, j'allais pouvoir travailler sur la problématique de l'emploi, ce genre de choses.

*Vous êtes maintenant, à la DG environnement, section politique des produits. Comment en êtes-vous arrivée là ?*

Mon parcours commence quand j'ai fait cette formation en gestion de l'environnement. Par après, j'ai travaillé justement à l'ULB au centre économique et social de l'environnement (CEESE) sur des questions en lien avec l'économie et l'environnement et donc là, le but était essentiellement d'analyser d'un point de vue économique, si certaines propositions politiques étaient viables et de faire des analyses coûts bénéfiques. Donc, c'est comme ça que j'ai été amenée à bosser pour l'environnement. Puis, il se fait qu'un poste s'est libéré ici (SPF santé publique, chaîne alimentaire et environnement).

*Cette formation en gestion de l'environnement où était-ce ?*

A l'IGEAT.

*Comment vous décrivez-vous ? Quel genre d'économiste êtes-vous ?*

Je ne me décris plus comme une économiste. Je suis plus une environmentaliste. Je ne touche plus vraiment aux questions économiques. L'économie c'est une théorie et après... en pratique voilà, je ne

suis plus trop convaincue par le fait de faire tourner des modèles, d'émettre des hypothèses et toute cette parole d'évangile.

*Au vu d'où vous travaillez, vous êtes donc bien consciente des enjeux actuels liés à l'environnement. Mise à part cette formation en environnement, comment avez-vous acquis d'autres connaissances en environnement ? Avez-vous approfondi quelques points par vous-même ? Avez-vous suivi d'autres formations ?*

Non, de plus ça fait 20 ans que je bosse là-dedans donc c'est mon quotidien, c'est mon boulot. Ce sont des lectures, des rencontres, des conférences, réunions... tous les jours, je suis confrontée à cela.

*Est-ce que vous avez l'impression que toutes vos connaissances accumulées sont suffisantes ?*

Je crois que de manière générale, la connaissance on l'a et beaucoup de gens savent ce qu'il faudrait faire. Mais il n'y pas forcément la volonté politique pour aller dans la bonne direction.

*A quel degré percevez-vous le changement climatique et le déclin de la biodiversité comme étant problématique ? Jusqu'à quel point est-ce grave ?*

Jusqu'à quel point ? euh ... Je ne suis pas sûre de bien comprendre la question mais ça ne m'empêche pas de dormir, mais on n'en est pas là. Mais oui, je considère vraiment que ce sont deux problématiques qui sont des enjeux majeurs de notre époque. Je n'ai pas l'impression qu'il y ait des enjeux plus graves. Non, ce n'est pas les plus graves car il y a d'autres problèmes. Mais j'ai l'impression que cela va conditionner pas mal de choses dans les années à venir. Donc oui, c'est essentiel.

*Par exemple, Greta Thunberg a fait un discours à l'ONU en septembre dernier. Elle accuse les politiques de ne pas agir, de ne penser qu'à l'argent alors que la planète est en train de s'effondrer. Selon elle, il est plus qu'urgent de prendre des mesures plus fortes. La comprenez-vous, elle est assez atteinte par rapport à cela ? Sa notion d'urgence est importante. Sentez-vous cette même urgence ?*

Oui oui .

*De quelle manière pensez-vous que votre formation passée (juste celle en sciences économiques) est adéquate pour faire face aux divers enjeux globaux ?*

Je ne sais pas comment a évolué la formation pour les économistes. Mais d'après ce que j'entends cela n'a pas beaucoup évolué. C'est clairement pas suffisant.

*Etes-vous d'accord par rapport aux revendications du pluralisme économique pour l'enseignement ?*

Oui

*En avez-vous entendu parler de ces différents groupes d'étudiants qui se forment pour mettre en lumière ce problème ?*

Non, cela je n'en avais jamais entendu parler. Des groupes étudiants non, mais plutôt du côté des profs. Mais alors juste quelques profs, c'est aussi parce que j'ai essayé de trouver des gens qui s'intéressent à mon domaine et donc il se fait qu'il y a peu de temps, on a essayé d'organiser quelque chose sur la croissance, enfin la nécessité de... mais plutôt poser la question est-ce vraiment dans ce modèle-là que l'on souhaite rester ? A ce moment-là je suis tombée sur quelques personnes qui bossent là-dessus mais ce n'était vraiment pas énorme.

*Maintenant, on va passer par une phase où l'on va plus se recentrer sur le sujet. Je vais vous citer quelques termes/concept et vous me direz comment vous les définissez.*

*Comment définissez-vous le mouvement de la décroissance ?*

Un mouvement qui vise à faire en sorte que l'on arrête d'utiliser la croissance du PIB comme étant l'indicateur ultime qu'il faut suivre. Donc oui, qui invite à une décroissance contrairement à la croissance avec le PIB qui veut qu'on consomme davantage que l'on produise davantage.

*Considérez-vous être familière avec ce terme ?*

Oui plutôt.

*Comment en avez-vous entendu parler ?*

Par mon boulot. Et puis même, on se rend bien compte en étant tous les jours là-dedans qu'il n'est pas possible de continuer comme ça. Enfin, moi je n'y crois pas trop tout ce qui est « croissance verte » et puis il se fait que dans ma sphère privée, je suis plutôt entourée de gens qui pensent comme ça. (En partie, en tout cas...)

*Et la croissance verte ou durable ? Que cela veut-il dire ?*

Ben, c'est continuer à faire de la croissance mais en édulcorant un peu les choses, en faisant croire certaines choses, par exemple, si l'on recycle, ça ira bien. Si on met davantage d'éoliennes ou que l'on consomme plus de produits, je ne sais pas, avec des labels, qu'on ait des petites gestions au quotidien, la croissance verte laisse penser que tout ira mieux.

*Selon vous, ce n'est pas la solution à privilégier ?*

Non, en même temps, il faut peut-être passer par là au début mais je ne pense pas que cela soit suffisant.

*Avez-vous entendu parler de l'économie écologique ?*

Je suppose que cela doit être dans la même veine. Je ne saurais pas donner une définition bien différente que ce que je viens de dire par rapport à l'économie verte.

*Selon vous, l'économie écologique est un concept qui se rapproche de la croissance verte et durable ?*

Oui, pour moi c'est la même chose.

*Vous situez-vous quelque part sur ce spectre ?*

Non, pas vraiment. Dans ces idées-là, il y a peut-être d'autres mouvances, il y a la bioéconomie. Oui ça dépend toujours des termes que l'on utilise, il y a le biomimétisme. Comment on peut produire les choses ? En fait, l'économie écologique c'est peut-être aussi un synonyme de bioéconomie. En fait, je ne sais pas.

*Et justement, comment percevez-vous la croissance économique, en général ? De quelle manière l'envisagez-vous ? Est-elle nécessaire ou importante ?*

Non elle n'est pas nécessaire. Par contre, il y a des choses qui doivent continuer à croître comme les transports publics ou ce genre de choses qui sont « bien ». Là, il faut bien sûr, continuer à promouvoir la croissance de ce côté-là.

Après, il y a clairement des choses que l'on n'a pas besoin. Au niveau plus global et mondial, il y a bien des pays qui doivent atteindre un niveau suffisant ou ... il y a clairement une certaine forme de croissance qui doit être soutenue.

*Selon vous, dans notre pays, de quelle manière le capitalisme/ le système économique/ la croissance est compatible avec un mieux-être de l'environnement ?*

Pour moi, cela n'est pas compatible.

*Pouvez-vous en dire un peu plus ? De quelle manière cela pourrait l'être ou justement de quelle manière pourrait-on prouver que cela ne pourrait pas l'être ?*

C'est difficilement compatible parce que cette notion de profit à court terme... engendre des comportements au niveau des acteurs économiques qui va totalement à l'encontre de ce qu'il faudrait faire. Cela me semble évident. Euh... alors après c'était quoi la question ?

*De quelle manière cela pourrait l'être ou justement de quelle manière pourrait-on prouver que cela ne pourrait pas l'être ?*

Enfin, ça, je crois qu'il n'est pas nécessaire de le prouver. Tous les ans quand on dépasse... l'empreinte écologique en milieu d'années. Les choses sont assez évidentes, je ne vois pas quoi dire d'autre. Enfin si, il y a toujours des gens pour le nier. Je pense pas qu'il y ait à prouver au-delà du constat que je viens de faire, de l'empreinte écologique de tout un chacun.

Maintenant comment on peut sortir de cela ? Bon j'ai lu un bouquin ce week-end qui n'était pas super optimiste. Donc, je suis peut-être imprégnée par cela. La conclusion est que même au moment où l'on devait voter, je ne savais pas trop, j'étais là dans quelle direction je vais ?

Enfin à terme, il faut aller vers une suppression de notion d'accumulation de capital. Mais je ne sais pas comment parce que je me dis que c'est peut-être justement un trait lié à la nature humaine de toujours

vouloir faire plus. Mais je pense aussi que la question de notre système démocratique a peut-être un rôle à jouer. Mais c'est peut-être intuitif ce que je dis là. Je ne dis pas que j'ai la solution.

*Vous disiez que la nature humaine a cette tendance à ne jamais être satisfaite mais pensez-vous que c'est quelque chose qui a toujours existé que c'est comme ça ?*

Oui je crois que c'est comme ça.

*Ou que c'est le capitalisme qui justement l'a rendue comme elle est maintenant ?*

Non, je pense que le capitalisme l'exacerbe et le fait d'être constamment soumis à une pression publicitaire, sociale etc. Mais cela a fait l'effet boule de neige.

Après les systèmes alternatifs, comme le communisme ou autre, ça n'a pas fonctionné. On peut se demander pourquoi ? Après je ne suis pas historienne ou anthropologue. Je crois qu'il y a ce trait chez une partie des êtres humains, peut-être pas tous. On le voit quoi. Les gens sont animés par cette volonté de consommer, et conquérir. Maintenant on veut aller sur Mars. L'humain a quelque chose de cet ordre-là, de toujours vouloir aller plus loin. On peut aussi aller plus loin dans la bonne direction mais... Dès qu'il y a du profit à la clé, évidemment, il y a cette tendance à vouloir mettre des crasses dans des produits, ...

*Est-ce qu'un ralentissement de l'économie qui se déroule déjà est souhaitable ?*

Non, je ne pense pas. C'est une question de perception. Une récession entraîne des problématiques autres qui ne sont pas forcément liées à l'environnement. Je ne pense pas que les gens voient les bénéfices. Je ne sais pas comment l'exprimer.

*Vous pensez que parallèlement un ralentissement de croissance engendrait des choses négatives comme par exemple un taux d'emploi qui chute ?*

Oui cela forcément ! Mais je crois qu'il y aura toujours une frustration. Car même au sein des populations moins favorisées, il y aura toujours cette envie de consommer et d'améliorer son propre cadre. La récession ou la décroissance (*elle utilise ces termes comme étant synonymes*) qui est subie, elle n'est pas choisie, ce n'est pas forcément une bonne chose si cela ne fait pas partie d'une réflexion collective. Et puis on nous bombarde toujours, les médias, partout que ce n'est pas un bon signal ni une bonne chose.

*Les médias qui se réfèrent toujours au PIB*

*De quelle manière le système devrait-il être réformé ?*

Waouw.

*Est-ce que si le système doit changer, intuitivement, quelle porte prendriez-vous ?*

La taxation environnementale peut être envisagée mais il faut travailler sur tout : sur les outils législatifs, les incitants pénalisants ou économiques, sur l'éducation. Alors, on travaille toujours sur le soft ou des accords volontaires entre entreprises. Parce que dès qu'on travaille sur des choses plus compliquées politiquement, voilà, on voit toutes les limites du système actuel. Les taxes environnementales, cela fait des années qu'on en parle, au moins 30 ans. Mais, cela ne se met pas en place.

*Selon vous pourquoi ? Le manque de volonté politique ?*

En fait, c'est compliqué pour un état membre de mettre cela en place. Alors oui, c'est possible mais on va tout de suite te dire : le level playing field. Tout le monde pareil. C'est ce que les entreprises demandent toujours ; qu'elles ne soient pas défavorisées, chantage à l'emploi etc. Le coup classique. Donc, cela devrait se discuter au niveau européen. Encore une fois, là non plus tout le monde n'est pas au même niveau : Pologne vs Suède ou Belgique... Les états membres n'ont pas les mêmes réalités pour pouvoir se mettre d'accord. Je ne vois pas quelque chose émerger d'ambitieux au niveau européen, même chose pour le reste du monde.

*Pour vous, l'Europe et le fait du libre-échange, tout le monde sur le même pied d'égalité, est-ce un frein ?*

Oui, en même temps, on ne pourrait pas faire autrement. Ça fait peut-être un peu la fille désabusée, mais c'est compliqué à mettre en œuvre. Avec ce que j'ai pu vivre dans ma vie professionnelle et notre époque actuelle avec les différents gouvernements que l'on peut voir aux USA ou à d'autres endroits de la planète, cela n'incite pas à penser que l'on va dans la bonne direction.

*Avez-vous eu le temps de parcourir ce que je vous avais envoyé ?*

Oui, j'ai regardé.

*Que pensez-vous de la DaVAT ?*

En théorie, c'est très bien mais en pratique, waouw parce que j'ai moi-même travaillé avec les PEF (product environmental footprint). L'Europe avait mis un système en place, des méthodes de calculs des impacts environnementaux de produits uniformisés et nous avons mené des projets pilotes sur différents types de produits mais là... C'est l'usine à gaz... Pour mettre ça en place sur tous les produits, il faut des données de dingue, ça coûte cher et ça prend du temps. Alors oui on pourrait envisager ça sur quelques catégories de produits pour lesquels il y a de gros impacts avérés et ceux-ci sont clairement

choisis. Mais au niveau européen, de nouveau, les projets pilotes qui ont été menés avec les entreprises (forcément, car ce sont elles qui possèdent les données) ont été fort cadencés. Il y en a eu un par exemple, de projet pilote sur les détergents, différentes marques ont été mises autour de la table, tout a été fait pour qu'on ne puisse pas les comparer entre eux. Et donc déjà pour mettre un benchmark, pour pouvoir les différencier dans le cadre d'une taxation différenciée, en théorie c'est super mais je crois qu'en pratique très compliqué à mettre en œuvre.

*Et vous avez parlé de PEF ? C'était également dans le but de mettre un signal prix ?*

Non, c'était dans un but de communication. C'était un outil informatif parce que la France avait initié pas mal de choses autour de cela. Il voulait qu'on affiche la performance des produits (comme les affichages sur les alimentaires ou sur les performances énergétiques) avec une échelle du type A, B, C, D, ...

Où le produit se situe ? Des initiatives privées et volontaires surtout en France sont apparues. L'Europe a voulu élargir la plateforme et le but était aussi de lutter contre la multiplication des labels et des allégations.

Il y avait le volet de communication. Comment on communique sur ces différents facteurs ? Est-ce qu'on agrège par exemple, le CO2, la biodiversité ? Mais c'est resté au stade de projet pilote et pour la prochaine commission, on ne sait pas très bien ce qui va être fait avec cet outil.

Mais cet outil va peut-être aussi être utilisé pour la législation et pour identifier les points chauds au niveau des produits. Mais l'utiliser pour de la fiscalité, cela n'a pas été abordé en tant que tel.

C'était plus pour les achats publics et ce genre de choses.

*Par rapport à cette taxe selon vous, comment les entreprises, les PME's réagiraient ?*

Pour les PME, je pense que pour récolter toutes les données, cela sera assez compliqué pour elles. Il faudrait penser à leur donner des moyens. Les services publics devraient être en mesure d'apporter un support, de fournir éventuellement des données génériques qui seraient valables pour plusieurs entreprises et des données spécifiques à une entreprise pour qu'elle puisse se différencier. Pour les entreprises, faire des analyses LCA, c'est un budget, surtout pour les petites PME. Pour les plus grosses entreprises, je ne pense pas qu'elles soient ...enthousiastes...Elles feront leur travail de lobby.

*Pour vous, cette DaVAT serait faisable ?*

Oui tout est faisable en théorie.

*En fait, j'ai choisi de ne pas envoyer l'article de Timmermans et al., 2018 car c'est long technique et en anglais. Mais là-dessus, ils expliquaient qu'en fait pas mal de données avaient déjà été récoltées pour ces ACV, et donc ce qu'ils défendaient dans l'article était la faisabilité de leur proposition.*

*Et comme il y a déjà toute cette administration par rapport à la TVA, et donc l'idée ne serait pas de créer tout un réseau mais d'expandre l'existant.*

Oui au niveau fiscal, c'est peut-être faisable. Mais il faut savoir contrôler ce qui est dit au niveau environnemental. Il faut que les entreprises puissent faire leur LCA sur leurs produits et pour les PME c'est déjà plus compliqué. Il y a toute la question de la gestion des données qu'elles soient de qualité et accessibles à un prix raisonnable.

Ensuite, les services publics devront vérifier ce qui a été communiqué, ce qui est un système assez lourd à mettre en place. Et puis définir un benchmark, ce qui n'a pas été fait. Sans cela, j'imagine bien les discussions : « Où met-on la barre ? »

*Oui ce genre de démarches peut conduire à beaucoup de discussions voire à des risques de fraude.*

Pour le risque de fraude c'est un peu comme on l'a vu avec les voitures, alors qu'on était sur du beaucoup plus simple, 1 secteur, 1 produit, 1 norme d'émission (ou plusieurs)...

De toute façon, beaucoup de discussions s'en suivraient. Pourquoi on met l'accent sur cet aspect et non l'autre ?

*Justement dans un débat un peu plus éthique. Pour vous, la Nature elle a un prix, elle est commensurable ?*

Non

*Cela vous poserait-il problème que l'on mette un prix sur ces externalités ?*

Ce n'est pas la même chose. Là, c'est monétariser les dommages qui sont causés à l'environnement. Alors du coup, je suis beaucoup moins familière avec le courant qui veut monétariser les services écosystémiques et les services rendus par la biodiversité. Intuitivement, cela sonne plus comme une dérive.

Une dérive du mode de pensée général où tout doit être monétarisé, que tout doit être pensé en termes économiques. En même temps, c'est quand même ça qui parle quand il faut convaincre. Nos dirigeants sont toujours dans ce mode de pensée, ce qu'il leur parle est un bon graphique avec des chiffres. Si on rentre dans cette monétarisation, je ne sais pas trop vers où cela pourrait nous mener. Tout peut être privatisé du coup.

*Selon moi, si on met un prix sur le dommage comme le propose cette taxe, c'est que l'on met un prix sur la nature aussi ?*

Non, les dommages sont calculés de manière assez objective. Quand je faisais des analyses coûts bénéfiques, on regardait ce que cela donnait en matière de coûts liés aux soins de santé par exemple. C'était assez objectivable.

*Y-a-il quelque chose que vous voudriez ajouter ou compléter avant de clore l'entretien ?*

Non.

## Annexe 4 : entretien avec Edouard

**Souvent présent dans les médias, il est, entre autres, professeur à l'ULB et président du conseil d'administration de la fondation universitaire. Il a été vice-président d'une grande ONG environnementale.**

*Expliquez-moi brièvement votre parcours. Quelles études avez-vous entreprises après les secondaires ?*

J'ai fait des études d'ingénieur commercial (5ans), comme cela s'appelait à l'époque, maintenant je crois que c'est ingénieur de gestion. J'ai travaillé pendant un an et j'ai fait deux ans, un master MBA, aux Etats-Unis.

*Pour quelles motivations vous avez choisi Solvay ?*

Euh... presque par défaut. Parce que ça avait la réputation d'être assez sélectif.

*Comment vous décrivez-vous, vous considérez-vous comme un économiste ?*

Je me considère plus comme un financier, fondamentalement. Ça dépend de la définition qu'on donne à un économiste. C'est plutôt quelqu'un dont l'activité professionnelle tourne autour de l'étude de l'économie, ce qui n'est pas mon cas. Dans mon activité professionnelle j'ai plutôt exercé des métiers relatifs à la finance, à la gestion d'entreprises financières ou à la gestion financière d'institutions.

*Vous êtes conscient des enjeux actuels liés à l'environnement, le changement climatique, la biodiversité,... Comment avez-vous acquis ces connaissances ?*

Par le travail. J'ai beaucoup travaillé dans l'énergie. Mon tout premier contact professionnel était un stage que j'ai fait dans une compagnie pétrolière en 1972. J'ai continué à m'intéresser au pétrole, à l'énergie. J'ai fait mon mémoire en 73-74 sur l'implication financière de la production de pétrole dans les pays exportateurs de pétrole. C'était lié aux aspects financiers et non environnementaux. Les aspects environnementaux commençaient un tout petit peu à impacter les analyses mais à travers une dimension qui aujourd'hui est presque ironique qui était l'étude du livre du club de Rome sur l'épuisement des ressources. On n'abordait l'environnement que sous l'angle de l'épuisement des ressources.

*A cette époque qu'en pensiez-vous de ce rapport Meadows ?*

Qu'il y avait aucune trace et crainte à avoir sur les ressources pétrolières, qu'il y en a suffisamment. Et je pense toujours ça aujourd'hui. Il y en a trop même. Le manque potentiel, l'épuisement des ressources pétrolières en tout cas n'est pas un problème.

*Quand vous dites qu'il y en a trop c'est dans quel sens ? Trop pour protéger le monde du changement climatique ou trop on en aura toujours pour nos activités ?*

Les 2, on en trouvera toujours assez et la consommation de ce pétrole à travers la combustion produit une telle pollution comme le charbon. Donc oui, on peut dire qu'il y a trop de ressources. Ça ne veut pas dire que je ne me soucie pas de l'épuisement mais si ces ressources risquaient plus d'être épuisées, ça vaudrait mieux car leur prix augmenterait et la consommation réduirait.

*Avez-vous approfondi quelques points par vous-même ?*

Non

*Avez-vous suivi une formation par rapport à la gestion de l'environnement ?*

Après l'université j'ai suivi d'autres formations mais en finance, j'ai travaillé en banque, et sur l'énergie en Belgique, comme sur la restructuration de l'électricité. Les clients importants étaient des sociétés énergétiques (électricité) et pétrolières. J'ai commencé à me préoccuper plus de l'ensemble de l'économie du secteur électrique. A partir des années 90 et 2000, dans le secteur, la production renouvelable a commencé à jouer un rôle important, donc je me suis intéressé à cela aussi. J'ai suivi des mémoires relatifs aux différentes formes d'énergies traditionnelles et futures. J'ai aussi beaucoup travaillé sur la régulation des pouvoirs publics. Dans les années 80, 90, ce n'était pas une branche dominante. Le climat était une science, la climatologie, on allait un peu dans cette direction-là. J'ai donc assez bien étudié les aspects de la production, de l'économie et du financement de l'énergie.

*Est-ce que vos connaissances en matière de changement climatique et de biodiversité sont-elles suffisantes selon vous ?*

Oui et non, elles sont suffisantes pour moi. Si j'ai envie d'en savoir plus, je trouve facilement une quantité d'articles. J'ai été dans un conseil scientifique ou d'administration (je ne sais plus bien) d'une ONG qui s'appelle Green Facts qui existe encore et qui essayait de confronter toutes les études qui sortaient sur l'environnement et plus particulièrement sur celles liées à l'énergie. J'ai fréquenté des académiques plus spécialisés dans ces matières. J'ai été pendant 10 ans vice-président du WWF en Belgique, qui a voulu sortir son image d'animaux sauvages et qui s'est intéressé au changement climatique et à la biodiversité. Donc si je veux en savoir plus, je sais où trouver les études mais je n'ai pas du tout envie de devenir un spécialiste de ces deux sujets-là.

*A quel degré percevez-vous le changement climatique et le déclin de la biodiversité comme étant problématiques ?*

Oui, surtout la biodiversité, le climat je ne sais pas. Je ne perçois pas suffisamment les enjeux problématiques liés au climat.

*Percevez-vous cela comme urgent ?*

*Greta Thunberg a fait un discours à l'ONU en septembre dernier. Elle accuse les politiques de ne pas agir, de ne penser qu'à l'argent alors que la planète est en train de s'effondrer. Selon elle, il est plus qu'urgent de prendre des mesures plus fortes. La comprenez-vous ? Sentez-vous cette même urgence ?*

Tout à fait, on ne prend aucune mesure pour le moment. Je crois qu'il en faudrait pour la pollution en général, autant pour le climat que pour la biodiversité que pour les autres problèmes comme la qualité de l'air, la dégradation des sols. Je crois qu'il faudrait faire beaucoup plus.

*De quelle manière pensez-vous que votre formation passée est adéquate pour faire face aux divers enjeux globaux ?*

Oui tout à fait.

*Vous êtes professeur*

Emérite

*Vous avez enseigné à Solvay. Je suppose que vous avez entendu parler du pluralisme économique et les revendications de ces gens-là qui veulent un changement dans la manière que sont enseignées les sciences économiques.*

Oui, mais j'ai une espèce de répugnance naturelle pour tous les gens qui veulent du changement. C'est mon problème aussi avec tous les activistes qui veulent du changement mais qui ne savent pas ce qu'ils demandent. Quand on leur demande ce qu'ils veulent, ils répondent : « ah je ne sais pas mais je veux que cela change. »

*Mais dans le cas du pluralisme, ils savent ce qu'ils veulent.*

Oui, il y a tellement de charlatans là-dedans que malheureusement, cela n'apporterait rien.

*Pour vous, les sciences économiques ne doivent pas forcément évoluer.*

La science économique est une manière ...Il faut se rendre compte qu'aujourd'hui tout le système économique est basé sur quelques hypothèses de base comme la recherche du profit financier. Ce dernier parce qu'on croit (et c'est peut-être là l'erreur) que c'est le meilleur moyen qui va permettre aux individus de rechercher leur intérêt personnel ...et tout ça dans un marché parce qu'on croit toujours que rechercher l'intérêt personnel dans un marché permet d'atteindre l'intérêt général. Alors si on demande de mettre ce genre d'hypothèses-là en cause et qu'on demande des analyses approfondies de ces mécanismes-là ; cela me semblerait tout à fait opportun, et si on demande de mesurer la satisfaction personnelle d'une façon différente, cela me semblerait utile. Mais simplement dire enseigner autre chose.

Dans un registre différent, Greta Thunberg ou autre qui demande de prendre des actions. Eh bien qu'ils aient le courage de dire il faut taxer l'énergie et ça ils ne l'ont pas. Parce que je ne vois pas comment on

va s'en sortir si on ne taxe pas le carbone. On fait des grandes déclarations, des COP etc mais on n'arrive pas à dire, on va taxer le carbone. Les gens répondent qu'il faut faire attention aux emplois, et que ce sont les pauvres qui vont trinquer et ça, ça ne va pas. Il y a moyen d'adresser tout cela. Mais dès qu'on parle de mesures concrètes, il n'y a plus personne pour parler. Aujourd'hui tout cela me semble relativement vain comme démarche.

*Que pensez-vous du PIB aujourd'hui qui est fort utilisé dans les médias et par les acteurs politiques ?*

Le PIB c'est une mesure. La raison pour laquelle le PIB est tant utilisé par les responsables politiques est qu'inconsciemment ou consciemment, ils savent bien que les recettes fiscales et les dépenses sociales vont de pair avec le PIB. S'il y a de la croissance, il y a plus de recettes fiscales. Donc, ce n'est pas par limitation personnelle ou mauvaise volonté, ils sont dans une logique d'élection et de gestion des entités publiques qui les amènent à penser que plus ils ont de recettes fiscales plus ils pourront résoudre les problèmes. C'est ça, leur obsession. On pourrait leur dire non, il faut regarder le bonheur national mais eux vont penser : mais est-ce que cela augmenterait les recettes fiscales ?

J'ai présidé un congrès d'économistes de langue française qui avait pour thème la croissance. En ce sens, de remise en cause. Qu'est-ce que c'est ? Qu'est-ce qu'on veut que cela soit... La croissance de quoi ? du bien-être est à préférer. Le citoyen voudrait que tout aille mieux mais tout n'est pas forcément très cher. Il voudrait qu'il y ait moins de voitures dans les rues, que l'air soit plus respirable. Il y a moyen de faire tout ça sans que cela coûte quoi que ce soit. Mais les gens voudraient aussi une croissance de leur bien-être. Mais quand on essaie de ramener ça à un discours que les hommes politiques entendent. Eux en définitive, ce qu'ils veulent : c'est une croissance des recettes. Donc, à ce congrès, on s'était déjà interrogé sur cette croissance et la manière de la mesurer.

Je me suis beaucoup intéressé à la finance éthique, socialement responsable. On appelle ça maintenant impact financing. Je crois qu'il y a du potentiel là-dedans. Mais aujourd'hui ce n'est pas sérieux, ce qu'on appelle finance responsable, c'est un moyen pour les banques et les financiers de vendre des fonds d'investissements avec probablement des commissions plus élevées et d'attirer des fonds. Mais ils n'ont pas vraiment le souci ni la capacité de gérer des flux financiers d'une façon qui va modifier l'activité économique dans un sens plus soutenable. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Mais je crois qu'il y a des choses à faire dans ce domaine et que cela doit passer par des mesures concrètes.

*Selon vous, de quelle manière le capitalisme/ le système économique/ la croissance est compatible avec un mieux-être de l'environnement ?*

Oui tout à fait. Cela ne pose aucun problème et la théorie économique apporte toutes les réponses d'une façon exagérément analytique : la pollution, l'épuisement des ressources sont des externalités économiques. En tarifant les externalités, on peut obtenir d'excellents résultats au sein de notre système.

Comme taxer le CO2, c'est une mesure qui n'est pas coûteuse et qui au contraire va rapporter beaucoup.

*Avez-vous eu l'occasion de lire les documents que je vous ai envoyés ?*

...

*J'explique la proposition « DaVAT »...*

Je crois que cela serait impossible à mettre en place. Pour chaque type de produit avoir un taux de TVA différent est difficile. Matériellement, compliqué. Conceptuellement c'est la piste qu'il faut explorer et développer. Faire porter les taxes sur la consommation. On consomme trop. Il faudrait la taxer beaucoup plus la consommation. Mais il y a tellement d'arbitrages possibles dans les choix à faire, de manière d'intégrer tout cela, qu'il faudrait mieux augmenter la TVA à 25%, sans exception... En augmentant les recettes de TVA, une partie servirait à venir en aide à ceux qui ont le moins de moyens. Il faut une modification fiscale qui soit tout à fait neutre pour les revenus les plus faibles mais aussi ceux juste au-dessus. Ça devrait aller de pair avec une sorte d'allocation « universelle » (qui s'arrête à un certain niveau de revenus) avec une augmentation des pensions,... Une TVA plus élevée pour décourager toute consommation. Car toute consommation doit être découragée. Sauf peut-être pour certains éléments de base.

*Comme la nourriture*

La plupart des gens mangent trop et surtout les plus pauvres.

Il faudrait mieux une TVA uniforme, plus élevée qu'aujourd'hui. Et une TVA encore plus élevée pour tout ce qui est générateur de CO2 (ex : carburants fossiles)

*Pour la taxation environnementale, quels seraient les avantages et inconvénients ?*

Cela découragerait la consommation, cela encouragerait les gens à plus profiter de la vie, à cesser de croire, on bien créer du bien être en consommant. (Histoire du reportage : une coiffeuse qui se tue au travail pendant 2 mois afin de s'offrir tous les 2 mois une semaine au soleil pour se reposer car elle en avait tellement besoin...) Comment les gens peuvent en arriver à des comportements pareils ? La consommation est devenue une forme de drogue. Si on taxait les vols en avion, par exemple, les gens partiraient moins souvent mais profiteraient plus de l'existence, de la famille.

*Dans cette optique, les riches auront toujours le choix...*

Mais ça de toute façon, c'est le cas. Mais au moins, les riches contribueraient plus aux recettes. Taxer le revenu au capital mais ça c'est un autre problème, ça ne sauvera pas l'environnement.

Je ne dis pas que les taxes environnementales régleront les problèmes d'inégalités. Mais ça peut déjà les adoucir car les riches contribueront plus. S'ils consomment pas à quoi leur sert leur argent alors ? Des taxes environnementales on peut même en mettre des carabinées sur le carburant sur les avions privés, qu'on les double, sur tous les avions déjà mais encore plus sur les privés et sur les SUV et sur les voitures

qui font une certaine taille, les 4x4, les yachts. Ça, ce sont des bonnes taxes environnementales. Alors oui, ils pourront toujours polluer mais ils contribueront beaucoup plus aussi. En ne faisant rien, les riches peuvent en profiter encore plus.

*A part les taxes, quelles sont les autres solutions qui vous viennent à l'esprit ?*

Les taxes sont un bon moyen comme expliqué avant. En plus, pour faire comprendre, pour éduquer les gens, en internalisant les externalités.

Plein de choses autres que la consommation apportent des satisfactions. Consacrer plus de moyens dans la formation, dans tous les sens. Eduquer sur les dangers qu'encourent la planète mais aussi à la beauté de la Nature.

*Pour vous alors, le volet éducation et le volet signal prix sont essentiels.*

*Est-ce qu'un ralentissement qui se déroule déjà est souhaitable ?*

Je ne crois pas que cela doit être un objectif mais si c'est une conséquence, une politique pertinente, il ne faut pas s'en inquiéter. Mais avant de tout taxer, il faudrait commencer par arrêter tous les subsides. A l'achat de voiture par exemple. Les gens en achèteraient moins. Si on les taxe plus les SUV, il y aurait moins d'achats et donc moins de croissance. Alors ce n'est pas un objectif mais ce n'est pas un drame non plus. Puisque ce ralentissement serait provoqué par cette fiscalité indirectement, ne produit pas de gros problèmes pour les finances publiques. Il y aurait beaucoup d'avantages induits, on polluerait moins. Ou peut-être qu'on produirait des choses différents et alors l'activité économique resterait soutenue. Les gens iraient plus au cinéma, au théâtre, plus de production culturelle et d'activités non polluantes, tant mieux.

Pour moi, l'activité économique et c'est une grave erreur des enfoirés qui géraient la banque centrale européenne qui voulaient absolument éviter les récessions et rétablir l'activité économique avec des taux d'intérêts faibles et négatifs. Je trouve ça particulièrement stupide parce que l'activité économique ne doit pas être une fin en soi.

*Comment définissez-vous le mouvement de la décroissance ?*

C'est une réflexion philosophique qui essaie de décoincer enfin de sortir de l'obsession de la croissance.

Mais qui a quelques faiblesses inhérentes aussi. Dans certains travaux que j'ai vus de la décroissance, certains semblent considérer que toute croissance amène de la pollution et que donc, il faut se préparer à provoquer la décroissance pour réduire cette pollution. Je vous ai dit les raisons pour lesquelles pour moi, c'est un faux objectif. La décroissance n'est pas un meilleur objectif que la croissance parce que je crois qu'il y a moyen d'avoir une croissance avec beaucoup moins de pollution même sans pollution si on consacre toutes les recettes que l'on recueille via les taxes à des grands travaux de dépollution. Cela

aussi c'est une activité économique et on ne va pas dire qu'elle n'est pas souhaitable parce qu'on veut de la décroissance, c'est idiot.

*Et la croissance verte ou durable ? Que cela veut-il dire ?*

C'est déjà mieux mais c'est souvent très peu défini. Pour moi, une croissance verte c'est principalement une croissance de biens publics comme l'air pur, les espaces verts en ville, les campagnes plus campagnardes, des rivières moins polluées. Taxer fortement la consommation traditionnelle et consacrer ses moyens à des investissements verts, pour moi c'est une croissance verte intelligente car cela peut produire beaucoup de croissance.

*Que pouvez-vous me dire sur l'économie écologique ?*

Non pas vraiment. C'est un champ tellement vaste que je ne sais pas ce que c'est.

Je crois que beaucoup de tenants de l'économie écologique ont chacun leur définition.

Je crois que la seule démarche convaincante est celle que je viens de vous dire. Taxer les activités les plus nocives et utiliser ses moyens pour régénérer la Nature. Et donc ce serait ma définition d'économie écologique.

Mais j'ai beaucoup d'amis qui disent : Oh non, on ne peut plus parler de taxes. J'ai milité 15 ans pour ECOLO. Ils disent non mais ne proposent rien. Ils n'osent pas parler de taxer le carbone et je trouve ça dommage. Ils osent lorsque quelqu'un d'autre en a parlé avant.

Les lobbys industriels et pétroliers ont été extrêmement habiles dans la manière de dire : ah non taxer la consommation c'est régressif... c'est les pauvres qui vont payer. Subitement, ils s'intéressent aux pauvres. Avec les gilets jaunes, ils ont été très habiles aussi. Il y a quelque chose de très ironique et suspect dans le fait que les gilets jaunes ont surtout défendu les politiques les plus précieuses pour les lobbys énergétiques traditionnels, c'est-à-dire empêcher le gouvernement français de taxer le carbone. Ce qui était à mon avis une très bonne démarche même si elle aurait dû être accompagnée de mesures plus compensatoires pour les plus pauvres.

Mais, aujourd'hui l'économie écologique n'ose même pas parler de taxer le carbone. Je crois que tout le reste c'est un peu de la foutaise.

*Une dernière question, dans ce débat très large et philosophique, la nature peut-on lui mettre un prix ?*

Ce sont des études, réflexions intéressantes. C'est toute la dimension du capital environnemental. Je suis pas sûr que ce soit la piste la plus facile à explorer. La piste sur les externalités est plus facile, c'est une façon positive d'intégrer le capital naturel.

*Y-a-il quelque chose que vous voudriez ajouter ou compléter avant de clore l'entretien ?*

Non, avec grand plaisir et bonne chance.

## Annexe 5 : entretien avec Laurent et Bart

**Laurent, (dit L- dans le document) est employé à la BNB, un organisme central en Belgique qui étudie de manière globale l'activité économique. De nombreux rapports sortent sur le développement et les prévisions de croissance. Il a été chef de cabinet du ministre de l'énergie et de l'environnement.**

**Bart (dit B- dans le document) est employé à la BNB dans le service conseils et études sur la fiscalité environnementale.**

*Quelles études avez-vous entreprises après les secondaires ? Pour quelles motivations ?*

B- J'ai étudié de l'économie pure. Mon intérêt pour étudier provient du résultat des crises des années 70 (crise énergétique et grand chômage) et 80 (dévaluation du franc belge, chômage surtout chez les jeunes,...) N'y a-t-il pas une solution pour tout cela ? C'est toujours ma motivation aujourd'hui de travailler dans les domaines macroéconomiques.

L- J'ai fait une licence et maîtrise en sciences économiques et sociales à l'université de Namur en 5 ans. Nous sommes entrés tous les deux, à la banque le 01/02/1995. Entre mes études et ce travail, j'ai été pendant 4 ans assistant à l'université de Namur.

Et ma motivation... c'est simplement en ayant étudié tous les programmes. J'étais un généraliste, j'aimais bien les maths, la philo et les sciences humaines. C'était le parcours académique qui me semblait le plus complet. Il y avait des statistiques mais en même temps, beaucoup de droit. C'est le programme qui m'avait attiré. Je n'avais pas de visée spécifique pour la banque nationale.

*Comment définissez-vous être un économiste ?*

L- Pour moi l'économie, c'est la science qui optimise là où vous avez des ressources rares. Et cette définition-là, vous pouvez la décliner dans toutes les composantes de l'économie macroéconomie, microéconomie, au sein d'une entreprise, pour gérer un état, pour s'attaquer au problème de l'environnement. C'est typiquement (je le retrouve trop peu dans l'approche environnementale qui est faite) un problème d'optimisation. Vous faites un choix en vous donnant un objectif environnemental, vous avez une sécurité d'approvisionnement en électricité à assurer, des coûts sociaux et donc la transition énergétique est typiquement un problème pour un économiste. Mais ça peut s'appliquer aux finances publiques.

B- la seule chose que je peux ajouter c'est que l'économie est fortement liée aux décisions politiques et aux décisions des partenaires sociaux et autres acteurs sociétaux. Notre rôle ici à la banque nationale est de fournir des chiffres et analyses qui sont la base pour les décideurs politiques/ socioéconomiques. Notre rôle est de fournir la meilleure information disponible.

*Quels qualificatifs vous utiliseriez pour définir un bon économiste ?*

L- J'utiliserais les mêmes qualificatifs comme pour beaucoup d'autres métiers. C'est quelqu'un qui a un esprit de synthèse, car il faut mettre ensemble beaucoup d'informations pour arriver à assembler cet exercice d'optimisation, dresser le bon chemin en tant que conseiller avec les mesures adéquates.

B- Il faut selon moi en plus la flexibilité. Parce que les choses changent.

L- oui être un économiste aujourd'hui n'est plus du tout la même chose.

B- les problèmes ne sont plus les mêmes qu'en 1970. Après la crise financière ce qu'on a recommandé c'était tout à fait différent des recommandations avant la crise. L'économiste doit être capable de voir...

L- une capacité d'adaptation à la fois sur la façon d'aborder un problème et à la fois s'attaquer à des problèmes différents, qui évoluent. Par exemple, lorsque le gouverneur vient échanger avec des chefs d'entreprises, c'est un échange à double sens. Le gouverneur explique ce que la banque a, d'un point de vue conjoncture économique. Eux en retour, nous font part des problèmes auxquels ils sont confrontés. Il y a 5 ans les problèmes étaient le coût salarial et maintenant ce n'est plus du tout sur la table. Maintenant 1. c'est comment est la vision politique de la transition énergétique et quels seront les répercussions ? 2. Comment recruter du personnel qualifié ?

*Vous êtes conscients des enjeux actuels liés à l'environnement. Comment avez-vous acquis ces connaissances ?*

L- Moi, essentiellement parce que j'ai été chef de cabinet du gouvernement fédéral au budget de fin 2009 à 2011. Après je suis devenu chef de cabinet du ministre de l'énergie et de l'environnement. Avec le ministre, en 2 mois, ça été la période la plus riche en formations dans ces domaines-là. C'est à ce moment-là que j'ai également fait ma propre transition énergétique et environnementale.

*(Laurent est parti répondre au téléphone)*

B- Moi je suis un des co-auteurs d'un article de la banque « vers une fiscalité environnementale ». Travail préparatoire pour le conseil des régences. L'article a été publié dans la revue économique de la banque. Donc ça veut dire que ça fait partie de la vision officielle de la banque. Elle qui reste 'low profile' et n'a pas de vision explicite, a peut-être dans ce cas-ci pris une position forte. Mon avis personnel est qu'il y a des défis énormes et qu'il faut organiser la fiscalité qui a un rôle important à jouer.

Les défis environnementaux ne doivent pas être sous-estimés. Le réchauffement de la planète ... (CF article de BNB)

Cet article est vraiment un plaidoyer pour utiliser la fiscalité comme instrument. Mais il a été publié en septembre 2009. Malheureusement, cela n'a pas été concrétisé. Dans le rapport annuel de la BNB de

2018, un encadré a été repris sur des taxes environnementales. Il est également mentionné de stopper les avantages fiscaux liés aux voitures de société.

*Avez-vous eu l'occasion de lire les documents que je vous ai envoyés ?*

L-...

B- Pour répondre à la réponse d'avant, les charges au travail sont très élevées et dans la fiscalité environnementale, il y a moyen d'organiser un 'tax shift'. C'est aussi un moyen pour financer des investissements plus verts pour faire face aux défis.

Après c'est aux décideurs politiques de prendre des décisions. En Belgique, on voit que les taxes environnementales sont assez basses comparées aux autres pays. Au cours des 20 dernières années, elles ont même diminuées.

L- ce qui est maintenant important c'est que la politique fixe une vision à long terme crédible, un horizon lointain 2030, 2050, tous partis confondus. Il faut que tous les acteurs savent vers où on va et qu'ils y croient. Ainsi, ils pourront se mobiliser pour investir, adapter leur consommation,... Il faut donner de la prévisibilité et de la crédibilité aux mesures politiques. Pour le moment, en matière d'environnement, c'est ce qui manque. Les gouvernements défont ce que les précédents ont fait, ou ne font rien ou font autre chose... Finalement il y a plus aucun investissement. Personne ne va construire une centrale au gaz en Belgique. On est en 2019, des centrales nucléaires fermeront en 2022 d'autres en 2025 et personne ne sait si elles vont être prolongées ou pas et comment elles vont être remplacées.

Il y a moyen de se mettre ensemble tous d'accord sur l'optimisation des ressources et sur un objectif environnemental d'avoir une production électrique zéro carbone.

*Serait-ce (la transition énergétique) suffisant pour faire face aux enjeux globaux ?*

L- L'enjeu est mondial. Nous, au niveau belge, on a de prise qu'à l'échelle belge. Je vais parler de manière égoïste et provocante mais nous, la température augmentera de 2,5 degrés. Il n'y aura pas plus d'ouragans. Il faut juste vider les premiers étages de la côte belge ou construire une autre digue. C'est à peu près tout, alors que dans d'autres parties du monde les conséquences seront dramatiques. Si on était que belge, c'est un coût mais je suis persuadé qu'avec la volonté de le faire et toutes les inventions technologiques attendues. D'un point de vue économique, ce qui compte c'est de le faire au bon moment avec les technologies, les bons investissements... Il faut accompagner l'évolution technologique et les coûts qui baissent et réduire les subsides quand il faut.

*(digression : transition énergétique...)*

Chez nous, cela ne coûtera pas une fortune. Une étude européenne a dit que pour atteindre en Belgique les objectifs de 2,5°C cela coûtait 1,5% du PIB en 30 ans. C'est dérisoire, le vieillissement de la population coûtera plus cher à la Belgique que la transition écologique. Donc c'est optimiste, il faut

coordonner les efforts, faire en sorte que le privé investisse de façon à favoriser des constructions de bâtiments isolés.

Un exemple qui montre que les économistes ne sont pas toujours suivis. En 1974, crise pétrolière. Le prix du pétrole explose. On se rend compte que chauffer les bâtiments publics coûtera très cher. Le ministre de l'énergie demande de mettre en place un plan d'isolation des bâtiments publics. Par la suite, 2 ans plus tard le prix du pétrole a diminué, les plans sont mis à la poubelle. On pourrait aujourd'hui les ressortir tels quels.

B- Pour la petite histoire, j'ai lu que la BNB est CO2 neutral. Est-ce que c'est correct ?

L- On a le label 3 étoiles d'entreprise ECO, en tout cas.

B- Je n'ai pas de vision très prononcée là-dessus. En Allemagne, des alternatives ont été développées. Dès, le début en Belgique, ce n'est pas crédible. On n'a pas développé par exemple, des centrales à gaz.

L- La loi de 2003 au bout de 40 ans de vie, chaque centrale sera fermée. (*disgression : nucléaire...*)

*Je vais revenir sur la fiscalité environnementale. Il y a deux chercheurs qui ont ... j'explique la proposition « DaVAT ».*

B- C'est mon opinion personnelle. Je vais être bref. En théorie, oui, en pratique, non. En théorie, oui je suis 100% d'accord d'utiliser la fiscalité comme outil pour pénaliser des mauvais comportements. En pratique, un système fiscal doit être simple et applicable. J'ai vu qu'ils avaient testé cette TVA sur quelques produits. Mais pour des services cela me semble compliqué, un restaurant, un avocat qui envoie des mails ou se déplace en jaguar. Y aura-t-il aussi des taux différenciés ? Je ne suis pas convaincu que ce soit faisable.

L- De toute façon, cela ne peut se faire qu'avec un consensus global. Les écotaxes avec Ecolo au gouvernement, n'ont jamais abouties. Il y a eu un lever de boucliers.

L'exemple de l'avion : il y a 30-40ans c'était impensable pour une famille moyenne de s'offrir des vacances en avion. Maintenant, tout le monde part en avion. Je trouve que cela n'est pas un bon comportement. Mais on ne va pas dire subitement que seuls les riches peuvent prendre l'avion parce qu'on appliquerait le coût vérité (coût environnemental très élevé). Ce n'est pas pensable aujourd'hui.

B- La banque a pris dans son article une position en faveur des mesures compensatoires pour les moins favorisés.

*Comment vous positionnez-vous par rapport aux revendications du pluralisme économique pour l'enseignement ?*

B- Oui, j'en ai entendu parler. Le fameux discours de la reine d'Angleterre à la London School of Economics... Comment personne n'a-t-il pu prévoir cette crise ? La science économique n'a pas de

réponse. On a reçu beaucoup de critiques à ce moment-là comme quoi la science économique était devenue trop mathématique. Il faudrait élargir le champ des sciences économiques en incluant d'autres perspectives.

L- Entièrement d'accord, il y a eu une dérive dans les années 90. Il n'est un bon article que celui qui contient plein d'intégrales et des formules compliquées. En réalité, ces articles-là personne ne les lit et n'ont pas d'impacts. Ces articles donnaient un contenu mathématique à quelque chose qui avait déjà été conclu 30 ou 40 ans plus tôt. Un bon article pour moi c'est savoir raconter une histoire, savoir l'expliquer à quelqu'un qui n'est pas économiste et qui vous comprendra. L'histoire, la psychologie, la philosophie je peux dire qu'à l'Université de Namur, on avait déjà des professeurs qui avaient des visions différentes. L'économie normalement si c'est bien enseigné, on vous donne les instruments pour comprendre.

Moi je suis plus un partisan pour raccourcir les études. Honnêtement, j'ai beaucoup plus appris pendant mes années d'assistantat et à la banque. Pour moi, ce qui compte, c'est qu'on me donne les clés pour comprendre et les outils pour aller plus loin dans la matière. Pour moi, il est plus intéressant de donner en 3 ou 4 ans, les cours clés et ensuite, en fonction d'où on travaille, on nous donne la possibilité de continuer à nous former, de retourner 6 mois à l'université. Je suis à contrecourant mais il faudrait revoir tout le système. On allonge les études mais on demande aux gens de travailler plus longtemps.

*Vous n'avez pas ressenti un manque dans vos études quand vous vous êtes retrouvés face à la complexité du monde ?*

L- Ce sont déjà des études qui offrent beaucoup de possibilités. Celui qui veut se spécialiser en environnement, il peut.

B- Je trouve que c'est très important de stimuler le sens critique. Dans beaucoup de cours d'économie, le sens critique n'est pas adéquat. Certains défis sociétaux et environnementaux ne sont pas traités. Donc, les étudiants et autres qui organisent ce mouvement ont toute ma sympathie. Il faut éviter le dogmatisme. Certaines approches économiques sont trop dogmatiques.

J'avais fait un travail avec plusieurs collègues sur le PIB. Celui-ci est beaucoup critiqué... tout ce qui est climatique n'est pas compris dedans. Ils ont raison sauf qu'ils font l'erreur de vouloir supprimer le concept du PIB pour le remplacer par un autre indicateur. Mais ça je n'y crois pas. Je pense que le PIB a tout son sens pour des choses financières comme une étude de la soutenabilité de la dette publique. Le PIB a tout son sens. Bien sûr, il y a d'autres indicateurs qui ont leur importance. Il faut élargir le nombre de statistiques pour répondre à la demande de nouvelles analyses.

L- Je suis entièrement d'accord. Le PIB est un indicateur clair. On sait ce qu'il mesure. C'est comparable dans tous les pays. Le PIB ne résout pas tout, mais personne ne l'a jamais dit. Il mesure la valeur ajoutée produite dans un pays. C'est la richesse produite au cours d'une année.

Construire des indicateurs synthétiques sur le bonheur etc n'a aucun sens. Plutôt des indicateurs sur l'environnement sur les inégalités, ça c'est déjà plus pertinent. C'est illusoire de penser à créer un indicateur synthétique qui regrouperait tout. C'est beaucoup plus clair d'avoir un indicateur qui mesure la richesse d'un pays un autre le PIB/habitant ,... avec tout ça les gens peuvent se faire une opinion transparente du pays.

*Le PIB mesure la richesse oui mais il ne tient pas compte des maladies et des pollutions, par exemple. Beaucoup de choses négatives sont impliquées dans ce calcul.*

L- Alors l'intérêt de le voir sur un autre indicateur environnemental. Alors oui, quand un médecin travaille, il crée de la valeur ajoutée mais cela veut aussi dire que les gens ont les moyens d'aller chez le médecin...

B- Le PIB, c'est aussi la somme des revenus. On ne peut pas dire que maintenant on ne prend plus en compte les revenus des médecins.

L- On peut aussi mesurer l'accès aux soins de santé, l'espérance de vie... C'est un excellent indicateur qu'il ne faut pas remettre en cause. Pédagogiquement, expliquer ce qu'il mesure et ce qu'il mesure pas oui.

B- Il faut néanmoins développer des indicateurs complémentaires pour la vue d'ensemble. (rôle du FMI...)

*Comment définissez-vous le mouvement de la décroissance ? Considérez-vous être familier avec ce terme ?*

L- C'est un mouvement avec lequel j'ai beaucoup de mal. Les gens ne comprennent pas toujours pourquoi on a besoin de croissance économique. On oppose toujours la croissance économique et les problèmes environnementaux. Les gens soucieux de l'environnement disent souvent : il faut arrêter de croître. La population mondiale croît donc il faut une croissance économique. Sinon comment on va continuer à développer toute une série de pays, nourrir les gens ? Pour moi à terme, le problème c'est la croissance de la population. Un moyen de la stopper est la croissance économique. Les seuls endroits où la population ne croît plus du tout rapidement : ce sont les pays développés.

B- La population va encore augmenter mais ce ne sera pas exponentiel. Ça c'est la théorie de Malthus.

L- Bonne nouvelle. Remettre en cause la croissance économique n'a aucun sens. Pour la décroissance, il faudrait que les gens vivent dans des conditions totalement différentes de ce qu'ils ont appris ou goûté. Je pense qu'il y a totalement moyen de concilier. Il y aura des évolutions technologiques, de comportements.

Le train plus cher que l'avion. Là, il y a moyen d'agir aux niveaux européens ou nationaux avec un coup de boost pour les trains avec des subsides des états et en taxant les vols de moins de 400KM. Il y a

vraiment moyen d'avoir une croissance décarbonisée avec les avancées technologiques. Orienter l'agriculture vers des circuits courts et avec des rendements plus intéressants grâce aux avancées technologiques.

B- Pour moi, il faut penser ça de façon plus nuancée. Décroissance, qu'est-ce que cela veut dire ? Si c'est réduire les activités polluantes, je suis tout à fait favorable. Il faut construire des bâtiments passifs, des éoliennes et tout cela crée de la croissance. Je suis favorable à ce genre d'activités et en ce sens, je suis favorable à la croissance verte.

Le 'basis income'. Beaucoup de gens aujourd'hui ne travaillent pas pour différentes raisons. Comment organiser des bons soins de santé sans croissance économique ?

L- il n'y a jamais eu d'autres endroits ou moments sur Terre où il était plus agréable et plus confortable de vivre. C'est très objectif. Je regarde comment vivaient mes grands-parents et parents. On a le luxe de pouvoir réorienter notre débat politique sur le défi climat parce qu'on a pas eu de guerre. Je veux donner un message positif. On va y arriver. Il faut rétablir cet optimisme. Il y a peu, l'Europe est la première puissance économique mondiale avant la Chine et les USA. Elle est toujours devant les USA. Est-ce qu'un européen ou un belge le sait ? Non. (...)

B- Je suis plus nuancé. Je suis d'accord qu'on est dans une période exceptionnelle. Je suis optimiste car dans le passé on a résolu différents problèmes écologiques (pluies acides, trou d'ozone). On a pris des actions et cela s'est résolu. Je pense aussi qu'on a résolu ces problèmes car la population a pris conscience de ses défis.

L- Dans ce qu'il fait avancer la société, il y a toujours une étape de crise.

B- Ces jeunes qui manifestent ont toute ma sympathie. D'autre part, il faut rester optimiste, on va trouver une solution.

*Que pouvez-vous me dire sur l'économie écologique ? Vous situez-vous quelque part sur ce spectre ?*

L- Pour moi justement, c'est cette transition énergétique et écologique. Comment arriver à trouver la meilleure trajectoire pour avoir une croissance économique qui soit respectueuse de l'environnement. Au niveau mondial, une équité.

Chez nous, on mesure toujours des taux de pauvreté importants mais la façon dont on mesure la pauvreté de façon statistique, c'est le % du revenu médian. En réalité la pauvreté n'augmente pas. En moyenne le pauvre d'aujourd'hui vit mieux que le pauvre d'il y a 30 ans.

*Je lui expose que selon certains, les inégalités sociales augmentent et que le système d'aujourd'hui favorise encore plus ces inégalités.*

L- J'ai du mal à le croire. Mes grands-parents fermiers et les nobles de l'époque j'ai du mal à croire qu'il y avait moins d'inégalités à ce moment-là. Je ne sais pas comment on mesure cela.

B- Je pense c'est devenu un thème important pour l'économie et pour les institutions internationales. En Belgique les inégalités sont restées stables. Elles ont augmenté aux USA et dans d'autres pays européens. Le nombre de SDF que je vois, augmente mais ce sont des immigrés, dans la plupart des cas. A la banque, il y avait 300 cadres bien payés, 2700 employés ouvriers mais eux avaient un bon statut. Par la suite, ces gens-là ont été outsourcés. Ils sont sûrement d'ailleurs moins bien payés. D'autre part, le nombre de cadres a doublé. Maintenant sans diplôme, il est difficile d'avoir un bon salaire. La société a changé. Il faut une croissance écologique et solidaire.

*Et vous, vous en avez entendu parler de l'économie écologique ?*

B- L'économie c'est pour moi maximiser le bien-être de la population. Donc, d'office qu'il faut tenir compte des aspects écologiques...

L- L'économie écologique... ces deux termes ne sont pas opposés.

B- La BNB plaide pour une croissance durable et c'est la même chose.

L- Absolument (système de soins de santé...)

*Y-a-il quelque chose que vous voudriez ajouter ou compléter avant de clore l'entretien ?*

B- un philosophe a dit : Optimism is a moral duty.

## Annexe 6 : entretien avec Céline

### **Céline, docteur en économie, chercheuse et professeur dans une haute-école commerciale.**

*Quelles études avez-vous entreprises après les secondaires ?*

J'ai fait une licence en sciences politiques et après, j'ai fait un master 60 en économie, orientation générale. Ensuite, j'ai fait un master of Arts in Economics, l'équivalent aujourd'hui de ce qu'est un master recherche en économie. Ensuite, j'ai fait une thèse de doctorat en économie que j'ai terminée en 2012.

*C'était sur quel sujet ?*

Les indicateurs alternatifs au-delà du PIB sur les enjeux théoriques, épistémologiques et méthodologiques de la quantification des modèles de prospérité alternatifs.

*Pour quelles motivations ?*

Parce que j'ai toujours eu un intérêt assez grand sur la compréhension de la société mais qui reposait aussi sur un ensemble d'idéaux sur ce que serait une société plus juste. La question de la justice sociale est vraiment au cœur de mon intérêt dans les différentes études que j'ai entreprises. Quand j'étudiais les sciences politiques c'est parce que j'étais assez intéressée par la compréhension des conflits, de la manière dont l'état et le gouvernement pouvaient gérer des situations d'injustice sociale. A la base, donc mon intérêt n'était pas tellement écologique. Puis, au fur et à mesure de mes lectures, de mes rencontres etc., la question écologique s'est posée de plus en plus. Donc, c'était en 2000 que j'ai commencé mes études de sciences politiques. Et j'ai eu pendant mon parcours en première année une professeur qui s'appelle Isabelle Cassiers, qui est devenue ma directrice de thèse, par la suite. Grâce à qui, je me suis passionnée pour l'économie et aussi pour un regard critique de l'économie. Au terme de mes études en sciences politiques, j'avais envie de mieux comprendre l'économie et c'est pour ça que j'ai fait un master dans ce domaine d'un an. Là, j'ai retrouvé Isabelle dans un cours beaucoup plus critique qui s'appelait croissance et structure économique de la Belgique et elle avait modifié d'ailleurs l'intitulé de son cours car elle entamait une critique de la croissance. A partir de ce moment-là, j'ai partagé ses réflexions, notamment sur la redéfinition de la prospérité. Cette question m'intéressait beaucoup et me semblait pertinente de l'aborder par la question des indicateurs de prospérité qui dominaient à l'époque et qui dominant toujours pas mal (au premier rang le PIB) et de réfléchir, découvrir explorer les alternatives qui étaient proposées. Donc, ça c'était en 2005, 2006. Cela m'a donné envie de faire une thèse sur le sujet et pour faire une thèse à l'UCL, on était obligé de faire ce master of Arts in economics. Ce dernier qui a été synonyme de souffrance parce que c'était de l'économie pas du tout comme moi je l'envisageais mais voilà je l'ai fait. Durant ce troisième master, j'avais un mémoire à écrire dans lequel je commençais

vraiment plus sérieusement à m'intéresser aux indicateurs alternatifs au PIB et puis j'ai entamé ma thèse de doctorat là-dessus. La question des alternatives au PIB était sous tendue par la question plus fondamentale de que poursuivons-nous comme finalité commune ou en tout cas une finalité collective qui serait désirable ? Cette réflexion s'est inscrite dans une réflexion de plus long terme, de plus longue haleine dans les conditions de possibilités d'une prospérité redéfinie et fondamentalement c'est quoi les conditions ? Ce sont les conditions matérielles et physiques de la prospérité humaine et donc là cela nous amène directement vers les limites écologiques de la manière dont on organise nos modes de vies ensemble de la manière dont on organise notre subsistance. Et ça cela m'a vraiment beaucoup intéressée notamment, par la lecture de Karl Polanyi, un grand penseur. Qui a écrit en 1940 la grande transformation. On le catégorise d'économiste institutionnaliste. Il a dans ces nombreux écrits fait la distinction entre l'économie formelle et substantielle. L'économie que l'on réduirait à l'ensemble des échanges marchands. Puis, une définition beaucoup plus fondamentale de qu'est l'économie : une économie c'est la manière dont les humains s'organisent pour assurer leurs besoins de subsistance, comment ils organisent leur production et leur consommation. Et cela peut-être échanger autrement que sur des marchés. Il redéfinit notamment les principes de redistribution. Une entité centralisatrice qui se chargerait de cette redistribution, qui ne répondrait pas aux lois du marché mais répondrait à un ensemble de principes ceux-ci démocratiquement décidés. C'est le cas de l'état providence. Ou alors la réciprocité, un système de solidarité entre personnes qui ne passe pas par une dynamique marchande. Moi j'aime vraiment bien sa notion de l'économie substantielle. Si on pose l'économie comme ça plutôt que comme c'est fait par l'économie mainstream, c'est à dire, la science des choix en situation de rareté. Car cela implique nécessairement de prendre en compte dans le raisonnement les limites et les ressources matérielles qui assurent cette subsistance.

On part du constat que la balise qui intéresse le plus les politiques, c'est le PIB et sa croissance. Or, sa croissance nous montre que d'une part depuis 30 ans, elle n'est plus nécessairement associée à de la paix sociale (elle s'accompagne d'inégalités de plus en plus fortes) d'autre part, elle est de plus en plus délétère et met à mal les conditions de possibilité de la vie sur Terre. Ces deux grandes limites de la croissance qui appelaient à s'interroger sur des indicateurs alternatifs. L'angle de ma thèse : si on a envie de nouvelles balises, qu'existe-t-il dans le paysage des indicateurs alternatifs, quelles sont les questions que posent ces différents indicateurs, comment effectuer leur institutionnalisation ?

*Selon vous, le PIB devrait-il être carrément supprimé au profit d'autres indicateurs ?*

Le supprimer dans l'état actuel des choses, c'est impensable car ce serait une catastrophe, le chaos. Le PIB est un indicateur qui jouit d'une très large institutionnalisation. Qui est au cœur de la manière de mesurer la richesse des nations. En soi, le PIB n'est pas problématique si on l'utilise pour ce qu'il est. Un indicateur qui va mesurer la valeur monétaire des biens et services finaux produits pendant une année sur un territoire donné. Ce qui est plus problématique c'est deux choses. On associe sa croissance à un

accroissement de bien-être. Dans de nombreux cas, sa croissance augmente ; on se réjouit. Et donc sa croissance est une finalité pour les politiques publiques. On le comprend car encore aujourd'hui, sa croissance est lié à deux éléments fondamentaux qui fondent le ciment d'une société : c'est l'emploi et la sécurité sociale. Sans croissance dans le système tel qu'il est aujourd'hui, il est très difficile d'à la fois fournir des emplois et des emplois de qualité et de financer la sécurité sociale. En ce sens, supprimer le PIB en tant qu'indicateur, certainement pas. Supprimer la croissance, cela reste difficile.

Deux bouquins sur la post-croissance dirigés par Isabelle Cassiers. Redéfinir la prospérité et Vers une société post croissance. Ce sont deux bouquins qui prônent qu'il faut sortir de la croissance. Cela ne veut pas dire supprimer l'indicateur PIB mais cela veut dire revoir fondamentalement la manière dont on va organiser le système productif.

Sur la croissance s'opposent évidemment plusieurs voix. D'un côté, il y a des personnes qui sont convaincues qu'il sera possible d'opérer un découplage absolu entre le PIB et un ensemble d'impacts environnementaux, potentiellement sociaux. Découplage énergie, matière ..

*Est-ce que vous partagez cette opinion ?*

Factuellement et statistiquement, on n'a aucun chiffre aujourd'hui qui nous montre la possibilité d'un découplage absolu de manière généralisée. Il y a bien des découplages absolus qu'on peut observer dans certains secteurs et vraiment sur des périodes limitées. Là, il faut faire aussi attention des indicateurs utilisés. On va dire que la Wallonie a fait un découplage absolu entre son PIB et ses émissions de GES sauf que c'est simplement sa production de GES, c'est pas la consommation. Donc dans cet indicateur-là ne sont pas inclus le fait qu'on a externalisé certains coûts de production de GES en important des biens. Les GES sont produits à l'étranger. On a juste déplacé le coût et donc à l'échelle globale on n'a pas du tout un découplage.

Donc non. De plus en plus de voix disent que ce découplage absolu n'est pas viable. Pas mal de statistiques montrent que oui, on peut observer au niveau de l'UE, un découple PIB/matière. Mais l'augmentation du PIB est tellement importante qu'au final, la quantité de matière utilisée augmente quand même.

Je suis profondément convaincue que l'on doit revoir en profondeur notre système. Le nôtre structurellement est attaché à la croissance. Là-dessus c'est très difficile de jouer car cela impose des remises en causes multiples et à plusieurs niveaux.

Les freins principaux auxquels on doit s'attaquer maintenant dans la recherche et il y a peu de choses écrites sur cela pour le moment. Ce sont les questions de l'emploi et de la sécurité sociale dans une société post-croissance. Comment réorganiser le système productif ? Il y a beaucoup de secteurs dans lesquels on pourrait faire en sorte qu'ils soient plus intensifs en travail, moins impactant pour l'environnement dans lesquels on pourrait générer de l'emploi. Après une transition plus ou moins

évidente, il y aurait moyen de générer de l'emploi là. Comment réorganiser les dispositifs qui permettent de sécuriser les trajectoires de vie collectivement ?

Ce sont ces deux questions qui sont au nœud aujourd'hui de ce qui empêche de faire un pas vers la société post croissance même quand on est convaincu. Après, il y a d'autres freins mais selon moi, ils sont moins indépassables que ces deux-là, à ce stade.

*Selon vous, il est obligatoire presque que le système soit réformé pour être compatible avec une amélioration de l'environnement ?*

Et un mieux-être social.

Une manière déjà de revoir le système à très court terme, ce serait via des politiques très volontaristes de redistribution. Par exemple, une taxation sur les revenus car d'une part, ce sont aussi eux qui ont les plus gros impacts environnementaux, les plus hauts revenus. Cela nous permettrait en outre, même avec une faible croissance d'assurer une forme de justice sociale. Ces politiques très volontaristes de redistribution posent politiquement de très gros problèmes, ne passent pas bien.

L'autre chose ce n'est pas qu'on veuille ou qu'on veuille pas changer de système il y a de plus en plus de statistiques qui montrent qu'il y a tendanciellement des baisses des gains de productivité chaque année. La croissance : elle ralentit. Elle ralentit sacrément aux USA, UE, en Belgique...

Des chercheurs pas spécialement de gauche ni écolo qui parlent d'un phénomène la stagnation séculaire. (pour des raisons de nature structurelle, on sera incapable de retrouver les gains de productivité qui ont caractérisé les 30 glorieuses). Donc, maintenant on pourrait se retrouver dans une période avec des gains de productivité nuls et donc, une a-croissance, une absence de croissance. Ce n'est pas que c'est non désirable ou désirable mais il faudra faire sans la croissance.

Mon avis c'est qu'il serait désirable de ne pas aller vers plus de croissance. Structurellement, cette absence de croissance s'imposera à nous et le fait de plus en plus.

*Comment expliquez-vous qu'il y ait tellement de gens qui soient pour la croissance verte, qui y croient qu'ils ont beaucoup d'influence sur nos politiques. Comment cela se fait qu'il y ait deux « camps » qui se démarquent ?*

C'est un problème multidimensionnel, à mon avis. D'abord, il y a quelque chose de l'ordre de la croyance ancestrale, selon laquelle on est marqué par une idéologie du progrès. Les 30 glorieuses ont un peu cultivé l'idée que les générations futures seront toujours mieux loties que les générations précédentes, que la croissance y était pour beaucoup et ce discours de la croissance servait les intérêts d'une classe dominante (ça fait un peu marxiste). On a quand même remarqué au cours de ses dernières années, une concentration importante des richesses. Ce discours soutient donc les gens qui ont le pouvoir dans la société, dans les sphères politiques. Rompre avec la croissance, ça veut dire rompre avec un

ensemble d'intérêts, de modes de vie qui nous sont vendus tout le temps sur internet, journaux, partout. Rompre avec un ensemble de capitaux qui sont nourris par la croissance et qui sont nourris par le fait d'insuffler cette dynamique de consommation toujours plus importante, qui sont à la source de ce qui les fait vivre. En plus, on associe toujours la croissance à l'emploi et donc il faudrait se répartir le temps de travail autrement, on travaillerait tous un peu moins mais le temps de travail serait mieux répartis de sorte à ce que personne ne soit laissé en dehors du chemin. Sortir de la croissance implique aussi d'accepter une certaine idée de suffisance et c'est un changement de mentalité qui est extrêmement difficile à faire passer.

La croissance verte a pour effet stratégique de répondre à la fois aux considérations environnementales (qu'il est maintenant bête de nier)... il ménage la chèvre et le chou ces personnes-là. Selon eux, l'homme a toujours été capable de civiliser la nature et à travers les technologies adéquates. Il sera toujours possible de continuer à vivre un « business as usual » moyennant une amélioration des technologies.

Ceux à l'inverse qui pensent que les changements techniques ne seront pas suffisants mais qu'il est nécessaire d'aller vers des changements sociaux, anthropologiques profonds. Ce débat-là est à associer avec la question soutenabilité forte ou faible. Cette idée selon laquelle on est convaincu ou pas qu'une substituabilité est possible entre les différents capitaux manufacturés et naturels ou pas.

Ce discours de la croissance verte vient réformer le système pas le révolutionner. Il est beaucoup plus audible, institutionnellement acceptable et nécessite des remises en question beaucoup moins profondes. Tout en donnant bonne conscience à ceux qui pourraient porter ce discours et du coup, il est facilement adopté pour ces raisons. Mais on voit bien qu'il est lui-même maintenant beaucoup plus challengé. Récemment, l'OCDE avec 'new approaches of economics challenges, une commission a été mise en œuvre en 2019 New answers of economics challenges qui dit que même la croissance verte ne suffit pas. La complexité avec tout ça c'est qu'annuellement l'OCDE publie un rapport intitulé Going for growth. C'est une branche alternative qui parvient à faire son chemin et s'institutionnaliser au sein de l'OCDE, organisme qui n'est pas à priori celui le plus en pointe pour les questions de décroissance. Je ne sais pas ce que cela donnera. L'année passée justement a été organisé le congrès Post-growth dans les locaux du parlement européen. Il y a toute une communauté, une lettre ouverte qu'on est plusieurs à avoir signé qui a été publiée dans la presse en plusieurs langues ... Elle disait qu'on doit changer de système, on ne peut pas se satisfaire d'aménagements à la marge. On ne peut pas amplifier non plus ces mouvements qui appellent à la décroissance car quantitativement ils restent minoritaires.

Du point de vue de la discipline économique, la croissance verte elle arrange vraiment bien beaucoup d'économistes. Car elle implique qu'ils ne remettent pas en question leur modèle mais simplement qu'ils intègrent dans leur fonction d'utilité un agent écologique qui viendrait affecter négativement leur utilité mais ça ne remet en rien la désirabilité d'un accroissement de la production. Il faudra juste faire de la production plus verte.

*Comment définissez-vous croissance verte ?*

C'est la perpétuation d'une création de revenus, richesse si on prend en flux, générés par une production dont les impacts négatifs seraient moindre sur l'environnement et le social. Sauf qu'en fait, on voit que peu importe les technologies mises en œuvre, l'éolien demande quand même des métaux rares. Certains économistes vous diront que c'est très bien de vouloir améliorer l'efficacité énergétique ou l'éco productivité de nos activités mais si elle ne s'améliore pas assez compte tenu de l'accroissement de production globale matérielle, ce n'est pas viable. Mais c'est ça la croissance verte. Philippe Aghion, un économiste français, est partisan de cette idée qu'on shiftedes technologies grises vers des vertes et qu'on va continuer à produire de la richesse.

Ceci étant dit, à l'heure actuelle les voix sont minoritaires (celles contre la croissance). J'ai quand même l'impression que les mouvements sociaux de ces derniers temps sont en train de faire bouger les lignes. De plus en plus de projets de recherches sont financés sur les conditions de déploiement de systèmes modèles alternatifs. Par exemple, pour le moment, je coordonne un projet sur le développement de l'économie de la fonctionnalité à Bruxelles. Ces modèles d'économie circulaires ou d'économie de la fonctionnalité sont beaucoup plus adaptés à une société post-croissance que ne l'est aujourd'hui la logique dominante du capitalisme. Les choses avancent petit à petit ; c'est peut-être pas assez rapide encore...

*Quelles sont d'autres solutions pour arriver à cette société post-croissance ?*

Reterritorialisation, relocalisation des activités économiques, réorganisation du travail, taxation des hauts revenus. Il y a quand même un ensemble de mesures très concrètes qui peuvent être prises. Politiquement, pas facile à faire passer...

Plus de justice sociale par l'idée de redistribution massive. Caper les salaires, leur mettre un niveau maximum, au-delà duquel on ne pourrait pas dépasser. Les richesses les plus élevées sont les plus émettrices de GES, impactantes pour l'environnement. A côté de cela, ces éléments de bases, il y aurait des changements de mode de vie qui s'ensuivraient. Consommer local, je parle même pas bio mais local. Limiter la consommation de viande, une fois semaine et locale. Diminution des biens impactants.

Travailler moins, avoir plus le temps de prendre le train, repenser le rapport au travail, répartir pour régler les problèmes de chômage mais aussi d'absence de croissance. Montrer via la justice sociale que faire de l'écologie, c'est être de gauche.

*Est-ce que la taxation environnementale vous paraît être une solution adéquate face à la crise écologique ?*

C'est une question super complexe et j'aurais dû lire vos documents avant l'entretien. Je vais pas faire des commentaires très approfondis mais

- 1) Cela dépend comment vous taxez. Si c'est une taxe indirecte à la consommation comme je crois que cela est, c'est une taxation plutôt anti redistributive puisque finalement peu importe la nature de vos revenus vous paierez la même taxe. Quand vous êtes pauvres cela va infléchir vos comportements là où ce n'est pas vous qui aviez les comportements les plus impactants. Si vous êtes très riches, une taxe sur la consommation ne va pas vous affecter. La proportion de cette taxe sur l'ensemble de votre panier de biens ne va pas modifier grand-chose de votre budget et donc ne fera pas infléchir vos comportements. A priori, ce n'est pas taxer de cette manière qu'il faut taxer. Il faut taxer à la source. Les patrimoines, les revenus... et limiter les productions polluantes.
- 2) (...) si les entreprises intégraient un coût social (c'est-à-dire, le coût qu'elle fait payer aux riverains sur la santé, écologique, halieutique) si les sociétés avaient dans leur logiciel d'optimisation ce coût social, elles produiraient moins. Parce qu'il serait optimal pour elle qu'elles produisent moins. Donc, en répondant à son intérêt égoïste, il suffirait qu'on intègre ça et tout irait mieux. Faire ça pour que l'agent économique se comporte autrement cela s'appelle l'internalisation des externalités.

On peut faire ça de manière légale. Là, les économistes n'ont pas grand-chose à dire. Ou de manière économique en modifiant leurs coûts de production à l'aide d'une taxe pigouvienne (le pollueur-payeur) qui viendrait évaluer le coût de la pollution ou par le théorème de Coase un échange des droits de propriétés de la nature propre par exemple. (...)

Taxer en amont. Oui mais en soi, cela ne changerait pas grand-chose. Les grandes firmes qui ont la possibilité d'absorber facilement ces taxes, ne diminueront pas leur production tant que cela. En plus, l'évaluation quantitative des effets de ces taxes en termes de pollution sont aujourd'hui encore complexes. Juger de l'efficacité d'une telle taxe ne sera pas faisable. Très peu d'indicateurs fiables existent.

Taxer à la consommation si ça modifie les comportements, cela va modifier les comportements des personnes qui ne sont pas du tout les plus impactantes à la base.

*Si on part maintenant de l'hypothèse que les revenus des taxes serviraient en partie en une allocation d'aide aux plus démunis ?*

Je n'ai pas les chiffres en tête mais à mon avis les revenus issus de cette taxe ne sont pas suffisants à compenser des inégalités beaucoup plus profondes. S'il y a des mesures de redistribution à être apportées elles doivent être dirigées sur les plus gros revenus et de manière beaucoup plus forte. Mon intuition d'économiste me fait dire que les ordres de grandeur ne sont pas comparables. Ce qu'on récolterait sur une taxe comme ça sur les biens et sur une taxe sur les très hauts revenus, la marge de manœuvre pour

aller financer pas juste des allocations mais des principes d'éducation pour accompagner tous les agents économiques vers des comportements plus verts, c'est désirable. Mais je ne pense pas que la source première d'un tel type de financement soit solide s'il est juste basé sur une taxe qui est par ailleurs, non redistributive. Une partie de ce qui va être récolté ne va juste servir à rééquilibrer les choses.

Je n'ai jamais réfléchi à la question et donc je ne veux pas me prononcer plus que cela.

*J'explique....Que pensez-vous de la proposition « DaVAT » ?*

Je trouve super intéressant de baser la distribution en tout cas si c'est possible sur les impacts plus ou moins nocifs de la production d'un bien que ce soit au niveau du cycle de vie (même s'il y a aussi des critiques de cette méthode-là). En revanche, le faire sur les biens issus de cette production cela me semble pas pertinent. C'est surtout au niveau des entreprises qui produisent que la taxation devrait avoir lieu.

*J'explique plus en détails, l'idée de Timmermans et Achten comme quoi les producteurs seraient également impliqués par une hausse de TVA. Cette taxe aurait des répercussions sur toute la chaîne de production...*

C'est difficile pour moi de me prononcer sans avoir lu les documents...

Mais oui que la taxation ait un impact sur la production me semble intéressant. C'est vrai que quand j'entends taxe sur la valeur ajoutée, j'ai plus en tête une taxe sur les produits finaux. Mais si c'est sur des produits intermédiaires, il faut s'assurer après qu'elle ne soit pas répercutée telle quelle sur le produit final. Aujourd'hui, la taxe sur la valeur ajoutée est appliquée sur les premiers échelons mais elle se répercute quand même sur le prix de consommation du produit final et cela me pose un problème. Je ne sais pas comment on pourrait réorienter les comportements à l'aide d'une taxe ? Quel type de taxation serait idéal je n'ai jamais réfléchi. A priori selon moi, ce n'est pas la meilleure façon de le faire. Après, il faudrait que je parle avec les auteurs de l'article ce qu'ils ont en tête avec cette taxe afin que j'aie une discussion plus argumentée. Là, je vous donne juste un a priori, je n'ai pas vraiment une réflexion académique dessus.

*Comment définissez-vous le mouvement de la décroissance, vous en aviez parlé au début de l'entretien ?*

C'est un mouvement qui s'inscrit au niveau francophone dans les écrits de Serge Latouche, Illich, ... Des personnes qui reconnaissent que le système de croissance que l'on connaît aujourd'hui est associé au capitalisme (dans son ADN, le capitalisme est structurellement adossé à la croissance).

Quand Marx définit le capitalisme, c'est d'abord comme un système caractérisé par la propriété privée des moyens de production qui va exploiter le travail et la nature à des fins d'accumulation pour être

perpétuels. Cette idée d'accumulation perpétuelle est la source de la dynamique de la croissance. Le mouvement de la décroissance s'oppose aux fondements du système capitaliste et de la croissance. La production n'aurait pas comme simple but de répondre aux besoins des personnes mais de créer des nouveaux besoins qui sont potentiellement non essentiels qui en soi, ne pose pas de problèmes si on n'a pas de limites écologiques sauf qu'en soi, si. Cette accroissement de vouloir toujours plus génère en plus des inégalités ; inégalités qui elles-mêmes nourrissent cette consommation puisque les personnes qui ont moins veulent atteindre le standard de vie de ceux qui ont plus. Et celles qui ont plus veulent garder leur privilège acquis en se distinguant plus en plus et donc veulent augmenter ses standards de vie (cf consommation ostentatoire de Thorstein Veblen (1857-1929)). Des anciens écrits démontraient déjà les méfaits de cette consommation ostentatoire. La décroissance dénonce d'abord cette dynamique de toujours plus et tend de penser aux manières de s'en émanciper en tenant compte de l'urgence de changer de système. L'urgence sociale puisque le système génère l'accaparement et la concentration des richesses dans les mains de personnes de moins en moins nombreuses laissant de plus en plus de personnes au bord de la route. C'est un mouvement proche de l'écodéveloppement et donc proche des mouvements de dénonciations des échanges inégaux. (...) échanges qui étaient inégaux en termes sociaux mais aussi en termes de ponction de ressources et en génération de pollution. Tout cela au nom d'une justice social inter et intra générationnelle.

*Que pouvez-vous me dire sur l'économie écologique ?*

Elle a été définie par Costanza dans son tout premier article de la revue Ecological economics comme la science et la gestion de la soutenabilité. C'est un courant de pensée qui s'est inscrit dans une posture épistémologique non positiviste donc avec une volonté d'être très normative, qui s'est posée d'emblée comme un mouvement hétérodoxe qui est lui-même traversé par de nombreux conflits. Au-delà de ses divergences, il y a un ensemble de caractéristiques qui rassemblent les économistes écologiques (Article de Ropke) : la différence avec l'économie environnementale est qu'on ne voit pas l'environnement comme un des paramètres qui devrait intégrer une fonction d'utilité ou une fonction objective de l'entreprise pour qu'elle adapte ses comportements mais que l'économie est pensée comme un sous-ensemble de la société qui est elle-même un sous-système de la biosphère. L'économie donc serait réencastrée au sein de la société et de la biosphère dans la manière dont elle est pensée. Cela implique donc que méthodologiquement on fasse appel à des analyses de flux de matière, on prenne en compte d'emblée les soubassements physiques et matériels de ce qui fondent tout le système productif. Cela implique qu'on prenne de la distance avec l'objectif de croissance. La plupart de ses penseurs sont très critiques vis-à-vis de cela et surtout vis-à-vis de la quantification des indicateurs à choisir pour guider la société. Il y a quand même une prise de distance par rapport aux indicateurs monétaires qui viendraient monétariser la nature pour pouvoir en faire des analyses coûts bénéfices. Une frange des économistes écologiques qui le font parce qu'ils considèrent que finalement c'est le langage des dominants et que face à l'urgence, il faut y aller stratégiquement et donc adopter le langage de ceux qui ont le moyen de

faire bouger les choses. En ce sens, ils vont accepter des analyses coûts bénéfiques, des systèmes de comptabilité alternative avec une évaluation monétaire. C'est intéressant de se demander dans quelle mesure cette évaluation monétaire est faite de manière délibérative et démocratique ? Parce que ce qui est fortement critiqué dans l'évaluation...

*En général, vous positionnez-vous dans ce courant ?*

Oui, je me revendique de l'économie écologique. Je suis du côté de la socioéconomie qui est plutôt menée par Karl Spash, qu'ils veulent repenser ce système mais qu'ils veulent repenser le rôle des économistes au sein de ce système dans une perspective post-normale (approche épistémologique qui se dit qu'on ne peut pas faire de la science uniquement pour résoudre des petits problèmes. mais qui étudie l'économie comme un enjeu sociétal majeur qui reconnaît l'incertitude et la nécessité de reconnaître une pluralité de perspectives légitimes et la pluralité des points de vue). Cette perspective post-normale dit que si on fait de l'économie écologique, on ne peut pas nier que l'on fait partie de la société que l'on étudie, que ce que l'on dira aura des impacts sur cette société et que face à des enjeux de soutenabilité, la soutenabilité n'existe pas indépendamment de ceux qui la définissent, et est marquée par une incertitude radicale au sens de Knight et de Keynes parce que finalement, on ne le saura qu'a posteriori, si nous avons été soutenables ou pas. Et en situation d'incertitudes radicales rien nous dit que la science telle qu'elle a été conduite jusqu'à présent est capable de réduire cette incertitude ou en tout cas de l'annuler totalement. Face à ça, on doit reconnaître que la voix des scientifiques n'est pas la seule à être entendue. Donc, se posent d'emblée dans la question de soutenabilité, des questions de politiques profondes. La manière dont doit se positionner le scientifique n'est pas uniquement d'informer le débat mais aussi d'organiser les conditions de délibérations adéquates à ce que chacune de ses pluralités de perspectives puissent s'exprimer autour de ces enjeux qui de toute façon, donneront lieu à des conflits, des désaccords. Il n'y aura pas une solution mais si on doit faire un choix de société, celui-ci doit être délibéré dans des conditions qui viennent légitimer ce choix. J'adhère profondément à cette posture épistémologique, du fait même que ma recherche ait porté sur les indicateurs de richesse et que je me sois rendue compte à quel point les indicateurs pouvaient souvent être associés à une question très technique. Ces indicateurs, qui potentiellement vont être utilisés politiquement pour définir des finalités sur lesquelles les gens n'auront pas eu leur mot à dire et quand il s'agit d'enjeux complexes comme mesurer la soutenabilité je peux vous dire, qu'il y a des indicateurs qui partent dans tous les sens et vous donnent des messages potentiellement contradictoires. Si on n'a pas un regard démocratique là-dessus, on a un vrai problème profond de réappropriation technocratique d'enjeux qui sont fondamentalement politiques et qui auraient besoin d'un regard délibératif. C'est, en travaillant, sur les indicateurs que je me suis intéressée à ce champ de recherche. Avant je n'en avais pas entendu parler.

Je n'en avais pas entendu parler à l'UCL. Il y a, depuis seulement 3 ou 4 ans, un cours d'économie écologique. C'est très récent dans toutes les universités. Ici, l'ICHEC va créer un cours d'économie

écologique l'année prochaine, c'est assez révolutionnaire dans une école de commerce qui a priori n'est pas portée par ces objectifs-là. Même ma directrice de thèse qui pourtant était très intéressée par cela n'en avait pas entendu parler. C'est un courant principalement anglo-saxon. Ce champ-là est resté fort méconnu.

*Comment vous positionnez-vous par rapport aux revendications du pluralisme économique pour l'enseignement ?*

J'ai d'emblée lors de mon master à l'UCL été très critique. Pendant mon master 60, on nous apprenait des modèles théoriques qui me paraissaient pas totalement absurdes même si maintenant avec le recul je pense qu'ils le sont un peu. Par contre pendant mon master en recherche approfondie, je n'ai eu que des cours de modélisation en macro et en micro extrêmement poussés. On n'a fait que des maths tout le temps... je ne comprenais pas le sens qu'avaient ces modèles, j'avais l'impression qu'on jouait aux Playmobils. Chaque Playmobil était une fonction d'utilité dans laquelle on changeait les paramètres pour voir comment il réagirait. C'était un non-sens. Je me disais ces gens sont payés chèrement. Ces étudiants vont être financés pour faire une thèse pour aller jouer aux Playmobils avec des maths qui n'en sont pas. Les vrais mathématiciens vous diront que les économistes sont vraiment des sous-mathématiciens. Ce n'est pas que j'ai ressenti un manque, cela m'a paru ne pas avoir de sens. J'ai failli arrêter mais derrière cela, il y a la force d'une communauté épistémologique qui se veut un peu exclusive en ne parlant que de langage formalisé et pour rentrer dans le petit cercle des économistes, il faut être capable de parler ce langage. Le niveau de formalisation était proportionnel à la vacuité du propos et à la pauvreté de l'analyse qui en sortait. Je suis portée par des idéaux, j'ai un rapport assez affectif et engagé au savoir. Tous mes potes qui avaient comme moi des idées plus alternatives quittaient simplement ces études ou allaient faire des thèses en développement ou ailleurs. Et donc on laissait aux économistes le monopole de la pensée économique, et cela me pose un problème. Il faudrait vraiment substantier l'économie. Plus tard en thèse, j'ai encore eu beaucoup de commentaires pour dire que je ne faisais pas vraiment de l'économie. Jusqu'au jour où il y a eu la commission Stiglitz mandaté par Nicolas Sarkozy pour réfléchir sur les indicateurs de performance économique et de progrès social.

Les cursus en économie manquent terriblement de pluralité. Je suis d'accord avec eux ; je suis d'ailleurs souvent invitée. Je les soutiens. A l'ICHEC, on essaie de fournir un travail là-dessus et de fournir des cours d'économie de plus en plus pluriels. Les choses évoluent. Finalement, dans une école de commerce les gens font preuve de plus d'ouverture d'esprit que dans des facultés économiques où les conflits restent très figés et cela rend les choses très imperméables. Malgré mon parcours académique et que je remplissais tous les critères du FNRS, j'ai eu des bâtons dans les roues en interne et je n'ai pas pu être professeur à l'université. Je retrouve en France, beaucoup de personnes qui ont une pensée économique plutôt alternative qui se retrouvent embauchées dans des écoles de commerce. Elles sont peut-être un

peu plus pragmatiques et moins poussées par l'idéologie qui est sous-tendue par l'éducation en sciences économiques. Pour autant que l'on donne bien cours et que l'on publie.

*Selon vous, de quelle manière le capitalisme/ le système économique/ la croissance est compatible avec un mieux-être de l'environnement ?*

Le système économique en soi ne veut pas dire grand-chose si ce n'est la manière dont les gens s'organisent pour assurer leur vie. Le système économique peut avoir plusieurs formes et il se fait que depuis la révolution industrielle, il est capitaliste. De par l'utilisation qu'il fait des énergies, par le décuplement de la production auquel il a donné lieu, ce système-là est à remettre en cause. Il y a plein d'autres logiques alternatives qui existent déjà qu'il faut renforcer, pas seulement s'attaquer au capitalisme. Je suis plus pour la taxation des revenus et pas la taxation de la consommation. Un état qui vienne soutenir les différentes initiatives pour qu'elles puissent se développer.

Le temps file, je dois vous laisser.

## Annexe 7 : entretien avec Francis

**Francis, économiste et homme politique belge du parti Ecolo et membre d'une ONG environnementale.**

*Tout d'abord, quelles études avez-vous entreprises après les secondaires ?*

Sciences économiques. Dans l'université où j'étais, j'avais pris l'option publique, c'est-à-dire, les économistes qui s'intéressent à la macro-économie, aux finances publiques, au marché du travail...

*Pour quelles motivations ?*

Au départ, j'étais plutôt intéressé par les sciences politiques. Les deux premières années étaient, à l'époque, quasiment semblables. Celui qui m'a accueilli à la faculté m'a demandé si c'était les maths qui me faisaient peur, j'ai répondu que non. Alors, il m'a dit de faire l'économie et puis tu pourrais toujours faire de la politique etc. C'est ce que j'ai fait et je n'ai jamais regretté le choix. Je ne suis pas un économiste très orthodoxe non plus.

*Quels qualificatifs vous utiliseriez pour vous définir en tant qu'économiste ?*

Engagé, non orthodoxe (au sens de la doctrine) et essayant de jeter des ponts avec d'autres disciplines.

*Comment vous décrivez-vous l'économie ?*

L'origine du nom OIKOS, gérer la maison, reste une bonne définition. L'usage qu'on en fait et comment cela est décliné. Il y a évidemment plein de questions qui se posent mais l'idée est d'affronter avec un certain nombre d'outils, de concepts, ce qui est l'une des contraintes de la condition humaine c'est-à-dire la rareté. En ce qui est compris le temps que l'on dispose à titre individuel de manière immédiate ou dans la durée. Je trouve que cette question que posent les économistes reste absolument passionnante : gérer la rareté.

Un bon économiste est en tout cas quelqu'un qui fait apparaître ou réapparaître des débats. Je discutais encore hier sur la notion de coût d'opportunité que les économistes adorent. Mais ce coût d'opportunité est rarement intégré dans la vie courante, dans les associations. Le coût de renoncement désigne la perte des biens auxquels on renonce lorsqu'on procède à un choix, autrement dit lorsqu'on affecte les ressources disponibles à un usage donné au détriment d'autres choix. Cela devrait être une démarche plus souvent présente mais pas sûr qu'il y ait une demande. Cela devient vite complexe. Voilà le genre de choses que les économistes peuvent faire.

*Vous êtes conscient des enjeux actuels liés à l'environnement. Comment avez-vous acquis ces connaissances ?*

40 ans de lectures et de combats, de discussions, de débats sur le terrain, je fais partie de ceux qui ont cofondé Ecolo. Ecolo qui était au départ fondé par beaucoup de gens provenant des Amis de la Terre.

*Avez-vous suivi une ou plusieurs formations par rapport à la gestion de l'environnement ?*

Non, pas de formation. La première trace concrète de mon intérêt pour l'environnement se situe dans le choix de mon sujet pour le mémoire : récupération et recyclage des vieux papiers. A l'époque ce n'était pas évident. Après crise pétrolière, énergie, le terrain n'était pas totalement vierge... Acquisition au fil des contacts lectures etc.

*Avez-vous ressenti un manque en sortant des études ?*

Non, cela c'est le genre de réflexion que l'on fait plus tard. On voit le gap de tout ce qu'on a accumulé comme réflexion. On a quand même les bases conceptuelles et en termes d'outils. (Ex conceptualisation par la modélisation) C'est important aujourd'hui, une partie de la base scientifique doit passer par des modélisations. Autant je suis le premier à être critique sur ce que font certains économistes autant ne jetez pas le bébé avec tout le ... les économistes ont des choses à dire. Ils ne font pas le tour de la question mais ils ont quand même une boîte à outils. Cette idée de coût d'opportunité quand on l'a en tête permet d'intervenir dans des discussions.

*Est-ce que vos connaissances sont suffisantes selon vous ?*

Oui, les travaux, le mémoire, les séminaires me paraissent suffisants. Je pense d'une manière générale, c'est un autre débat mais que les études durent trop longtemps.

*Comment vous positionnez-vous par rapport aux revendications du pluralisme économique pour l'enseignement ?*

Oui, en effet, il y a ce débat-là, en France aussi, je n'ai pas spécifiquement suivi. J'y suis très sensible, Je pense qu'en effet, il y a d'autres manières d'enseigner l'économie en particulier pour enseigner à des non-économistes (c'est surtout là que se pose le problème). C'est là que l'on se rend compte de la diversité des points de vue. Là, il y a un enjeu, plus important que l'enseignement de l'économie aux économistes. Une réticence que j'ai, je n'aime jeter en disant rien n'est bon... j'ai bien conscience de l'utilisation idéologique de certaines études, des économistes qui courent après le vent, dans la foulée des Chicago boys et de la libéralisation et du néolibéralisme aux USA et en UK. Même si j'en rigole les économistes ceci les économistes cela. Il y a quand même quelque chose d'intéressant dans la démarche. Mais je suis le premier à dire que cela ne suffit pas à faire le tour des questions. En conclusion, pas entièrement d'accord avec tout ce qu'ils proposent.

*A quel degré percevez-vous le changement climatique et le déclin de la biodiversité comme étant problématiques ?*

Ils le sont mais je ne suis pas persuadé que cette conviction soit partagée par la majorité. Par une grosse minorité. Pour une majorité de gens, on le sait, on ne le sait pas, on comprend plus ou moins mais cela n'a pas d'implication. Les raisons sont diverses, il y a ceux dont les intérêts directs sont menacés, actionnaires d'une société d'aviation ou gestionnaire d'un fonds de pension spécialisé dans certains secteurs potentiellement affectés par des réformes. C'est une évidence. La crainte implicite ou consciente ou pas d'une remise en cause de sa position au sein de la société. Je ne pense pas malgré tout le « hype » que l'on a fait ces dernières années que cette vision est majoritaire au sein de la société. Au sein des économistes c'est pareil, ni plus ni moins. Il y a des économistes très mainstream mais cela ne les empêche pas d'avoir des actions militantes ou autres. Essayer qu'une partie de mes modestes productions intellectuelles ait au moins cela d'ancrage, de référence.

C'est un peu de bon ton aujourd'hui de rejeter de tout ce qui a trait au développement durable. De nouveau quand on regarde les textes d'origine, cela reste pertinent. De nouveau, l'interprétation que l'on en fait... Le développement durable n'égale pas croissance durable comme Delors aimait l'évoquer quand il était président de la commission. J'ai gardé cette idée d'avoir une articulation entre le social, l'économique et l'environnemental. Avec comme démarche transversale, le sociétal, la participation...

Et sur les questions de biodiversité, je ne m'y connais pas assez pour dire des choses pertinentes ou originales.

Pour donner un exemple, la dernière note que j'ai écrite c'est sur la fiscalité immobilière : il y avait l'aspect mobilité et isolation des logements. C'est une traduction concrète de ce qui pour moi est en fait, un enjeu important, c'est-à-dire, de contribuer à la réflexion dans ce domaine-là mais toujours en articulation avec la société et les autres enjeux.

*Greta Thunberg a fait un discours à l'ONU en septembre dernier. Elle accuse les politiques de ne pas agir, de ne penser qu'à l'argent alors que la planète est en train de s'effondrer. Selon elle, il est plus qu'urgent de prendre des mesures plus fortes. La comprenez-vous ? Sentez-vous cette même urgence ?*

Ah oui, personnellement oui, y compris dans mes nombreux choix de vie et de manières de fonctionner qui doivent être corrigées. J'avance mais il y a encore de quoi du chemin. En ce qui concerne le changement climatique, il subsiste encore beaucoup de questions. La question sur les boucles de rétroaction n'est pas claire. Beaucoup plus d'incertitudes que ce que pensent les convaincus. C'est dommage. On assène trop de vérités sans nuance. Dans le milieu environnementaliste, je suis parfois frappé par le peu de distance critique et scientifique. Mais il n'y a aucun consensus au sein des solutions. « Tout le monde sait ce qu'il faut faire, mais personne ne sait comment rester réélu après avoir fait ce qu'ils pensaient qu'il fallait faire. » C'est une question politique. Pour moi, c'est une évidence la première chose à faire, une mesure qui ne coûte rien, qui n'a que des retombées positives, qui dégagerait du pouvoir d'achat c'est de ralentir la vitesse sur les autoroutes à 100 km/h. C'est une baisse de 10-15-20% des GES. Je n'ai plus les chiffres en tête mais tout ce qui est lié aux transports reste très important.

*Quelles sont d'autres solutions qui vous viennent à l'esprit ?*

Il n'y a aucun homme politique wallon qui est en capacité d'émettre l'idée de, d'ouvrir le débat, même le ministre ECOLO. Donc c'est une mesure à coût nul et rendement immédiat.

Mon analyse actuelle est qu'on a fait tout ce qu'on pouvait faire sans coût important ni en termes économiques ni en termes de changement de comportement ou sociétal, de consommation. Soyons très clairs, trier c'est bien mais il a fallu 15 ans que tout le monde le fasse mais la génération de déchets a beaucoup augmenté de 15% depuis le début des années 90. Rouler en voiture électrique ne remet pas en cause fondamentalement le système. On a cueilli les fruits qui sont à portée de main. Si on veut atteindre les objectifs de Paris, il faudra s'attaquer à des choses beaucoup plus essentielles. Est-ce que ce choix-là est le meilleur ? Est-ce que je dois me déplacer ? Jeter ou remplacer ? On arrive à des choix plus engageants. Il faut d'autres techniques pour aller chercher les fruits plus haut dans l'arbre.

*Est-ce que la taxation environnementale vous paraît être une solution adéquate face à la crise écologique ?*

D'évidence tout le monde le sait, il y a des tonnes de littératures là-dessus. La notion d'externalité date des années 1920, cela ne date pas d'hier. Au cours des 30 dernières années, cela est revenu. Le bureau fédéral du plan avait fait une étude en 1990 sur comment utiliser les recettes d'une taxe environnementale. Des modèles très sophistiqués étaient utilisés. Tous les résultats convergeaient, une diminution des GES, une création d'emplois, la redistribution des revenus étaient parfois améliorées. Tout cela n'a servi à rien. Les gouvernements n'en ont jamais voulu. Le problème est l'acceptation sociale et politique. Je suis aujourd'hui, partisan d'une taxe forte sur le CO<sub>2</sub>, pour pouvoir distinguer les énergies entre elles, d'abandonner l'idée de faire des grands plans. Une taxe carbone est un incitant suffisant pour faire changer les comportements. L'argent doit être redistribué intégralement aux gens et aux entreprises. Le système suisse en gros. Tous les ans depuis 2, 3 ans, les citoyens suisses reçoivent une lettre qui leur dit : vous avez (globalement pas individuellement) payé autant de taxes et on vous envoie un chèque. Cela n'a d'intérêt que si le montant est forfaitaire. Pour les petits revenus, le chèque qu'ils reçoivent est plus élevé que ce qu'ils ont payé et pour les gros revenus, c'est l'inverse.

Dans la réflexion la plus récente, je pense avec d'autres que le chèque doit arriver avant que vous ne payez de taxe. En Belgique, il y a une complexité liée au niveau de pouvoir. Donc, vous recevrez 200 ou 300 euros, cela dépend de l'ampleur de la taxe. D'un point de vue économique, ce n'est pas le rendement optimal, le modèle optimal ce serait de jouer sur une multitude d'usages pour maximiser le rendement des recettes. Il ne faut pas oublier que nous sommes dans une logique où il faut que le montant de la taxe CO<sub>2</sub> soit suffisant pour qu'à terme il n'y ait plus de taxe. Tant qu'il y a de l'argent, il ne faut pas faire du saupoudrage sur 50 projets mais donner de l'argent aux transports en commun, primes pour l'isolation de maisons.

*Avez-vous eu l'occasion de lire les documents que je vous ai envoyés ?*

Non

*J'explique... Que pensez-vous de la proposition « DaVAT » ?*

L'idée est intéressante mais j'ai des doutes sur sa praticabilité. Les chaînes d'approvisionnement sont tellement complexes aujourd'hui. J'ai travaillé pas mal sur la question des cycles de vie, il y a plein de questions méthodologiques plein, plein... C'est d'une complexité folle. Je préfère de loin deux solutions : l'une d'ordre économique, l'autre d'ordre juridique réglementaire. La première c'est l'énergie qui est structurante aujourd'hui, dans nos modèles de consommation et de production, donc si l'énergie voit son prix (signal prix) se modifier de manière forte et durable, il faut que les gens soient convaincus que c'est une mesure durable (pas remise en cause dans 4 ans), il n'y a pas en Belgique de consensus pour aller au-delà d'une législature électorale. Donc si vous avez un bon signal prix toute la chaîne va s'adapter mais cela ne suffit pas. La deuxième est qu'il y a des produits à interdire strictement (titane). Pour d'autres produits, interdire certains usages.

Pour moi, autre élément important ce sont les mises sur les marchés. Je m'explique. Je lisais une interview de la CEO de Solvay ; elle disait qu'ils contribuaient au développement durable en construisant des voitures/avions avec des matériaux composites. Je n'ai pas de doute à l'impact direct de l'usage de ces matériaux mais quid de la fin de vie des produits composites ? Certains peuvent peut-être être fondus. Ce sont des choses construites chimiquement. Ce sont pour moi des choses qui ne devraient pas être mises sur le marché tant qu'il n'y a pas de solution pour la fin de vie. Sinon on va se retrouver avec des masses de problèmes. En plus, l'énergie grise contenue dans certains de ces matériaux, ce n'est pas peu. Il y en a autant que dans les matériaux plus traditionnels. Ex : les CD au moment de la conception, les gens auraient dû trouver une solution. La mise en marché doit avoir des obligations.

*Comment définissez-vous le mouvement de la décroissance ?*

Je dirais qu'ils ont probablement la bonne intuition mais cela reste une intuition. Cela rend les choses encore plus complexes et difficiles à gérer. Comment on gère un système de pension dans une société de décroissance ? Pas de réponses ? Comment on gère le stock d'équipements collectifs ? Si on prend point par point, on peut réduire la voilure. Les auditoriums de l'ULB, des hautes écoles, quel est le taux d'occupation à l'année ? En même temps, des associations cherchent le soir des locaux pour leur réunion. Je suis convaincu qu'on peut réduire la voilure sans réduire le confort. La transition sociétale plus qu'énergétique n'est pas évidente mais les choses s'arrangeront d'elles-mêmes. On n'aura jamais de taux de croissance aussi hauts que dans le passé. Mais il faut se rendre compte qu'un 1% aujourd'hui c'est plus important qu'un 2% dans le passé. La question se réglera d'elle-même en fait, il n'y a

quasiment plus de croissance. On doit dépenser tellement d'énergie de ressources dans le système pour réguler, réparer les dégâts y compris humains, qu'aujourd'hui, il n'y a plus de croissance.

*Est-ce qu'un ralentissement qui se déroule déjà est souhaitable ?*

On a bien montré en long et en large, la baisse du contenu en émissions de chaque unité de PIB cela ne suffisait pas. On a fait des progrès incroyables. Sur le long terme on a quasi divisé par deux la consommation ou de 40% mais l'effet rebond rattrape. C'est une des facettes de ce qu'il faut faire collectivement. La trilogie elle est bien connue : progrès technologiques, changements de comportements et réduction de la croissance.

*Selon vous, de quelle manière le capitalisme/ le système économique/ la croissance est compatible avec un mieux-être de l'environnement ?*

Je ne crois pas que ce soit le capitalisme le grand coupable mais plutôt les comportements prédateurs. Mais ça c'est plus une question de régulation. La question des GAFA (Google, Apple, Facebook et Amazon), c'est une question de volonté politique. Début de ce siècle aux USA, on a dit : les grands monopoles c'est fini. C'est plus ça qui est en cause aujourd'hui que le capitalisme en lui-même. Quand j'ai des débats avec les gens du PTB, je leur dit est-ce que le boulanger qui est propriétaire de ses moyens de production, vous allez l'emmerder et les gérer à sa place ? Le problème n'est pas le fait d'être propriétaire de ses moyens de production. Rendons-nous bien compte que beaucoup de gens sont propriétaires de manière indirecte de ce grand capital. Tous ceux qui accèdent à des fonds de pensions sont indirectement copropriétaires de ses entreprises... un nombre incroyable d'employés de ce pays sont indirectement des actionnaires de ce grand capital au travers de fonds. C'est plus une question de régulation, d'internalisation au travers de taxes ou de marchés, de droit de polluer. Le fond du problème, une partie majoritaire de la population qui aime très bien ce système, le changement, la mode. Ce sont eux le fond du capitalisme. Même si beaucoup de choses se passent au niveau de l'offre, tout ne se passe pas là. La demande soutient le système de l'intérieur.

Cela devient une question de régulation. Si les compagnies pétrolières vendent tant d'essence, c'est qu'il y a une demande. On dit souvent que les grosses entreprises sont responsables de 70% de la pollution (la littérature du PTB). Non. Ils ont certes, une responsabilité mais c'est cela qu'il faut réguler. Il faut laisser des choses en terre et ne pas aller chercher la dernière goutte. Si on n'a pas utilisé toutes les ressources, c'est qu'on a réussi. Je déteste ces entreprises-là, l'arrogance des hauts dirigeants mais je ne veux pas qu'on passe notre temps à nous distraire de ce qu'on pourrait déjà faire ici de base. Gueuler sur les multinationales, cela évite les débats ici mais ça fait 20 ans qu'on subventionne la formule 1 à Spa. Les écarts de revenus sont injustifiables même pour un économiste.

*Et la croissance ?*

Oui, elle est à pointer du doigt. Mais ce n'est pas la croissance en soi. Tout dépend de l'impact final de toute une série de choix de consommation. Je le répète la sainte trilogie un changement comportemental, technologique et réduire la « voilure ». Autrement dit, si on prend la problématique du chauffage des locaux, quelle température on décide de mettre à l'intérieur ? Il y a toujours un effet rebond si bond technologique. Les gens feront moins attention. Réduire la voilure, est-ce que j'ai besoin d'une maison de 120m<sup>2</sup>. Quand je vois dans les universités, les grands halls qu'on construit encore, les gens n'ont pas encore compris...

*Et la croissance verte ou durable ? Que cela veut-il dire ?*

Oui, ça c'est du greenwashing. C'est la croissance durable. C'est toujours la même logique, on fait ce qu'il faut pour ne pas toucher à l'essentiel.

*Que pouvez-vous me dire sur l'économie écologique ? Vous situez-vous quelque part sur ce spectre ?*

Oui, je connais un petit peu. C'est bien la preuve que les économistes peuvent apporter quelque chose. Honnêtement, cela fait un certain temps que je n'ai plus lu des choses de ce courant de pensée. Mais d'une manière générale, ces économistes d'aujourd'hui détiennent la manière de débloquent les choses. La clé aujourd'hui, c'est comprendre ce qui fait que les individus d'une société changent. C'est ça qu'il faut activer aujourd'hui. Les recettes classiques ne suffisent pas. On a peut-être actuellement un effet également contraire aux mobilisations. Ils rejettent finalement à force d'entendre parler de menaces, ils ne veulent plus en entendre parler. Dissonances cognitives. Toucher aux voyages en avion cela ne passe pas la rampe. Les économistes, ils ont fait leur job. C'est au tour des sociologues, politologues, des psychologues qui peuvent aider pour passer à l'acte.

*Y-a-il quelque chose que vous voudriez ajouter ou compléter avant de clore l'entretien ?*

Non, très bien.

## Annexe 8 : entretien avec Michel

**Michel, ex-échevin (CDH) d'une ville wallonne, il est employé au SPF Finances, un organisme qui contribue au bien-être socioéconomique des citoyens et des entreprises et à la construction d'une société saine, sûre et tournée vers l'avenir. Il travaille actuellement sur l'impact de la politique fiscale sur l'environnement.**

*Quelles études avez-vous entreprises après les secondaires ? Pour quelles motivations ?*

Ingénieur de gestion à l'UCL en 5 ans. Parce que c'était le confluent entre les aspects économiques qui m'intéressaient beaucoup et des aspects plus techniques que j'aimais bien. J'avais hésité à faire Ingénieur civil ou les sciences économiques et c'était un truc qui rassemblait les deux. C'était plus de l'économie appliquée. Mais je n'ai jamais travaillé dans la gestion d'entreprise.

*Quels qualificatifs vous utiliseriez pour vous définir en tant qu'économiste ?*

Généraliste. Je ne suis pas vraiment économiste à la base. J'ai des collègues économistes, économétristes,... Je n'ai pas ce profil. Je ne suis pas sur les bases de données par rapport à eux. Je suis sur l'impact sur l'environnement de la taxation. C'est plus large, l'imposition, la politique fiscale. Je ne suis là que depuis 2 mois et demi. Les dossiers comme la taxe carbone, les impacts fiscaux de l'économie circulaire, ce sont toutes des choses pour lesquelles je m'occupe. Je fais aussi le lien avec un groupe de pilotage sur la révision de la directive Energy taxation qui est en train d'être faite avec la commission européenne. Voilà, on nous contacte avec l'OCDE pour savoir ce que nos collègues font en matière de taxation environnementale. C'est un rôle assez large, si jamais le cabinet ou le ministre demande, une des choses que j'ai faite récemment est d'étudier l'impact (c'est pas si simple) qu'a eu l'augmentation des accises sur le carburant, sur les diminutions fatalement des carburants et donc des émissions GES. Je m'informe, je regarde ce que l'on fait ailleurs mais je ne rédige pas de législation. Les Français viennent de faire par exemple, un truc sympa qui est le Green Budgeting. Eux, ils vont qualifier toute leur ligne budgétaire, toutes leurs dépenses sur une échelle qui va de -1 à +3 (de moins à plus favorable pour l'environnement). Nous, on regarde si on peut mettre ça en place ici aussi etc...

*Comment vous définissez l'économie ?*

L'étude de l'organisation de la perception et de l'allocation des moyens. En tout cas, c'est comme ça que je l'envisage.

*Un bon économiste ?*

Un économiste connecté au terrain, pragmatique parce que la théorie économique qui n'est pas connectée, qui n'est pas réelle a quand même moins d'impact et d'utilité.

*Vous êtes conscient des enjeux actuels liés à l'environnement. Comment avez-vous acquis ces connaissances ?*

J'ai toujours eu une sensibilité personnelle pour cela. J'ai fait une spécialisation de management environnemental pendant mes études. Ce sont des professeurs, des instituteurs un peu avant-gardistes qui ont aiguisé mon intérêt. J'ai toujours eu un intérêt pour cela.

*Avez-vous approfondi quelques points par vous-même ? Si oui, comment vous êtes-vous documenté ? (lectures, recherches) Avez-vous suivi une ou plusieurs formations par rapport à la gestion de l'environnement ?*

Non, mais j'ai été par exemple échevin à la ville de Verviers. J'ai essayé d'appliquer au quotidien toutes ces choses-là en matière de transformation d'administration, toutes les mesures que l'on pouvait mettre.

*Est-ce que vos connaissances sont suffisantes selon vous ?*

Non. Mais je ne pense pas qu'il soit possible de tout connaître. Ici, au SPF, je suis le seul à m'occuper de l'impact de la fiscalité sur l'environnement. C'est très court. En Belgique, il y a plein de monde qui s'occupe de l'environnement. C'est régional, communautaire, fédéral. C'est un énorme bazar. Il y a 5 ministres de l'environnement, peut-être ? Des compétences splittées dans tous les sens. L'Europe s'en occupe également. Je pense qu'il pourrait y avoir plusieurs autres personnes qui s'en occupent ici autre que moi de la taxe carbone, ce ne serait pas du luxe. La fiscalité, la TVA, les accises c'est encore fédéral. A mon avis, ce serait quand même intéressant enfin on avance avec ce que l'on a.

*A quel degré percevez-vous le changement climatique et le déclin de la biodiversité comme étant problématiques ?*

Très problématique et important. J'ai une vision personnelle par rapport à ça, pessimiste ou non parce que je n'aime pas dire ça mais oui. Là, je sors de mon boulot c'est vraiment personnel mais il y a vraiment deux combats pour lesquels l'économie a certainement des outils: le changement climatique et la lutte contre les inégalités. Avec des liens entre les deux. Le changement climatique va faire en sorte que des centaines de milliers de gens vont bouger. Les gens ne se rendent pas compte des conséquences systémiques qu'il va y avoir sur nos sociétés, l'impact sur notre quotidien. Encore nous, nous avons la chance d'être encore très préservés. La Belgique n'est pas le premier pays à trinquer. Il y aura des impacts mais ce ne seront pas les plus forts, ni le plus vite. Pourtant, le poids historique de la dette en matière d'émissions de CO<sub>2</sub>, elle est chez nous. L'Afrique va morfler sans jamais avoir rien émis et nous serons préservés avec tout ce qu'on a émis depuis 2 siècles. Voilà si on retourne le truc...

*Greta Thunberg a fait un discours à l'ONU en septembre dernier. Elle accuse les politiques de ne pas agir, de ne penser qu'à l'argent alors que la planète est en train de s'effondrer. Selon elle, il est plus*

*qu'urgent de prendre des mesures plus fortes. La comprenez-vous ? Sentez-vous cette même urgence ? Partagez-vous cette alarmisme ?*

Ecouter Greta T. ce n'est rien d'autre qu'écouter les scientifiques avec une voix et un prisme qui est le sien, avec une forme de radicalité dans le verbe et tout ça. Elle ne dit pas des choses neuves. Elle dit des choses plus fort et différemment. Je partage son constat et sa manière de faire. Comme toujours quand on est dans des propos très radicaux, le messenger est plus regardé que le message. C'est parfois un peu dommage, sinon sur le fond je suis très d'accord avec elle. Je trouve que si elle éveille des consciences (je crois qu'elle le fait), elle aura réussi son combat. Après, il ne faut pas écouter qu'elle.

*De quelle manière pensez-vous que votre formation passée est adéquate pour faire face aux divers enjeux globaux ?*

Non non, mais je suis rentré à l'université en 2000. Je pense que les études ont déjà beaucoup changé depuis et évolué par rapport à toutes ces questions-là en presque 20 ans. J'ai cette impression en tout cas. A l'UCL, on avait déjà un peu cette vision systémique. J'ai trouvé mes études très orientées entreprises et assez peu entreprises dans un monde plus global par rapport aux enjeux. J'avais l'impression qu'on était maintenant plus dans une sensibilisation des étudiants par rapport aux changements qui vont inévitablement arriver : le changement climatique, la digitalisation, l'intelligence artificielle. Les business models vont disparaître dans les 10 ans s'ils ne tiennent pas compte de ces changements-là. Comme il y a 5 ans où les entreprises faisaient faillite si elles n'avaient pas de site internet. Si ceux qui étudient pour devenir des dirigeants d'entreprises n'ont pas ça en tête, ils n'arriveront pas à faire leur travail correctement.

*Comment vous positionnez-vous par rapport aux revendications du pluralisme économique pour l'enseignement ?*

Tous les groupes qui favorisent la réflexion sont bons à prendre (à l'époque, le groupe étudiant du vendredi, déconnecté des réalités politiques, c'était vraiment pluraliste). Un étudiant qui ne critique pas n'est pas vraiment un étudiant.

*J'explique un peu...*

J'aurais aimé par exemple, avoir un cours plus approfondi sur l'économie des ressources naturelles, par exemple. Après, ce n'est jamais qu'une déclinaison de biens finis en économie mais au moins on aurait pu l'appliquer. La théorie économique peut être déclinée. Dans les cas pratiques, appliquer ça au pétrole, au gaz,... cela peut être intéressant. Nous ce que l'on tient compte et qui est quand même important c'est tous les impacts comportementaux.

La théorie économique est, entre guillemets, parfaite. Si on veut moins de carbone dans l'atmosphère, il faut en augmenter son prix, mettre une taxe sur le carbone. Si on veut avoir une économie neutre en

2050, il suffit de mettre la tonne de carbone à 417euros. Par contre là où on va commencer à s'amuser c'est quand on va percevoir. La théorie pour rendre un produit cher et comme il est cher il sera peu utilisé. Et l'OCDE, tout le monde est d'accord avec ça. Après il y a la question des impacts redistributifs. Cela va générer énormément de revenus et pour que cela fonctionne : comment cela va être redistribué ? (sur quels critères) Je rappelle les gilets jaunes, le point de départ des protestations est l'augmentation du carburant (une augmentation de la taxe carbone que Macron voulait car la taxe carbone est un bon outil et il a entièrement raison). Mais tout a dû être stoppé sinon son pays est à feu et à sang. Quel est le degré d'acceptabilité des gens de pouvoir rentrer dans ce genre de schéma ? Jusqu'où je peux monter la taxe carbone sans avoir de révolution ?

*Est-ce vraiment la solution alors ?*

Moi je pense que l'augmentation des prix est indispensable si c'est couplé à une redistribution efficace et alors cela diminue les inégalités. Que ce ne soit pas les personnes pauvres qui ne savent pas, ou à peine se chauffer maintenant qui doivent payer un litre de mazout deux fois plus cher. Il faut des aides. Mais si on n'augmente pas le signal prix du carbone, je ne pense pas qu'on arrivera à relever le défi du changement climatique. C'est de la théorie économique mais si le prix du carbone augmente, les entreprises vont payer plus cher donc vont devenir rentables par de nouveaux projets d'investissements qui vont devenir des alternatives. Les maisons n'ont jamais été autant isolées que pendant les années 80, le pic pétrolier. Cela devenait rentable d'isoler sa maison car le bien (pétrole) devenait cher. Donc cela tient en une phrase, augmenter le prix. Le problème c'est que cela est impossible à payer dans l'état actuel des choses, cela va détruire nos systèmes, c'est impossible à faire, si on est les seuls à le faire. Il y a énormément de freins mais en théorie, c'est très simple. Il faut le faire mais graduellement avec des mécanismes de rectification de rattrapage. Si on taxe le carbone, l'état avec les recettes énormes de cette taxe décide de subvenir aux pensions, construire de nouvelles écoles, payer de nouveaux fonctionnaires. C'est très louable mais si cela ne va pas dans la redistribution, cela va avoir un degré d'acceptabilité de la population plus compliqué.

Par exemple en France, suite aux gilets jaunes, énormément d'économistes ont étudié l'impact de la taxe carbone et ils ont montré chez eux beaucoup plus que chez nous qu'il y a une grosse différence entre la ruralité et la ville. Autrement dit une taxe carbone impactera beaucoup plus une personne habitant à la campagne qu'un citadin. Le campagnard a moins de choix donc s'il doit payer plus mais qu'il n'a pas d'alternatives de transports, ce n'est pas la solution qu'on peut dire aux gens.

Autre solution, on paie une taxe, il y a des revenus qui aident le campagnard, on le rétribue comme un citadin et on lui donnera des aides. Des mécanismes d'aide en économie il y en a plein qui diminueront sa contribution et mettront tout le monde sur un pied d'égalité. Mais voilà ça c'est de la redistribution.

En Belgique campagne et ville : c'est moins binaire. Il faudra ce genre de mécanismes sinon c'est toujours la même chose ce sont les classes économiques inférieures qui vont trinquer. C'est un choix

politique mais si on ne le fait pas je crois que la mesure ne sera juste pas possible. Ce ne sera pas accepté et donc c'est tout le système qui sera mis à mal. Et tout le monde est bien conscient de cela.

*Quid de la redistribution forfaitaire ?*

Oui c'est l'allocation universelle. C'est intéressant mais là on est dans la théorie de l'allocation la même pour tout le monde avec ses qualités et ses défauts. Il y a deux écoles. Il y a ceux qui disent que les riches paient déjà plus d'impôts que les pauvres. Notre impôt est progressif plus on gagne plus on paie. Ils ont déjà plus contribué et donc, il n'y aurait pas de double différenciation au prélèvement et donc à la redistribution puisqu'on donne une taxe plate. Moi personnellement je pense que cela ne permet pas de viser juste parce que justement cette dualité ville campagne comment est-ce qu'on la résout ? Cela a le mérite d'être simple, c'est une vertu mais comment tu récompenses des comportements qui sont positifs ? Je suis pour les trucs incitatifs. Avec un forfait, tu n'es pas récompensé avec ce genre de comportement. Tu es juste sanctionné si tu consommes plus. Les personnes qui n'ont pas le choix, les personnes à mobilité réduite... très vite on n'est plus sur le même principe de tout le monde pareil. On dit quoi pour les personnes handicapées c'est double ? Je pense que notre société est beaucoup trop complexe que pour pouvoir avoir quelque chose qui, sur papier, a le mérite d'être clair et intéressant mais qui ne répondra pas aux objectifs initiaux. Après si on fait des choses trop personnelles cela devient ingérable en matière d'administration. Il faut comme toujours trouver le juste milieu entre quelque chose qui est adapté à la société et pas trop complexe sinon ça perd son objectif.

*En Belgique, qu'est ce qui se décide en matière de taxe environnementale ?*

L'augmentation des accises, c'est une taxe carbone. En 2014, cela a d'ailleurs eu un impact direct sur le transfert diesel/essence. Le fait que cela coûte plus cher a quand même fait adapter certains comportements mais c'est trop peu pour avoir les effets voulus. Il y a pas mal de choses qui se dessinent au niveau de l'UE : la France a avancé la taxe carbone, la Suisse vient de mettre une taxe sur les billets d'avions entre 30 et 120 francs suisses/billet. La Belgique y pense. Pour le moment, on a un gouvernement en affaires courantes mais je pense que cela sera dans les déclarations, sur les tables de discussion. La Belgique, comme souvent, attendra que l'Europe l'impose (et je pense que cela va venir). Il y a une vraie volonté du couple franco-allemand. Avec la spécificité de notre Europe, les mix énergétiques qui sont très différents d'un pays à l'autre, il faudra arriver à accorder tout cela.

*Avez-vous eu l'occasion de lire les documents que je vous ai envoyés ?*

Non désolé.

*J'explique ... Que pensez-vous de la proposition DaVAT ?*

C'est un peu ce qu'il y a sur la table au niveau de l'UE, c'est une accise, (taxe unitaire comme la TVA) sur le principe la même chose. Il y a que les consommateurs qui paient réellement la TVA. Cela ne va pas inciter radicalement les entreprises à faire autrement car la plupart ne paient pas la TVA.

*Je rectifie...*

Ok. C'est la piste qui est privilégiée par l'Europe. Par contre c'est extrêmement compliqué d'analyser le cycle de vie de manière objective d'un produit, étant donné qu'il est difficile d'éviter les fuites de carbone. Je m'explique prenons un ordinateur, fait chez nous ou fait en Chine et donc, qui est fait dans d'autres conditions et qui émet trois fois plus de CO2. Comment faire quand aux frontières à l'importation on taxe trois fois plus le produit chinois ? Cela va être très compliqué car on va devoir prouver, aller voir sur place... comment mettre des chiffres sur l'impact CO2 sur des produits importés ? Si on fait en plus cela sur le cycle de vie, c'est inapplicable, impossible. Déjà arriver à mettre sur un pied d'égalité des choses que l'on connaît, à savoir : que l'on connaît qui sont fabriqués ici et des choses que l'on connaît pas. Je caricature exprès parce que c'est plus nuancé que ça. Ça va déjà être extrêmement compliqué et si en plus il y a un cycle de vie. Je crains que la complexité tue l'idée de base qui est bonne : rendre plus cher un produit qui pollue plus. On en revient à la base au principe du pollueur payeur et du prix qui fait changer les comportements. La question du comment est compliquée, le quoi tout le monde est d'accord il faut rendre le carbone plus cher. Peut-être que cette DaVAT est possible sur certains produits agricoles mais sur une voiture cela me semble beaucoup plus compliqué. Au niveau européen ce qui est privilégié ce sont les accises. Au niveau social, l'état pourrait imposer des taxes sur les t-shirts provenant de Chine par exemple, afin de mettre ces produits sur une même égalité au niveau compétitivité que les produits fabriqués avec nos normes sociales.

*Comment définissez-vous le mouvement de la décroissance ? Considérez-vous être familier avec ce terme ?*

J'ai lu quelques trucs par rapport à la décroissance. A titre personnel, je ne suis pas un partisan de la décroissance. Je suis un partisan de l'autre croissance. Les indicateurs économiques traditionnels ont certainement leurs limites mais on peut certainement croître dans d'autres manières, le bien-être etc. je trouve que la décroissance a ce côté, on est obligé plus tard d'aller moins bien qu'aujourd'hui, ce qui n'est pas forcément le cas. Il faudrait qu'on ait un mode de vie différent par rapport à l'utilisation des matières premières mais il n'y a pas de raison que cela soit moins bien qu'avant. C'est mon côté optimiste. Si le mouvement de la décroissance est de dire qu'il faut faire différemment de ce que l'on fait maintenant, je suis assez d'accord. Je préfère dire autre croissance.

*Quelle autre croissance ?*

Sur d'autres indicateurs, de bien être par exemple. Après c'est plus caricatural, c'est un dessin. On ne parle pas que du PIB, l'augmentation des bénéfices et maximisation de la valeur ajoutée. On est sur des choses un peu plus complexes, on parle d'indicateurs de degré d'alphabétisation, de diminution de la pauvreté, du nombre de personnes qui ont moins d'un ou deux dollars par jour pour leur famille ou par mois pour vivre. Tous ces indicateurs-là peuvent croître pour moi. Si plus de personnes savent lire cela me va. Je dis ça de manière provocante mais c'est vrai. Si c'est cette croissance-là qu'on cherche, pas de problème pour moi.

*Comment cela se fait que le PIB soit encore utilisé si souvent aujourd'hui ?*

Parce que c'est hyper universel, les gens parlent le même langage. Quand on parle de bien-être on ne parle plus le même langage. Est-ce-que le bien-être pour un belge est le même que pour un malgache/japonais/cambodgien ? C'est une question de perception culturelle.

Après il y a d'autres indicateurs qui sont développés par l'OCDE. Je suis ici volontairement simpliste. L'enjeu des indicateurs est un enjeu fondamental au niveau UE. Fatalement la manière dont les indicateurs sont construits va faire que des pays sont performants ou pas. Ils sont très regardants sur cela. C'est très réducteur d'associer le PIB à la performance d'un produit. Je prends un contre-exemple. A Cuba, ils ont eu un gros souci au niveau de la fourniture en produits pétroliers. Les bus roulaient moins, ils ont filé des vélos à tout le monde. Ils ont eu un impact colossal sur la diminution du diabète et sur le poids des personnes. Beaucoup moins d'essence consommée, le PIB a diminué. Le PIB peut être aussi un indicateur positif si on construit des infrastructures publiques etc.

Par rapport à la génération de mes parents, ils sortaient des années 80 où c'étaient la croissance qui allait tout solutionner. D'ailleurs, on s'endettait à crever car de toute façon, avec l'augmentation du PIB tout allait pouvoir être remboursé (les pensions, les trucs, les bazars) on ne s'inquiétait pas de l'avenir. C'était la course à posséder les plus belles voitures,... C'était très prenant. Maintenant, nous on évolue par rapport à cela. Cette culture d'y croire reste encore.

*Selon vous, de quelle manière le capitalisme/ le système économique/ la croissance est compatible avec un mieux-être de l'environnement ?*

Oui. C'est très politique. Cela clairement du cadre de mon métier. Est-ce le système économique qui est mauvais ou la manière dont on l'applique. Réformer et changer ce n'est pas pareil. Est-ce qu'il y a des inégalités en matière de redistribution de richesses, de concentration des richesses ? Oui bien sûr, il y a de vrais problèmes. Je crois que c'est ce système chez nous qui a apporté le plus de bien-être et de valeur ajoutée, avec des défauts, avec des trucs perfectibles. Des défauts tellement gros qu'il en viendrait de sa survie parce que les gens ne vont plus comprendre, ça c'est peut-être autre chose.

Maintenant le système économique qui se base sur une économie ouverte de marché. Est-ce ça le problème ou les dérives ? Je dirais plus la 2<sup>e</sup> solution. Je ne pense pas qu'une remise en question

fondamentale... parce que l'homme ne change pas non plus. La théorie, entre guillemets, communiste est intéressante mais n'a pas montré de résultats partout dans le monde. Jamais, il n'y a pas un système communiste qui a fonctionné et qui a amené à plus de valeur ajoutée ou de bien-être pour les gens. Après, est-ce que cette redistribution égalitaire des richesses est souhaitable ? Si je vous donne mon avis, la réponse est non. Honnêtement, je serais prêt à voir cela si cela avait donné des résultats quelque part. A Cuba, je peux vous montrer tous les autres indicateurs catastrophiques en matière de liberté de la presse, de liberté des gens. Après, on prend toujours le système de soin de santé à Cuba comme étant un exemple comme quoi ce sont des gens qui sont en bonne santé. C'est aussi très. ..

Notre système de soins de santé est je trouve, beaucoup plus performant. Pas celui des Etats-Unis, le nôtre. Pourtant, tous les médecins ne sont pas payés pareil. Dans le monde, c'est le système le plus égalitaire et accessible. Il y a encore des défauts, il y a encore des gens qui en sont exclus mais globalement, c'est un des plus performants du monde. On va quand même pas se plaindre de ça.

*Donc je récapitule le système économique capitaliste basé sur la croissance est compatible avec l'environnement.*

Oui, à partir du moment où l'on élargit la notion de capital (pas seulement de l'argent) et si on discute de croissance. Quelle croissance ? Si on va plus loin si le seul capital est l'argent et la croissance celle du PIB alors là non. Ce n'est pas le système mais la manière dont on l'interprète.

*Est-ce qu'un ralentissement qui se déroule déjà est souhaitable ?*

Je suis un partisan de la croissance. Le fondement même du système est, entre guillemets, le capitaliste, c'est-à-dire l'amélioration de la productivité. Si c'est faire des voitures j'exagère encore, avec la moitié moins de personnes par rapport à l'année d'avant. Mais que les autres personnes ne vont pas au chômage parce qu'avec le gain qu'on a fait autant de richesses avec moins de monde et donc que ces personnes peuvent, entre guillemets, avoir un instit en plus à l'école, ou s'occuper de personnes âgées ou faire d'autre choses qui ont peut-être des impacts sur la société supérieure que simplement faire des bagnoles. Pourquoi pas. Si les machines remplacent l'homme mais que l'homme trouve du sens à faire autre chose qui est peut-être plus profitable. Je ne suis pas du tout opposé à cela. Le problème, la vérité c'est que les gens sont au chômage et qu'il y a pas de remplacement. Si on parle purement de théorie économique avec l'augmentation de la productivité tout dépend de comment on la redistribue mais peut être souhaitable.

*Selon certains économistes, la productivité n'augmenterait plus ces dernières années.*

Je ne sais pas. J'ai pas lu ça, je ne peux pas en parler.

*Que pouvez-vous me dire sur l'économie écologique ? En avez-vous entendu parler ?*

Non. Quels auteurs ?

*Daly, Costanza, Ropke.*

Non, je n'ai jamais rien lu sur eux.

*Et la croissance verte ou durable ? Que cela veut-il dire ?*

Je vais le résumer, la croissance du bien-être. Des gens plus heureux et l'amélioration passe par une amélioration de l'environnement et donc le bien-être des gens. La lutte du changement climatique c'est juste pour éviter une dégradation du bien-être des gens. Cela me fait toujours rire quand on dit qu'il faut sauver la planète, il faut sauver l'humanité qui est dessus. La planète a un système d'équilibre. Pour le moment, il y a un excès de CO2 et elle trouvera un autre point d'équilibre dans lequel il n'y aura peut-être pas l'homme. La planète vivra très bien sa petite vie, il y aura une diminution de la biodiversité mais l'équilibre de la planète sera juste différent. Le changement climatique c'est juste un combat pour nous-mêmes et pas pour la planète. Au début, la Terre était une boule de feu, sans biodiversité mais elle existait. Moi j'explique cela au gens pour qu'ils inversent la perception. Moi je le fais pour l'environnement mais non tu le fais pour toi. J'avais lu comme étude qu'en 400 ans, toute trace de vie humaine sur la planète aura quasiment disparu, même les tours ici, elles s'effondreraient, la forêt reprendrait le dessus. C'est pas grand-chose 400 ans au regard de l'humanité...

## Annexe 9 : entretien avec Arthur

**Arthur, employé du Bureau fédéral du Plan (BFP), un organisme indépendant d'intérêt public qui réalise des études et des prévisions sur des questions de politique économique, sociale, environnementale et leur intégration dans une perspective de développement durable.**

*Expliquez-moi brièvement votre parcours. Quelles études avez-vous entreprises après les secondaires ?*

J'ai une licence en physique, l'équivalent d'un master maintenant et une maîtrise en économie.

*En combien d'années ?*

La licence c'était 4 ans et puis la maîtrise en économie était un complément de 2 ans, mais qui était grosso-modo l'équivalent d'une licence. J'ai le même diplôme qu'un licencié en économie. C'est le terme qu'on utilisait à mon époque.

*Pour quelles motivations ?*

Physique car je voulais être astronome. L'économie... L'astronomie était un travail de solitaire qui me convenait à moitié et je voulais changer de sujet/domaine tout en restant dans quelque chose de suffisamment quantifiable comme les maths. On peut discuter de l'utilité des maths en économie. Au début, on fait des modèles et des modèles, c'est magnifique et après on se rend compte qu'il y a autre chose que des chiffres.

*Vous êtes maintenant coordinateur au bureau fédéral du plan.*

Oui de l'équipe développement durable.

*Comment en êtes-vous arrivé là ?*

J'ai commencé au BFP en 2004, j'ai répondu à une offre. Ils cherchaient un économiste qui s'y connaissait en environnement, climat, transport, énergie, ce qui était typiquement mon profil vu ce que j'avais fait avant comme boulot. Et en 2015, l'ancienne coordinatrice de l'équipe est partie à la retraite et donc il fallait quelqu'un qui la remplace. J'étais le mieux qualifié pour le faire.

*Quels adjectifs qualificatifs vous utiliserez pour vous définir en tant qu'économiste ?*

Euh...un peu sceptique. Hétérodoxe. Dans le sens où j'interroge beaucoup la doctrine économique, la théorie économique classique, sûrement plus keynésien que néoclassique. Beaucoup de questionnement sur ce qui est de la croissance économique classique. Frustré ou insatisfait, il y a un autre terme que je cherche avec. Les connaissances économiques actuelles ne permettent pas, ne donnent pas d'outils pour décrire le monde dans lequel on voudrait aller par une transition sociale et écologique. Il y le besoin de

changer de paradigme et l'outil économique qu'on a est très bien pour décrire la situation d'aujourd'hui et passée. L'outil n'est pas fait pour changer de système.

*Vous êtes plutôt pour une réforme du système actuel ?*

En termes de société ou de théorie économique ?

*Vous parlez de changer de paradigme, en termes de théorie pour l'appliquer à la société future.*

D'une part, je suis persuadé que le monde doit changer de paradigme, de fonctionnement de société, de modes de vie pour des raisons de crises tant environnementales que sociales. Et puis, il faut développer de nouveaux outils qui permettront d'analyser et de décrire cela.

*Comment vous positionnez-vous par rapport aux revendications du pluralisme économique pour l'enseignement ?*

J'ai déjà entendu parler de personnes (pas de groupes) qui demandaient à ce que l'on change l'enseignement de l'économie mais c'était au niveau d'économistes alternatifs qui disaient que leurs sujets n'étaient pas assez discutés en économie. Maintenant, il y a des revues qui existent quand même (Ecological Economics...) qui abordent ce genre de sujets.

*Et vous, vous vous positionnez comment ?*

Ah je suis entièrement d'accord. Il faut agir sur l'enseignement mais l'université est en général un milieu relativement conservateur. Pour que quelque chose arrive au niveau de l'enseignement universitaire, il faut que cela ait fait du chemin.

*Vous êtes conscient des enjeux actuels liés à l'environnement. Vous avez parlé que vous aviez des connaissances en climat et en énergie. Comment avez-vous acquis ces connaissances ?*

Je pense que j'ai été sensible aux questions environnementales à l'adolescence. A l'époque, on parlait beaucoup du trou dans la couche d'ozone et de la pollution classique par les voitures (particules de soufre et de dioxyde d'azote). Je me souviens avoir lu des romans sur le sujet.

*Avez-vous approfondi quelques points par vous-même ? Avez-vous suivi une ou plusieurs formations par rapport à la gestion de l'environnement ?*

Non, je me suis plutôt formé sur le tas. Dans le cadre de mes différents emplois, j'ai été amené à travailler sur des évaluations de politiques environnementales. Fin des années 90, c'était un programme de la commission européenne pour évaluer les normes d'émissions pour les voitures. Combien de grammes de particules/de dioxyde d'azote par km. Début des années 90, on avait travaillé sur des taxes sur le CO2. Déjà.

*Est-ce que vos connaissances sont-elles suffisantes pour faire face aujourd'hui aux différents enjeux selon vous ?*

Non, c'est jamais suffisant évidemment. Mais suffisantes pour appréhender la dimension du problème oui. Mais on a toujours envie d'en savoir plus. Mais suffisantes pour appréhender (et non faire face) pour comprendre la réalité et la complexité de la crise et des enjeux actuels.

*A quel degré percevez-vous le changement climatique et le déclin de la biodiversité comme étant problématiques ?*

A un très grand degré.

*Percevez-vous cela comme urgent ? Greta Thunberg a fait un discours à l'ONU en septembre dernier. Elle accuse les politiques de ne pas agir, de ne penser qu'à l'argent alors que la planète est en train de s'effondrer. Selon elle, il est plus qu'urgent de prendre des mesures plus fortes. La comprenez-vous ? Sentez-vous cette même urgence ou la trouvez-vous catastrophiste ?*

Je pense que l'urgence est grande déjà. Je suis moins tracassé personnellement car je pense que dans les 10 ou 20 prochaines années, on va pouvoir encore faire face à ce qu'il va se passer. Mais à l'horizon de 30 ou 40, cela sera beaucoup plus compliqué. Mais à cet horizon-là, je serai mort probablement. J'ai 60 ans. Ça c'est un peu l'aspect cynique et humoristique. Je suis très partagé. C'est très difficile de dire. Je pense qu'il faut avoir des messages dans le style de Greta, catastrophistes, qui soient des wake-up calls. Il y a urgence à agir quand on voit des gouvernements qui se réunissent et qui ne font rien. Il y a de quoi se tracasser. Je pense qu'elle a raison sur le fond. En termes de stratégie, je ne sais pas laquelle est la meilleure pour faire bouger les choses. Est-ce qu'il faut être dans le catastrophisme ou être pragmatique et y aller graduellement ? Je pense qu'on a plus tellement le temps d'y aller graduellement. Beaucoup de gens se focalisent sur son discours et sur sa personne plutôt que sur le contenu. C'est embêtant que son discours fasse qu'on se focalise plus sur sa personne que sur son contenu. D'un autre côté, les gens qui font ça, se focaliser sur sa personne plutôt que sur son contenu, le feront de toute façon, avec quelqu'un d'autre. Il faut certainement une pluralité de stratégie. Certaines catastrophistes et d'autres pragmatiques avec du concret. Voilà ce qu'on peut faire aujourd'hui et maintenant. Un mélange, différents types de personnes qui ont différents types de messages ont probablement leur place. Et donc elle a sa place à mon avis.

*De quelle manière pensez-vous que votre formation passée est adéquate pour faire face aux divers enjeux globaux ? Quand vous êtes sortis des études avez-vous ressenti un manque ? Certaines choses n'étaient pas abordées, l'aspect systémique du système terre. L'épuisement des ressources ou la loi de l'entropie ?*

L'économie décrit une partie de la réalité et toute une série de choses n'est pas comprise dedans. Je pense que c'est plutôt une prise de conscience progressive après mes études qu'une prise de conscience pendant mes études.

*Vous n'avez pas rejeté la faute sur vos études en vous disant. « Ah ça ils auraient dû me dire » ?*

Non pas du tout.

*Comment définissez-vous le mouvement de la décroissance ? Considérez-vous être familier avec ce terme ?*

C'est un mouvement assez flou. On ne sait pas très bien, la décroissance de quoi ? Est-ce qu'il faut diminuer le PIB ? Est-ce qu'il faut diminuer tous les services fournis par le PIB, comme les soins de santé, l'éducation, les pensions ? Est-ce qu'il faut juste décroître notre pression sur l'environnement, notre empreinte carbone ? Je crois que c'est un mouvement pour lequel je peux avoir de la sympathie parce qu'il y a une série de questions qu'il pose qui sont des bonnes questions mais je perçois cela comme quelque chose d'assez flou. Ils n'ont pas vraiment de bonnes définitions. Le concept décroissance n'est pas clair. Il est différent pour certaines personnes.

*Je pense que l'idée première de la décroissance est de changer de société et se tourner vers quelque chose de beaucoup moins impactant pour l'environnement, arrêter avec la surconsommation, ...*

Oui, il y a certaines personnes pour lesquelles c'est ça et je suis d'accord mais il y en a d'autres où c'est autre chose. Il y a un problème de définition de concept pour moi.

*Que pouvez-vous me dire sur l'économie écologique ? Vous aviez parlé de la revue.*

Je suis un peu familier avec ce terme. Je reçois la revue. Je lis la table des matières. Je lis rarement les articles scientifiques. J'ai pas tellement l'occasion, le temps ou alors quand je travaille sur un sujet précis. Si l'économie écologique est l'intégration des interactions avec l'environnement dans la science économique alors on ne peut pas être contre. Evidemment, il faut le faire. Il y a une série d'outils qui existe mais je ne suis pas sûr que le problème, étant les impacts écologiques (ex. sur la biodiversité), est tellement complexe qu'il est très difficile de tout quantifier et de mettre dans des modèles économiques. Il y a un problème de paradigme scientifique entre les deux domaines. C'est difficile de les mettre ensemble.

*C'est comme ça que vous définiriez : un mouvement qui cherche à intégrer les impacts environnementaux dans l'économie.*

Oui, a priori ; après je suis conscient que je peux me tromper. Je ne suis pas très familier avec ce courant. Pour moi, étudier la transformation de la société pour une transition sociale et écologique ou un développement durable ce qui est pour moi un synonyme. J'ai l'impression que Ecological Economics se limite à l'aspect environnemental et que l'aspect social est peu dedans. Peut-être que je me trompe ;

en tout cas, l'aspect social est important aussi. Tous les aspects inégalités sont fondamentaux si on veut réduire les impacts environnementaux parce qu'il faut aussi que les classes les plus défavorisées puissent intégrer la lutte pour protéger l'environnement.

*Et la croissance verte ou durable ? Que cela veut-il dire ?*

La croissance verte c'est une augmentation du PIB qui est simultanée à une diminution des pressions de l'environnement. La croissance durable... Soit c'est une croissance verte ou soit c'est une croissance qui est compatible avec le développement durable. Une croissance durable je ne sais pas trop ce que cela veut dire. J'évite à tout prix d'utiliser ce mot-là dans mes textes. Une croissance compatible avec le développement durable, il y a tous les aspects inégalitaires, sociaux concernant la pauvreté et les aspects environnementaux qui doivent être intégrés.

*Selon vous est-ce justement compatible, cette croissance verte ?*

C'est une grande interrogation chez moi. Je ne sais pas. J'espère que oui mais en pratique je ne sais pas.

*Selon vous, de quelle manière le capitalisme/ le système économique/ la croissance est compatible avec un mieux-être de l'environnement ?*

Le capitalisme actuel n'est évidemment pas compatible. Enfin, je ne pense pas que le système capitaliste non régulé ou peu régulé comme il l'est actuellement soit compatible avec une protection suffisante de l'environnement.

*Quelles sont vos arguments pour sortir de la crise environnementale ? Quelles sont vos propositions ?*

Au minimum beaucoup plus de réglementations, que l'état reprenne son rôle régulateur par rapport aux entreprises. Et par exemple, imposer des normes pour que tous les produits soient réparables et qui durent beaucoup plus longtemps, qu'on puisse les démonter éléments par éléments pour les recycler facilement. Ça veut dire que nos modes de vie doivent changer aussi et qu'on serait d'accord de garder des objets beaucoup plus longtemps et que l'influence de la mode et de l'obsolescence culturelle dans tous les domaines soit derrière nous.

*Est-ce qu'un ralentissement qui se déroule déjà est souhaitable ?*

On a un ralentissement économique dû à une crise économique et peut-être pour d'autres raisons. Ça on peut en discuter. Dans cette question, il manque des éléments. C'est quoi les alternatives comparables ? Par rapport à une croissance économique plus forte mais qui démolit complètement l'environnement et qui n'est pas soutenable dans le temps ? Ou avec un ralentissement économique avec une aggravation des inégalités ou une diminution des inégalités ? Je pense qu'il y a une énorme question de distribution des revenus et des richesses dans nos sociétés. Et une croissance beaucoup plus faible voire une stabilité voire pas de croissance me paraît tout à fait possible intellectuellement parlant. Mais il faut revoir la distribution des richesses dans la société.

Il y avait un bouquin de Peter Jackson *Prosperity without growth* dans lequel il fait de petits scénarios économiques avec de petits modèles où il n'y a pas de croissance et le travail est réparti et la distribution des revenus est changée en faveur des revenus les plus faibles. On arrive à une prospérité pour tout le monde avec moins d'inégalités, moins d'impacts environnementaux et l'emploi mieux réparti, avec moins de chômage (une situation raisonnable au niveau du chômage). C'est très bien ! Peu de croissance avec des réformes profondes de la répartition du travail et des richesses et de la progressivité de l'impôt...

*Vous trouvez ce bouquin plutôt inspirant qu'utopiste.*

Les deux. Mais inspirant certainement. Je suis en train de lire le dernier livre de Thomas Piketty 'Capital et idéologies' qui est un plaidoyer pour réduire les inégalités.

*Un petit mot sur le débat, peut-on mettre un prix sur la nature ?*

On peut le faire évidemment, enfin on peut mettre un prix sur certaines choses de la nature. D'autres choses pour lesquelles, c'est conceptuellement impossible de le faire ou on n'a pas suffisamment de connaissances pour le faire. Par exemple, la conservation de la forêt amazonienne et de la biodiversité qu'il y a dedans. Qu'est-ce que cela aura comme impacts pour les humains qui vivront dans 50 ans ? Je suis persuadé qu'il est important de garder des grands bassins de biodiversité mais qu'est-ce que cela rapporte dans 100 ans ? On ne peut pas chiffrer des trucs pareils.

*Mais éthiquement cela ne vous pose pas de problème ?*

Ça me pose un problème puisqu'il y a des éléments pour lesquels on ne peut pas le faire. On ne peut pas chiffrer certaines choses et pas d'autres. Il y a le problème qu'on ne prend en compte que certains éléments.

*Vous avez parlé tantôt du volet réglementaire en imposant des normes sur les produits quelles autres solutions vous pensez pour changer de paradigme/influencer les comportements etc.?*

On peut sûrement travailler sur des taxes environnementales. Je pense qu'il y a un grand travail en termes de sensibilisation et d'information. Il faut que les gens en parlent et se rendent compte des problématiques. Cela doit se situer également dans le système éducatif. Je pense que les responsables politiques en particulier doivent être un peu plus cohérents. Les discours ne sont absolument pas en cohérence avec les actes. Je prendrai un seul exemple, le dernier rapport qu'on a publié au mois de juin. On dit que la Belgique a pris toute une série d'engagements en termes de développement durable. On a

analysé les politiques de mise en œuvre du développement durable, les engagements que les gouvernements ont pris depuis un certain nombre d'années (une vingtaine) ; en gros, rien n'a été fait. Les administrations font ce qu'elles pensent dans certains domaines avec les moyens qu'elles ont mais le gouvernement... pour les autorités politiques, le développement durable n'est absolument pas une priorité. On le documente de cette manière, on le prouve je dirais.

Le rôle du BFP est de mettre des informations à disposition des politiques et du public en général. Dans l'équipe du développement durable, je pense que notre rôle est important en terme de mise à disposition de l'information mais le gouvernement prend très peu en compte parce qu'ils s'en foutent, ce n'est pas une priorité.

*Ces informations que vous donnez, sont plutôt des recherches scientifiques ou des analyses ?*

Notre travail est d'utiliser des recherches scientifiques faites ailleurs, de les regrouper d'en tirer des conclusions et de les présenter aux décideurs politiques. Intermédiaire entre la science et la prise de décision. Présenter un diagnostic, faire des propositions mais c'est le politique qui décide, qui a la légitimité de décider.

*Est-ce que la taxation environnementale vous paraît être une solution adéquate face à la crise écologique ?*

C'est une des choses à faire mais cela ne peut pas être la seule bien entendu. Réorienter le système fiscal pour l'orienter beaucoup plus vers les nuisances environnementales. Mais cela peut être fait de plein de façons différentes. Il y a des bonnes façons de faire et des moins bonnes. L'idéal serait de prendre en compte la situation du public touché par la taxe. Si on met une taxe sur l'énergie ou le CO2 elle va particulièrement être difficile à gérer pour les revenus les plus faibles. Cet aspect-là doit être géré ou pris en compte, je ne dis pas que la taxe doit être modulée mais par exemple, avec les revenus de la taxe aider les ménages les plus faibles via un chèque énergie, une allocation aux ménages les plus impactés.

*Quelque chose se dessine pour la Belgique ?*

Au BFP, beaucoup d'options ont été étudiées après c'est au politique... Je ne peux pas dire qu'il y en ait une qui soit plus aboutie ou qui ait plus de chance d'être réalisée. C'est faire une taxe sur l'énergie ou sur les GES ou sur les km parcourus en voiture. La grande question est que faire des revenus générés par ces taxes ? En général, on parle de neutralité budgétaire. On peut diminuer les charges de sécurité sociale encore mieux celles des salaires les plus bas ainsi cela favorise les jobs peu qualifiés. Cela encourage les entreprises à engager des gens peu qualifiés. On peut diminuer la TVA sur l'électricité mais ça c'est une très mauvaise idée je trouve. Cela augmente la consommation d'énergie et les

émissions de CO<sub>2</sub>. En fait, il y a des études qui ont été faites ici au BFP qui montrent ce que les ménages gagnent par cette diminution de la TVA, le perdent très vite car comme les prix augmentent moins vite, il y aura moins d'indexation de salaire et donc 6 mois plus tard nos salaires augmentent moins vite. En plus ce sont les entreprises qui en profitent puisque les salaires augmentent moins vite. C'est assez difficile à faire comprendre. Avec les revenus de la taxe, on peut aussi faire un transfert vers les ménages les plus impactés/défavorisés. C'est plutôt une bonne idée. On peut faire des mesures de soutien en terme d'isolation du logement ; des trucs comme ça qui fonctionnent relativement bien.

*Avez-vous eu l'occasion de lire les documents que je vous ai envoyés ?*

Non

*J'explique... Que pensez-vous de la proposition « DaVAT » ? Réaliste, extrême ?*

Sur le principe, c'est une bonne idée. En effet, il y a toute une série de produits dont il faut en décourager l'utilisation et l'achat. C'est une méthode pour le faire. Il faut aussi une méthode qui induise qu'on consomme moins. Idéalement, il faudrait que tout le monde achète des produits qui ne soient pas taxés, qui ne posent pas de problème éthique ni de pollution. Mais à ce moment, les revenus de la taxe seront faibles pour l'état. Cela me paraît être ... je ne pense pas si à terme, c'est un système qui est fiscalement rentable pour l'état. Mais réorienter les taxes vers les nuisances environnementales et les problèmes éthiques, je suis tout à fait d'accord. En pratique, je pense que cela est difficile car faire la différence entre un kg d'haricots qu'on a cultivé sous serre aux Pays-Bas, ou qu'on a ramené du Kenya ou qu'on a cultivé en pleine terre ici, ... il faudrait une traçabilité très très grande de toute la chaîne de production de tous les produits. Et encore ici ce sont des haricots, des produits du producteur au consommateur. Il faudrait savoir comment ils ont été transportés en bateau ou en avion. Si maintenant c'est une voiture, un téléphone, le métal vient d'un fabricant de fer, lui-même provenant de différents minerais à gauche et à droite. Je caricature ceux qui viennent de Chine sont extraits dans de mauvaises conditions, ceux qui viennent d'un autre pays sont extraits dans de meilleures conditions sociales. Mais l'acier de mon stylo, d'où provient le minerai ? C'est compliqué à mettre en œuvre je pense. J'ai l'impression qu'il faudrait un système mondial pour que cela soit correct. J'ai peur que cela soit un peu utopique sans avoir lu la proposition. Souvent, il faut faire des propositions comme ça parce que cela fait avancer la réflexion.

*Et la taxe CO<sub>2</sub>, peut-elle être mise en pratique ?*

Il y a énormément de freins. Elle est en partie mise en pratique par l'ETS c'est l'équivalent d'une taxe CO<sub>2</sub> pour les entreprises. Il ne faut pas tout voir en noir non plus évidemment. C'est quand même l'essentiel des entreprises qui émettent le plus de CO<sub>2</sub>.

*Le PIB semble encore être un indicateur phare, est-ce logique ou est-il obsolète ?*

C'est un indicateur universel comparable facilement calculable. C'est vrai. Il est utile parce qu'il mesure quelque chose qui est intéressant à connaître. Le problème aujourd'hui est que tout est mesuré à l'aune du PIB. A la limite c'est le seul critère de décision alors que beaucoup d'autres critères devraient être utilisés dans la décision, pas juste le critère économique mais le critère environnemental et social. Le BFP travaille sur les indicateurs complémentaires au PIB justement. Le problème n'est pas dans l'existence d'autres indicateurs, ils existent, tous les outils sont là si on veut les utiliser. Tout réside dans la volonté politique de les utiliser ou pas. Un politicien a dit un jour, je sais ce qu'il faut faire mais si je le fais je ne serai pas réélu. La question aussi est : quelle est la part de la population qui est dans cette optique-là ? Encore fort faible, selon moi.

*Pour terminer selon vous, l'économie cela veut dire quoi ?*

Une définition que j'ai déjà entendue et qui me paraît correspondre est l'allocation de ressources rares pour le bien-être collectif. La science étudie l'allocation des ressources et leur utilisation dans la société, quelque chose comme ça.

*Et un bon économiste ?*

Vous connaissez la phrase : Un bon indien est un indien mort ! Ce général voulait exterminer tous les indiens. Bon, je ne dirai pas qu'un bon économiste est un économiste mort mais c'est quelqu'un qui est ouvert aux autres disciplines et aux problématiques qui sont autres que celles de l'économie pure.

*Y-a-il quelque chose que vous voudriez ajouter ou compléter avant de clore l'entretien ?*

Non, juste voir le résultat de votre travail...

## Annexe 10 : entretien avec Adrien

### **Adrien, employé du BFP dans le service Task Force Développement Durable.**

*Expliquez-moi brièvement votre parcours. Quelles études avez-vous entreprises après les secondaires ?*

Sciences économiques à l'UCL, j'ai fait un master (5ans) et puis j'ai commencé un doctorat que je n'ai pas terminé. C'était en microéconomie sur les modèles de prise de décision des consommateurs. Il y a une théorie économique qui modélise les choix que l'on fait.

*Vous faites partie du service de développement durable ici au BFP. Comment en êtes-vous arrivé là ?*

J'ai assez vite travaillé en lien avec le développement durable, même on peut dire l'économie durable, c'est les deux. Un poste s'est ouvert et j'ai postulé. Cela fait 4 ans.

*Quels qualificatifs associez-vous avec votre profil d'économiste ?*

Bonne question... peut-être alternatif, je ne sais pas. Ici on fait de l'économie mais au sein du bureau, il y a vraiment des choses très mainstream, très consensuelles et macroéconomiques. Puis, nous ici, dans l'équipe, on a une approche un peu différente. On essaie de voir d'autres manières de mesurer l'économie avec d'autres indicateurs pour essayer d'avoir une économie plus verte et plus durable parce qu'évidemment le fait qu'on utilise par ex. beaucoup de ressources fait qu'à terme il n'y aura plus assez de ressources. L'économie ne pourra plus fonctionner comme elle fonctionne aujourd'hui, des choses comme ça.

*Des infos sur l'équipe ?*

Cela a été créé en 1993 je pense, simplement parce qu'il y a une loi qui demande de faire un plan fédéral de développement durable à chaque gouvernement et ce plan est évalué. A la base, le but de l'équipe est d'évaluer et de mesurer les politiques proposées par le gouvernement fédéral et de voir si on atteint les objectifs qui sont fixés ou pas. Historiquement, c'est ça le début de l'équipe.

*Combien êtes-vous ?*

On est peut-être 10 sur 100 personnes. On contribue différemment. Ces dernières années, ce n'était pas une priorité du gouvernement d'avoir des aspects plus de durabilité dans leur programme et donc maintenant on espère que cela devienne plus prioritaire avec le nouveau gouvernement. Mais on voit que cela ne l'est pas déjà dans les gouvernements régionaux. En Flandre, quand on regarde l'accord du gouvernement, il y a presque rien sur le développement durable dans le sens large (environnement, climat, problèmes sociaux, eau). En Wallonie, le gouvernement en parle un petit peu.

*Que faudrait-il faire pour que cela le devienne ?*

Je ne sais pas, j'ai l'impression que tout est là pour que cela le soit. Il y a la pression des citoyens, les manifestations du climat. L'Europe fait également pression avec la nouvelle commission qui va se mettre en place. Ils voudraient bien faire un Green Deal, aussi intégrer les aspects du développement durable dans leur programme. C'est quand même assez bizarre et incompréhensible qu'en Belgique on ne fasse pas plus. C'est souvent les obligations européennes qui font que l'on fait quelque chose. Les émissions CO2 c'est l'UE et l'international ce sont les deux. Il faut cela sinon en Belgique on ne bouge pas là-dessous.

*Qu'est-ce que cela signifie pour vous les sciences économiques ?*

L'économie est une organisation sociale ; c'est une manière d'organiser la société avec des personnes qui produisent, qui travaillent et d'autres qui consomment avec une monnaie d'échange principale qui est l'argent, l'euro. Pour moi, c'est surtout une structure sociale. Un bon économiste est quelqu'un qui comprend la structure sociale, comment elle évolue et qui sait bien l'analyser et qui propose des solutions pour adapter cette organisation aux évolutions de tous genres (technologiques et environnementales), ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. On a toujours un système économique assez classique. Il n'y a pas de grosse évolution dans l'organisation de ce système là avec les défis et les problèmes que l'on rencontre aujourd'hui.

*Pour vous ce système classique n'est pas approprié ?*

Ah non, c'est clair. En tout cas, pour la problématique de l'environnement, par exemple, le fait que le prix d'achat d'un bien ou d'un service ne reflète pas du tout les aspects environnementaux, les impacts que ça a sur les ressources, l'eau, l'air etc. le système n'est pas adapté d'où les réflexions sur les taxes CO2 qui sont une manière de modifier les prix dans les marchés. Pour le moment, on a des discussions sur des adaptations assez marginales au système actuel. Les consignes sur les bouteilles de verre, c'est toute une série de taxes qui viennent un peu modifier le prix que l'on paie.

*Pour vous, ce sont des solutions envisageables pour la suite pour réformer le système ?*

Ce n'est pas suffisant d'aller que sur des taxes, il faut aller plus en profondeur. Un moyen de le faire est les normes de produits, plus contraignantes et qui font que de facto, avec ces normes-là on écarte une série de produits qui sont mauvais à tous points de vue. Car aujourd'hui, il y a des choses qui sont vendues alors qu'elles sont mauvaises pour la santé, pour les aspects environnementaux et sociaux. Donc avoir des aspects plus réglementaires que juste des taxes.

*Voyez-vous d'autres solutions pour passer outre cette crise écologique ?*

Sans une réflexion de fond sur comment on est organisé, on fonctionne, je ne pense pas qu'on pourra fondamentalement, changer les choses. Ce qu'on propose aujourd'hui c'est d'adapter, de jouer un peu

sur certains leviers mais c'est marginal et ce ne sera certainement pas suffisant si on veut avoir de vrais changements.

*Ces changements sont nécessaires. Selon vous, de quelle manière le capitalisme/ le système économique/ la croissance est compatible avec un mieux-être de l'environnement ?*

Cela va même au-delà de l'environnement, parce qu'on a fait des travaux sur la mesure du bien-être en Belgique et on voit que la croissance économique ne crée pas plus de bien-être pour les Belges. Cela veut dire qu'à partir d'un certain moment de niveau de vie, de confort des personnes, le développement économique n'a plus d'impact sur le bien-être des personnes. Cela fait réfléchir. On est dans un monde où le développement économique joue un rôle central mais cela n'a plus d'impacts sur les personnes. Après ce qui est sûr c'est que si on réduit le développement économique, des emplois vont se perdre etc. là il y aura un impact négatif pour les Belges et leur bien-être. Aujourd'hui, le développement n'a pas d'impact sur le bien-être en Belgique mais a un impact négatif sur l'environnement, ce qui est contradictoire. Cela veut simplement dire qu'on est dans un système qui ne fonctionne pas de manière optimale parce qu'il dégrade l'environnement et qu'il augmente pas non plus le bien-être des personnes.

Après c'est vrai, on a un certain confort et qualité de vie. Il y a quelque chose à adapter et ceux qui disent que non c'est aussi des personnes qui ne veulent pas réfléchir ou remettre des choses à plat. Aussi, c'est inscrit dans nos gènes cette idée de croissance économique de développement. Tous les économistes sont pour d'une manière ou d'une autre un développement économique mais il peut se faire de différentes manières.

*Et la croissance verte ? Que cela veut-il dire ?*

Pour moi, c'est simplement la croissance économique avec des éléments de verdissements autour mais c'est un terme qui est dans l'air du temps. Cela montre que l'économie s'adapte aussi aux problèmes environnementaux. Fondamentalement, cela ne change pas grand-chose. C'est plutôt une manière de dire on fait quelque chose. Puis, c'est un outil de communication. Les termes évoluent, il y a eu Green Economy, les travaux de Beyond GDP. Cela veut toujours dire que l'on se rend compte que le système économique n'est pas durable, faisons quelque chose pour changer cela. C'est assez marginal. Les changements sont assez minimes.

*Selon vous, peut-on dire que le PIB soit obsolète ?*

Non, il n'est pas obsolète. Chaque indicateur mesure quelque chose. Il faut choisir un indicateur en fonction de ce que l'on veut mesurer et donc le PIB reste un bon indicateur qui mesure ce qui est produit dans une économie et donc la valeur de ce qui est produit dans une économie sur une année. Après, il faut d'autres indicateurs à côté qui mesurent ce que le PIB ne mesure pas et pourquoi pas confronter ces différents indicateurs. Voilà on voit que le PIB augmente mais que d'autres indicateurs se détériorent ou sont stables ; pouvoir faire le lien entre différents indicateurs. Avoir une approche plus critique que

se focaliser seulement sur les indicateurs économiques, le PIB, le taux de chômage. Dire qu'il ne faut plus utiliser le PIB n'est pas le bon message. Il faut rappeler ce que chaque indicateur mesure et ce qu'il ne mesure pas.

*Comment définissez-vous le mouvement de la décroissance ? Considérez-vous être familier avec ce terme ?*

Comme tout le monde. Oui j'ai déjà lu sur ce courant, cela fait partie de notre travail de voir ce qui existe et ce que les différents courants proposent. Dans le fond, je suis d'accord avec le constat qu'ils font et les changements qu'ils veulent apporter. Maintenant, je pense que la décroissance a toute une série de conséquences qui sont difficilement mesurables. Donc, moi je suis plus pour une croissance différente de ce qu'on a aujourd'hui que pour une décroissance. La décroissance veut aussi dire réduction des activités économiques, qu'il y aura moins d'emploi. On va vers une société qui est totalement différente et je pense que d'après ce que j'ai lu que c'est un mouvement qui est plutôt contre la croissance d'aujourd'hui, qui propose une décroissance mais qui ne va pas jusqu'au bout. Que va-t-on faire concrètement ? Quels seront les impacts sociaux et économiques ? Le point de départ est intéressant mais ce qu'ils proposent après je ne suis pas dans cette logique-là. Un problème fondamental, que ce soit la décroissance ou la Green Economy, ... c'est de ne pas proposer suffisamment de choses concrètes ; ni de pouvoir mesurer ce que cela impliquerait pour la société. Dans les marches pour le climat, tout le monde est d'accord, il y a un problème climatique. Le constat, tout le monde le fait. L'étape d'après est de proposer ce que l'on fait et qu'est-ce que cela aurait comme impact pour la société, l'économie, notre manière de vivre. Et ça, c'est souvent des choses qui manquent.

*Suppression pub, réduire temps de travail, voilà des idées concrètes que proposent les adeptes de la décroissance...*

La réduction du temps de travail en France, ils l'ont testé avec la semaine des 35h. En fait, cela n'a pas eu d'impact sur le chômage. Si on réduit la durée du travail, il faut que d'autres personnes soient prêtes à remplacer pour ces heures-là. Elles doivent avoir les compétences et être formées pour. Cela marche pas. En Belgique, c'est un des problèmes sur le marché du travail, on ne trouve pas les personnes compétentes pour faire certains types de travail. Beaucoup de postes, on ne trouve pas de Belges pour les occuper. Du coup, on fait appel à des étrangers, des personnes qui viennent d'ailleurs pas forcément d'Europe. Donc, dans les faits, ce n'est pas vraiment possible.

*Que pouvez-vous me dire sur l'économie écologique ? Vous situez-vous quelque part sur ce spectre ?*

Cela ne me dit rien.

*La revue Ecological economis, Ropke, Daly, Costanza...*

Des revues qui font le lien environnement et économie, il y en a un paquet mais cette revue-là, franchement, je ne la connais. J'ai peut-être déjà lu des trucs sur cela, mais le terme ne me dit rien.

*Est-ce qu'un ralentissement qui se déroule déjà est souhaitable pour l'environnement ?*

Si on ne prend que les aspects environnementaux, le fait que la croissance se réduise, cela veut dire qu'on va avoir un impact plus limité sur l'environnement. En 2008, les émissions de CO2 au niveau belge et mondial ont baissé. Stricto sensu pour l'environnement, la croissance économique augmente moins vite qu'aujourd'hui que dans le passé, c'est positif. Mais cela ne va pas améliorer l'environnement en Belgique, cela va simplement un peu moins le détériorer.

*Est-ce que la taxation environnementale vous paraît être une solution adéquate face à la crise écologique ? Quels pourraient être les freins rencontrés ?*

En Belgique aujourd'hui, les compétences deviennent régionales comme l'environnement. Donc si on veut des taxes, c'est au niveau régional qu'il faut en discuter. Il faudrait que chaque région émette la volonté d'émettre certaines taxes. Ce qui risque de se passer est que dans la région de Bruxelles, en Wallonie et en Flandre, on ait différentes petites taxes qui ne vont pas être coordonnées, uniformes. On ne va pas avoir de gros leviers de taxes comme on aurait pu avoir dans le passé. C'est déjà un problème. Il est intéressant de regarder les accords des gouvernements régionaux parce qu'on se rend compte qu'ils ne prévoient rien. Si c'est pas dans les accords, cela sera très difficile par la suite, de l'instaurer. Car ce sera quelque chose qui va se rajouter par après, dans les discussions politiques, il y a de fortes chances que rien ne vienne de ce côté-là dans les régions.

Un autre problème en Belgique est que les taxes sont toujours mal perçues par les citoyens. Ils perçoivent cela comme une ponction supplémentaire sur leur salaire. Il n'y a donc pas d'intérêt politique à faire des taxes environnementales. Donc, encore une fois, il y a peu de chances que quelque chose se passe. Les politiciens eux, pensent aux électeurs. Ils ont en plus, de plus en plus, d'informations sur ce que veut l'électorat ou pas. Clairement, aujourd'hui, si on pose la question, mettre des taxes pour l'environnement, une majorité des Belges sont contre. Même si la proportion des gens qui sont pour augmente un peu peut-être avec le temps. Il reste qu'une majorité reste opposée à cela.

Un autre point est qu'en Belgique, on est déjà beaucoup taxé, sur le travail.

La TVA est de 21%. C'est un des taux des plus élevés en Europe. En Allemagne, c'est 19% ; mais 2% de différence, c'est beaucoup. Historiquement, notre système de taxation est organisé d'une certaine manière et il pèse déjà fortement sur les citoyens et les entreprises. Si on veut introduire des taxes environnementales, il faut fondamentalement revoir tout le système de taxation. Il faut une réflexion profonde avec un nouveau système à mettre en place. Il y a des réflexions là-dessus, ici et au ministère des finances. Des choses existent mais il y a cette crainte du changement qui bloque un peu ça aujourd'hui. En Belgique, je ne vois pas comment on pourrait introduire des vraies taxes

environnementales sans modifier d'autres systèmes de taxation, (pas 50 cents sur l'achat d'un téléphone), des taxes qui ont un réel impact positif sur l'environnement.

*Avez-vous eu l'occasion de lire les documents que je vous ai envoyés ?*

Oui.

*Que pensez-vous de la proposition « DaVAT » ?*

Je pense que c'est une piste possible. Ce qu'il faut bien évaluer est que si on bouge la TVA qui est un des gros postes de rentrées financières pour le budget en Belgique, les recettes de la TVA. Donc, si on touche à cela, cela veut dire que l'on va toucher in fine, au budget fédéral, donc au budget des soins de santé, des allocations du chômage etc.

Avant de faire tout changement, il faut vraiment évaluer les changements sur ce budget pour essayer d'avoir un impact idéalement qui soit neutre. Les caisses de l'état restent les mêmes et qu'on puisse offrir les mêmes services publics. Ne pas penser qu'à l'environnement mais aussi aux aspects sociaux. Des propositions comme cela, aujourd'hui, elles restent théoriques parce que cela demande beaucoup de changements et cela induit beaucoup de conséquences et de risques pour la stabilité d'un état et des services publics.

Un point aussi compliqué dans cette proposition est l'analyse cycle de vie. On en a pour certains produits. Donc si on veut faire ça, il faut qu'on en ait pour tous les produits sur le marché, c'est clairement impossible. Il faudrait commencer par cibler certains produits qui, on le sait, ont des impacts proportionnellement plus importants et on appliquerait la DaVAT. Typiquement les voitures, après les voitures, il y a différents types d'impacts : sur le CO2, aujourd'hui il y a déjà des taxes sur la manière de différencier les différents taux d'émission de CO2. Mais bon si on fait l'ACV, le CO2 n'est qu'une partie de la solution. Il y a la construction et le recyclage. Donc, il faudrait commencer par certains produits. Ce n'est pas possible d'avoir un système comme ça global. Parce que le système de la TVA est global. C'est 21% sur tout ou presque. C'est beaucoup trop complexe, sachant qu'en plus, les entreprises font en sorte que les produits évoluent. Il faut tenir compte de cet aspect évolutif.

Un autre problème des taxes environnementales est quand il y a un gros changement de comportement, l'état doit anticiper budgétairement comment le revenu de ses taxes vont évoluer pour faire en sorte que le budget reste stable. Il faudrait sans cesse réadapter les taxes.

*Et la taxe CO2 ?*

Cela ne se fera pas au niveau belge mais au niveau européen, au minimum. Aujourd'hui, elle existe, le problème, le marché du CO2 est limité aux grosses entreprises polluantes et on a donné trop de certificats, ce qui fait que le prix est très bas, 4 euro la tonne de CO2. Il faut réorganiser ce marché-là

pour que le prix augmente. Soit on fixe un prix, soit on réduit le nombre de certificats distribués pour que le prix monte. Ce qui est sûr, c'est aujourd'hui le système ne fonctionne pas. On le sait depuis une dizaine d'années mais cela n'a pas bougé. Il y a malheureusement peu de chances que cela bouge.

*Pourquoi ?*

Simplement, parce que les entreprises soumises à ces taxes-là sont sur des marchés internationaux et qu'ailleurs, il n'y a pas de taxes de ce type-là. En taxant ces entreprises, on réduit leur compétitivité à l'échelle internationale. C'est un des défis : avoir des mesures qui soient bénéfiques pour l'environnement mais aussi pour les aspects économiques sociaux, culturels.

Ce qui est démontré aujourd'hui est que les instruments ne sont pas efficaces, on n'a pas poussé assez loin la réflexion. A un certain moment, de toute façon, la pression risque d'être trop forte pour ne rien faire.

*Vous êtes conscient des enjeux actuels liés à l'environnement. Comment avez-vous acquis ces connaissances ?*

Je suis économiste et l'économie telle qu'elle est organisée aujourd'hui a des impacts sur l'environnement et donc ça fait partie du système économique. Tous les problèmes qu'on a aujourd'hui ont des répercussions économiques et sont les conséquences du système économique. Tout économiste doit avoir des réflexions là-dessus et doit réfléchir sur comment avoir une économie plus durable ou plus verte.

*Avez-vous approfondi quelques points par vous-même ? Avez-vous suivi une ou plusieurs formations par rapport à la gestion de l'environnement ?*

Non, la lecture, les travaux. Il y a des masters mais je n'ai pas suivi. C'est compliqué de refaire des études le soir... c'est un sujet tellement d'actualité, beaucoup de choses ont été écrites là-dessus.

*Est-ce que vos connaissances sont-elles suffisantes selon vous ?*

Il y a deux choses : les connaissances sur l'état de l'environnement, l'impact de l'économie sur l'environnement. Cette première chose est assez bien outillée, détaillée et documentée. Je pense que cela sert à rien de réfléchir beaucoup là-dessus, comment mesurer ces impacts etc. parce qu'il y a déjà beaucoup de choses qui existent. Un autre aspect est beaucoup débattu aujourd'hui et personne n'a de réponse c'est justement comment répondre à ces problèmes ? Voilà la partie factuelle aujourd'hui, on a beaucoup de littérature et de statistiques. Le deuxième aspect reste encore sans solution, malgré que ce soit débattu depuis plusieurs décennies.

*A quel degré percevez-vous le changement climatique et le déclin de la biodiversité comme étant problématique ?*

C'est fondamental. Pour parler simplement, on dégrade nos conditions de vie. A un moment, ces dégradations auront un impact direct et important sur les citoyens et leur bien-être, sur l'activité économique. C'est un enjeu majeur. On se rend compte aujourd'hui qu'on n'a pas de réponse et du coup on est parti pour laisser un peu les choses évoluer et trouver des solutions pour s'adapter au nouvel environnement dans lequel on va vivre à l'avenir. D'ailleurs, une manière de constater cela dans la littérature, il y a 10 ans on parlait beaucoup de solutions, de pistes pour modifier le système actuel économique et sociétal. Aujourd'hui, on a beaucoup plus d'études sur la capacité de résilience des citoyens et des écosystèmes et donc la capacité de s'adapter aux changements. Donc, ça, c'est un changement de paradigme. Maintenant, on est dans un paradigme où on dit qu'on va un petit peu changer notre système économique mais qu'on va surtout trouver des solutions pour adapter ce système et nos modes de vie dans de nouvelles conditions de vie. Dans les courants de pensée, c'est ça, ce qui se passe aujourd'hui ce qui fait que le politique n'agit pas. Ce n'est pas une priorité car ils acceptent les changements qui vont se produire. L'enjeu est de répondre à ces enjeux-là pour qu'on puisse maintenir notre qualité de vie et le développement de la société en Belgique.

*On ne va pas chercher à ralentir la hausse du niveau des mers mais plus chercher à reconstruire des digues.*

*Percevez-vous cela comme urgent ?*

*Greta Thunberg a fait un discours à l'ONU en septembre dernier. Elle accuse les politiques de ne pas agir, de ne penser qu'à l'argent alors que la planète est en train de s'effondrer. Selon elle, il est plus qu'urgent de prendre des mesures plus fortes. La comprenez-vous ? Sentez-vous cette même urgence ?*

Oui, l'urgence est là car on voit que ces dernières années les conséquences des changements environnementaux commencent de plus en plus à se faire sentir, ils sont plus visibles. Et puis, il y a un décalage dans le temps entre les problèmes qu'on commence à voir et les conséquences à moyen et à long terme. On est dans l'urgence, il n'y a pas de solution proposée, aujourd'hui. Nos conditions de vie changent aujourd'hui. On va le sentir de plus en plus. Greta dit qu'il y a urgence et qu'il faut faire quelque chose et là on est plutôt parti pour ne pas fondamentalement changer ce qu'on a aujourd'hui.

*De quelle manière pensez-vous que votre formation passée est adéquate pour faire face aux divers enjeux globaux ?*

J'ai eu quelques cours qui avaient plus de liens avec les aspects environnementaux dans l'économie. Après, il est clair que le gros de la formation ce n'est pas ça. Mais il y avait des cours à option et maintenant sans doute encore plus. A l'époque c'était des cours qui étaient en train d'émerger à l'UCL. Après, on n'est pas formé pour cela. Les fondamentaux de l'économie est de dire qu'on fait des choix

avec des ressources qui sont rares et qu'on a des contraintes qu'elles soient financières mais aussi environnementales. Elles font partie du système économique mais ne sont pas développées. Les ressources naturelles sont rares par définition. Donc, l'environnement fait partie de l'économie. Ce qui est paradoxal est que l'économie intègre pleinement le fait que les ressources sont limitées mais la manière dont on utilise le système économique et qu'on a développé notre société a fait abstraction de cela alors que la théorie économique permet de l'inclure. Donc, le challenge aujourd'hui, c'est ça. C'est de faire rentrer ces aspects environnementaux dans le système économique pour qu'on consomme en tenant compte de la contrainte environnementale.

*Comment vous positionnez-vous par rapport aux revendications du pluralisme économique pour l'enseignement ?*

Oui il y en a pas mal, cela dépend des universités. A l'UCL Christian Arnsperger et Philippe van Parijs proposent des changements. Il y a pas mal d'étudiants qui font des mémoires en lien avec l'économie et l'environnement. Ces structures et ces travaux prennent de l'ampleur. C'est positif que des jeunes s'intéressent à ça. Cela veut dire que plus tard, ils travailleront en contribuant dans ce sens-là.

Il faudrait qu'il y ait plus de places pour les aspects pas seulement liés à l'environnement mais plus sociaux, la santé. Il faudrait revoir la manière dont la formation est faite aujourd'hui, aussi pour pouvoir former des personnes qui pourront répondre aux enjeux et aux problèmes d'avenir ce qui aujourd'hui n'est pas le cas. Quand on sort de là, on n'a pas vraiment conscience d'exactly ce qu'on a appris ou pas appris. C'est en travaillant par la suite, sur des outils économiques que l'on se rend compte qu'on n'a pas développé certaines choses ou certains outils qui auraient pu être utiles pour répondre à certains enjeux et problèmes environnementaux qu'on a aujourd'hui.

*La Nature peut-elle avoir un prix ?*

Pour moi non. La nature doit être vue comme une sorte de stock fixe. Il faut à tout prix maintenir ce stock le plus élevé possible. Il faut éviter à tout prix d'y mettre un prix. Toutes ses études Willingness to pay/accept m'ont l'air d'être de mauvaises manières de faire et d'approcher les problèmes environnementaux. On ne peut pas résoudre cela avec des prix. Mettons nos capacités financières au profit de l'adaptation aux changements plutôt qu'essayer d'avoir un impact sur ces changements. N'oublions pas que la Belgique est tellement petite... notre impact à échelle mondiale est marginal, on ne verrait rien du tout. Il y a des choses qu'on ne peut pas changer et pour lesquelles on n'aura pas d'impacts. Tentons de nous focaliser sur des choses que l'on peut faire sur notre territoire belge (protection biodiversité, aménagement du territoire, la qualité de l'eau). Ce sont des choses pour lesquelles on a un levier d'action et que les conséquences seront visibles et mesurables. Le reste, c'est plus compliqué.

*Y-a-il quelque chose que vous voudriez ajouter ou compléter avant de clore l'entretien ?*

Non

## Annexe 11 : entretien avec Jean

**Jean, conseiller fiscal, professeur dans une haute école commerciale, et ancien chef de cabinet du ministre des finances, il prend facilement part aux débats concernant la taxation environnementale.**

*Quelles études avez-vous entreprises après les secondaires ?*

Ingénieur commercial, de gestion à l'IAG (institut d'administration et de gestion, maintenant : Louvain School of management) la faculté économique de Louvain-la-Neuve à l'UCL en 5 ans.

*Pour quelles motivations ?*

A vrai dire, je n'avais pas d'idée très particulière. J'aimais que cela touche à tout. Je suis un touche-à-tout.

*Vous êtes maintenant professeur à l'EPHEC et vous avez créé une société d'expertise comptable...*

Je suis avant tout un entrepreneur parce que je fais pas mal de trucs. Mais c'est vrai qu'on va dire que j'ai pas mal de reconnaissance dans le secteur des professionnels économiques parce que je suis assez dynamique et donc, il y a un certain écho sur ce que je fais.

*Vous considérez-vous comme un économiste ?*

Je pense être quelqu'un de très hybride. Se considérer comme économiste, il faut savoir ce que l'on entend par là. Si l'on est un peu humble, on va dire que je suis très intéressé par l'économie, je lis beaucoup etc. Tout comme je suis très intéressé par la fiscalité. Souvent, d'ailleurs, mes interventions ou mes contenus sont un mixte entre économie et fiscalité.

*Comment vous décrivez l'économie en général ?*

C'est censé être le point d'accord entre l'offre et la demande. Dans le monde d'aujourd'hui, il y a quand même beaucoup de théories et de principes qui sont bousculés. Ex : la théorie monétaire. En principe, si on fabrique plus de billets, la monnaie se détruit. Or à présent, ce n'est plus le cas, on n'a jamais produit autant de billets qu'à présent et en fait, il y a une insensibilité complète. Beaucoup de théories, hier fonctionnaient très bien parce que je pense que le monde était moins global, les principes qui pouvaient s'appliquer, s'appliquaient grosso-modo. Aujourd'hui, beaucoup de ces principes sont bousculés. Il y a beaucoup à dire sur la question, c'est vaste. On va dire que l'économie sous ces principes pédagogiques et simplistes, simplificateurs plutôt, est de plus en plus difficile à comprendre et à percevoir. Cela rend les choses plus difficiles pour le secteur politique par exemple, car en fait, il ne comprend rien, déjà

naturellement, mais alors dans un monde qui est encore plus exposé, il n'a quasi plus aucune chance de comprendre.

*Comment percevez-vous la croissance économique ? De quelle manière l'envisagez-vous ?*

La croissance est un sujet qui est extrêmement intéressant car c'est la seule chose qui a réussi, entre guillemets, à créer de la paix et une certaine forme de richesse. Mais la seule chose qu'on n'a pas compris quand on l'a créée/inventée, c'est la rareté des ressources. Petit à petit, c'est un modèle qui touche à ses limites. Le grand problème c'est qu'on ne sait pas la réinventer. L'idéal serait d'avoir un modèle de décroissance. Mais il produirait autant voir plus de problèmes que le modèle de croissance.

*Selon vous, de quelle manière le capitalisme, le système économique libéral basé sur la croissance (comme on le connaît dans nos sociétés plus développées) est compatible avec un mieux-être de l'environnement ?*

Ça c'est un des grands paradigmes catastrophiques qui est de considérer ou penser que la vision libérale est une vision capitaliste. On essaie toujours d'associer les deux comme étant indissociables. Le libéralisme est d'abord une culture de la liberté. Or, dans le monde et la vision 'décroissante', la plupart des réflexes sont des réflexes de privation et de règles. Alors qu'il y a certainement autant à faire dans les libertés que dans les privations. Je veux dire par là, ce n'est pas parce qu'on va interdire quelque chose que le problème va se régler. Ce qui fait que les gens se comportent d'une certaine manière, c'est leurs motivations instinctives ou primaires. Il suffit de voir la cigarette. On est censé, aujourd'hui, la combattre mais c'est une manne incroyable pour l'état. L'état serait en fait, bien fâché si les gens arrêtaient de fumer. Car cela lui rapporte tellement d'argent qu'il ne passera jamais la vitesse supérieure suffisante parce que cela altérerait ses recettes. Quand on fait un conclave budgétaire à l'état fédéral, on prend souvent des mesures qui ont une note politique mais ce qui motive toujours plus le gouvernement est la note budgétaire. On ne va jamais augmenter les cigarettes à un niveau tel que le prix provoquerait une baisse de la consommation. On va les augmenter de façon à ce que le prix vise une valeur de recettes maximales. J'ai été chef de cabinet aux finances en charge de l'éco-fiscalité. J'étais le seul chef de cabinet issu du monde privé. J'ai un peu débarqué par hasard, compte tenu notamment de mes relations particulières avec Bernard Clerfayt. J'avais la fraîcheur et les défauts du gars qui vient de nulle part. Je suis venu avec certaines propositions. C'est moi qui ai travaillé sur pas mal de choses entre autres les liens sur les émissions de CO2 et les règles fiscales. En fait, mes collègues n'avaient qu'une volonté, c'est de faire des recettes. Alors que les dispositions que l'on a mises en place, ont eu un effet considérable sur le downsizing des parcs. Donc, forcément cela créé une taxe éphémère. Le signal a été entendu, les comportements changent et donc la taxe disparaît. Cela ne plaisait pas du tout au gouvernement. Or une particularité des taxes environnementales est qu'elles doivent être éphémères. Si elle est bonne et bien pensée, elle est éphémère parce qu'elle produit un changement d'attitude. Si elle

est mauvaise, elle ne changera pas, elle deviendra une recette. Cela donne un angle d'analyse intéressant pour pouvoir dire voilà une bonne ou une mauvaise disposition. La bonne éphémère, la mauvaise durable car ce n'est pas l'objectif. Or dans la vision de toute une série d'acteurs notamment autour du domaine de l'environnement, on mélange une vision de gauche donc redistributrice et une vision environnementale. Il faut être capable de scinder les débats. L'objectif d'une politique environnementale n'est pas de redistribuer. La redistribution elle est ailleurs notamment dans la progressivité de l'impôt. Il y a toute une série de mécanismes qui existent. Les gens de gauche ont tendance à mélanger toutes les casseroles en disant : il faut partager. En soi, la plupart des gens sont d'accord avec le modèle de partage. Mais on ne peut pas tout partager partout parce qu'en fait, la redistribution devient complètement illisible. Si vous multipliez toutes les zones de redistribution, on ne sait plus comment tout est redistribué. Il y a moyen d'être beaucoup plus performant en ayant une vision redistributrice. Que celui qui gagne vraiment redistribue et celui qui en gagne vraiment moins en rebénéficie. On a déjà eu des débats avec des copains économistes ou fiscalistes et on est à peu près tous d'accord. On devrait reloger la redistribution à un endroit plutôt que d'essayer de multiplier les zones de lecture.

Il faut dire aussi vu qu'on est dans un monde belge éclaté, des pouvoirs à tous niveaux, il y a ce besoin d'être plus redistributeur que l'autre, de montrer que l'on va impacter ça ou ça. Si on veut mettre une taxe de circulation régionale en fonction de la taille d'une auto, c'est ridicule, par contre par rapport à son émission de CO<sub>2</sub>, cela a du sens. Voilà une différence qui est subtile parce que souvent il y a une relation entre les deux. C'est pas parce que quelqu'un a une grosse voiture qu'il doit avoir une taxe qui est reliée à cette voiture, le volet économique doit être taxé ailleurs, à un endroit où on a une valeur objective de ce qu'il détient. Cela sert à rien de dire, je t'attaque là, là et là. C'est de la rage taxatoire. La contribution du belge moyen a été fondamentalement affectée depuis 20 ans. On a toujours tendance à attaquer le maillon le plus accessible. Celle qui a le plus contribué, c'est la classe moyenne à tel point qu'elle a maintenant quasi disparu.

*Vous seriez plus pour une redistribution via une taxation sur les revenus qu'une taxe environnementale ?*

Une taxe environnementale elle est très bien si elle est objectivée et qu'elle amène naturellement un comportement vertueux. Elle ne l'est pas si elle a une vocation d'interdit. Un exemple de l'interdit pour l'interdit qui n'est pas de la taxe : le nucléaire. Il y a une vision impérialiste comme quoi il faut arrêter le nucléaire. Cependant, tout le monde sait, sans plan scientifique, que le nucléaire est la piste la plus sérieuse pour émettre moins de CO<sub>2</sub> dans un mixte énergétique. Le seul problème est qu'évidemment, qu'il y a des effets collatéraux considérables. Il y a une personne qui a dit : soit on l'interdit soit on réduit les effets collatéraux. Ce deuxième volet qui n'est pas d'autorité et qui n'est pas basé sur une taxe mais sur les innovations et la recherche, personne n'en parle. Alors qu'aujourd'hui, il existe un projet de centrale nucléaire basé sur un uranium appauvri qui permettrait d'utiliser des déchets radioactifs (qui

sont des uraniums appauvris). Ce serait une solution pour les déchets et pour le CO2. Il y a un tel totalitarisme philosophique qu'on a décrété que l'uranium et l'atomique étaient interdits. Bien sûr qu'avec les effets collatéraux, il faut les interdire, mais pourquoi ne pas penser les choses autrement ?

Un autre exemple : on veut supprimer le diesel alors que les moteurs qui sortent aujourd'hui au diesel sont moins polluants que ceux à l'essence. On a décrété qu'en fait c'était l'électricité, la vertu. L'électrique a aussi des effets collatéraux sur l'environnement notamment en terme de terres rares. Il y a une pensée unique mais elle est pas du tout basée sur l'innovation. Cette dernière qui a l'habitude de déplacer le curseur grâce aux inventions de gars géniaux. L'environnement devrait être une source, une inspiration pour les innovations. Cela devrait être un moteur économique et permettre de repenser le monde à partir d'un capital de CO2 faible. Mais c'est totalement absent des discours. Si vous discutez avec la plupart des gouvernements en place, les écolos, je n'ai pas vu une ligne basée sur ça. Comment on se transforme ? Pas avec du fric et des taxes, mais avec des idées. La vraie déclaration n'est pas de dire on va supprimer ça ou ça d'ici 2030 mais de dire dans les conditions actuelles, si on ne règle pas telle ou telle disposition, on interdira ça. Le politique est incapable de se projeter dans le futur parce qu'il est trop collé à son présent et à son mandat. Il s'en fout du mandat du suivant, c'est catastrophique. La fiscalité et autres devraient tourner autour de cela.

*Selon vous, le système peut continuer comme ça, il suffit de laisser de la place aux innovations technologiques et on passera au-dessus de la crise.*

Je ne crois pas beaucoup aux taxes consommateurs vs producteurs. De mon expérience, j'ai piloté l'éco fiscalité fédérale pendant 3 ans, les taxes producteurs sont beaucoup plus efficaces. Un endroit où on aurait pu avancer depuis très longtemps mais rien n'a bougé, pas un soupçon de règles là-dessus : la bouteille d'eau en plastique. Les Belges ont accès à l'eau du robinet et peuvent acheter une gourde. Il n'y a pas d'a priori à avoir. Si je suis politique, je peux prendre des dispositions plus ou moins sévères par rapport à ça, parce que je ne prive personne. Cela changera rien pour personne. Une vision régressive est de dire on va taxer la bouteille (et donc le consommateur). La vision plus progressive est de dire qu'on va taxer le producteur. Le consommateur est le maillon faible de la chaîne, celui qui est le plus fragile, le gars qui n'est pas éduqué dans ce domaine, il ne réfléchit pas et ne se projette pas là-dedans. Si on fait une taxe, tous les producteurs sont impactés, pas de règles de concurrence déloyale. Un exemple : les compagnies de voitures allemandes font des motorisations juste pour la Belgique. Le producteur, si on lui donne des règles lisibles dans le temps, claires, légitimes (il est important de faire des règles justes, sinon elles sont contestées), il a le temps de s'adapter. C'est bien la preuve que les producteurs ont la capacité de s'adapter parce qu'il y a des marchés à prendre. On est prêt à taxer des choses incroyables mais la bouteille d'eau, personne ne s'y intéresse. On attend que l'Europe se mobilise. Même si je suis tout à fait d'accord de dire que l'Europe est bien plus performante que nous sur ce volet-là, rien n'empêche qu'on puisse avancer.

*La bouteille Evian est produite en France, donc si ce sont des taxes nationales, il faudrait les inclure aux frontières.*

L'endroit où vous taxez ne pose aucun problème. Le seul risque est qu'on vienne acheter à côté, en passant la frontière, ce qui est un réel problème en Belgique car on a beaucoup de frontières. Mais c'est pas grave, parce que si on propose des choses qui ont du sens, on sera très vite copié par les voisins. Il y a des tendances comme ça. Ce qu'il faut c'est d'être innovants sur le plan fiscal et économique, et après tout le monde copie, tout le monde est demandeur de règles intelligentes.

*Avez-vous eu l'occasion de lire les documents que je vous ai envoyés ?*

Oui, j'ai regardé. C'était en rapport avec la TVA circulaire.

*Que pensez-vous de la proposition « DaVAT » ?*

Je trouve ça intéressant. La seule chose qui me laisse sceptique. (Je n'ai pas lu assez pour me faire une opinion sérieuse.) Comment peut-on calculer une ACV sur tous les produits ? Une fiscalité performante est une fiscalité simple ; plus c'est compliqué, plus c'est impraticable. Parfois, on s'en fout de tomber juste, ce n'est pas important, ce n'est jamais qu'une taxe. L'important est qu'elle arrive à un gradient qui provoque un comportement. Parce qu'au départ ta formule, elle est quand même farfelue, qu'elle le soit un peu plus ou un peu moins, elle le restera. Comment mettre en place une taxe qui est jouable pour tout le monde ? Déjà poser la question, c'est forcément soulever une difficulté. L'idée du pollueur-payeur, j'y suis favorable, c'est un principe de responsabilité. De nouveau dans la vision libérale, on te donne plein de libertés, mais tu es responsable et tu assumes tes conneries. Comment déployer un système aussi élaboré ? Parce que ce qui est intéressant, c'est ce côté sophistiqué qui la rend objective. La démarche est intéressante mais sa mise en œuvre... En fiscalité, la mise en œuvre est essentielle. Sinon, vous avez de la tricherie. Une bonne taxe est une taxe qui s'enroule toute seule. Plus elle va être compliquée, plus des biais vont être créés, des gens vont tricher ou interpréter, moins votre taxe sera efficace et juste. C'est une grande limite. Alors est-ce qu'il y a moyen de mettre ça en place sur un nombre limité d'articles ? On pourrait également, mettre en place, ce que moi j'appelle une taxe de proximité. Mon idée était de dire que dans n'importe quel achat technologique ce qui supprime les distances est l'achat électronique, car on peut acheter sans le savoir des choses, on ne sait même pas d'où. Mais, on peut très facilement détecter l'endroit. L'idée est de payer toutes les transactions peu importe la distance comme un précompte immobilier sur la vente d'actions. Les banques seraient chargées de récolter cet impôt à la source. A la fin de l'année, vous pourrez récupérer une partie sur votre déclaration fiscale. Si vous avez acheté à moins de X km, vous recevrez des certificats. Tout pourrait se faire automatiquement. Ça c'est très simple. On doit juste contrôler celui qui émet le certificat... Donc, si on achète loin et qu'on voit le prix augmenter, certains achats seront peut-être évités et le consommateur moins impulsif. Aujourd'hui, il y a plein d'applications qui font qu'on peut acheter n'importe quoi en Chine pour rien. C'est catastrophique pour l'environnement.

*Avec ce certificat de proximité, les riches auront toujours le choix de polluer, les pauvres non.*

Ça, c'est la même discussion sur le fait que la TVA serait régressive. Le fait qu'elle est payable pour tout le monde au même taux. Le pauvre est de toute façon freiné dans sa consommation. Vous avez raison pourquoi freiner de la même manière celui qui a moins que celui qui a plus. Vous avez raison sauf si la progressivité de l'impôt est effective. Aujourd'hui, celle-ci est absurde, si vous avez 40.000 euros de revenus, vous êtes au maximum, c'est débile. Il n'y a qu'en Belgique où elle est comme ça. La progressivité de l'impôt veut dire que si vous avez 40.000 vous devriez être dans la 2<sup>e</sup> tranche d'impôt et non la 4<sup>e</sup> (maintenant il n'y en a plus que 4). Même aux USA, qui n'est pas un régime des plus.... Ils avaient, jusqu'il n'y a pas si longtemps, une taxe sur les revenus jusqu'à 90%. Il y a 30 ans. Quand on regarde ce qu'a écrit Warren Buffett, il n'était pas si régressif que ça. Il a d'ailleurs confié une partie de sa fortune dans une fondation. Il a dit : je léguerai à mes enfants suffisamment pour faire mais pas assez pour ne rien faire. Il y a plein de milliardaires américains qui estiment qu'ils devraient contribuer plus, contrairement à la vision de Trump. La solidarité selon eux, est essentielle.

*Ce n'est pas le cas de tous...*

Non, bien sûr. Quand on parle de partage, on doit être dans un modèle beaucoup plus consensuel que dans un modèle où on essaye d'opposer la lutte des classes. Aujourd'hui les gens qui ont les moyens, ils font ce qu'ils veulent, donc, si tu le forces à contribuer à tout prix, ils vont simplement partir. Il faut être beaucoup plus dans l'idée de créer un consensus : comment est-ce que je crée ce système de partage ?

La plupart des gens riches que je connais ne sont pas des gens qui sont contre le partage. Mais ils sont particulièrement échauffés par la dilapidation des moyens publics. Moi qui suis passé au gouvernement, je peux t'assurer que c'est surréaliste. L'état n'est pas constitué d'hommes responsables. Le sens de l'intérêt public est extrêmement évaporé. Plus tu vas redonner du sens à l'action publique, plus tu donneras du crédit à la possibilité d'un consensus. La vision gauchisante est de faire croire qu'il y a des choses disponibles pour éviter de s'attaquer à des choses plus profondes. S'assurer du bon fonctionnement de la sécurité sociale, que chaque euro soit dépensé de manière efficace. Il y a des dérapages publics toutes les semaines et tout le monde s'en fout. Après, on se demande pourquoi il y a une méfiance si grande envers le monde politique. Le monde politique n'est pas un monde réel, moi j'y ai été pendant 3 ans et je suis très content d'en être sorti. Si j'avais voulu rester, j'aurais dû me transformer. Du jour au lendemain, tu sors d'une PME, tu te retrouves au 26<sup>E</sup> étage d'un building, tu as un chauffeur et tu sonnes à quelqu'un, peu importe qui, il arrive 2h plus tard dans ton bureau. Ça c'est le monde politique. Forcément, après plusieurs années, comment on peut rester normal ?

*La croissance verte ? Que cela veut-il dire selon vous ?*

L'idée d'utiliser la « verdurisation » de notre cadre pour un moteur de croissance est une piste intéressante mais elle doit être plus basée sur de l'innovation que sur des travaux forcés. Quand j'entends

l'endettement que les pouvoirs régionaux sont prêts à mettre en œuvre pour activer des investissements plus environnementaux. De nouveau, sur base d'un argument sérieux et intéressant pour devenir plus écologique, on utilise des moyens qui sont inadéquats. Une dette est un impôt futur. Si vous vous endettez, il faudra bien rembourser par les recettes qui sont les impôts. Donc, vous condamnez sur une base dogmatique et environnementale les générations futures à payer quelque chose qui, si ça se trouve, dans 10 ans s'avèrera surfait. L'isolation d'aujourd'hui, n'est pas celle de demain. On devrait beaucoup plus se focaliser sur l'innovation. Elle ne coûte rien, on stimule les esprits. On peut donner de l'aide à l'innovation, créer un cadre la favorisant et pas forcément de l'argent public bête et méchant. L'exemple des biotech's, maintenant il y en a plein. Ce sont des leviers énormes. Avec ça, on peut créer de la richesse et créer un vrai cadre environnemental.

Quand on prend les taxes sur les voitures, cela ne me pose aucun problème. Là, où j'ai un problème est que la contrepartie n'apparaît pas. Je suis ici depuis 10 ans. On est passé de 0 taxe à 25 euros de taxe tous les mois. Qu'est-ce qui a changé dans ma rue ? rien... en 97, on parlait du RER... Le monde politique est tellement peu fiable. Il faut créer des fonds dédiés pour le paiement des taxes ! Ces fonds serviraient par exemple, à créer des pistes cyclables ou le RER et pas ailleurs. Je ne crois pas du tout aux politiques. Parfois, un mec est bien mais généralement il disparaît et ne tient pas le coup. Après c'est relatif, le fond dédié à la vieillesse est vide. Il y a eu la crise.

Bill Gates n'attend qu'une chose est qu'on crée des choses en matière de centrales nucléaires à faible émission. Si on se penchait là-dessus, on pourrait être leader mondial.

*Vous êtes conscient des enjeux actuels liés à l'environnement. Comment avez-vous acquis ces connaissances ?*

Parce que je lis énormément. Je suis très intéressé par ce qui se passe autour de moi, dans le monde, par la capacité à répondre à des enjeux de société. J'ai une vision très contemporaine. Là, je suis en train de travailler pour une fiduciaire, je suis l'actionnaire principal. J'aimerais y instaurer un modèle participatif. Comment amener mes travailleurs à accéder à une partie du bénéfice ? On doit être capable de changer les paradigmes entre hier l'actionnaire qui a tout et aujourd'hui. Dans une société moderne c'est une réponse normale, et donc je cherche (mesure de dividende social vs prime bénéficiaire). Le monde politique n'a pas encore perçu ça.

*A quel degré percevez-vous le changement climatique et le déclin de la biodiversité comme étant problématiques ?*

C'est vraiment très problématique. Le plus difficile sur la Terre est de régler un problème général. Comment expliquer aux Chinois ou aux Africains qui vont vous dire maintenant c'est notre tour ? On ne peut pas faire ça. En même temps, si c'est leur tour, c'est une catastrophe.

*Greta Thunberg a fait un discours à l'ONU en septembre dernier. Elle accuse les politiques de ne pas agir, de ne penser qu'à l'argent alors que la planète est en train de s'effondrer. Selon elle, il est plus qu'urgent de prendre des mesures plus fortes. La comprenez-vous ? Sentez-vous cette même urgence ?*

Je trouve que quand on voit les théories de l'effondrement (collapsing), les courbes sont somme toute assez conformes alors que la première étude date de 1970. On peut clairement s'interroger sur le caractère catastrophique qu'il y a derrière. Je pense que l'urgence est réelle. Si un schéma catastrophique venait à se réaliser, je ne pense pas qu'on mourrait d'un manque de ressources mais d'une guerre. Je regarde beaucoup de choses sur l'histoire qui est un éternel recommencement, sur le fascisme, Hitler, pour essayer de comprendre ce qui s'est passé. J'ai essayé de comprendre les différents ingrédients. Un des slogans du fascisme est : pain et travail ce qui a permis au parti national-socialiste d'accéder au pouvoir pour faire totalement autre chose. Quand certaines personnes font comprendre que seule l'économie est importante, cela fait réfléchir. Est-ce vraiment leur conviction ou est-ce un moyen de prendre le pouvoir ?

Je vais souvent en Afrique et je me suis intéressé à la cause africaine. Quand je vois comment la Chine investit en Afrique, si ce n'est pas du colonialisme moderne ça... Il y a une démarche claire de toute une série d'économies pour conquérir des ressources. Tant qu'on les laisse faire, pas de problème, mais quand les ressources se feront rares qu'est-ce qui empêchera un pays à entrer en guerre ? Quand on voit le nombre de tarés qui ont pris le pouvoir ses dernières années, c'est surréaliste. L'homme a cette capacité de s'autodétruire pour recommencer autre chose. La théorie de l'effondrement prévoit qu'en 2100, on soit à 2 milliards d'habitants et que les conditions de vie soient similaires aux débuts des années 1950. En même temps, je suis quelqu'un de très optimiste. Je crois beaucoup en l'innovation plus qu'à la privation. La privation ne peut pas être un modèle. Tous les modèles qui ont été basés sur les règles et les privations comme le communisme n'ont rien produit. Cela n'a pas de sens. J'ai une collaboratrice ici, elle est très durable, elle est impressionnante. Elle fait un sac poubelle toutes les deux semaines, moi tous les jours. On discute, c'est intéressant. Elle est dans sa démarche et elle est loin d'être malheureuse. On ne valorise pas assez ça. Un de mes projets était de faire une ferme environnementale. On viendrait chercher la salade qui a poussé sur des « plateaux ». Ce sont des visions concrètes. J'y crois beaucoup plus à ça qu'à des taxes. Des taxes, on en a tout le temps mais qu'est-ce qui change ? Quand je vois la vision de certains gauchistes qui veulent pénaliser la voiture. Je trouve ça débile. Qu'on me donne envie de rouler à vélo et non qu'on m'emmerde avec la voiture (ex. : rétrécissement des voies d'entrées à Bruxelles avec des marquages zèbres pour supprimer une bande). Tous les efforts qui sont faits pour décourager la voiture vs les efforts pour rendre le vélo attractif. L'équilibre n'y est pas. En plus, je suis d'avis que la plupart des gens souhaitent réellement le développement de la mobilité douce. Le consommateur est le maillon faible encore une fois. C'est celui qui vend et qui a les clés en main, qui doit être stimulé, qui a la responsabilité parce que c'est lui fout des crasses sur le marché. Un Iphone pourquoi on ne dit pas qu'il y a une obligation de durée de vie de X années. Qu'est ce qui empêche de

faire ça ? Rien. On doit obliger le producteur à faire en sorte que l’Iphone soit compatible avec les nouvelles normes européennes en mettant une puce non soudée et remplaçable, par exemple. On n’est pas capable de faire ça, je ne comprends pas.

*Ils y perdaient en termes de rentrées financières.*

On s’en fout. Apple gagnera 80 milliards à la place de 100. Et alors. Il ne se passe rien. Il y a 3 ans, ils gagnaient 80 milliards.

*Des licenciements, ils n’auront plus besoin d’autant d’employés ?*

Non il n’y aura pas de licenciements. Pour créer un Iphone durable ou non durable, il faut le même nombre de personnes. Il faut une responsabilité sociétale de ces grosses entreprises-là. C’est une vision libérale de se dire tu as du fric, tu as une responsabilité dont celle de mettre sur le marché des produits recyclables. Et ça c’est la même chose que le dividende social. Qu’est ce qui va faire qu’un employeur va distribuer une part de ses bénéfices aux travailleurs ? C’est son sens de la responsabilité. A un moment, il devra justifier devant eux, pourquoi il ne partage rien. Dans un monde comme aujourd’hui c’est intenable.

*Comment définissez-vous le mouvement de la décroissance ? Considérez-vous être familier avec ce terme ?*

Très honnêtement, je n’ai rien lu par rapport à ça qui me convainc. Dans un modèle comme aujourd’hui, il faut un certain niveau de croissance pour qu’il y ait de l’emploi. Dans un modèle de décroissance, on fait quoi ?

*On redistribue le temps de travail par exemple.*

Ok mais quelle est la plus grande exigence de tout le monde aujourd’hui ? C’est le pouvoir d’achat.

*Une des idées fondamentales de la décroissance est de moins consommer...*

Mouais. Partant de l’idée que la plupart des comportements sont impulsifs, je trouve qu’il manque un ingrédient, je ne sais pas lequel. Je ne dis pas que cela n’a pas de sens car fondamentalement, les ressources se raréfient. En même temps, pas toutes les ressources, quand on fait du renouvelable, on ne consomme rien. Je crois beaucoup plus dans des modèles circulaires que de décroissance. Le circulaire est un grand générateur d’emploi.

*Et comment définir la décroissance ?*

Comme je dis, je crois beaucoup plus dans des modèles circulaires que de décroissance. Le modèle circulaire fait qu’on redonne vie à beaucoup de choses et que donc on crée beaucoup plus d’emplois. Plutôt que d’acheter du neuf, on redonne vie à quelque chose qui existe. Le problème est qu’on a créé un monde global. L’économie circulaire est plutôt anti globalisation. Va-t-on réussir à sortir d’un monde

global pour aller vers un monde de proximité ? Un des fondements de la circularité et de la décroissance est l'anti-globalisation et donc, la proximité. Anti-globalisation c'est aussi l'anti-ultra-riche, ne pas acheter des TV plates tous les 5 ans. Le besoin est suscité par l'innovation mais une même tv pourrait simplement s'« updater ». Une des premières choses à faire est de promouvoir la culture du recyclage. Là-dedans, les pouvoirs publics ont un rôle.

*Que pouvez-vous me dire sur l'économie écologique ?*

Rien.

*Comment vous positionnez-vous par rapport aux revendications du pluralisme économique pour l'enseignement ?*

S'il y a bien une chose qui s'adapte très lentement, c'est l'enseignement. Il est complètement décalé par rapport à la société actuelle. Oui dire que l'économie est la rencontre entre l'offre et la demande, le coût de ... oui ce n'est pas suffisant. Je suis très ouvert et favorable à éveiller l'esprit des jeunes aux nouvelles réalités. Mais ce sont les anciens qui décident.

*De quelle manière pensez-vous que votre formation passée est adéquate pour faire face aux divers enjeux globaux ?*

Non, enfin j'ai étudié, il y a quand même un certain nombre d'années. Il y a 30 ans, nous n'étions pas confrontés aux enjeux d'aujourd'hui. A l'époque, cela tenait la route. Je donne cours à l'Ephec mais je me fous du cahier des charges, j'utilise les armes que je travaille (j'ai publié un livre) pour que les étudiants arrivent à un certain niveau.

*Et le PIB a-t-il encore tout son sens ?*

Par rapport à une politique de décroissance sûrement pas. Il y a d'autres indicateurs : ceux du bonheur etc. Même s'ils sont intéressants, on s'en fout quelque part de ce qu'on utilise. Ce n'est pas parce qu'on utilise le PIB que l'on règle le problème. Dire qu'il est dépassé parce qu'on est dans un modèle où la croissance n'est plus le moteur absolu, ok. Mais peu importe ce que vous utilisez, vous serez ramenés aux mêmes problématiques. Aujourd'hui, on a rien trouvé d'autre que de la croissance pour créer de l'emploi. Le PIB est un indicateur ; il n'est là que pour indiquer. Une fois qu'on sera dans un autre modèle que la croissance, il sera peut être utile de créer un nouvel indicateur. Si on crée un autre indicateur, celui-ci n'aurait du sens que s'il est comparé à d'autres. Un indicateur est un outil. Les gens aiment bien s'attaquer à des symboles. Mais cela ne change rien en termes de politique.

*Pour vous un modèle non basé sur la croissance est-il souhaitable ?*

Pour moi, le type qui parvient à inventer un modèle, à mettre un certain nombre d'ingrédients convaincants ensemble. Les gens en majorité sont favorables à l'idée d'un modèle alternatif qui est crédible. Le peu de modèles que j'entends, ce sont des passoires, on ne peut pas convaincre avec ça. Il y a des gens qui font des choses intéressantes comme Philippe Defeyt. Lui-même reconnaît les limites des modèles d'aujourd'hui. On n'a rien aujourd'hui de convaincant. Dans sa carrière, lui-même évolue. Il est beaucoup plus modéré aujourd'hui qu'au début. Je serais le premier à adhérer à un modèle de non-croissance alternatif mais il faudrait le construire.

*Quels seraient les ingrédients pour qu'il le soit crédible ?*

J'ai travaillé au sein d'un groupe d'experts en fiscalité. On a eu quelques discussions avec le gars de la FGTB, il est mignon dans sa manière de défendre ses idées. Mais il ment. Pourtant, je ne demanderais pas mieux de le croire. On n'a jamais réussi une dynamique stable et positive pour une société si on est basé sur une redistribution absolue entre celui qui ne travaille pas et celui qui travaille. Si tu mets tout le monde au même niveau cela ne marchera pas. Celui qui travaille continuera à travailler et celui qui ne travaillera pas, ne travaillera plus d'une manière générale. Quand on parle de redistribution, la redistribution ne peut pas être absolue. Comme le communisme, cela ne produit rien ou alors des oligarques. Cela ne peut pas fonctionner. Il faut des espaces de libertés qui respectent les enjeux collectifs. Parce que finalement, c'est ça, c'est l'individualisme versus le collectivisme. Comment trouver l'équilibre ? Certainement pas en demandant à l'individu de tout donner. C'est compliqué cet enjeu. L'homme est un animal, il pense d'abord à lui. Comment on crée une conscience collective ? Comment ça se fait qu'un mec comme moi, qui a une fiduciaire tout seul, ait envie de partager ? Dans l'absolu, autant que je garde tout pour moi. La preuve, ce n'est pas impossible. Je suis individuel et je ne supporterai pas d'être corseté dans mon initiative individuelle. Mais ce n'est pas pour ça que je perds l'intérêt pour le collectif.

Pour moi le premier facteur d'une décroissance est la décroissance de la population. Poser ce débat-là est compliqué. La première source vertueuse est que la population baisse.

*Plutôt une baisse de la population plutôt que de la consommation ?*

Dire ça comme ça est ambigu. Dire que tu peux continuer à t'empiffrer tant que vous êtes moins est très réducteur comme approche. Ce n'est pas ça. La terre a une capacité de donner et produire des choses. C'est lié notamment au nombre de personnes qui interagissent sur elle. Dans la nature, si vous mettez trop de lapins dans un enclos, à un moment, il y a une maladie et ils meurent. L'homme est à un tel niveau de sophistication qu'il a supprimé toutes les barrières naturelles. La Terre, à ce niveau-là, ne se régule pas toute seule. L'homme court après une course folle qui amènera peut-être l'homme à s'auto-détruire.

*Est-ce qu'un ralentissement qui se déroule déjà est souhaitable pour encourager et accélérer le changement ?*

Je ne le dirais pas comme ça, ce qu'il faut freiner est la production et non la croissance. Une économie circulaire peut être croissante. Il y a une vision très idéologique autour du mot croissance. La croissance n'est pas de la surconsommation. Je trouve que le renouvelable, les circuits courts, l'usage circulaire, la réduction de l'obsolescence sont les ingrédients d'une croissance réinventée. La croissance permet d'alimenter le système. Peu de réflexions vont dans ce sens-là, car on est directement dans l'idéologie. Ce que les gens appellent décroissance est juste une croissance différente. Ce n'est pas un enjeu de gauche. Cela n'a aucun sens d'être gauchiste pour vouloir une terre plus verte.

Le libéralisme et le capitalisme sont deux choses différentes et peuvent être bien sûr compatibles avec une croissance différente. Pourquoi en matière environnementale, il ne pourrait pas y avoir des gens sur base individuelle et volontaire qui viennent en toute liberté, faire des propositions favorables à la planète ? Pourquoi ce seraient forcément des gens qui vous disent qu'il faut arrêter, qu'il faut se priver, moins consommer ? J'ai envie de pouvoir faire et non être stopper de faire. On ne changera pas la société avec des non mais avec des oui ! Mes enfants n'ont pas de permis de conduire. Ils l'ont choisi librement. Parce qu'ils n'en voient pas le besoin et non parce qu'on leur a interdit. Il y a des gens qui ne subissent pas encore trop les contraintes et qui ont envie. Les interdits sont une couillonnade. S'il ne te reste plus que l'interdit pour obtenir des résultats, c'est vraiment que tu es un acteur faible. Invente des choses qui vont mobiliser. Pour ça, le film Demain est intéressant ! C'est bien plus parlant. Avec une taxe, on peut donner un signal mais pas fondamentalement changer les comportements. Je dois filer.